

Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16859 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

VENDREDI 9 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

MONDE DES LIVRES
MONDE DES POCHES

Au sommaire :
Herling, Chevillard,
Wittgenstein,
la question gay, etc.

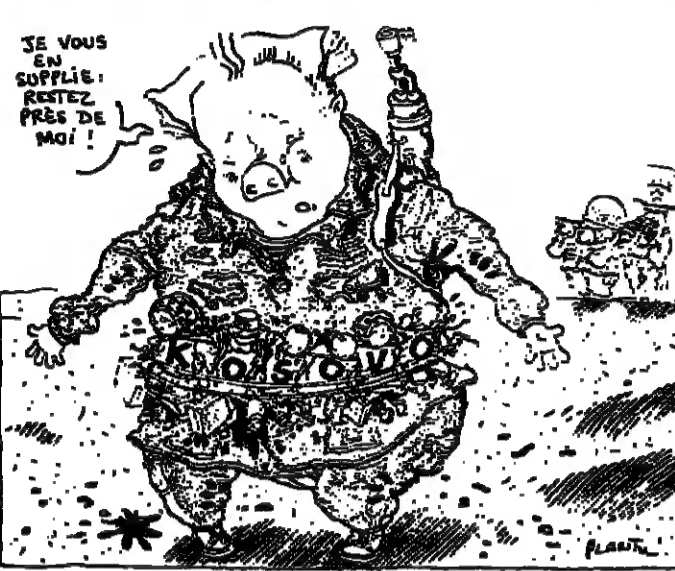


Au Kosovo, avec les combattants de l'UCK

- Notre envoyé spécial a rencontré la guérilla de l'Armée de libération, dans l'ouest du Kosovo
- « Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant », dit un officier indépendantiste
- Belgrade ferme brutalement ses frontières avec l'Albanie et la Macédoine

NOTRE envoyé spécial au Monténégro, Rémy Ourdan, a franchi la frontière pour se rendre à l'ouest du Kosovo, dans la région de Rugova, contrôlée par les combattants de l'UCK qui continuent de lutter contre l'armée serbe. Un commandant de l'organisation lui a déclaré : « Nous avions prévenu la communauté internationale que nous ne nous laisserions pas enfermer. Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo. » Repliés dans les montagnes, ces combattants admettent que l'Armée de libération du Kosovo est en situation difficile depuis le lancement de la nouvelle offensive serbe. Ils attendent que les forces serbes soient suffisamment affaiblies par les opérations de l'OTAN auxquelles ils contribuent en désignant aux alliés des cibles serbes.

Les autorités de la République fédérale de Yougoslavie ont fermé, mercredi 7 avril, les frontières avec l'Albanie et la Macédoine. L'Organisation pour la sécurité et



la coopération en Europe estime que 80 000 Kosovars ont ainsi été refoulés aux frontières de ces deux pays. L'OTAN soupçonne Belgrade de vouloir se servir d'eux comme otages en des lieux qui pourraient être visés par les alliés. L'armée macédonienne a vidé brutalement, dans la nuit de mardi à mercredi, le camp de Blace où s'étaient réfugiés 60 000 Kosovars. Notre envoyé spécial, Henri de Bresson, raconte comment les soldats ont forcé la moitié d'entre eux à se rendre dans un centre de transit de l'OTAN. Les autres ont été chassés vers des destinations que l'on suppose être l'Albanie, la Grèce et la Turquie. L'OTAN a bombardé une nouvelle fois, mercredi soir, le centre de Belgrade. Les États-Unis ont notamment menacé neuf officiers serbes de les juger pour crimes de guerre.

- Le reportage de Rémy Ourdan avec l'UCK
- Belgrade isole le Kosovo
- L'Europe et l'aide aux réfugiés
- Deux semaines de guerre : premiers bilans

- Les nouvelles armes de l'OTAN
- Pierre Vidal-Naquet répond à Pascal Bruckner
- La guerre vue par les médias russes
- Les pilotes français et le « NATO secret »



L'Elysée et Matignon dans la guerre

DEPUIS le début des frappes aériennes de l'OTAN, le 24 mars, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont montré une parfaite identité de vues, tant sur les choix militaires que sur la question des réfugiés ou encore sur la manière de traiter M. Milosevic. « Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, où domine surtout le souci de créer un contre-poids à la puissance américaine », explique le ministre de la défense, Alain Richard. La situation de guerre entraîne un contact permanent et une collaboration renforcée entre les deux têtes de l'exécutif. Enquête croisée à l'Elysée et à Matignon.

Lire page 16

Baton Haxhiu, ce journaliste qui a appris sa mort par la radio

LONDRES

de notre correspondant
« Je tenais de bonne source que mon nom figurait sur la liste de ceux que les Serbes voulaient liquider » : sous les plafonds chamarrés du Foreign Office dont les murs racontent l'histoire de l'Angleterre, Baton Haxhiu, rédacteur en chef de *Koha Ditore*, le principal quotidien albanophone du Kosovo, ne hausse jamais le ton quand on l'interroge sur le calvaire qu'il vient de vivre. Les yeux fatigués, il se tient derrière les grosses lunettes du militant nationaliste kosovar interpellé par la police serbe à Pristina au lendemain des premiers raids de l'OTAN. Cet Albanais de trente-deux ans est un ami proche de Bajram Kelmendi, le célèbre avocat des droits de l'homme tué par des paramilitaires serbes le 24 mars avec ses deux fils.

Dans un fourgon cellulaire, trois membres des forces de sécurité serbes tabassaient Baton Haxhiu avec leur arme. Mais alors qu'il s'attendait à être abattu, ses geôliers le libèrent vingt minutes après, sans explication. Ils l'ont,

au passage, délesté de son portefeuille. Pendant douze jours, le journaliste se cache, changeant quotidiennement de planque pour tenter d'échapper à cette campagne visant à anéantir les cercles intellectuels modérés du chef-lieu. « J'ai entendu parler de ma mort le 29 mars à la radio. Je pensais que, d'une certaine manière, l'information donnée par un porte-parole de l'OTAN était exacte. Je sentais vraiment que j'avais été exécuté par les Serbes. Je ne pouvais prévenir personne pour démentir. Je m'inquiétais vivement de la manière dont ma femme et mes enfants devaient vivre pareille nouvelle », explique ce journaliste chaleureux, très apprécié par ses confrères étrangers lors de leurs passages à Pristina.

L'état se resserre autour de celui qui, donné pour mort, quitte Pristina le 1^{er} avril pour tenter de gagner la Macédoine. Le fugitif, qui s'est rasé la barbe, se cache pendant quatre jours dans la montagne avant de se mêler au flot des expulsés poussés hors de la province. A l'approche de la frontière, il saute dans une voiture conduite par une inconnue accompa-

gnée de son enfant. Lors d'un arrêt, Baton Haxhiu est reconnu par une amie, elle aussi bloquée dans son véhicule par les milliers de réfugiés qui affluent à la frontière. D'un regard, il implore celle-ci de l'ignorer, ce qu'elle fait : la zone grouille en effet d'agents de sécurité serbes. Le patron de *Koha Ditore* parvient à passer en Macédoine et, de là, prend le chemin de Londres pour témoigner, le 7 avril, en compagnie de deux autres journalistes et de l'interprète albanaise utilisée par le Foreign Office lors des pourparlers de Rambouillet.

Comme l'a indiqué le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, Baton Haxhiu doit prendre la direction du nouveau service d'information à destination du Kosovo organisé par des journalistes qui, comme lui, ont fui la province. Financé par la Grande-Bretagne, ce réseau, qui pourrait être installé à Skopje, devrait publier *Koha Ditore* deux à trois fois par semaine afin d'informer les déportés sur le déroulement de la guerre et d'œuvrer à la réunion des familles.

Marc Roche

Droit d'asile pour les Kosovars

APRÈS quelques jours d'hésitations, le gouvernement de Lionel Jospin a finalement décidé d'accueillir plusieurs milliers de réfugiés kosovars sur le sol français. Nul ne sait encore s'ils bénéficieront du statut extrêmement protecteur de la convention de Genève de 1951 ou de l'asile territorial, un statut plus restreint officialisé par la loi Chevènement. Ce débat s'inscrit dans un contexte difficile en matière de droit d'asile, accordé de façon de plus en plus restrictive : en 1998, moins de 4 000 statuts de réfugiés ont été accordés, soit une légère baisse par rapport à 1997. Au total, plus de 80 % des demandes sont rejetées.

Lire page 12

Les contradictions des communistes



ROBERT HUE

CONVAINCU que la guerre serait courte et que les Français étaient majoritairement hostiles à l'intervention de l'OTAN, le PCF et son secrétaire national, Robert Hue, se retrouvent aujourd'hui tiraillés entre réflexes identitaires et velléités d'ouverture. Le Kosovo suscite aussi des tensions et des divisions au sein de la gauche radicale, certains pensant que le schéma « anti-impérialiste » de la guerre du Golfe est transposable en ex-Yougoslavie, d'autres non.

Lire page 10

International	2	Tableau de bord	28
France	10	Aujourd'hui	31
Société	11	Météorologie, jeux	34
Régions	15	Culture	35
Horizons	16	Guide culturel	37
Carnet	24	Kiosque	38
Entreprises	25	Abonnements	38
Communication	27	Radio-Télévision	39

Règlements de comptes à Moscou

Le baron des affaires, Boris Berezovski, riposte au mandat d'arrêt lancé contre lui. Il a organisé une conférence de presse à Paris. « Tout ce qui fait Primakov échoue », a-t-il déclaré au Monde. p. 8 et notre éditorial p. 22

Le rapprochement Renault-Nissan

Il a fallu neuf mois de négociations discrètes entre les deux constructeurs pour parvenir à un accord. Il reste à accomplir le plus difficile : restaurer la rentabilité de Nissan. p. 25



Jardin rétro

La passion des végétaux anciens s'étend aux simples jardiniers. Les catalogues spécialisés se multiplient alors que se tiendra ce week-end la fête des plantes vivaces. p. 32

La trompeuse banalité de l'eau

Cet élément familier surprend les scientifiques par son comportement lorsqu'il est soumis à des températures et des pressions variables. En collaboration avec *El País* et *Nature*, l'eau comme on ne la connaissait pas. p. 31

La mort d'Emile Copfermann

Romancier, critique, il fut, selon le mot de François Maspéro, « la conscience éditoriale de la maison » créée par ce dernier. Emile Copfermann est mort dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril. p. 24

Les enfants et les œuvres d'art

L'artiste suisse Gottfried Honegger a ouvert à Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) un atelier réservé aux enfants et aux adolescents. Les méthodes pédagogiques y sont inédites. p. 35

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRÖ ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 8 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FR ; Tunisie, 1,2 Din ; USA, 1 \$; USA (internat), 2,50 \$.

M 0147-409-7,50 F



POINT DE VUE

Leur logique et la nôtre par Daniel Bensaïd

COMMENT ne pas être révolté par le martyre du peuple kosovar ? Devant cette tragédie, nul n'a le monopole du cœur, des sentiments et des émotions. Mais la guerre est une redoutable machine à simplifier. Il faut « choisir son camp » : qui n'est pas avec moi

est contre moi ! « Eux » ou « nous » ! Qui ça, « nous » ? « Nous » les « Occidentaux », les bien-pensants, les démocrates sans reproches ? Ce « nous »-là n'est pas le nôtre.

La logique de guerre obscurcit la pensée. Il y a déjà ceux qui escadent et jusqu'au-boutisent ; ceux

qui ministre-ça-ferme-sa-gueule ; ceux qui républicains-des-deux-rives ; ceux qui mélangent le rouge et le brun ; et même ceux qui rêvent et cauchemardent à dormir debout (Romain Coupié dans votre page « Débats » du 31 mars).

La logique de guerre est celle du tiers exclu : « Ou Milosevic ou

l'OTAN » ? Qui refuse de s'y plier doit s'attendre à essuyer les insultes les plus grossières et les plus infamantes (« munichois ! »). Au droit des puissants et à leur morale sélective, nous opposons une logique politique guidée par des principes qui ne sont pas à géométrie variable : ni Milosevic ni l'OTAN ! Arrêt des bombardements et autodétermination du Kosovo ! Naïveté ? Angélisme ? Irréalisme ?

La guerre non déclarée menée par l'OTAN poursuit – au moins – deux objectifs. L'un, proclamé (« le seul légitime » selon Alain Joxe – *Le Monde* du 3 avril) : la protection du peuple kosovar. L'autre, inavouable : légitimer l'OTAN comme police du nouveau désordre mondial en Europe et en Méditerranée.

Empêcher les tueries et la « purification » entreprises par Milosevic au Kosovo ? Loin d'y parvenir, les frappes aériennes ont contribué à amplifier et à accélérer l'exode forcé par les paramilitaires et la police serbes, dans la confusion des bombardements et en l'absence des 1 300 vérificateurs de l'OSCE préalablement retirés.

Lire la suite page 18

Daniel Bensaïd est maître de conférences de philosophie à l'université Paris-VIII.

Dominique Fernandez
Les douze musées
d'Alexandre
Dumas



Grasset

Dumas
un peu
raisonnement
à la fois

essai Grasset

مكتبة من الأصل

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

BALKANS Les Alliés sont très perplexes après la décision de Belgrade de fermer ses frontières et de faire refouler les réfugiés affluant vers l'Albanie et la Macédoine. Nouvelle « ruse »

du président Milosevic, ou premier « signe » de recul ? ● L'ARMÉE DE LIBÉRATION du Kosovo n'est pas démantelée dans certaines régions de la province, où une partie de la popula-

tion a fui les villes et villages, écrit notre envoyé spécial, qui a pu entrer avec un groupe de l'UCK dans l'ouest du Kosovo. ● L'ÉPURATION ETHNIQUE avait été programmée dans un

plan dit « far à cheval », ont confirmé mercredi les autorités allemandes, Américaines et Britanniques avaient eu connaissance d'informations en ce sens. ● LA MACÉDOINE, qui a expulsé

70 000 personnes de la zone frontalière de Blace, est vivement critiquée pour son traitement des réfugiés. ● L'OTAN a de nouveau bombardé Belgrade mercredi.

Voyage à l'ouest du Kosovo avec l'Armée de libération

Notre envoyé spécial a rencontré les combattants de l'UCK dans les montagnes. « Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo », déclare un officier indépendantiste

RUGOVA (Kosovo)
de notre envoyé spécial
Les combattants kosovars reviennent d'une bataille de trois heures contre l'armée serbe. Il est

REPORTAGE
L'UCK désigne des cibles serbes pour les raids aériens de l'OTAN

minuit. Un soldat ramène une bûche dans le poêle. Un autre va chercher une cruche d'eau au bord de la rivière Rugovska. Tous portent des uniformes impeccables et le sigle de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), un aigle noir à deux têtes sur fond rouge. Les hommes portent leur fusil kalachnikov.

« L'OTAN a détruit les routes empruntées par les Serbes. Alors, ils essaient de se frayer un chemin vers ici depuis trois, quatre jours. Ils sont arrivés à moins de cinq kilomètres du village où est notre QG. » Le capitaine Florin Kulaj commande les 820 hommes de la brigade 136 de l'UCK dans la région de Rugova. Il est jeune - trente-cinq ans -, et apparemment respecté. Chauffeur de camion à Constance, en Allemagne, avant la guerre au Kosovo, il a fait ses armes dans la vallée de la Drenica en 1998. Il confirme que l'UCK vient d'y subir sa « principale défaite » depuis le lancement de la nouvelle offensive serbe et des raids aériens de l'OTAN.

Il est minuit et les guerriers albanais écoutent les avions occidentaux survoler le pays. Ils mènent actuellement un combat qui ne tourne pas à leur avantage. Pourtant, raconte un soldat, « nous n'avons pas peur. Nous croyons en la victoire. Cette guerre ne fait pas autant de morts que le conflit bosnien. Nous pouvons toujours, soldats et civils, nous replier dans des montagnes où les Serbes n'osent pas venir ». Les treize villages du canton de Rugova sont perchés dans ces montagnes. Ici, les habitants n'ont pas fui. Des familles de Pec, la ville de l'ouest du Kosovo vidée par l'armée de Belgrade la semaine dernière, sont même venues se réfugier à Rugova. « Mille personnes sont arrivées, dont 250 combattants qui ont rejoint nos rangs, dit le capitaine Kulaj. A Pec, il ne reste que 1 % à 2 % des Albanais qui y vivaient avant l'entrée des Serbes. »

Pour l'UCK, l'épuration ethnique était inévitable. « Avec ou sans les raids aériens, l'objectif principal des Serbes était de vider le Kosovo, pense Florin Kulaj. Nous avons prévenu la communauté internationale, qui ne nous a pas entendus. Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo. » L'officier estime que seules des livraisons d'armes à l'Armée de libération du Kosovo auraient pu éviter l'épuration ethnique. « On ne combat pas un tank avec une kalachnikov », murmure-t-il en souriant. Les combattants de l'UCK à Rugova sont très favorables aux opérations de l'OTAN en Yougoslavie. « Ces bombardements ne nous



aident pas momentanément, à cause des offensives serbes, analyse le capitaine. Mais, pour l'avenir, ils nous sont bénéfiques. L'armée serbe sera affaiblie. Elle aura des difficultés à bouger car des ponts seront détruits. Elle aura moins de tanks. »

Le capitaine Kulaj est tellement enchanté des raids aériens qu'il reconnaît sans hésiter la collusion entre l'OTAN et son organisation. « L'UCK donne des informations sur les cibles à l'OTAN ! J'ai transmis mardi des informations sur un pont et une route empruntés par les Serbes. Le pont a été bombardé et détruit mercredi matin. » L'officier et ses hommes espèrent dorénavant surtout recevoir des armes lourdes, afin de mener eux-mêmes la guerre contre l'armée de Slobodan Milosevic. Le capitaine ajoute que, contrairement à ce que réclament les déportés kosovars, « l'OTAN n'a pas besoin d'envoyer des troupes au sol au Kosovo. Il suffit de détruire leurs tanks et leur artillerie.

Ensuite, nous pouvons combattre », dit-il. L'armée yougoslave avait, selon Florin Kulaj, « 180 à 190 tanks au Kosovo » avant le déclenchement de l'opération « Force déterminée ». « L'OTAN en a détruit 10 à 15 et l'UCK en a neutralisé 5 », affirme-t-il.

CANALUX DE RAVITAILLEMENT

Il est minuit, les combattants sont exténués. Florin Kulaj, dans son bureau, vient de recevoir un message crépitant dans son talkie-walkie sur des combats qui se déroulent à cinq kilomètres. Puis le quartier général régional de l'UCK à Rugova s'endort peu à peu. L'UCK ne semble pas être ici, contrairement à certaines informations militaires occidentales, coupée du monde. Les soldats affirment être reliés à d'autres bases, partout au Kosovo. S'il a reconnu la déroute dans la vallée de la Drenica, le capitaine Kulaj a, en revanche, prétendu que « l'UCK contrôle 45 % à 50 % du Kosovo, au lieu de 60 % il y a une semaine ». Cette perte de terrain n'est pas considérée comme une tragédie, vu l'ampleur de l'offensive serbe et le déséquilibre militaire. « C'est vrai que l'UCK est encerclé. Mais nous ne sommes pas inquiets. Nous sommes reliés entre nous, et nous avons des portes de sortie vers des pays étrangers. » Outre ses bases et ses camps d'entraînement dans le nord de l'Albanie, l'UCK a des liens avec les réfugiés en Macédoine et au Monténégro.

Venus de l'un de ces pays étrangers, mercredi 7 avril, les journalistes français qui sont entrés au Kosovo

ont pu constater l'efficacité de ces canaux de ravitaillement de l'UCK. Nourriture, médicaments, et peut-être des armes, transitent par les sentiers de ces montagnes hostiles d'où l'armée serbe est absente. Des paysans recrutés par l'UCK organisent des convois de chevaux et de mules qui franchissent les cols en dépit des intempéries. Il y a encore jusqu'à trois mètres de neige par endroits. Les hommes marchent, les mules avancent prudemment. Il faut voyager une à deux journées sur ces sentiers arides. Les passeurs clandestins s'arrêtent chaque heure pour boire de l'eau-de-vie au goulot. La route est forte, leur détermination aussi. Il arrive qu'un cheval plonge dans le ravin lorsque le chemin devient trop étroit, mais le voyage se déroule le plus souvent sans incident. La crainte des passeurs est que, avec l'arrivée du printemps et la fonte des neiges, les soldats serbes ne s'aventurent vers ces frontières afin de couper les routes de l'UCK.

SENTIER ESCARPÉ

L'entrée au Kosovo illustre cette sérénité de l'UCK dans certaines régions. Au poste-frontière, il n'y a ni soldats ni policiers serbes. « Vous entrez en territoire contrôlé par l'Armée de libération du Kosovo », annonce, fièrement, un garde-barrière. La misère rôde. Les hommes sont mal armés. Les camions n'ont parfois plus une goutte d'essence. Mais les combattants kosovars d'origine albanaise sont, sans aucun doute, en terre conquise. Tandis que des réfu-

giés arpentent ces sentiers, surgit une image inattendue : un gamin de dix ans dévale le champ devant sa maison sur des skis. Il s'arrête et regarde passer les guerriers qui, l'un derrière l'autre, gagnent Rugova.

Les chevaux sont abandonnés dans un relais avant la tombée de la nuit. Puis les hommes poursuivent leur route. Les plus endurants effectuent parfois deux voyages par jour pour l'UCK lorsque la frontière n'est pas trop éloignée d'un poste d'état-major. Un problème majeur désormais posé à l'UCK est, selon le capitaine Kulaj, que l'épuration ethnique fait perdre l'un des avantages primordiaux d'une guérilla : le soutien de la population. Des villes et des villages sont aujourd'hui déserts - des secteurs où les combattants ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes, sans la chaleur d'un poêle, sans une main qui offre le pain, sans la promesse d'un abri pour la nuit.

Au détour d'un sentier escarpé, un messager kosovar court dans la neige. Il court sans donner de sa mission, de sa cause, sans regarder derrière lui. L'UCK n'est visiblement pas morte. « Si nous sommes victorieux, les Kosovars expulsés reviendront », songe le capitaine Kulaj. « Nous devons avoir la victoire ! », conclut-il. La rivière gonflée par le printemps mais coule bruyamment devant le quartier général. Un avion de l'OTAN survole Rugova. La guerre continue. Un passeur pousse un cri d'Indien, un soldat sourit.

Rémy Ourdan

hoverspeed

fast car ferries

calais = douvres
boulogne = folkestone
dieppe = newhaven

aller-retour 3 jours

voiture et 5 passagers à partir de

680 FF*

tarif applicable jusqu'au 30 avril 1999

appelez dès maintenant au

0800 90 17 77

en rappelant la référence DT/DS4
ou contactez votre agence de voyages

hovercraft seacat superseacat

* Tarif applicable aux lignes Calais-Douvres, Boulogne-Folkestone, Douvres-Folkestone. L'appel est gratuit. Les réservations doivent être faites 21 jours à l'avance. Exclusions dans la liste des ports desservis. Tous les tarifs peuvent être sujets de modifications et ne sont pas garantis. Toutes les réservations sont soumises aux conditions de transport de la compagnie. Hoverspeed, seacat, superseacat sont des marques déposées. Le service Newhaven-Dieppe continuera le 21/4/99.

La brutale fermeture des frontières par la Serbie inquiète les Alliés

LA CAMPAGNE militaire de l'OTAN contre les forces serbes demeure toujours aussi soutenue, jeudi 8 avril, alors que l'opération « Force alliée » entre dans sa troisième semaine. L'Alliance juge suspecte la décision de Belgrade de mettre brutalement fin à l'exode des Kosovars en fermant les deux principaux points de passage avec l'Albanie et la Macédoine.

« Les autorités yougoslaves ont fermé, mercredi 7 avril, les points de passage de Morina et de Blace, respectivement aux frontières avec l'Albanie et la Macédoine. Selon des informations recueillies par des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Albanie, des militaires yougoslaves auraient dit aux réfugiés kosovars qui attendaient au poste-frontière de Morina qu'ils pouvaient rentrer chez eux. Des témoins ont affirmé que les militaires ont posé des mines. L'OSCE estime que près de 80 000 personnes ont ainsi pu être empêchées de quitter le Kosovo. Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, avait suggéré mardi la fermeture des frontières avec l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro. « Il faut expliquer [aux Kosovars] qu'ils doivent rester au Kosovo, parce qu'ils ont vécu pendant des siècles avec les Serbes et qu'ils doivent continuer d'y vivre », avait-il déclaré.

« Cette fermeture laisse les Alliés perplexes. Sergio Balanzino, vice-secrétaire général de l'OTAN, a estimé qu'elle pouvait être « une ruse de la part de [Slobodan] Milose-

vic, qui essaie de tromper encore une fois l'opinion internationale », mais qu'elle pourrait aussi être « un signe de réciprocité », le président yougoslave « se rendant compte que la déportation des Kosovars est un très mauvais signal envoyé à la communauté internationale ». Pour la Mission Blanche, la décision de Belgrade n'est « pas nécessairement de bon augure ».

« De Belgrade, Bogdan Trifunovic, conseiller à la présidence yougoslave et ancien ambassadeur de Yougoslavie en France, a déclaré à France 3 que « soixante-dix mille Albanais » du Kosovo ont pu « rentrer dans leurs villages et leurs villes », sans préciser toutefois s'il s'agissait précisément de ceux qui ont été obligés de rebrousser chemin à la frontière. Milisav Paic, porte-parole du ministère yougoslave des affaires étrangères, a affirmé sur la chaîne de télévision britannique Channel Four que son pays « veut qu'ils [les Albanais du Kosovo] rentrent en sécurité chez eux ». « Nous avons dit à de nombreuses reprises que nous n'avons pas de contentieux avec la minorité albanaise du Kosovo », a dit M. Paic.

« La Macédoine a procédé en l'espace de quelques heures, dans la nuit de mardi à mercredi, à l'évacuation forcée de quelque 60 000 réfugiés du camp de Blace, dans le no man's land qui la sépare de la frontière yougoslave. Ils auraient été conduits en Albanie, en Grèce et en Turquie. Kris Janowski, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à

Rome, a indiqué que 25 000 d'entre eux ont été amenés dans des centres de transit de l'OTAN en Macédoine même, mais que le HCR ne savait pas où d'autres réfugiés avaient été conduits. Le HCR a critiqué la brutalité de ces transferts, qui n'ont pas tenu compte de la volonté des réfugiés, et qui ont entraîné la séparation de membres de mêmes familles. Les États-Unis ont averti la Macédoine qu'elle devait respecter les lois internationales dans le traitement des réfugiés.

« L'OTAN a bombardé une nouvelle fois mercredi soir le centre de Belgrade, tout en réaffirmant à Slobodan Milosevic ses exigences pour un arrêt des raids en Yougoslavie. Un bâtiment appartenant à l'armée yougoslave a été touché. Selon CNN, des appareils du porte-avions *Théodore-Roosevelt* ont participé aux bombardements. Toujours d'après CNN, à Pristina, chef-lieu du Kosovo, des dépôts d'essence et la poste ont été touchés. Les télévisions américaines ont rapporté qu'un avion de reconnaissance américain sans pilote s'est écrasé en Yougoslavie. Le département d'État a nominativement averti neuf officiers de l'armée et de la police soupçonnés de s'être rendus coupables de crimes de guerre et contre l'humanité au Kosovo.

« Le premier ministre russe, Evgueni Primakov, a déclaré que la Russie serait prête, en principe, à participer à une force internationale pour surveiller un éventuel cessez-le-feu au Kosovo et le retour des réfugiés. M. Primakov a fait cette déclaration à une délégation allemande conduite par le ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, et le porte-parole pour la politique étrangère du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag, Karl Lamers. Au cours des derniers jours, l'OTAN a réclaté la présence d'une force internationale au Kosovo, sans préciser qu'elle devait nécessairement la diriger. On remarque aussi à Moscou que, dans les conditions posées à M. Milosevic, l'OTAN n'exige pas le retrait « des » troupes mais « de » troupes serbes du Kosovo, par exemple au niveau prévu par les accords Milosevic-Holbrooke d'octobre 1998.

هكذا من الأصل

La Macédoine expulse 70 000 réfugiés



Les Macédoniens ont fait évacuer en une nuit le camp de Blace

La confusion règne à Skopje, où le HCR a été mis devant le fait accompli

SKOPJE

de notre envoyé spécial

Deux tentes blanches frappées de la croix rouge, sales et à demi effondrées, témoignent encore qu'il y a eu un camp de réfugiés. Tout autour, à perte de vue en contrebas du poste frontière, jusqu'au bord du gros torrent de montagne, le Lepar, un effroyable enchevêtrement de ce qui a été des abris de fortune en plastique, d'objets et de vêtements éparpillés à la boue. C'est tout ce qui reste du camp de Blace, où, pendant près de dix jours, plusieurs dizaines de milliers de gens chassés de chez eux par les Serbes après le début des premières frappes de l'OTAN ont vécu entassés, en proie aux brimades de la police macédonienne, en attendant que soit statué sur leur sort. Il règne un drôle de silence. Devant les guérites de la frontière, quelques policiers en armes barrent la route à la poignée de journalistes

qui veulent encore, au cas où il viendrait à se passer quelque chose. En surplomb du camp et de la voie ferrée, on devine la route de Pristina, qui emprunte un défilé partant vers le nord. Impossible de rien voir, on ne peut que supputer sur ce qu'il est advenu de cette longue file de véhicules dont les arrivants racontaient qu'elle s'étendait loin au-delà du poste, pleine de gens attendant de pouvoir avancer.

TRANSBORDÈREMENTS

Beaucoup avaient préféré abandonner leur voiture, continuer à pied, pour échapper aux Serbes. Mais mardi la rumeur avait commencé à se répandre dans les milieux de réfugiés installés à Skopje que les autorités yougoslaves avaient ordonné aux restants de repartir vers Pristina. Selon des témoins, certains ont pu y être joints par téléphone. D'évidence, plus personne ne passait mercredi la fron-

tière. Depuis la veille, le flot de réfugiés venant du nord s'est arrêté, sans qu'on s'en aperçoive tout de suite dans la cohue des transbordements organisés par les Macédoniens. Combien y avait-il encore de gens à Blace ? On a cité des chiffres de 50 000 à 60 000. Un des experts du HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, parle d'un peu moins. Il n'aura fallu aux Macédoniens que 24 heures pour vider le camp, en envoyant des dizaines d'autobus charger les réfugiés.

« Il était cinq heures de l'après-midi, lundi, raconte Ismail Ismaili, un professeur de français de Pristina. On nous a dit de nous préparer. Je me suis mis dans la queue avec ma femme et mes deux enfants et nous avons attendu jusqu'à une heure du matin. On nous a ensuite fait monter à bord d'un bus. Nous ne savions pas où nous allions. Cela a duré plusieurs heures. Les enfants étaient cou-

chés dans le couloir. Et à 4 h 15 du matin, on nous a fait descendre dans notre nouveau camp. » Pour l'heure, Ismail Ismaili n'a pas eu à aller très loin. Ce nouveau camp, c'est celui de Stenkovac, l'un des trois centres d'accueil montés à la hâte par les forces de l'OTAN depuis la fin de la semaine dernière au lieu-dit de Brazda, à mi-chemin entre Blace et Skopje. Plus de 30 000 personnes y ont trouvé refuge. D'autres ont été emmenées par les Macédoniens vers d'autres destinations, sans que l'on sache toujours où. Plusieurs dizaines d'autobus bourrés à craquer avaient été aperçus mardi soir sur la route menant vers le sud, et l'on supposait mercredi qu'une bonne partie avaient été dirigés vers le sud de l'Albanie. Quelques-uns de ces bus seraient aussi arrivés en Grèce, qui a accepté un petit contingent de réfugiés. Mais la confusion restait mercredi la plus totale à Skopje, où les organisateurs sur place du HCR se plaignaient amèrement d'être placés devant un fait accompli par les Macédoniens, mais aussi par l'OTAN.

A Brazda, la vie s'organise. La force de l'OTAN stationnée en Macédoine a monté des installations d'accueil. Le contingent français a ainsi hérité de la charge du camp de Stenkovac. Prévu au départ pour 3 000 à 4 000 personnes, les Français y avaient monté près de 450 tentes et procédé à des travaux rudimentaires, notamment pour des installations hygiéniques. Il y est arrivé de 7 000 à 8 000 personnes, pratiquement en une nuit. Dans les deux autres camps, montés par les Britanniques avec l'aide des Italiens, sont arrivés près de 25 000 personnes.

C'est du camp principal de Brazda que le HCR, avec l'aide de l'OSCE, organise les départs pour les pays d'accueil. Alors que les Macédoniens avaient commencé par expédier vers la Turquie les premiers réfugiés qui leur tombaient sous la main, les représentants de l'OSCE s'efforcent de demander leur avis à quelques déplacés : dans quel pays ont-ils éventuellement des connaissances ? Ces départs se déroulent cependant encore au compté-gouttes.

Seuls quelques avions ont pu décoller mercredi, emmenant 550 réfugiés vers l'Allemagne, 110 pour la Norvège, 23 pour l'Islande, selon l'OSCE. Quelques 800 étaient prévus jeudi pour l'Allemagne, 110 pour la Norvège, 318 pour la Turquie. Beaucoup de personnes hésitent sur ce qu'elles doivent faire. « Personne ne sait rien. Tout le monde se demande ce qui va se passer. La plupart préfèrent attendre en espérant pouvoir rentrer au Kosovo », résume Ismail Ismaili.

Henri de Bresson

Restés au Kosovo, des milliers de déplacés ont disparu

OÙ SONT PASSÉS les quelque 44 000 réfugiés Albanais du Kosovo qui attendaient depuis des jours dans le no man's land boueux de Blace, à la frontière macédonienne, que les autorités de ce pays procèdent à leur enregistrement ? Les humanitaires et les journalistes qui se sont rendus sur place, mercredi 7 avril au matin, ont été stupéfiés de constater que ce camp, improvisé le long d'une rivière en aval du poste-frontière macédonien, et qui a contenu jusqu'à 65 000 personnes, a été entièrement vidé de ses occupants dans la nuit de mardi 6 à mercredi 7 avril.

Le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) sur place, Paula Ghedini, a fait état, mercredi, de son inquiétude sur le sort de « 30 000 personnes manquantes », dans la mesure où près de 10 000 personnes ont été transférées vers les camps de réfugiés rapidement érigés ces derniers jours par l'OTAN en Macédoine. « Il y a des manquants et les estimations diffèrent », expliquait à Skopje John Witter, représen-

tant de l'ONG OXFAM, interrogé par la BBC. Selon Pierre Ramel, chargé du secteur urgences à Médecins du Monde, 30 000 personnes auraient été transférées au camp de tentes de Stenkovac-Brazda, prévu pour ce nombre de personnes. « Le reste a été transféré à Pogradec et Kordec en Albanie, ou bien a pris le chemin de Tetovo en Macédoine, d'autres encore sont partis en bus vers la Bulgarie et la Grèce, mais nous n'avons pas de chiffres précis ».

« C'EST UNE REDÉPORTATION »

« Malgré nos demandes, nous n'avons eu aucune liste des gens emmenés », regrette Paula Ghedini du HCR. De nombreuses familles ont été séparées, dit-elle. De fait, les images du cloaque de Blace — où traînaient valises pleines de vêtements, poussettes d'enfants, brouettes remplies d'effets personnels — retransmises par les télévisions du monde entier, ne laissent aucun doute sur la façon dont l'opération a été menée : dans la précipitation, avec brutalité.

Selon un militaire français, cité par l'AFP, qui a réceptionné les arrivants au camp de Stenkovac, les bus contenaient le double de leur capacité ; un autre militaire français évoque comment les gens ont été « ben- nés » (mis dans des bennes). « On peut en effet imaginer le pire, Blace était une horde, un scandale mais le départ massif, en une nuit, de ces gens entassés dans des bus bondés est terrible. Des animaux auraient été mieux traités », déplore Bénédicte Chesnelong, une avocate qui a effectué des missions au Kosovo pour la FIDH. « C'est une redéportation », a estimé un membre du comité Kosovo.

Très critiquées pour leur attitude envers les réfugiés — brutalité de la police, personnel de la Macédonian Airlines muni de gants de caoutchouc et de masques de gaz pour procéder à l'embarquement des réfugiés évacués, obstruction administrative —, les autorités macédoniennes se justifient par la nécessité de préserver le fragile équilibre ethnique du pays. « Nous avons bien

fait, et puis c'est normal que les réfugiés regagnent l'Albanie. Après tout c'est leur pays », a expliqué mercredi le président macédonien Kiro Gligorov.

Mais une autre inquiétude se fait jour : depuis la fermeture par les autorités yougoslaves des frontières du Kosovo, mardi soir à 3 heures du matin, selon Owen O'Sullivan, un observateur de l'OSCE cité par la BBC, les 20 000 à 30 000 déplacés en attente, selon les humanitaires, depuis 5 à 6 jours côté Kosovo, ont également disparus. « Puisque nous devons mourir vous allez mourir avec nous », aurait dit un membre des forces spéciales serbes à l'oussouf, le neveu de M^{me} Bestvici, une Kosovare réfugiée en France depuis dix ans, mais qui tous les jours arrive à converser avec sa famille originaire de Jakova (Jakovica en serbe), le gros bourg frontalier, situé à 10 kilomètres de la frontière albanaise, fermée elle aussi depuis mercredi dans la nuit.

Marie Jeco

Washington accuse neuf officiers serbes d'avoir couvert des crimes de guerre

LES DIRIGEANTS américains, qui comme d'autres, depuis quelques jours, menacent les responsables serbes des foudres de la justice internationale, ont fait un pas de plus, mercredi 7 avril, en publiant les noms de neuf officiers de l'armée et de la police, dont les troupes auraient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

« Nous donnons les noms des commandants pour les avertir que le monde les regarde, que le Tribunal pénal international est là, et que nous allons l'assister », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « Les Etats-Unis, a-t-il poursuivi, veulent envoyer un message clair : tout commandant de l'armée ou de la police qui planifie, fomenté, ordonne ou même aide ou encourage un crime de guerre, un crime contre

l'humanité ou un génocide est individuellement responsable. » Les officiers visés par le département d'Etat sont : le colonel Miroslav Mandic, le major général Vladimir Lazarevic, le colonel Mladen Cirakovic, le colonel Dragan Zivanovic, le colonel Krsman Jelic, le colonel Bozidar Delic, le colonel Radolko Stefanovic, le colonel Miroslav Djokovic et le major Zeljko Petrovic.

Le département d'Etat a également publié mercredi un rapport rédigé par l'ambassadeur David Scheffer, fondé sur les témoignages de plus de 200 Kosovars réfugiés en Macédoine. Parmi les nombreuses atrocités recensées figurent plusieurs exemples de vols, de meurtres, de viols, d'enlèvements et de disparitions. Quant au président yougoslave Slobodan Milosevic, il porte une « responsa-

bilité politique », a estimé M. Rubin. Le procureur du TPI, M^{me} Louise Arbour, est seule habilitée à lancer des poursuites. C'est ce qu'a d'ailleurs rappelé mercredi le secrétaire général de l'ONU, Javier Solana, indiquant que lui-même, à titre personnel, souhaiterait voir le président yougoslave traduit devant la justice internationale.

RECUPERER LES TÉMOIGNAGES

Pour instruire les dossiers, le Tribunal, qui ne peut enquêter directement sur place au Kosovo (M^{me} Arbour avait par exemple réclamé en vain aux autorités serbes de laisser les enquêteurs accéder au site du massacre de Racak, en janvier), a besoin de recueillir et de recouper les témoignages, mais aussi de la coopération des Etats qui peuvent disposer d'éléments

de preuves sur les crimes commis (écoutes, photos et autres matériels rassemblés par les services de renseignements ou témoignages).

Mercredi, le procureur adjoint du TPI, Graham Blewitt, a lancé un appel à l'aide des Occidentaux et des organisations humanitaires pour rassembler les témoignages auprès des réfugiés : « Nous avons des gens dans la région et ils vont être renforcés par d'autres enquêteurs vers la fin de cette semaine. Mais le travail de recoupement est évidemment monumental avec ces milliers de réfugiés », a-t-il déclaré à la presse.

Selon M. Blewitt, le TPI a appelé notamment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'OTAN à transmettre à La Haye l'ensemble des preuves qu'ils affirment détenir sur des crimes de guerre commis par les forces serbes au

Kosovo depuis le déclenchement des frappes de l'OTAN le 24 mars. « Je ne dirais pas que nous n'avons rien reçu, mais nous n'avons certainement pas reçu ce que nous attendions », a ajouté M. Blewitt.

Interrogé sur les appels occidentaux en faveur d'une inculpation de Slobodan Milosevic par le TPI, M. Blewitt a répété qu'une telle démarche devrait être « motivée par des preuves », auquel cas le Tribunal « n'hésiterait pas ». Les « invitations à inculper n'aident pas un procureur », avait déclaré la semaine dernière Louise Arbour. — (AFP Reuters.)

Bonn confirme l'existence du plan « Fer à cheval » de nettoyage ethnique

LES MINISTRES allemands de la défense et des affaires étrangères, Rudolf Scharping et Joschka Fischer, ont confirmé, mercredi 7 avril, l'existence du plan « Fer à cheval », le nom de code donné par les Serbes à l'opération d'épuration ethnique au Kosovo (Le Monde du 8 avril). « L'opération « Fer à cheval » a commencé en novembre 1998 au Kosovo. Ce plan est en ce moment examiné chez nous. Il montre que, dans une certaine partie du Kosovo, l'armée et la police yougoslaves ont planifié puis commencé, de novembre 1998 jusqu'au début des négociations de Rambouillet, à déplacer des gens », a déclaré Rudolf Scharping. Pour sa part, Joschka Fischer a eu connaissance de cette « opération « Fer à cheval », dont le but est la déportation de toute la population albanaise du Kosovo », selon son porte-parole, qui a ajouté : « M. Fischer a dit que l'opération était concrètement en cours depuis le 26 février. »

ÉRADICATION DE L'UCK

Le texte qui est arrivé à Bonn, la semaine dernière, confirme des informations qui étaient parvenues auparavant aux services de renseignement britanniques et américains, bien qu'à Washington on n'ait pas encore officiellement

connaissances du plan « Fer à cheval ». Selon ces informations, l'armée yougoslave et les forces paramilitaires se préparent à mener des opérations de nettoyage ethnique, bien avant le début des bombardements de l'OTAN. En fait, il semble évident que Slobodan Milosevic, qui avait réussi à obtenir un répit grâce aux accords passés avec Richard Holbrooke en octobre 1998, n'ait jamais eu l'intention de les respecter. Quelques semaines plus tard, après avoir écarté une menace de frappes aériennes de l'OTAN, il avait recommencé à renforcer son dispositif répressif autour du Kosovo et dans la province elle-même, sous prétexte de « manœuvres militaires » ou de lutte contre les « terroristes ».

Selon l'armée serbe, les déportations en masse de Kosovars faisaient partie du plan d'éradication de l'UCK, l'armée de libération du Kosovo. Ce plan a été mis en œuvre à partir de la fin 1998 et au début de cette année jusqu'au massacre de Racak, le 15 janvier, dans lequel quarante personnes ont péri. Pendant cette période, des milliers de Kosovars ont été chassés de leurs villages et se sont réfugiés dans les bois ou ont tenté de gagner l'Albanie.

La répression a diminué d'intensi-

té, sans cesser totalement, pendant les négociations de Rambouillet. Mais, peu de temps après la suspension des discussions, la direction serbe paraît avoir pris la décision de relancer la campagne de nettoyage ethnique, soit parce qu'elle avait déjà conchi à un refus catégorique des accords de Rambouillet, soit parce qu'elle souhaitait en finir avec l'UCK avant la reprise des négociations à Paris, le 15 mars. Ainsi s'expliquerait la date du 26 février portée sur le document en possession du ministre allemand des affaires étrangères.

RÉGIONS « UTILES »

Si ces informations ont été portées à la connaissance des dirigeants occidentaux, notamment américains, comment expliquer que ces derniers aient paru pris de court par l'exode des Albanais du Kosovo ? Selon le Washington Post de lundi, les chefs militaires américains avaient averti la Maison Blanche que des frappes aériennes sur la Serbie et le Kosovo ne suffiraient pas à dissuader Slobodan Milosevic de mener à bien son plan de nettoyage ethnique, mais les responsables civils seraient passés outre leurs avertissements.

Personne ne voyait vraiment clair dans les intentions du gouverne-

ment yougoslave. Le 22 mars, alors que Richard Holbrooke faisait une dernière démarche auprès de Slobodan Milosevic pour éviter une intervention armée, un fonctionnaire américain à l'OTAN disait « n'être pas sûr qu'il y ait une offensive serbe au Kosovo, en tout cas une offensive générale ». Il analysait la tactique de l'armée comme une tentative d'éliminer l'UCK, au moins des régions « utiles » du Kosovo, et d'éviter que la capitale de la province, Pristina, ne soit coupée de Belgrade.

Mais, surtout, les dirigeants occidentaux avaient peine à croire que Slobodan Milosevic mettrait à exécution ses plans les plus fous, qu'il pousserait la « déraison » jusqu'à chasser les habitants albains des villes et des villages et à détruire systématiquement leurs maisons. Le président de la Bosnie aurait cependant dû sonner comme un sinistre avertissement.

Enfin, dit-on à Bruxelles, en se préparant trop ostensiblement à accueillir des réfugiés dans les pays limitrophes du Kosovo, l'OTAN aurait envoyé un « mauvais signal » à Slobodan Milosevic et l'aurait incité, implicitement, à chasser les Kosovars. Il n'aurait nul besoin de cet encouragement.

Daniel Vernet

Annick Cojean

CAP AU GRAND NORD

Au-delà du 60^e parallèle, à l'extrémité du territoire canadien, un grand voyage chez les seigneurs de l'Arctique : les esquimaux du Grand Nord.

Editions du Seuil

سكوا من الأصل

A Pristina, plus de militaires et de policiers que de civils

Les autorités serbes recensent leurs morts

PRISTINA
Le reportage de l'AFP que nous publions a été réalisé sous contrôle de l'armée yougoslave. Nous ignorons les marges de liberté dont disposait l'auteur. Deux journalistes espagnols, interpellés vendredi à la frontière, retenus à Pristina et expulsés mercredi, ont déclaré avoir subi une forte pression psychologique et précisé avoir notamment été « obligés » de déclarer à la tête serbe que « Pristina vivait normalement ou que les bombardements touchaient des zones civiles », ont-ils dit.

Bombardé massivement par l'aviation de l'OTAN, la ville de Pristina, chef-lieu du Kosovo, recensait, mercredi 7 avril, ses morts et les destructions subies dans le centre-ville, où l'immeuble de la poste et une vingtaine de maisons ont été détruits. Les corps de douze civils, dont trois enfants, avaient été dénombrés mercredi soir, selon un responsable serbe. « Le bilan risque d'être plus lourd encore, tous les débris n'ayant pas encore été déblayés », a déclaré Ivica Mihajlovic, secrétaire à l'information du Kosovo, à des journalistes, dont un de l'AFP, emmenés en groupe à Pristina par l'armée yougoslave.

La capitale du Kosovo offre un spectacle particulièrement désolant

Huit blessés étaient soignés dans l'hôpital municipal, selon un responsable de l'établissement. La poste, un immeuble d'une dizaine d'étages, en plein centre-ville, a été atteinte par plusieurs bombes. Vingt heures après les frappes, les restes du bâtiment continuaient de se consumer.

Quelques dizaines de mètres plus loin, le siège du gouverne-

ment provisoire serbe du Kosovo est très touché. Des pans de murs ont été arrachés et toutes les vitres ont volé en éclats. Derrière la poste, dans deux ruelles, une vingtaine de maisons de la vieille ville se sont effondrées. Des colonnes de fumée s'échappent des débris. Dans l'artère centrale, baptisée « Vidovdanska » par les Serbes, et « Mère Teresa » par les Albanais, plusieurs immeubles ont leurs vitres soufflées et leurs façades criblées d'éclats d'obus. Pristina a été touchée par « dix-sept obus et missiles de croisière Tomahawk » lors de deux raids, vers 0 h 45 locales et 3 h 15, selon M. Mihajlovic.

Dans la ville, policiers et militaires sont plus nombreux que les civils. Un Albanais, Zejdim Avdic, cinquante ans, portant deux valises, murmurait : « Je veux partir. Je veux aller à Skopje [Macédoine]. Je n'ai plus personne ici. » A une quinzaine de kilomètres au nord de Pristina, à Devet Jugovica, des réservoirs de carburant flambaient toujours mercredi en fin de journée. En venant de Belgrade, l'entrée nord de Pristina offre un spectacle aussi désolant. Mais là, les vitres brisées et les impacts de balles sur les façades témoignent plutôt de combats ou d'actes de vandalisme.

Sur les 40 kms de parcours entre Podujevo (nord du Kosovo) et Pristina défilent des villages dont beaucoup de maisons ont leur façade ou le toit éventrés par des obus de chars. Beaucoup de maisons portent des traces d'incendie. Cette région a été, avant les frappes de l'OTAN, le théâtre de violents combats entre forces serbes et séparatistes albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

Sur deux maisons intactes, flotte un drapeau serbe. Des personnes âgées s'affairent dans la cour. A une trentaine de kilomètres de la frontière administrative du Kosovo, la ville de Kursumija (Serbie) a été sévèrement touchée. Un embranchement de la voie ferrée Pristina-Belgrade a subi des dégâts par l'explosion d'un obus. Un pont est également endommagé, mais reste praticable.

Calin Neacsu

Les Quinze peinent à définir une politique commune d'aide aux réfugiés

Les Français et les Italiens sont les plus présents sur le terrain

Les ministres de l'intérieur des Quinze, réunis mercredi 7 avril à Luxembourg, ont convenu qu'il fallait en priorité aider les réfugiés koso-

vares sur place, mais ils n'ont pas réussi à s'accorder sur l'opportunité d'annoncer le nombre de réfugiés que chacun d'entre-eux serait disposé à

accueillir. La Commission propose d'allouer 100 millions d'euros aux voisins du Kosovo pour les aider à faire face à la situation.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Quelle politique l'Union européenne (UE) doit-elle mener à l'égard des réfugiés ? Les ministres de l'intérieur des Quinze qui se sont réunis, mercredi 7 avril, à Luxembourg, sont d'accord pour donner la priorité à l'aide sur le terrain, mais ils sont divisés sur l'opportunité d'évoquer la disponibilité des États membres à accueillir chez eux ces réfugiés.

Le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), qui privilégie l'aide sur place, avait cependant indiqué en début de semaine qu'il serait précieux d'avoir des indications en provenance des pays concernés. Otto Schilly, le ministre allemand de l'intérieur, a annoncé que l'Allemagne serait prête à recevoir 10 000 réfugiés. D'autres l'ont suivi, l'Autriche et la Suède se proposant d'en accueillir chacune 5 000. La France, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni, ont refusé de s'engager dans la logique des quotas, expliquant que ce serait donner un mauvais signal politique tant à Belgrade qu'aux Kosovars. « Ce ne serait pas responsable compte tenu de ce que sont nos objectifs politiques », a estimé Jack Straw, le ministre britannique. Jean-Jacques Queyranne, qui représen-



trait la France, a estimé qu'une dispersion lointaine compromettrait les chances d'un retour des réfugiés.

Les conclusions de la présidence s'efforcent d'atténuer l'effet que peut provoquer cette cacophonie dans une opinion publique perplexe sur l'intervention de l'OTAN, et mettent l'accent sur l'effort à accomplir pour maintenir les réfugiés

à proximité de leur pays. Les ministres se sont mutuellement informés sur leurs actions. Les Français, les Italiens, sont les plus présents, installant des camps et dépêchant des équipes médicales. Sur le plan financier, les contributions amoncées par l'Italie, la Suède et l'Espagne sont les plus importantes, supérieures à celle de la France qui se

monte à 35 millions d'euros. La Commission européenne partage le point de vue franco-italo-anglais sur les réfugiés. « Après avoir été déportés par les Serbes, il ne faudrait pas qu'ils soient forcés de s'exiler », s'est exclamée Emma Bonino, la Commissaire chargée de l'aide humanitaire. Elle a déjà engagé 22 millions d'euros au titre du budget communautaire de l'année 1999 (succédant à 21 millions dépensés pour le Kosovo en 1998), et demande maintenant que la réserve budgétaire soit mobilisée à hauteur de 150 millions d'euros.

Les ministres des affaires étrangères des Quinze devaient débiter jeudi à Luxembourg de cette proposition. Cette action humanitaire à proximité du Kosovo pose des problèmes économiques et politiques considérables aux trois pays se trouvant en première ligne, l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro. Pour les aider Bruxelles propose de leur accorder une aide de 100 millions d'euros. Hans van den Broek, Commissaire chargé des relations avec les pays d'Europe centrale et orientale, a estimé qu'un appui politique devrait aussi être apporté à la Macédoine, où l'afflux de réfugiés aggrave les risques de tensions ethniques.

Philippe Lemaître

Sa mère, il a retrouvé sa mère...

Pendant six jours, il a appelé les amis, les parents, les connaissances, au Kosovo, en Macédoine ou en Albanie. Il a guetté toutes les images télévisées, écouté les informations avec angoisse. Et puis est venu le coup de fil libérateur. Sa mère et ses six cousins se trouvaient dans un centre à Leq, une petite ville au nord de Pristina. Cent a téléphoné à Tirana, pour que des proches accueillent la vieille femme dans leur appartement. Il a réservé une place sur le premier avion. « Et je suis ici, près d'elle », dit-il.

« AUJOURD'HUI, JE SUIS HEUREUX »

La vieille femme ne partage pas le même enthousiasme. Un instant, elle le regarde, lui touche le visage en murmurant un mot. Déjà, elle se tourne vers la télévision albanaise et les images du Kosovo qui passent en boucle, et ses yeux se voilent. « Elle a vécu trop de choses. La famille séparée. Les femmes, les enfants et un bébé de trois mois qui hurle dans la voiture, pendant deux jours, parce qu'il n'a rien à manger. Je voudrais l'amener avec moi en Grande-Bretagne, au moins pour un temps, mais elle ne veut pas

s'éloigner du Kosovo. Quand les soldats sont entrés à la maison et ont donné deux minutes pour partir, elle a dit qu'elle préférerait mourir chez elle. Un soldat l'a menacée de son arme. Mon père est interposé et l'a forcée à monter dans la voiture ».

Le père ? Gent sourit encore. Il y a deux jours, il a pu lui parler. La gare routière de Pristina, la longue marche jusqu'à la station ferroviaire, et le train pour la frontière macédoienne. « Il a eu le parcours de ceux que l'on voit à la télé », résume le jeune homme en touchant sa petite barbe. Aujourd'hui, il serait « en sécurité » en Macédoine, avec la sœur de Gent et ses enfants. Il n'en sait pas beaucoup plus. Ira-t-il le chercher ? Restera-t-il prendre soin de sa mère en attendant d'avoir plus de nouvelles ? Gent retire ses fines lunettes et lève ses yeux vers le plafond : « Aujourd'hui, je n'en ai aucune idée. Je suis heureux. Triste pour tous les autres, mais quand même heureux. Demain, je commencerai à réfléchir ».

Nathaniel Herzberg

Kofi Annan reconnaît les défaillances de l'ONU face à la crise dans les Balkans

GENÈVE et NEW YORK

de nos correspondants
Mi-aveu d'impuissance de son organisation, mi-constat de l'urgence de mettre un terme aux « purifications ethniques » à l'aube d'un nouveau siècle, le secrétaire général des Nations unies a louvoyé entre les écueils devant la commission des droits de l'homme, mercredi 7 avril à Genève. Kofi Annan cherche à sauver la face de l'ONU, empêtrée dans une action si évidente qu'elle est difficile à ignorer. « Nous regrettons tous profondément, a-t-il déclaré, que la communauté internationale (...) n'ait pas réussi à empêcher la catastrophe. Ce qui me donne de l'espoir - et devrait donner à réfléchir à tous les futurs "purificateurs ethniques" et ordonnateurs de massacres appuyés par un Etat -, c'est la profonde indignation ressentie partout dans le monde ».

L'idée-force exprimée par M. Annan est qu'à défaut de prévenir l'incendie l'organisation internationale peut jouer les pompiers, avec les limites que lui imposent ses membres les plus puissants. Il défend sa gestion : « Tant que je serai secrétaire général, l'Organisation des Nations unies, en tant qu'institution, placera toujours l'être humain au cœur de son action. Dans aucun pays, le gouvernement n'a le droit de se dissimuler derrière la souveraineté nationale pour violer les droits de l'homme ou les libertés fondamentales des habitants de ce pays ».

A propos des Balkans, M. Annan a tenu à expliquer : « Bien que nous n'ayons pas d'observateurs indépendants sur le terrain, certains signes donnent à penser que l'on est peut-être en train d'assister à la même chose [que ce qui s'est produit en Bosnie, au Rwanda] au Kosovo ». « L'odieuse campagne de "purification ethnique" menée méthodiquement par les autorités serbes au Kosovo semble avoir un seul objectif : chasser ou tuer le plus grand nombre possible d'Albanais de souche du Kosovo ».

UN RÔLE... DANS LE FUTUR

Le secrétaire général a implicitement reconnu que l'ONU avait été écartée dès le début de la crise par Washington, mais il a dit espérer qu'elle ait encore un rôle à jouer. Il a admis n'avoir « aucune proposition spécifique » à soumettre aux parties, mais s'est dit certain que, tôt ou tard, il faudra en venir à des négociations, et s'est déclaré prêt à offrir ses bons offices. Pour le moment, cependant, la priorité demeure l'aide aux réfugiés. Pour avoir dit que la session de la Commission « se tient dans un climat fortement assombri par le crime de génocide », M. Annan aurait, selon des diplomates, reçu un coup de fil d'Hubert Vedrine, qui aurait observé que « l'évocation du génocide n'est pas très utile en ce moment ». Son secrétariat a d'ailleurs précisé qu'il n'avait pas parlé de génocide « perpétré au Kosovo », contrairement à ce qu'indiquait la

version française de son allocution. Pour sa part, le ministre yougoslave des affaires étrangères, Zivadinovic, l'accuse, dans un courrier, de ne pas intervenir pour mettre fin à l'« agression illégale » de l'OTAN contre son pays.

A New York, devant le Conseil de sécurité, Sergey Lavrov, ambassadeur russe à l'ONU, a également accusé l'ONU. « Je veux savoir, a-t-il dit, ce que fait l'ONU dans cette guerre. Qui, de l'ONU ou de l'OTAN, est chargé des opérations de secours aux réfugiés kosovars ? » C'est le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, a répondu le porte-parole, Fred Eckhard. M. Lavrov a exigé que l'ONU publie une déclaration confirmant le rôle « principal » des Nations unies. Mal à l'aise en raison de la coopération du HCR avec l'OTAN, l'ONU a donc publié, mercredi, la lettre du secrétaire général de l'OTAN, proposant son aide au HCR, et la réponse de ce dernier acceptant cette aide mais soulignant qu'il « demeure l'agence principale concernant l'aide humanitaire » qui est, « par nature, une opération humanitaire et non militaire ». Le porte-parole de l'ONU à New York a été obligé, de son côté, de nier des rumeurs selon lesquelles M. Annan aurait un rôle à jouer dans la crise des Balkans. Ni voyage à Belgrade ni, « pour l'instant », de médiation.

Jean-Claude Buhner et Afsane Bassir Pour

La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, sous le feu des critiques

WASHINGTON

de notre correspondant

La Maison Blanche s'est félicitée de la promesse faite par Belgrade, mercredi 7 avril, de remettre les trois soldats américains capturés à la frontière macédoienne au président chypriote Spyros Kyprianou. Ce dernier s'est rendu mercredi à Belgrade d'où il espérait pouvoir ramener les trois militaires américains dans les vingt-quatre heures. Cette promesse n'a cependant pas entamé la détermination de l'administration américaine à poursuivre l'intervention aérienne en Yougoslavie jusqu'à ce que Slobodan Milosevic « ait accepté les conditions de l'OTAN », a rappelé le porte-parole du département d'Etat, James Rubin.

Lors d'une conférence de presse au Pentagone, le général Wald a laissé entendre que, contrairement aux déclarations officielles précédentes, les militaires travaillaient sur des plans d'envoi de troupes au Kosovo : « Sur le plan politique, il n'y a aucunement l'intention d'envoyer des troupes, point final (...) j'ai seulement dit qu'un militaire prudent préparerait des plans pour toutes les éventualités ».

D'autre part, le Washington Post a ouvert le feu mercredi 7 avril contre Madeleine Albright. La secrétaire d'Etat américaine est accusée d'avoir mal calculé l'efficacité des menaces proférées contre M. Milosevic et d'avoir sous-estimé sa réaction. En clair, elle se se-

rait persuadée, et en aurait persuadé le chef du Conseil national de sécurité, Sandy Berger, et le président Clinton, que Slobodan Milosevic n'attendait que les premières bombes pour pouvoir céder sans perdre la face. L'éventualité d'une riposte brutale et d'un refus de céder devant les bombardements n'aurait été considérée que comme une éventualité improbable. Le quotidien estime que la déportation massive des Kosovars a été la conséquence de cette erreur.

M^{me} Albright a répondu à ces critiques mercredi, à l'émission Larry King Live sur CNN : « J'assume pleinement mes responsabilités en pensant qu'il était essentiel pour nous de ne pas rester à ne rien faire (...) Je préfère être ici ce soir à répondre à ces critiques plutôt que de devoir répondre plus tard à des questions nous demandant pourquoi nous avions attendu et rien fait ». Alors qu'on lui demandait si elle avait jamais estimé que Slobodan Milosevic plierait après les premières frappes, M^{me} Albright a répondu : « Absolument pas ».

N'empêche, cela faisait plusieurs semaines que le style de la diplomatie Albright était contesté dans les cénacles de Washington. Cette contestation est désormais passée dans le domaine public. « Elle n'avait que les bombardements à la bouche en tant que stratégie. Elle en a convaincu l'administration, mais cette dernière est aussi responsable pour l'avoir

Patrice de Beer

هكذا من الأول

finir une politique aux réfugiés

Les présents sur le terrain

DEUXIÈME PARTIE : L'OTAN CONTRE LA SERBIE



FINIR

SEULEMENT...

SEULEMENT...

SEULEMENT...

SEULEMENT...

SEULEMENT...

SEULEMENT...

SEULEMENT...

SEULEMENT...

La panoplie offensive de l'OTAN vise à se substituer à un déploiement terrestre

Dans la doctrine militaire des Etats-Unis, avions d'appui, hélicoptères et artillerie doivent contrôler l'espace hostile sans recourir à des troupes au sol. Une thèse qui soulève le scepticisme de certains experts qui craignent un manque d'efficacité face à la mobilité des forces spéciales yougoslaves

Face à une armée yougoslave formée et équipée sur ce qui fut le mode soviétique, organisée autour de 1200 chars de combat, les Alliés tentent de faire prévaloir la doctrine américaine qui vise à contrôler un espace ter-

restre hostile sans y déployer de troupes au sol. Après avoir attaqué la défense aérienne et antiaérienne, l'OTAN cherche aujourd'hui à affaiblir l'outil répressif de Belgrade, constitué de l'infanterie, de l'artillerie et des forces

de sécurité. Ce dispositif fait déjà preuve d'une lenteur de réaction indiquant que son potentiel a été amoindri. Les forces alliées vont désormais puiser dans l'arsenal américain pour déployer, à partir du nord de l'Alba-

nie, des moyens nouveaux incluant hélicoptères d'attaque et blindés lourds à tir de longue portée de type LRMS, permettant de détruire des cibles depuis la frontière sans pénétrer en ex-Yougoslavie. Certains experts

doutent cependant de l'efficacité de ce dispositif pour contrecarrer l'action des forces les plus mobiles. Selon certains alliés, il survient toujours un moment où il faut occuper et tenir le terrain.

EN CONFIAINT à des Harrier britanniques, qui sont des appareils à décollage et à atterrissage verticaux, à des avions A-10 américains et à des Super-Stendard, embarqués sur le porte-avions *Foch*, l'attaque d'une dizaine de blindés serbes concentrés dans le sud du Kosovo, l'OTAN entend apparemment démontrer que des raids aériens permettent de contrôler un espace terrestre hostile sans recourir à des troupes au sol. C'est une doctrine des armées de terre et de l'air américaines : les avions d'appui au sol, les hélicoptères et l'artillerie servent de substitut à un déploiement terrestre. Cette thèse laisse sceptiques certains des alliés en Europe, qui considèrent qu'il survient toujours un moment où il faut bien occuper et tenir le terrain.

Formée et équipée sur le mode ex-soviétique, l'armée yougoslave a donné la priorité à son corps blindé et mécanisé, organisé autour de pas moins de 1200 chars de combat qui ne sont pas tous de la dernière génération et qui sont le fer de lance d'un dispositif diversifié à base d'engins de transport d'infanterie et de pièces d'artillerie. Au Kosovo, ce potentiel représente, selon les modèles de véhicules, entre 300 et 400 blindés, non compris les pièces d'artillerie, qui servent entre 12 000 à 15 000 hommes de l'armée régulière yougoslave avec, à leurs côtés, 15 000 hommes de la MUP

(forces spéciales de sécurité) et des miliciens recrutés localement. C'est ce dispositif, chargé de la répression, que les Etats-majors de l'OTAN cherchent aujourd'hui à « casser » ou, tout au moins, à affaiblir après avoir pris pour cibles la défense aérienne et antiaérienne serbe, leur capacité de commandement et leurs transmissions, en Serbie même et au Kosovo.

Certains indices témoignent du fait que ce système militaire n'a plus la même vivacité de réaction qu'au début. La mise en alerte de la population se fait de plus en plus tardivement, après le passage des appareils. Des difficultés de ravitaillement en carburant ont paralysé momentanément des brigades au sol. Les avions Mig ne s'aventurent plus guère. Les missiles sol-air, dont les radars entrent parfois en fonction au dernier moment pour éviter d'être détectés trop tôt, bénéficient d'une « illumination » minimale qui leur procure des trajectoires quasiment balistiques et peu efficaces - c'est le cas du missile mobile SA-6 -, sauf en certains endroits du territoire où ils peuvent encore faire mouche.

Aujourd'hui, les alliés rassemblent une panoplie de moyens qui leur permettrait de se concentrer sur l'arsenal yougoslave de répression au Kosovo. A la condition que la météo ne s'y prête sur une période de temps suffisante. La mission est loin, en effet, d'être « une promenade militaire », des

lors qu'elle se situe au-dessus d'un espace hostile et qu'elle oblige les équipages à prendre des risques en volant à basse altitude, souvent même au-dessous de la couche nuageuse.

LE COUPLE A-10/APACHE C'est ce qui explique que l'OTAN, outre l'appel à des avions d'attaque classiques, va devoir recourir à des moyens nouveaux et accrus pour « traiter » des objectifs qui sont des forces adverses, concentrées ou en mouvement, dans une région accidentée où elles peuvent se camoufler et se diluer. Mais, même dans ce cas, il arrive que ces forces-là commettent l'erreur de se regrouper pour se ravitailler ou pour produire un effet militaire sur le terrain, au risque de devenir plus vulnérables.

Empruntant à l'équipement des forces américaines, l'OTAN va déployer, dans le nord de l'Albanie, 24 hélicoptères d'attaque Apache AH-64 Longbow et un bataillon de lance-roquettes multiples (LRMS), soit 13 blindés lourds de la version

la plus récente dite Atacms (army tactical missile system). Le dispositif sera prêt dans quinze jours.

L'intérêt de l'Apache est de pouvoir œuvrer de conserve avec l'avion A-10, déjà déployé en Italie, contre des concentrations blindées et des objectifs « durcis » (Le Monde du 8 avril), à condition que leurs cibles aient été soigneusement identifiées au préalable. Le couple A-10/Apache est principalement armé de missiles antichars et de roquettes. Pour sa part, le LRMS a cette singularité de pouvoir tirer, de la frontière entre l'Albanie et le Kosovo, douze roquettes chargées, chacune, selon les cas, de 650 à 950 munitions explosives (de la taille d'une balle de tennis), antipersonnel ou antimatériel, qui s'éparpillent, à 150 kilomètres de là, sur un quadrilatère comparable à un terrain de football. Le LRMS laboure et retourne le terrain, détruisant ou endommageant blindés, sites de commandement et de contrôle, batteries sol-air, centres logistiques.

A quelques différences près, ces

munitions rappellent celles du Harrier britannique : des bombes RBL-755, qui se disloquent à l'impact, éclatant en 150 sous-munitions explosives du volume d'une canette de bière.

De l'aveu de nombreux experts, de tels armements pourraient néanmoins être de peu d'effet pour contrecarrer la MUP yougoslave au Kosovo. Ces forces paramilitaires sont très mobiles, plus légères en tout cas que l'armée régulière et, donc, probablement plus difficiles à traquer et à matraquer avec uniquement des moyens aériens. Or la MUP s'est illustrée par la brutalité de sa répression, elle reste en situation de se livrer à des exactions. C'est elle qui posera le problème majeur si devait être organisé, de vive force ou non, le retour des réfugiés au Kosovo. Ce qui inclinerait l'OTAN à préparer un déploiement de troupes au sol sous la protection d'un appui aérien qui se sera assuré la maîtrise du ciel.

Jacques Isnard

Premiers bilans des frappes après deux semaines de guerre

BRUXELLES De notre correspondant D'une opération en trois phases - destruction des défenses aériennes yougoslaves, neutralisation des unités combattantes serbes au Kosovo, destruction de l'ensemble du potentiel de l'armée de Slobodan Milosevic -, l'OTAN est passée à une offensive sur trois fronts parallèles pour amener les dirigeants serbes à la capitulation. Les forces de l'OTAN combattent les unités militaires et paramilitaires attaquant les poches de résistance de l'UCK et contribuant à déporter les populations albanaises de la province, poursuivent de manière systématique leurs attaques d'infrastructures militaires mais aussi civiles sur l'ensemble du territoire de la fédération, et enfin se sont engagées dans l'intervention humanitaire. Officiellement, on se trouve toujours dans la phase 2 pour des raisons de formalisme diplomatique, un passage explicite à la phase 3 nécessitant une autorisation du Conseil atlantique. Dans les couloirs du siège de l'OTAN, à Bruxelles, on préfère parler d'une phase « deux et demi ».

Deux semaines après le déclenchement de l'opération, un premier bilan peut être ainsi établi : « La destruction du potentiel agressif des unités de l'armée yougoslave engagées au Kosovo Les frappes aériennes dans la province ont atteint des infrastructures telles que des casernes, des routes, des voies ferrées, des dépôts de carburants, mais les unités combattantes ne sont pas encore paralysées, y compris les éléments aéroportés qui peuvent toujours, de l'aveu du général Wilby, effectuer quelques rapides sorties pour appuyer des offensives terrestres contre les forces de l'UCK. La météo a été défavorable à l'OTAN jusqu'au week-end pascal était rendue responsable du peu de résultats obtenus. Depuis l'amélioration du temps et la multiplication des attaques aériennes, y compris pendant la journée, des « succès encourageants » ont pu être enregistrés au cours des derniers jours. Le général Wilby a pu ainsi, mercredi 7 avril, montrer photos aériennes à l'appui, la destruction de quatre blindés et d'une colonne d'une dizaine de véhicules militaires dans la région de Pec, dans l'ouest de la

province. En revanche, à plusieurs reprises, le général Wilby Clark a insisté sur l'incapacité des frappes aériennes à mettre fin aux agissements « au porte à porte » des unités paramilitaires serbes. L'arrivée, au nord de l'Albanie, de vingt-quatre hélicoptères antichars Apache pourrait donner une efficacité accrue à la lutte contre les forces serbes, mais ils ne seront pas opérationnels avant une quinzaine de jours.

« La campagne de bombardement contre la Yougoslavie Destinée à affaiblir les capacités de l'armée yougoslave à piloter les opérations au Kosovo, elle s'est transformée en une campagne de bombardements ciblés, effectués sur l'ensemble du territoire de la Yougoslavie, visant à maintenir la pression sur le régime de Slobodan Milosevic et à porter atteinte au moral d'une population que l'on veut dissocier de ses dirigeants. Son ampleur - le général Wilby faisait état de 469 sorties pour la seule journée du 6 avril - permet à l'état-major de parler d'une mise à mal quasi totale du système de défense intégrée antiaérienne de la Yougoslavie. On en veut pour preuve la faiblesse des attaques antiaériennes dirigées contre les avions de l'OTAN. Au passif : la perte d'un avion furtif F117 au début de la campagne, et les « dégâts collatéraux » (civils tués) provoqués à Nis, au sud du pays, par une erreur de guidage de missiles, et à Pristina par le bombardement d'un centre de communication au centre de la ville.

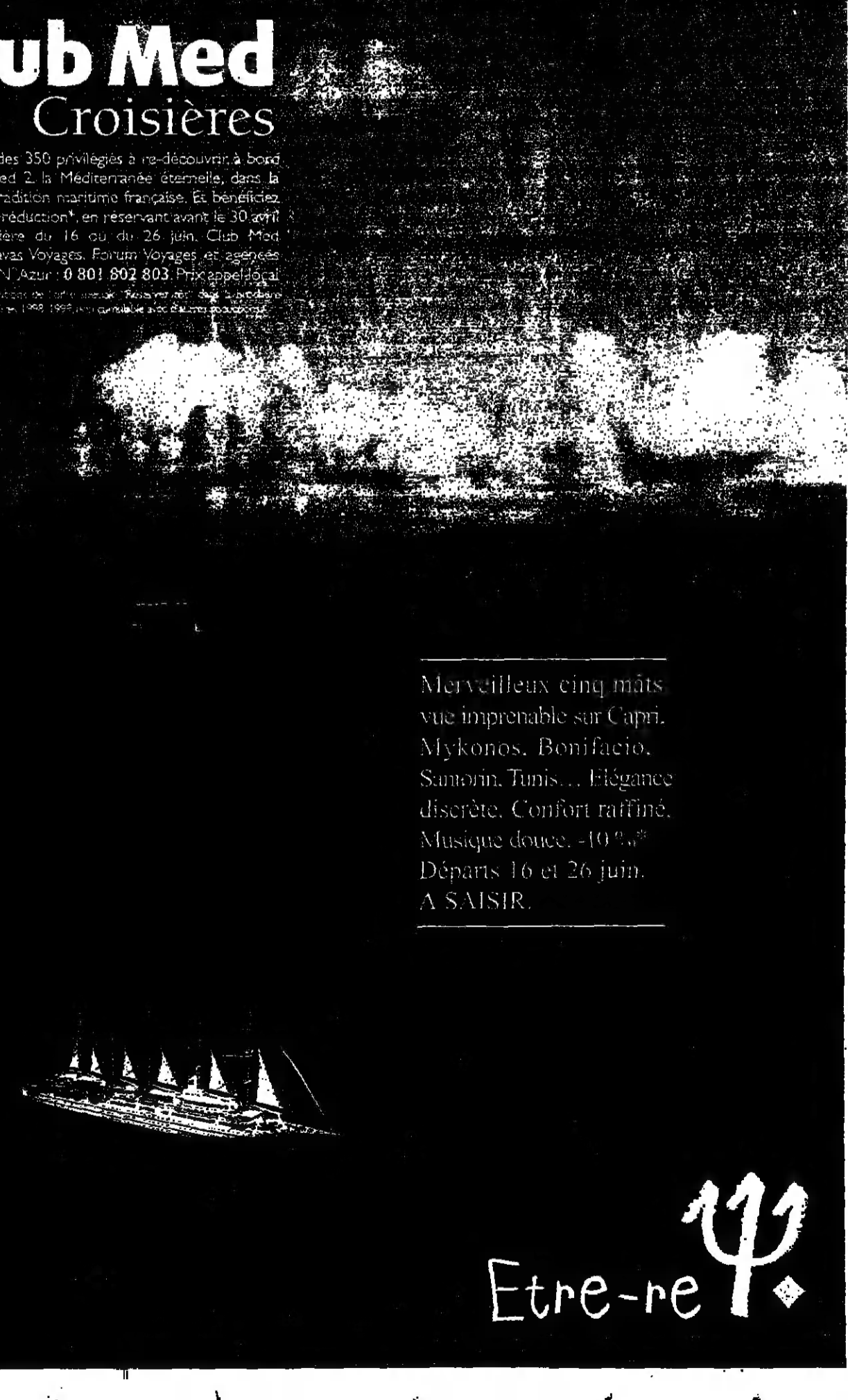
« Le front humanitaire Cette partie de l'opération n'était pas prévue. L'afflux des réfugiés, aux frontières macédonienne et albanaise, présentait des risques de déstabilisation de ces deux pays. En Macédoine, les 12 000 hommes de l'OTAN stationnés au nord du pays, destinés au départ à protéger à distance les observateurs de l'OSCE au Kosovo, se sont transformés en « bons samaritains pour les réfugiés ». Les moyens de transports aériens militaires de pays membres de l'Alliance ont participé au transport de vivres, de médicaments et de tentes pour les réfugiés massés dans la région de Kukes.

Luc Rosenzweig

Club Med Croisières

Soyez l'un des 350 privilégiés à re-découvrir à bord de Club Med 2, la Méditerranée éternelle, dans la plus pure tradition maritime française. Et bénéficiez de 10 % de réduction*, en réservant avant le 30 avril votre croisière du 16 ou du 26 juin. Club Med Voyages. Havas Voyages. Forum Voyages et agences agréées du N° Azur 0 801 802 803. Prix appel local.

*Sur la croisière de 10 jours en Club Med 2, du 16 au 26 juin 1999. Les croisières de 12 jours, du 26 juin au 7 juillet 1999, sont également disponibles.



Merveilleux cinq mâts
vue imprenable sur Capri,
Mykonos, Bonifacio,
Santorin, Tunis... Elegance
discrète. Confort raffiné.
Musique douce. +10 %*
Départs 16 et 26 juin.
A SAISIR.

Etre-re

مكتبة من الأصول

Le débat politique français met en avant l'ONU et le dialogue avec la Russie

Lionel Jospin devait s'exprimer jeudi soir au journal de France 2

Pour la première fois depuis le début de la crise au Kosovo, Lionel Jospin devait intervenir à la télévision, jeudi 8 avril, lors du journal de 20 h de France 2. Alors que Jacques Chirac s'est exprimé déjà deux fois au cours d'allocutions radiotélévisées, le 29 mars et le 6 avril, le premier ministre s'était cantonné, jusqu'à présent, à un travail d'explication et d'information auprès des parlementaires.

Le chef du gouvernement entend toutefois poursuivre son dialogue avec la représentation nationale. Il aura l'occasion d'intervenir de nouveau au Palais-Bourbon le 13 avril, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale ayant décidé, mardi, une séance de questions au gouvernement, alors que les va-

cances parlementaires de printemps sont prévues du 12 au 23 avril. Le 15 avril, les sénateurs auront à leur tour l'occasion d'interroger le chef du gouvernement.

Alors que le conseil des ministres n'a donné lieu à aucun débat sur le Kosovo, M. Jospin a reçu à Matignon, mercredi soir, les représentants des groupes parlementaires, ainsi que les présidents des commissions de la défense et des affaires étrangères de l'Assemblée et du Sénat.

En présence de quatre de ses ministres - Hubert Védrine (affaires étrangères), Alain Richard (défense), Charles Josselin (coopération) et Daniel Vaillant (relations avec le Parlement) - ainsi que du général Jean-Pierre Kelch, chef d'état-major des ar-

mées, le premier ministre a informé ses interlocuteurs sur la situation militaire, tout en mettant l'accent sur la recherche d'une solution diplomatique.

M. Jospin, qui a souligné que « beaucoup de liens sont à retisser », a indiqué qu'il avait téléphoné en fin de matinée au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour lui faire part de son souhait d'un retour de l'ONU dans le processus. Dans un communiqué publié mercredi après-midi, le président de la commission de la défense de l'Assemblée, Paul Quilès (PS) demandait à M. Annan de « prendre ses responsabilités ». « Il n'est pas tolérable que l'ONU ne se préoccupe que des effets d'une crise - le drame des réfugiés - en refusant de s'intéresser aux causes pro-

fondées du conflit », estime le député du Tarn.

Le sonci d'associer la Russie a été affirmé par M. Jospin. « On va assister à une intensification de l'action politique et diplomatique », expliquait, au terme de cette réunion, le président du groupe socialiste de l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, tout en rappelant qu'une issue politique « n'est possible que si M. Milosevic répond aux cinq questions posées par les alliés ».

Jacques Bruneau, qui représentait le groupe communiste de l'Assemblée, s'est félicité d'un « cheminement » vers l'idée « que l'issue est proprement politique ». Président délégué du Mouvement des citoyens, Georges Sarré a déclaré qu'il n'y a « aucune solution diplomatique en vue ». « Seuls les bombardements sont organisés méthodiquement, systématiquement jour et nuit », a-t-il déploré.

Dans un entretien publié jeudi par *Libération*, Jean-Luc Mélenchon, porte-parole de la Gauche socialiste, estime qu'on ne peut « que constater l'échec de l'opération » de l'OTAN. Le sénateur de l'Essonne regrette que la France soit « contrainte de s'aligner sur des décisions prises par d'autres ». « Cette guerre n'est pas nôtre », estime Marie-France Garaud et Pierre Juillet dans un « point de vue » publié jeudi par *Le Figaro*. Les deux anciens conseillers de Georges Pompidou estiment « douloureux que la France ait perdu son libre arbitre, la plénitude de sa diplomatie et le commandement de ses soldats ».

■ L. D. - Jean-Baptiste de Montfaucon

DÉPÊCHES

RÉFUGIÉS

■ Près de 460 000 personnes avaient quitté le Kosovo, jeudi 8 avril au matin, depuis le début de la répression serbe déclenchée en même temps que le début des frappes de l'OTAN, le 24 mars, mais le flot s'est tari après la fermeture des frontières, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

« RÉCOLTE DE PRINTEMPS »

■ Le président yougoslave, Slobodan Milosevic, a lui-même demandé au président russe Boris Eltsine d'aider la Yougoslavie à se procurer du carburant pour les « récoltes de printemps », a déclaré le député russe Nikolai Rjnikov, cité, mercredi 7 avril, par l'agence Tass. Ce député, proche des communistes, était membre d'une délégation du Parlement russe qui s'est rendue en visite à Belgrade. - (Reuters)

MONTÉNÉGRO

■ Le président monténégrin, Milo Djukanovic, a affirmé, mercredi 7 avril, qu'il avait « pas peur » d'une tentative de déstabilisation de son pays par Belgrade, dans une interview à la télévision italienne RAI. Il a condamné « la politique autocratique » du président yougoslave Slobodan Milosevic. « Mon pays ne craint pas de défendre sa démocratie et sa dignité », a-t-il déclaré, se disant favorable à « une intégration avec l'Europe ». - (AFP)

OPINION AMÉRICAINE

■ A en croire les sondages, les Américains, largement favorables aux frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, se disent en nombre croissant prêts à envoyer leurs boys sur le terrain pour arrêter l'exode des Kosovars. Leur détermination n'a fait que croître après deux semaines de raids alliés et la capture par les Serbes de trois soldats américains. Selon des sondages, au début du mois, seulement 33 % étaient pour l'envoi de troupes américaines sur le terrain. Une semaine plus tard ils étaient 41 %. Ils sont aujourd'hui entre 53 et 55 %, selon les sondages. - (AFP)

OPINION FRANÇAISE

■ Les Français approuvent davantage aujourd'hui qu'il y a dix jours les bombardements aériens de l'OTAN sur la Serbie ainsi que la participation de la France à ces bombardements, selon un sondage publié par *Le Parisien* réalisé les 6 et 7 avril. 50 % des personnes interrogées (contre 40 % le 27 mars) « approuvent » les bombardements, alors qu'ils ne sont plus que 35 % à les « désapprouver » (contre 46 % dans le sondage précédent). 68 % des personnes se déclarent favorables à une intervention militaire et terrestre de l'OTAN pour protéger les réfugiés albanais du Kosovo, contre 22 % qui y sont opposés. L'accueil par la France de réfugiés albanais du Kosovo est vu favorablement par 58 % des personnes interrogées. 36 % y sont opposés. - (AFP)

AVIONS FRANÇAIS

■ Durant les trente-six heures qui ont couvert la journée du mardi 6 avril et la nuit suivante, jusqu'au mercredi matin 7 avril, la France a engagé quasiment la moitié de son dispositif aérien de combat sur place : six Jaguar, deux Super-Etendard, six Mirage 2000-C, quatre avions ravitailleurs C-135, deux avions de reconnaissance stratégique Mirage IV-2, deux avions de reconnaissance tactique Mirage F1CR et six Mirage 2000-D.

CUBA

■ Le gouvernement cubain « n'opposera aucun obstacle et est même prêt à coopérer dans la mesure de ses possibilités, où c'est nécessaire », pour apporter une aide humanitaire aux réfugiés du Kosovo qui doivent être transférés sur la base militaire américaine de Guantanamo (sud-est de Cuba) enclavée sur son sol, selon une déclaration officielle publiée jeudi 8 avril.

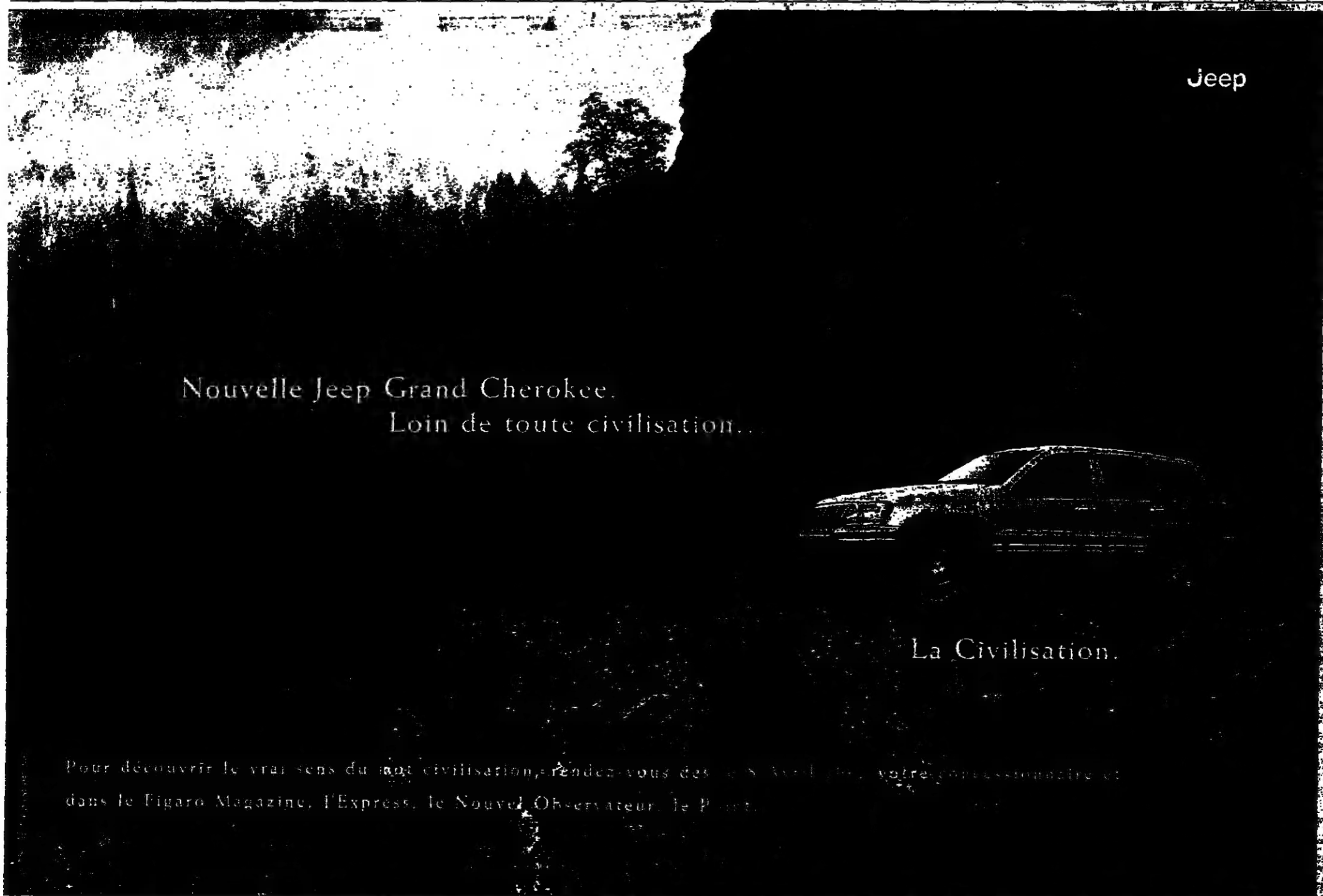
Deux nouveaux appels d'intellectuels pour le Kosovo

REUNIS dans le « Comité Kosovo », plusieurs intellectuels français viennent de lancer un appel en faveur d'une intensification des opérations militaires contre la Serbie. Dans un texte publié à Paris le 31 mars, le Comité demande « d'intervenir au sol de toute urgence de façon à faire cesser ce crime aux proportions inconnues en Europe occidentale depuis la seconde guerre mondiale (...) », mais également « d'intensifier l'aide humanitaire pour les réfugiés (...) et d'envisager d'ores et déjà la perspective de leur retour », ainsi que de « réaffirmer le principe de l'intégrité territoriale et donc le refus de toute partition qui consacrerait la purification ethnique ».

L'appel du « Comité Kosovo » souligne que « ce ne sont pas les frappes qui ont provoqué la répression contre la population civile albanaise mais, au contraire, la purification ethnique - commencée depuis longtemps au Kosovo et qui s'était intensifiée depuis quelques mois - qui les ont rendues inévitables ». Ce document, notamment « co-signé » par le juriste Antoine Garapon

(président du Comité Kosovo), l'écrivain Pascal Bruckner, Olivier Mongin (directeur de la revue *Esprit*) et le philosophe Alain Finkielkraut, a recueilli plus de cent signatures. Le « Comité Kosovo » est domicilié auprès de la revue *Esprit* (212, Rue Saint-Martin, 75003 Paris).

Par ailleurs, le « Parlement international des écrivains », présidé par l'écrivain nigérian Wole Soyinka (et dont les présidents d'honneur sont Salman Rushdie et Vaclav Havel), a publié, mercredi 7 avril, un appel aux maires des grandes villes et aux présidents de conseils généraux de France et d'Europe visant à « sauver les écrivains les artistes et les universitaires du Kosovo, mais aussi tous les réfugiés dont on sait très bien qu'ils ne retrouveront pas leur pays de sitôt (...) Comment la France, qui se présente si souvent comme une terre d'asile, pourrait-elle se tenir à l'écart de la solidarité internationale qui s'organise ? ».



Jeep

Nouvelle Jeep Grand Cherokee.
Loin de toute civilisation.

La Civilisation.

Pour découvrir le vrai sens du mot civilisation, rendez-vous dès le 8 Avril 1999, votre concessionnaire et dans le Figaro Magazine, l'Express, le Nouvel Observateur, le Point.

Venez découvrir et essayer la nouvelle Jeep Grand Cherokee.

36 15 Jeep

www.jeepfrance.com

www.jeepgrandcherokee.com

مكذوب من الأصل

APRÈS

15 A/R PAR
Londres-Paris
EUROSTAR

PÊCHES

Les pêcheurs de la région de la Seine ont obtenu, pour la saison 1999, une augmentation de 10% de leur quota de pêche. Cette décision a été prise par le Conseil de l'Union européenne, après avoir tenu compte des avis des scientifiques et des représentants des pêcheurs. Les quotas sont destinés à garantir une pêche durable et à protéger les ressources halieutiques.

LES PÊCHES EN FRANCE
La France est le premier pays européen pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. La France dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN EUROPE
L'Union européenne a mis en place un système de quotas pour la pêche. Ce système vise à garantir une pêche durable et à protéger les ressources halieutiques. Les quotas sont révisés régulièrement en fonction des avis des scientifiques et des représentants des pêcheurs.

LES PÊCHES EN AMÉRIQUE
Les États-Unis sont le deuxième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. Les États-Unis disposent d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN JAPON
Le Japon est le troisième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. Le Japon dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN CHINE
La Chine est le quatrième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. La Chine dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN AUSTRALIE
L'Australie est le cinquième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. L'Australie dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN NOUVELLE-ZÉLANDE
La Nouvelle-Zélande est le sixième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. La Nouvelle-Zélande dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN SUÈDE
La Suède est le septième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. La Suède dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN NORVÈGE
La Norvège est le huitième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. La Norvège dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN DANEMARK
Le Danemark est le neuvième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. Le Danemark dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN ALLEMAGNE
L'Allemagne est le dixième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. L'Allemagne dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN PAYS-BAS
Les Pays-Bas sont le onzième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. Les Pays-Bas disposent d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN BELGIQUE
La Belgique est le douzième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. La Belgique dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN LUXEMBOURG
Le Luxembourg est le treizième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. Le Luxembourg dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN AUTRICHE
L'Autriche est le quatorzième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. L'Autriche dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN SUISSE
La Suisse est le quinzième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. La Suisse dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

LES PÊCHES EN ITALIE
L'Italie est le seizième pays du monde pour la production de poissons d'aquarium. Les principales espèces pêchées sont les poissons rouges, les poissons d'or et les poissons de compagnie. L'Italie dispose d'une longue tradition de pêche et de culture de poissons.

essais

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

HORIZONS-ANALYSES

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / 7

APRÈS LES AFFAIRES, LES AFFAIRES.

12 HEURES PAR JOUR. Vous avez tout le loisir d'effectuer votre retour Londres-Paris via les Grands Magasins de Bond Street.

EXROSTAR. DANS HOMME D'AFFAIRES IL Y A HOMME.

هكذا من الأصلي

Boris Berezovski riposte au mandat d'arrêt lancé contre lui à Moscou

A Paris, il déclare au « Monde » : « Tout ce que fait Primakov échoue »

Dans une atmosphère de fin de règne, les règlements de comptes se multiplient à Moscou, avec le limogeage du procureur général et les man-

dats d'arrêt lancés, pour la première fois, contre des « oligarques ». L'un d'eux, Boris Berezovski, convoqué, mercredi 7 avril, la presse à Paris,

alors qu'à Moscou les députés rejettent le « pacte de stabilité politique » d'Evgueni Primakov (lire aussi notre éditorial page 22).

L'OPINION dominante en Russie, mercredi 7 avril, était que le mandat d'arrêt lancé, la veille à Moscou, contre le sulfureux baron des affaires Boris Berezovski marquait la fin de sa carrière politique, pourtant riche en rebondissements. Mais l'intéressé tenait le même jour à Paris une conférence de presse pour afficher un avis contraire, et dénoncer la montée en puissance du nouveau premier ministre, Evgueni Primakov. Celui-ci, a-t-il dit, « utilise maintenant tout son potentiel contre les réformes » et « s'appuie sur les membres les plus dangereux, les plus hypocrites, des services secrets, ceux qui ont retrouvé en lui un des leurs, afin de restaurer l'empire russe par la force ». Faute ultime, M. Primakov estime, selon M. Berezovski, qu'il ne peut s'aligner aux antipodes de celui qui fut une des éminences grises du Kremlin s'est aussi déclaré certain qu'il ne sera pas arrêté, ni en France ni à Moscou, où il a l'intention de se rendre « la semaine prochaine ». Alors qu'il laissait entendre le contraire peu auparavant à une télévision russe,

comme l'avait fait aussi son « ami » français, Fabien Beausart, qui, ayant convoqué la presse à l'hôtel Crillon, avait assuré que « Boris Abramovitch [restait] en France un certain temps ». Mais parmi les Russes venus le saluer (dont des proches de « l'apoutchik », un chef de la mafia russe condamné aux États-Unis) la rumeur circulait que M. Berezovski serait arrêté en France « dans deux jours ». Les autorités judiciaires seraient en effet indiquées qu'elles « n'excluaient pas » de faire appel à Interpol.

OPINION DE SERVICES

Est-ce pour cela que M. Berezovski a surtout parlé du Kosovo, lors d'un entretien accordé le même jour au « Monde » ? Des proches de l'homme d'affaires ont reconnu qu'il rêve de retrouver un statut diplomatique – et l'immunité afférente – dans un pays de la Communauté des États indépendants (CEI) pour jouer les médiateurs dans la crise. Tel l'Ukraine, premier pays à envoyer une délégation à Belgrade après les frappes et où M. Berezovski

viens de se rendre. « Je suis sûr que le président Leonid Kouchtchouk a toutes les qualités pour ça », déclare-t-il. Je le connais, je connais son bon sens réel. Ce n'est pas comme Primakov, dont la mission à Belgrade fut de pure propagande, car il n'a rencontré qu'une seule des deux parties au conflit ».

En parlant du premier ministre, qu'il accuse d'avoir causé sa disgrâce, M. Berezovski devient presque véhément. Pour lui, les talents diplomatiques d'Evgueni Primakov sont un mythe : « Tout ce qu'il a fait, sur l'Irak, sur l'Irak, a échoué. Sur le Kosovo, c'est pareil : pourquoi n'a-t-il pas rencontré les leaders albanais ? Il se trouve que le « roi du business » russe est lui-même excellent diplomate : il négocie, non sans succès, avec les indépendantistes tchétchènes quand il était secrétaire adjoint du Conseil de sécurité russe ».

Puis, nommé secrétaire exécutif de la CEI, il réussit le tour de force, pour un représentant de Moscou, de se faire apprécier des autres présidents.

Renvoyé de ce poste le mois der-

nier par Boris Eltsine, il a sillonné les capitales occidentales et réitéré au Kosovo : c'est le conflit serbo-albanais, dit-il, qui doit être résolu en priorité, par un intermédiaire prêt à prendre des risques, intellectuels et physiques (ce que M. Berezovski a déjà fait) ; Américains et Russes ne doivent intervenir qu'ensuite, comme garants. Alors que les premiers (« qui ne sont pas encore l'empire qu'ils pensent être ») se battent avec les seconds (« qui ne sont plus l'empire qu'ils pensent être encore »).

M. Berezovski critique le pouvoir russe qui, « dès le début, au lieu de traiter le Kosovo comme un conflit local semblable à des centaines d'autres, l'a internationalisé, avec ses appels à la fraternité slave ». « Appels irresponsables, car non recevables par les Tatars, Tchétchènes et autres Ossètes de la Fédération de Russie, ni par moi-même ». Conclusion implicite : l'Occident aurait vraiment mauvaise grâce à ne pas défendre un tel ami de la démocratie.

Sophie Stihab

La condamnation de Bruxelles dans le conflit de la banane annonce d'autres batailles à l'OMC

GENÈVE. De notre envoyé spécial L'Union européenne n'a pas échappé à une nouvelle condamnation, dans le « conflit de la banane », qui l'oppose, depuis plusieurs années, aux États-Unis, défendant les intérêts de leurs multinationales, qui contrôlent déjà 70 % du marché mondial du produit. Pour la deuxième fois, une commission d'arbitrage, mise en place par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour trancher ce différend, a donné tort à la Communauté européenne, jugeant que son système d'importation de bananes était contraire aux règles du commerce international.

A peine connu mercredi 7 avril, ce verdict a été diversement interprété par les parties intéressées. A Washington, la satisfaction est évidente, même si les

juges n'ont accordé aux États-Unis qu'un peu plus du tiers du montant des sanctions qu'ils exigent des Européens (Le Monde du 8 avril). « Cette décision est une victoire importante pour le processus de règlement des litiges mis en place par l'OMC », a déclaré Charles Barshefsky, représentant américain pour le commerce. « Elle signale clairement, a-t-elle ajouté, que l'OMC ne peut être utilisée pour mener des procédures légales interminables ».

A Bruxelles, le vice-président de la commission européenne chargé de ce dossier, Sir Leon Brittan, a fait savoir que ce jugement serait « soigneusement étudié » et que l'Union européenne se réservait le droit de faire appel. « Nous allons évidemment respecter les règles applicables dans le cas d'une telle décision », a-t-il indiqué, tout en remarquant que les

sanctions, unilatéralement décrétées par Washington contre des produits européens, demeurent trop élevées. « Pour être en règle avec la loi, les États-Unis doivent maintenant, quoi qu'il arrive, lever immédiatement les sanctions et renoncer aux menaces de sanctions sur plus de la moitié du commerce qui y est soumis », a-t-il précisé. Les réactions sont particulièrement vives dans les pays africains, comme la Côte-d'Ivoire et le Cameroun, ainsi que dans les îles et petits États des Caraïbes, qui bénéficient de facilités d'accès au marché européen pour

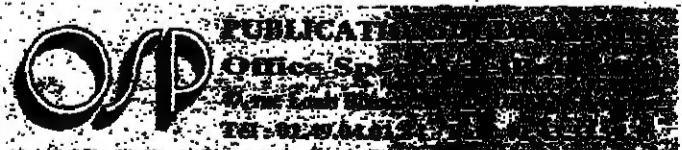
leurs bananes, pour certains la principale source de revenus.

En France, on estime dans les milieux syndicaux que l'Union européenne devrait faire appel de cet arbitrage qui sacrifie des produits européens et des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) sur l'autel des intérêts des multinationales américaines. L'FNSEA a invité Bruxelles à ne pas baisser les bras, tandis que la CGT espère que l'Europe « ne cédera pas au chantage » de Washington.

Au-delà de la banane, l'affrontement entre Bruxelles et Washington n'a pas fini de mettre à l'épreuve le fonctionnement même du système de règlement des différends de l'OMC. Si ce nouveau jugement permet d'éclaircir quelque peu la situation, le litige de la banane n'est pas clos pour autant. Les conclusions de la commission d'arbitrage devront encore être soumises à l'approbation de l'Organe de règlement des différends et ce n'est qu'ensuite que les États-Unis seront autorisés à appliquer des sanctions.

D'autres échéances sont aussi brillantes se profilent déjà l'horizon, comme les sanctions que les États-Unis s'approprient à prendre dans le conflit du bœuf aux hormones, si l'Union européenne ne lève pas d'ici au 13 mai, l'embargo qu'elle a décrété en 1989 pour des raisons de santé publique. Parmi les dossiers qui envahissent l'OMC, figurent encore le conflit de l'acier et celui portant sur la conformité avec les règles de l'Organisation de la disposition 301 de la législation américaine. En vertu de ce texte, Washington s'autorise à prendre des mesures de rétorsion unilatérales contre d'autres pays quand il considère que ses intérêts sont directement en jeu, comme dans le cas de la banane.

Jean-Claude Buisser



Maxime DELHOMME, Avocat de la SCP JEANNIN-DELHOMME-BEGOU Par arrêt confirmatif du 23 Mai 1997, la Cour d'Appel de PARIS 4^e Chambre a condamné pour contrefaçon la Société EDINTER à 30.000 F en principal, à trois publications de 36.000 F H.T. chacune et à 20.000 F au titre de l'article 700 du NCPC, pour avoir, dans le numéro du 14 Février 1992 de l'hebdomadaire IMPACT MEDICIN, publié sans son autorisation et sans mention de son nom, un dessin de Monsieur Jean-Claude MICHEL. L'originalité du dessin de Monsieur MICHEL a été reconnue et la Cour a considéré comme fondé, le reproche fait à l'éditeur d'IMPACT MEDICIN, d'avoir présenté l'œuvre de Jean-Claude MICHEL dans un sens qui n'était pas celui choisi pour l'œuvre originale et avec une mention « DR » dissimulant de rechercher le nom de l'auteur.

Le Cambodge accepte des magistrats étrangers pour juger Ta Mok

PHNOM PENH. Le gouvernement cambodgien a accepté la participation de magistrats étrangers au procès du chef khmer rouge Ta Mok devant la justice locale. Ce compromis ouvre la voie à un « tribunal à caractère international » souhaité par l'ONU. « Le premier ministre cambodgien a admis qu'il serait utile que des juges et des procureurs internationaux participent à la procédure », a déclaré, mercredi 7 avril à Phnom Penh, le sénateur américain John Kerry à l'issue d'un entretien avec Hun Sen, tout en estimant qu'il s'agissait « d'un pas en avant très positif qui permettra un effort de coopération crédible dans lequel la communauté internationale peut avoir confiance ». Le prince Norodom Ranariddh, président de l'Assemblée nationale et allié de Hun Sen, a confirmé, mercredi, que ce dernier « ne s'opposera pas à la présence d'un juge international » durant le procès de Ta Mok. (APR)

Nouveau massacre à Timor-Oriental

DILLI. M^r Carlos Ximenes Belo, Prix Nobel de la paix 1996, a affirmé, mercredi 7 avril, que plus de 25 Est-Timorais avaient été « massacrés » la veille par les milices pro-indonésiennes dans l'église de Liquesa, à moins de 50 kilomètres de Dili, la capitale de Timor-Oriental. Le prêtre avait annoncé, mardi soir, aux médias portugais que 45 personnes avaient été tuées. De son côté, le chef de la commune de Liquesa avait indiqué que 5 personnes avaient été tuées et une vingtaine blessées, par balles ou à l'arme blanche. D'autre part, l'armée indonésienne a ouvert le feu, mercredi, à Borneo pour repousser des milliers de personnes tentant de libérer de force une centaine de leurs camarades arrêtés pour leur participation à de précédentes violences ethniques. (APR)

Election présidentielle à Djibouti

DJIBOUTI. Après vingt-deux ans d'indépendance et de règne sans partage de Hassan Gouled Aptidon, quelque 170 000 électeurs djiboutiens choisiront un nouveau chef de l'Etat, vendredi 9 avril. Agé de quatre-vingt-trois ans, le président avait annoncé, en février, son retrait de la vie politique. Ismaël Omar Guelleh, qui dirige la succession, est, depuis l'indépendance, en 1977, le chef de cabinet du président Gouled. Considéré comme le neveu du chef de l'Etat, il est apparu au cours des dernières années comme l'homme fort de Djibouti. L'opposition djiboutienne s'est, quant à elle, ralliée à l'ancien chef indépendantiste, Moussa Ahmed Adis, pour contrer les ambitions du dauphin de M. Gouled. En cas de victoire, l'opposition entend libérer les prisonniers politiques, instaurer un véritable multipartisme (seuls quatre partis sont actuellement autorisés) et lancer un ambitieux train de mesures sociales. (APR)

L'Etat marocain s'engage

à indemniser les familles des disparus

RABAT. Par l'intermédiaire du Conseil constitutionnel des droits de l'homme (CCDH), le roi Hassan II a fait annoncer, mercredi 7 avril, qu'il acceptait l'indemnisation – avant trois mois – d'une grande partie des familles des 112 personnes officiellement portées disparues dans les années 1960 et 1970, et la libération de la vingtaine de personnes impliquées dans des crimes de sang commis pour des raisons politiques. Les familles des victimes, de leur côté, ont maintes fois déclaré que la page des droits de l'homme ne pouvait être définitivement tournée au Maroc que lorsque les corps des disparus seraient retrouvés et remis aux familles et que toutes la lumière sur les circonstances de leur décès aura été faite. Deux grands dossiers n'ont pas été évoqués par le CCDH : celui d'Abraham Serfaty, exilé vers la France en 1991 après avoir passé dix-sept ans dans les prisons marocaines, et celui du dirigeant islamiste Abdeljalil Yassine, en résidence surveillée depuis 1989. (APR)

Le gouvernement chilien se dit en mesure de faire juger M. Pinochet

SANTIAGO. Le gouvernement chilien a affirmé auprès du ministre de l'Intérieur britannique, Jack Straw, pouvoir être en mesure de déférer devant un tribunal le général Augusto Pinochet et de mener, le cas échéant, une procédure plus complète qu'à l'étranger, a indiqué le ministre des affaires étrangères chilien, José Miguel Insulza. Dans un memorandum adressé au ministre de l'Intérieur britannique, le gouvernement chilien souligne que la justice chilienne s'est prononcée notamment dans le cas de l'assassinat en 1976 à Washington de l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Unité populaire, Orlando Letelier, et qu'elle a été saisie récemment du meurtre en 1982 d'un dirigeant syndical, Tupac Jimenez. Douze anciens militaires viennent d'être incarcérés dans le cadre de cette affaire. (APR)

Des primes pour retenir les pilotes de guerre italiens

ROME. Un projet de loi, qui prévoit de distribuer des primes aux pilotes de guerre italiens pour enrayer leur exode de l'armée de l'air, a été présenté, mercredi 7 avril, à la Chambre des députés. Depuis 1995, selon Valdo Spini, qui préside la commission de la défense de la Chambre, « 500 pilotes attirés par un traitement économique plus favorable et une valorisation professionnelle gratifiante » sont passés dans l'aviation commerciale. Au rythme actuel, l'état-major de l'armée de l'air italienne estime qu'il lui manquera un tiers des pilotes nécessaires à l'horizon 2003. (APR)

Pas de reprise dans les pays émergents avant 2001, selon la Banque mondiale

« BIEN QUE LE RISQUE de récession planétaire se soit atténué ces derniers mois, la crise dans les marchés émergents devrait se révéler plus profonde et plus persistante que les premières estimations le laissent entrevoir. » A l'occasion de la publication de son rapport intitulé « Global Finance Development 99 », la Banque mondiale vient de réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour les pays en développement : 1,5 % pour 1999, soit 1 point de moins que ses dernières estimations publiées en décembre. Il s'agit du taux le plus bas depuis 1982. Pour Joseph Stiglitz, premier vice président et économiste en chef de l'institution, « ce chiffre, qui est préoccupant, s'explique par le ralentissement des échanges, la chute des prix des produits de base et le tarissement des flux à long terme, qui ont frappé la plupart des pays en développement ». La Banque n'envisage pas le retour d'une croissance de l'ordre de 4,5 à 5 % avant 2001.

Le n° 2 est paru.
En vente chez votre marchand de journaux.

la Monde des DEBATS

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang coagulé

Fin de guerre en Algérie ?
Régiment 24 / Luis Martinez

Malaise dans la psychanalyse
Marie Barakat / Daniel Willefer

Architecture : la France ringarde ?
Philippe Huez / Jean-Pierre La Sarrat

Le maître philosophe de Venise

Le nouvel ordre amoureux

Michel Foucault, 1926-1984

la Monde des DEBATS

Restez libre, cultivez votre sens critique.

مكتبة من الأصل

Le Cambodge accepte des magistrats étrangers pour juger la Mok

Nouveau massacre à l'Est-Orient

Election présidentielle à Djibouti

Etat marocain s'engage à indemniser les familles des disparus

gouvernement libyen se dit prêt de faire pour le l'inode

primes pour retrouver les pilotes de guerre

la reprise dans les pays arabes

2001 selon la Banque mondiale

e s s a i s

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / VII

HORIZONS-ANALYSES

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 12 AVRIL 1999 / VIII
LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / 9


**Vendredi 9 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR**

**44 000 bouquets Mélodie
et pas un de plus.**



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

3 coloris :
blanc, jaune et orange.
17 tiges.

**Avec Carrefour
je positive!** 

A DEMAIN...

هكذا من الأصل

GAUCHE La guerre du Kosovo est venue bousculer la stratégie du Parti communiste pour les élections européennes, fondée sur l'ouverture de sa liste à des personnalités exté-

rieures et sur un ralliement critique à la construction européenne. Robert Hue est contraint de faire droit aux sentiments anti-américains, anti-OTAN et pro-russes de sa base mili-

tante, en espérant que la guerre ne l'oblige pas à reconsidérer la participation de son parti au gouvernement. ● LE PREMIER MEETING de la campagne européenne du PCF, mer-

credi 7 avril, en Seine-Saint-Denis, a donné une nouvelle illustration des divergences entre communistes et non-communistes. ● AU-DELA DU PCF, c'est toute la gauche « radicale »

qui est lézardée par le débat sur le Kosovo, entre adversaires de l'OTAN, parfois ouvertement pro-Serbes, et défenseurs du droit des Kosovars à l'autodétermination.

La guerre contre la Serbie bloque la « mutation » du Parti communiste

Convaincu que l'offensive contre Slobodan Milosevic serait de courte durée et que les Français étaient majoritairement hostiles à l'intervention de l'OTAN, le PCF se trouve coincé entre réflexes identitaires et velléités d'« ouverture » pour les élections européennes

VENDREDI 26 MARS, à l'Assemblée nationale, l'heure est solennelle. Le premier ministre a mis à l'ordre du jour le premier débat, sans vote, sur le Kosovo, deux jours après les premières frappes de l'OTAN. Robert Hue a été le premier communiste à réagir le 24 mars, annulant pour cela son audition à la conférence Berthier du barreau de Paris. « Ce n'est pas en ajoutant la guerre à la guerre qu'on crée les conditions de la paix », dit le secrétaire national du PCF, reprenant ainsi une formule de François Mitterrand et soulignant aussi, dans son communiqué, qu'il convient d'« éviter toute rupture du dialogue avec la Russie ».

Lionel Jospin s'en souvient. Lorsque dans son discours à la tribune, il évoque ce pays, le premier ministre pose lourdement son regard sur les rangs communistes, ce qui, ajoute M. Hue, lorsque, quelques minutes plus tard, le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, écorche l'une des plus célèbres phrases de Jaurès - « Le libéralisme porte en lui la guerre comme la nue porte l'orage », dit-il, pour « le capitalisme » - les députés communistes, soudés comme jamais contre

la guerre, ne se privent pas de soupirer et d'arborer une mine consternée. Quatre jours plus tard, le 30 mars, au 16 bis de l'avenue Parmentier, dans les tout nouveaux locaux de « la liste », comme on dit désormais pour l'opposer à « Fabien », Petits fours, caméras : M. Hue inaugure le siège de sa liste d'« ouverture » pour les européennes et la baptise : « Bouge l'Europe », comme dirait MC Solaat. Pour éviter toute expression malheureuse, Pierre Blotin a réuni les candidats peu avant la conférence de presse. M. Hue résume la philosophie : sa liste n'est pas « mondaine », elle ne résulte pas d'une « OPA sur le mouvement social ». A la manière de M. Jospin, pour la gauche « plurielle », il théorise les divergences apparues au sein de sa liste, la majorité des candidats non communistes étant favorables à l'intervention de l'OTAN.

« Il faudra s'y faire, prévient-il. On a dit que chacun aurait sa liberté d'exprimer sa sensibilité. Les positions différentes sur le déclenchement de la guerre prouvent que ce n'était pas des mots. Mais, devant les affiches multicolores qui paient d'une « Europe de la concorde pour déclarer



partout la paix » et d'une « Europe du futur pour partager une planète plus belle », en pleines frappes sur Belgrade, l'image d'une « campagne gaie et joyeuse », à l'image de cette liste, qui veut donner le secrétaire national, tombe à plat.

Ainsi va le PCF depuis le début des frappes de l'OTAN. Thrillé entre un travail plutôt bien accueilli - sa liste d'« ouverture » aux européennes, qui veut préfigurer la « force communiste » de l'an 2000 - et le réflexe anti-américain et paci-

fiste des militants, que la direction, qui le partage, ne songe pas à taquiner. Soudain de préserver l'unité de ses troupes mises à mal par sa « mutation », M. Hue puise désormais ses références dans la mémoire collective des communistes - Prévert, Jaurès. Voilà l'Humanité, qui devait devenir, avec sa nouvelle formule, le quotidien de l'ensemble de la gauche radicale, contrainte d'être seulement, à cause du Kosovo, le « journal de la paix », selon la formule d'un membre du bureau national, alors même que la gauche « rouge » se divise (lire ci-dessous). Dans l'« ours », les noms de Paul Vaillant-Couturier et Marcel Cachin, historiens directeurs communistes, ont été effacés pour n'y laisser que ceux du fondateur socialiste, Jaurès... et du directeur actuel, Pierre Zarka.

Le soutien appuyé du PCF au premier ministre russe témoigne, enfin, de cet attachement identitaire. En demandant, mercredi 7 avril, une « deuxième mission Evgeni Primakov », M. Hue confirme l'importance que le PCF accorde toujours à la diplomatie russe, qui fut surtout soviétique. Déplorant qu'on ait « traité avec autant de désinvolture »

le premier ministre russe, François Wautz, député européen et ancien responsable du secteur international du parti, réclame, dans l'Humanité du 8 avril, le déploiement au Kosovo d'une force d'« interposition européenne » - qu'il oppose à une « force d'intervention » - qui permettrait le retour des réfugiés sous l'autorité de l'ONU et « pourrait inclure un contingent russe ».

Convaincu que les militants et les cadres communistes font bloc, le PCF, qui s'attendait à un conflit court et pensait que l'opinion publique serait derrière lui pour réclamer l'arrêt des bombardements, a soutenu M. Jospin sur le refus de l'évacuation des réfugiés, mais est, une fois encore, jeudi 8 avril, « qu'il ne faut pas refuser a priori d'examiner la cessez-le-feu proposé par Belgrade ». La paix avant tout : pour le bien des populations, du parti, de sa campagne des européennes. Si l'OTAN engageait ses troupes sur le sol de l'ex-Yugoslavie, la solidarité gouvernementale et la fameuse « utilité » des ministres communistes seraient en effet, cette fois, sérieusement mises en péril.

Ar. Ch.

Premier meeting « pluriel » pour la liste de M. Hue

LES DEUX MILLE militants réunis, mercredi 7 avril, sur l'île des Vannes (Seine-Saint-Denis) pour le premier grand rassemblement de la liste, « conduite par Robert Hue », ont humé un parfum de changement. Aucun drapeau rouge, plus de faucille ni de marteau, pas même une référence au Parti communiste français. « Faire sobre », mais surtout « faire neuf » ! Derrière l'estrade éclairée sur laquelle avaient pris place, à gauche une vingtaine de colistiers de M. Hue, au centre quelques membres honorables de son comité de soutien, dont Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, à droite des habitants de Seine-Saint-Denis, se dégageaient seulement les inscriptions : « Liste Bouge l'Europe » et « Pour déclarer la paix et la fraternité ».

L'innovation n'est pas seulement dans la mise en scène. « On ne veut ni d'un meeting traditionnel, ni d'un show à l'américaine, où les paillettes remplacent le contenu », affirme Yasmine Boudjenah, colistière de M. Hue. Instaurer un « dialogue », un « contact », un « échange avec les gens » sont les mots porte-emblème que le secrétaire national du PCF entend nichier au cœur de sa campagne. La parole n'est donc pas monopolisée et déversée par un numéro un, mais savamment distillée entre « les gens du panel », les questions de la salle - toutefois regroupées par un « standard » filtrant - et les interventions thématiques des colistiers.

La guerre du Kosovo oblige M. Hue à s'exprimer sans attendre son intervention prévue à la fin du meeting. « Dans la liste, il y a des positions différentes, admet-il, mais personne ne fait l'éloge de la guerre et personne ne peut être soupçonné

d'une sorte d'américanisme brutal ou d'anti-américanisme primaire. » Réitérant « sa condamnation des frappes de l'OTAN », souhaitant « dégarer la France et l'Europe de la tutelle américaine », sous les applaudissements de la salle, M. Hue voit des signes positifs dans les propos d'Hubert Védrine et prône la mise en place d'« une grande conférence dans les Balkans ».

M. Hue critique « les attitudes faiblement politiques de la droite, de Séguin et d'autres, qui ne défendent pas l'intérêt de la France quand ils demandent le départ des ministres communistes du gouvernement ». « Ce qu'ils veulent, c'est faire exploser la gauche plurielle », conclut-il. Favorable aux frappes de l'OTAN, Philippe Herzog, député européen sortant, est copieusement sifflé quand il déclare que « pour affaiblir Milosevic, on ne pouvait pas faire autrement que de frapper » la Serbie. L'ancien économiste du PCF est hué quand il rappelle que « les Américains sont quelquefois du côté de la démocratie, ils l'ont prouvé pendant la deuxième guerre mondiale » et que « la Russie d'Eltsine n'est pas forcément porteuse d'idées démocratiques ».

Le chapitre Kosovo enfin tourné, place aux thèmes de campagne. Présenté comme « acteur du mouvement social », Michel Deschamps, 1^{er} colistier, est sollicité à deux reprises. L'ex-chef de file de la FSU est applaudi lorsqu'il juge « très faible l'action de ce gouvernement de gauche ou de centre-gauche (...) contre les agressions dont font l'objet les services publics et les secteurs publics ». De même, Marie-George Buffet se taille un franc succès quand elle explique, en prenant l'exemple de la lutte contre le dopage, qu'« on peut faire bouger l'Eu-

rope à partir du moment où on s'en mêle ». Avocate de l'égalité des sexes et du féminisme, Geneviève Fraisse est applaudie, elle aussi, sur ses sujets de prédilection.

C'est sur la régularisation des sans-papiers que Fodé Sylla et Stanislas Nordey sont, eux, piblés. « La régularisation de la moitié des sans-papiers, ce n'est pas insuffisant, c'est un scandale », juge le second, le directeur du Théâtre de Saint-Denis, pour qui la question de tous les « sans-droits » devient brûlante. L'ancien patron de SOS-Racisme, colistier le plus demandé dans les fédérations communistes, affirme que l'Europe compte 18 millions de chômeurs et 50 millions de salariés précaires. Elle ne peut être, dit M. Sylla, « l'addition des misères de plusieurs pays ». Puis il plaide pour l'octroi du droit de vote aux étrangers.

Alain Beauvillier

TROIS QUESTIONS À... JEAN-PIERRE BRARD

1 Ancien membre du PCF, aujourd'hui député appartenant au groupe communiste, vous approuvez l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Comment jugez-vous la position adoptée par vos collègues communistes sur ce sujet ?

Je la trouve désolante. Elle me donnerait presque la nausée. Il y a un parallélisme effrayant entre Milosevic et Hitler, mais, en 1938, les communistes étaient du bon côté : contre les Munichois, contre ceux qui laissent faire le démantèlement de la Tchécoslovaquie et l'expulsion des Tchèques des Sudètes. Aujourd'hui, le PCF a oublié ses sources identitaires. Il confond les effets et les causes. Ce n'est pas l'intervention internationale qui a provoqué l'exode des Albanais, mais bien l'exode forcé qui a provoqué l'intervention. L'affaire du Kosovo montre une crise d'identité majeure du parti et prouve que la rénovation dont parle tant Robert Hue n'est pas enclenchée.

2 Vous parlez de crise d'identité mais le PCF réagit aussi au nom de sa tradition pacifiste et anti-américaine...

Il se dit pacifiste et condamne toute intervention étrangère, mais nous avions bien soutenu l'invasion de l'Afghanistan et les chars dans Budapest ! C'est

vrai qu'il est choquant que les États-Unis mènent la danse, mais, enfin, personne ne songe à critiquer les Américains pour avoir bombardé l'Allemagne nazie ! C'est vrai, aussi, qu'il vaudrait beaucoup mieux une défense européenne, mais le PCF n'est pas du tout prêt à cela. Faut-il l'envisager vraiment, sa liste « patchwork » aux européennes exploserait immédiatement, tant les divergences sont grandes entre les candidats. Il a fallu tout de même une accumulation des horreurs en Bosnie pour que le PCF prenne ses distances et que Robert Hue parle enfin du « dictateur » Milosevic.

3 Les communistes veulent cependant rester dans la majorité et au gouvernement. Pensez-vous que cela soit possible malgré ces divergences ?

La pratique du grand écart est difficilement durable, mais ils feront tout pour rester. Évidemment, c'est de la politique à la petite semaine, mais vous verrez qu'ils pousseront le cynisme plus loin. Quand Milosevic sera contraint d'accepter une solution politique, le PCF dira qu'il a eu raison avant tout le monde, occultant complètement les conditions militaires qui auront contraint les Serbes à négocier. Le PCF est resté dans sa culture ancienne, celle qui consiste à pratiquer une dialectique formelle et à avoir raison quoi qu'il arrive.

Propos recueillis par Raphaëlle Bacqué

Kosovo : la gauche « bolchevique » face à la gauche « mouvementiste »

LA GUERRE du Golfe est, décidément, bien loin. Alors qu'en 1991 toute une partie de la gauche (des Verts à l'extrême gauche, en passant par le Parti communiste et la CGT) s'était soudée, en compagnie de pacifistes, mais aussi de chrétiens, pour dénoncer l'intervention américaine, le conflit du Kosovo divise la gauche radicale. Mille et une nuances apparaissent, mais c'est un clivage qui est en train de naître. Certains pensent que le schéma « anti-impérialiste » de 1991 est transposable en ex-Yugoslavie. D'autres, non.

La « famille » communiste s'est retrouvée seule pour manifester, dans la rue, en se contentant de dénoncer les bombardements de l'OTAN. Les autres, écologistes, libertaires ou issus du mouvement social - la gauche des « sans » - ne veut pas se limiter à condamner les frappes de l'OTAN sans poser la question de la purification ethnique, ni exiger le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Entre les deux, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) réclame l'autodétermination du Kosovo, mais reste prisonnière de son alliance électorale avec Lutte ouvrière (LO).

« Ne pas humilier les Serbes. » A un bout du spectre, il y a ceux qui dénoncent l'agression contre les Serbes, anciens alliés contre le fascisme. Dans leur bulletin mensuel *Echanges*, des militants communistes du Val-de-Marne, en rupture de parti et regroupés der-

rière l'ancien secrétaire fédéral Guy Poussy, s'indignent ainsi qu'on puisse « humilier les Serbes et bafouer leur patriotisme authentique ».

Dans une lettre aux responsables du Mouvement des citoyens, Patrick Viltart, responsable du MDC en Lorraine, s'interroge : « Pourquoi la communauté internationale (traduisant les États-Unis et leurs affidés) veut-elle accorder aux Albanais du Kosovo (berceau historique de la Serbie) ce qu'elle a refusé hier aux Serbes de Bosnie ? » Dans les manifestations anti-guerre, des militants de la CGT n'hésitent pas à porter l'autocollant « cible » des partisans de Slobodan Milosevic.

« OTAN go home ! » et boycottage du Coca-Cola. Le réflexe anti-américain reste vivace. « La barbarie n'est pas seulement du côté de Milosevic, mais tout autant et encore plus du côté des grandes puissances impérialistes qui engendrent des Milosevic », écrit Lutte ouvrière (daté 2 avril). L'Hebdo CGT (ex-Vie ouvrière) analyse l'intervention de l'OTAN comme visant, avant tout, à « réduire l'influence russe » dans la région des Balkans. « Otan go home ! », titrait L'Humanité au premier jour des frappes. En « solidarité avec la Yougoslavie », des militants communistes demandent, dans un appel, le « boycottage des produits américains, de leurs administrations, entreprises, associations ».

Le tract dresse une liste exhaustive des endroits où « les Américains ont semé la guerre » et

« imposé des gouvernements fantoches ». Entre la Corée (1950-53) et la Yougoslavie, on trouve... l'Afghanistan !

« Arrêt des bombardements, non au vert kaki ». Pour d'autres, comme la direction du Parti communiste, la guerre est tout simplement « une connerie ». C'est, jusqu'à présent, la position des Verts, et Bernard Langlois, dans son éditorial de *Poils* (daté 8 avril), maintient cette position, tout en reconnaissant qu'« il n'y a pas de solution miracle ». Du coup, les dirigeants des Verts, qui réclament une intervention terrestre, font figure de vilains petits canards. Dans son numéro du 1^{er} avril, L'Humanité, qui avait pourtant conclu un pacte de non-agression avec la tête de liste des écologistes, Daniel Cohn-Bendit, estimait que « la garde-robe de Danny vu-t-en guerre s'efface avec du vert kaki ». Dans *Les Inrockuptibles* (daté 7-13 avril), l'universitaire Serge Halimi ironise : les récents appels de M. Cohn-Bendit en faveur d'une intervention terrestre le « rassurent » quant à un « hypothétique dérapage gauchiste » de l'eurodéputé.

« Armer les Kosovars ». D'autres préfèrent argumenter sur la nécessaire autodétermination du Kosovo, revendication sur laquelle se retrouvent volontiers la gauche des « sans ». Pour y parvenir, ils ne croient pas à une simple solution diplomatique. « Il faut donner aux premiers intéressés les moyens de se

défendre et de résister à l'épuration ethnique engagée par le pouvoir serbe. Si des moyens leur étaient donnés, les forces kosovares auraient les moyens de gagner leur combat », écrit Christophe Aguiton (LCR et ACI), dans *Poils*, le mot « armes » n'apparaissant que dans le titre : « Armer les Kosovars ? » Dans *Rouge* (daté 1^{er} avril), hebdomadaire des critiques de Romain Goupil (Le Monde du 23 mars) contre les « négationnistes du présent », « l'autodétermination », tel est le mot-clé qui doit permettre à l'allée de LO de se dégager du front « vieux communiste » auquel participe Ariette Lagulier. Comme l'écrit M. Piquet, « la guerre s'invite aux européennes » et la LCR n'est pas à l'aise.

« Coup de gueule » de Charlie Hebdo. Il y a des cris qui ont valeur de symbole. Dans *Charlie Hebdo* (daté 7 avril), l'une des lectures de référence de la gauche écologiste et libertaire, farouchement hostile à la guerre du Golfe, Philippe Val rale : « Mais, bon Dieu, qu'est-ce qu'ils ont, les Kosovars ? Ils ont une gueule qui ne revient pas à la gauche radicale ? » Et il s'indigne : « Alors, Rivine, Hue, Lagulier, vous trouvez qu'ils ont trop de poils, trop de logs, qu'ils sont trop bien traités par la police ? » Une sérieuse lézarde court dans la gauche radicale.

Ariane Chemin et Caroline Monnot

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 9284 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.40.94.01.94 - Fax : 01.43.33.51.36

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
au Palais de Justice de NICE, Place du Palais
le Jeudi 22 Avril 1999 à 9h
IMMEUBLE À NICE (Alpes-Maritimes)
Quartier de Lingostière, Chemin des Glacières
à usage d'entrepôts industriels, commerciaux & bureaux,
Superficie totale privative (1.374,93 m²)
MISE À PRIX : 5.000.000 F
S'adr. SCP HANCY LANZARO MOSCHETTI, Avocats au Barreau de NICE, 2, rue Tonduti-de-l'Escarène (06000) NICE - Tél : 04.93.13.18.00
Visites les 13 et 20 Avril 1999 de 14h à 16h

هكذا من الأصل

Les députés de la majorité se divisent sur le projet de couverture maladie universelle

Le niveau de ressources des bénéficiaires fait débat

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a repris, mercredi 7 avril, l'examen du projet de loi sur la couverture maladie

universelle. La gauche est divisée à l'occasion d'un amendement, déposé par les Verts, qui relève le plafond de ressources des bénéficiaires.

L'extension du tiers-payant est le préliminaire préalable à l'ouverture des droits ont aussi été au centre des débats.

GAUCHE « plurielle » contre socialiste : les députés de la majorité sont divisés sur la future couverture maladie universelle (CMU). Contre toute attente, un amendement des Verts, qui relève de 500 à 800 francs (579 euros) le plafond de revenus mensuels nécessaires pour bénéficier de la CMU, a été adopté, mercredi 7 avril, par la commission des affaires sociales. Les communistes, le groupe RCV, l'opposition ont voté pour. Même au PS, pourtant opposé à la mesure, il y a eu des défections. Odette Grzegorzka (PS, Alsace), par exemple, a préféré s'abstenir.

Furieux, le groupe devait organiser une nouvelle délibération, jeudi, pour tenter d'annuler l'amendement qui augmenterait de deux millions le nombre de bénéficiaires potentiels, coûterait entre 1 et 3,5 milliards de francs, en plus des 11 milliards déjà prévus. Pour financer son surcoût, le groupe communiste propose de taxer les revenus financiers.

Pour les Verts, la barre de 3 500 francs, « inférieure de 40 francs au minimum vieillesse »,

crée « un effet de seuil regrettable ». « Il apparaît nécessaire », relève le barème « jusqu'au seuil de pauvreté, calculé par l'Insee en 1997 (3 800 francs mensuels) et qu'une dégressivité soit prévue jusqu'au Smic », ont-ils justifié. Jean-Claude Boulard, rapporteur de la commission, lui, a proposé « une autre réponse au problème du seuil » : l'extension du tiers-payant. Mais « comme il est souhaitable de ne pas dissocier cette extension de la nécessaire maîtrise des dépenses de santé », elle réserve « personnes qui auront adhéré au système du médecin-référent. En s'engageant à consulter le même praticien, ces dernières seront donc dispensées de faire l'avance des frais. M. Boulard devait inclure dans cette mesure les frais de prothèses dentaires, à la faveur d'un nouvel amendement.

L'examen du projet de loi a nécessité une explication de la CMU. La cible, c'est finalement « les personnes les plus défavorisées » inscrites dans l'annuaire du projet – une notion floue par les députés insuffisamment

précise, mais celles « dont les revenus sont les plus faibles ». Les députés ont aussi souhaité favoriser l'ouverture rapide des droits pour la couverture complémentaire. Le principe d'un « délai maximal de réponse des caisses d'assurance-maladie » demandées qui leur seront transmises a été acté, mais il n'a pas été fixé par décret.

EXTENSION DE LA SOLIDARITÉ Les cotisations ont été largement au centre des débats. Comme le projet de loi prévoit, une contribution devrait être demandée pour l'accès au régime général dès lors que les ressources dépassent un certain plafond. Mais M. Boulard a souhaité durcir cette disposition : l'accompagnement d'une sanction. La « suspension du versement des prestations » nature de l'assurance-maladie « désormais prévue en cas de mauvaise foi » avertie de l'assuré. Or, le texte de la ministre de la Santé, Marianne Aubry, avait clairement indiqué que subordonner le versement des prestations au paiement préalable des cotisations serait « contraire à l'esprit même de la CMU ». Pour ce qui concerne le régime complémentaire, M. Boulard plaide aussi pour le versement d'une cotisation « symbolique », peut-être un droit d'entrée de 150 francs ou bien une contribution périodique de 30 francs par famille. Dans l'esprit du rapporteur, cela permettrait aux personnes qui se situent juste au-dessus du plafond de ressources requis pour la CMU de « mieux comprendre l'extension de la solidarité ».

Jeudi, la commission devait poursuivre l'examen des 175 amendements déposés et s'attaquer aux articles délicats consacrés aux acteurs de la CMU, caisses d'assurance-maladie, mutuelles et sociétés d'assurance, ainsi qu'au financement du dispositif. L'opposition a déjà annoncé le dépôt de trois motions de procédure, en vue de la discussion du texte, mardi 27 avril, en première lecture : le RPR présentera l'exception d'irrecevabilité, DL la question préalable, l'UDF le renvoi en commission.

Clarisse Fabre et Isabelle Mandroux

Deux syndicats agricoles de gauche réclament une aide accrue pour les petits exploitants

La Confédération paysanne et le Modef réunis en congrès

TROIS SEMAINES après le congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), la réélection à sa présidence de Luc Guyau, deux des trois autres syndicats agricoles – tous deux minoritaires et classés à gauche – étaient réunis, jeudi 8 avril, La Confédération paysanne tenait, en effet, son congrès à Vesoul (Haute-Saône) tandis que le Modef (Mouvement de défense des exploitants familiaux), au sein duquel le communisme agraire compte de nombreux militants, réunissait son assemblée générale à Sarriens (Vaucluse) pour fêter son 40^e anniversaire.

Ces deux réunions reposent opportunément la question de la représentativité officielle des différents syndicats agricoles et leur participation à la multitude d'organismes publics ou professionnels qui gèrent des fonds budgétaires et parafisciaux, qu'ils soient nationaux ou européens. Cette question de la représentativité est délicate, y compris au plan politique, puisqu'elle est au centre de l'article 1 bis du projet de loi d'orientation agricole dont la discussion en deuxième lecture a commencé, mercredi 7 avril, à l'Assemblée nationale (Le Monde du 4 avril). C'est d'ailleurs du fait de ce débat parlementaire que Jean Glavany, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a dû renoncer à se rendre à Vesoul pour clôturer le congrès de la Confédération.

LES MANTS DE LA PAC La Confédération paysanne se veut « très offensive » vis-à-vis du gouvernement, dénonçant la « dilapidation des marchés » et réclame « des paysans nombreux pour une Europe solidaire ». Elle démontre, notamment, sur le dossier de la crise porcine provoquée, selon elle, par un trop long laxisme des pouvoirs publics à l'égard des éleveurs industriels guidés par la seule logique productive qui a conduit à la faillite de nombreuses exploitations familiales, en Bretagne notamment.

Après l'accord de Berlin sur la politique agricole commune (PAC) qu'il a qualifié de « détestable », François Dufour, porte-parole de la Confédération, a exigé du gouvernement qu'il « réoriente le plus possible d'aides vers les petites et moyennes exploitations, mettant en œuvre le principe de la modulation des subides en fonction de critères liés à l'emploi et à l'environnement ». M. Glavany devrait d'ailleurs s'y employer à travers les futurs contrats territoriaux d'exploitation, pièce maîtresse de la future d'orientation agricole, en dépit de vives résistances à la FNSEA.

La Confédération souhaite même aller plus loin et réclame le plafonnement des aides directes par personne active « afin d'endiguer la concentration des subides européennes ». « À côté des nantis de la PAC de 1992 pour qui la capacité d'adaptation n'est pas un problème, il y a tous les autres, qui sont les abondants du revenu paysan et pour qui les jours sont comptés », conclut le rapport d'orientation.

Pour le Modef, Gérard Chappert, président du Modef – organisation influente surtout dans les régions viticoles comme la zone de production de cognac ou la vallée de la Garonne – les Landes – estime que « les exploitants familiaux ont besoin, plus que jamais, de se ras-

Le poids des principales organisations

Les élections aux chambres d'agriculture ont permis de mieux connaître le poids des principales organisations agricoles. Lors de la dernière consultation en janvier 1995, les listes de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et du Centre national des jeunes agriculteurs (FNSEA-CNJA) ont confirmé leur prééminence, avec 59,8 % des voix dans le collège des chefs d'exploitation assimilés. La Confédération paysanne en a recueilli 20 %, la Coordination rurale 12,2 % et le Modef 4,7 %. La Confédération paysanne est majoritaire dans le Finistère, très puissante en Loire-Atlantique, dans le Puy-de-Dôme, en Haute-Marne, les Belfs de la Lorraine, se situe dans le Calvados, l'Eure-et-Loir, la Seine-et-Marne, les Ardennes, l'Enn, le Modef réunit l'Alsace de ses troupes, les Landes et la Charente-maritime.

sembler (...) pour combattre une politique libérale qui lamine les hommes et les femmes et les transforme en chair à canon dans une guerre économique que nous livrons depuis des années ». Commentant la réforme de la PAC, le Modef dénonce la baisse des prix qui se traduira « par une intensification forcée des productions, une forte concentration des exploitations et délocalisation des productions vers les régions les plus fertiles ». Le Modef apporte cependant son appui à la loi d'orientation en discussion.

François Grosrichard

Deux écoles s'affrontent au sein de la CFDT sur le thème des 35 heures

LA RATIFICATION – difficile – l'accord sur les 35 heures chez Renault. 2 avril, en la preuve : il existe deux « écoles », deux sensibilités différentes sur la réduction du temps de travail. La CFDT. Et l'affaire n'a pas grand-chose à voir avec les chantages politiques traditionnels à l'interieur de la confédération. D'un côté, les « pragmatiques » estiment que le rapport de forces étant ce qu'il est, il vaut mieux négocier ce qui est possible d'obtenir par la signature d'accords. Une position incarnée par la CFDT des services. De l'autre, certains prônent désormais ouvertement la non-signature d'accords qui ne respecteraient pas ce qu'ils considèrent comme les objectifs fondamentaux de la réduction du temps de travail. Ces divergences d'appréciation traversent aujourd'hui la CFDT, comme elles traversent la métallurgie, voire des syndicats d'un même secteur.

Ainsi, à la suite de la conclusion de l'accord chez Renault, sept syndicats CFDT ont fait un communiqué commun, jeudi 1^{er} avril, pour dire qu'elles « ne se reconnaissent pas » dans la décision de signer. Revendiquant plus de 60 % des voix CFDT chez Renault aux élections professionnelles, les sections du Mans, de Plais, Cergy, Choisy, Landry-Ruell, Guyancourt, Sandouville exprimaient ainsi leur « désaccord » sur la position prise par celles de Cléon, Douai et Billancourt.

« Si on ne fait rien, on court à la catastrophe », souligne Marc Breteilh, secrétaire général

de la métallurgie parisienne, qui a décidé de « tirer la sonnette d'alarme ». Ce responsable central, comme Daniel Richter, délégué syndical central Renault, estime que la CFDT n'aurait pas dû signer « en l'état » l'accord sur les 35 heures chez le constructeur automobile, dresse un bilan sévère : « Dans mon champ professionnel – la métallurgie –, la plupart des accords signés vont pas véritablement créer d'emplois et risquent de dégrader, un peu plus, les conditions de vie et de travail des gens ».

Avec les cadres, on est en train d'inventer une nouvelle race de salariés à qui l'on dit : "Vous, on ne va plus vous compter votre temps" »

lui, les équipes syndicales n'ayant pas de cadre politique clair fixé par la confédération, elles finissent, chacune dans leur coin, par se déterminer. Les accords « fonction de logiques extérieures à la réduction du temps de travail. Ce qui manque, c'est un référent collectif global. Moi, je souhaite qu'on entende aujourd'hui les voix CFDT qui disent autre chose sur les 35 heures ».

Pour le secrétaire général de la métallurgie

parisienne, les accords Peugeot et Renault sont « peu mieux que l'accord de branche UIMM ». Mais, indique-t-il, « ce qui est un peu mieux que le pire n'est pas forcément bien ». Selon M. Breteilh, la CFDT n'est « obligée de discuter uniquement sur la base des propositions des employeurs ». « Dans la métallurgie, estime-t-il, ils ont amené un carcan à nous, hop !, on rentre tout de suite dedans et on discute avec eux ».

Le responsable syndical suggère ainsi son organisation soit très ferme sur la durée effective du travail, « elle doit pas toucher à la règle qui sert à compter le temps de travail », en « changeant les pauses ou une partie de la formation quand on le réduit. Sinon, ça triche », indique-t-il. Pour lui, la modulation horaire supplémentaire introduite dans les négociations d'accord doit être compensée par une réduction du temps de travail plus forte. « Quand il y a modulation, qu'on décrète alors : d'accord à plus de 32 heures. C'est la seule condition pour créer des emplois. Enfin, il demande que « l'on donne un coup d'arrêt à l'écatement salarial qui se profile », les cadres ». « On est en train d'inventer une nouvelle race de salariés à qui l'on dit : "Vous, on ne va plus vous compter votre temps" », explique M. Breteilh. Le patron de la métallurgie parisienne souhaite ainsi lancer le débat dans les instances de la CFDT. Reste à savoir comment les propositions seront accueillies par la direction de la confédération.

Caroline Momot

L'OFCE prévoit 340 000 chômeurs en moins d'ici à la fin 2000

L'OFCE surprend toujours. L'OFCE est optimiste pour l'avenir. Comme l'était pour 1998, à juste titre : Jean-Paul Fitoussi, le patron de l'Observatoire français des conjonctures économiques, aime à démarquer. Mardi 7 avril, les dernières prévisions de l'OFCE pour l'économie française lui ont donné l'occasion. Non seulement, l'institut prévoit que la croissance record (+3,2 %) sous-estimée d'un point, mais, en plus, il affiche les prévisions de progression du PIB plus optimistes : la place à +2,6 % en 1999 et +3,2 % en 2000. Dominique Strauss-Kahn n'ose pas révéler de tels chiffres : Bercy table sur une croissance comprise entre 2,2 et 2,5 %, cette année.

Au début des années 90, la France a pris un retard important sur la matière du renouvellement du parc de logements, des infrastructures, mais aussi d'investissements industriels. « Le contexte monétaire, l'époque très punitive, est aujourd'hui beaucoup plus favorable », considère Philippe Sigogne, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE. La France peut enfin rattraper son retard. La crise asiatique, si elle lui a coûté un demi-point de croissance en 1998, affectant le commerce extérieur et ralentissant la croissance industrielle, jusqu'à la stagnation de fin 1998 et

1999, ne devrait pas faire sentir ses effets trop longtemps. Pour l'OFCE, il ne s'agit que d'un « hoquet industriel ». Le commerce mondial devrait reprendre dans le deuxième trimestre 1999. « La reprise qui en découlera aura d'autant plus de force que les industriels ont été prudents quant à leurs investissements et leurs stocks », estime l'observatoire, qui juge que l'arrêt de la chute des prix des matières premières devrait mettre fin au déstockage des derniers mois.

FAIBLES Par ailleurs, ce « hoquet industriel » ne s'est pas propagé : il y a une dynamique de l'économie française, tirée par la forte consommation des ménages, dont le revenu moyen augmente. Les turbulences internationales, en 1998, le niveau d'inflation (+0,3 %) la forte progression de l'emploi (+400 000) leur ont donné du pouvoir d'achat : une confiance qui, en fin de compte, reste à un niveau record. Cette année, l'OFCE, l'inflation devrait être légèrement plus soutenue (+0,7 %) : « La modération salariale, accentuée par la mise en place des 35 heures, ne sera plus compensée par un ralentissement de l'inflation ».

Les ménages consommeront donc moins que l'an dernier, mais encore suffisamment pour que la France une demande in-

ter (+2,6 % en 1999, +3,7 % en 1998). Dans ce contexte, l'emploi continuera à progresser fortement. En 1999, 210 000 emplois seraient créés dans le secteur marchand, auxquels s'ajouteraient 100 000 emplois-jeunes et 60 000 emplois dans la réduction du temps de travail. En 2000, prévoit l'OFCE, 330 000 emplois seraient créés, dont 120 000 au titre des 35 heures.

Au total, estime l'OFCE, « en 1999 et 2000, le nombre de demandeurs d'emploi pourrait reculer respectivement de 140 000 et 200 000 personnes. En trois ans, le chômage aurait donc baissé de 447 000 personnes. Mais 33 % de la population active resteraient encore sans emploi », soit 11,5 % actuellement. Il faudrait 3,5 % de croissance annuelle jusqu'en 2000 pour retrouver le plein-emploi.

perspectives sont relativement optimistes. L'OFCE n'en a pas moins que « l'économie française est très en dessous de son potentiel ».

Surtout, l'institut pointe certaines incertitudes qui pourraient mettre en danger son scénario : une forte reprise des importations asiatiques, soutenues par des monnaies dévaluées, un krach de Bourse américaine, une dévaluation de la monnaie chinoise, ou une forte reprise du prix du pétrole. L'observatoire met en garde : « La politique du gouvernement n'est pas assez active et profite de la bonne situation conjoncturelle. Les marges pourraient être faibles en cas de retournement conjoncturel ».

Virginie Malmgre

HAUTES ÉTUDES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT

Concours national SUP Réseau

UN CONCOURS D'INTÉGRATION À LA FILIÈRE SUP DE L'ENSEIGNEMENT SUP 7 ÉCOLES.

ADMISSION : BAC S, ES, L. Inscription jusqu'au 14 Avril.

• Paris (01 44 78 88 00) • Lyon (04 78 62 37 37)
• Bordeaux (05 36 81 33 02) • Nantes (02 40 89 07 52)
• Lille (03 20 33 06 90) • Strasbourg (03 86 36 02 88)
• Toulouse (05 61 62 33 37)

GRUPPE ISEG

28, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

ASILE Après quelques tergiversations, le gouvernement du Lionel Jospin a finalement décidé d'accueillir plusieurs milliers de réfugiés kosovars. Nul ne sait encore s'ils au-

ront le statut prévu par la Convention de Genève de 1951, qui est très protecteur, ou s'ils bénéficieront de l'« asile territorial » officialisé par la loi Chevènement, qui ex-

clut l'accès aux droits sociaux. **VINGT-SEPT KOSOVAR** ont été placés en garde à vue, mardi 6 avril, près de Briançon avant d'obtenir une autorisation provisoire de sé-

jour de trois mois. Quinze Kosovars ont, en outre, été arrêtés à Calais mais ils n'ont pas obtenu de titre de séjour. **CE DÉBAT S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE DIFFICILE** en matière

de droit d'asile. Moins de 4 000 statuts de réfugiés ont été accordés en 1998, soit une légère baisse par rapport à 1997. Plus de 80 % des demandes sont rejetées.

L'embarras des autorités face à l'accueil des réfugiés kosovars

Selon le ministre de la coopération, « plusieurs milliers d'Albanais » devraient arriver en France dans les semaines à venir. Nul ne sait encore s'ils bénéficieront du statut protecteur de la Convention de Genève ou de l'« asile territorial », qui offre des droits plus restreints.

CHILI 73, Vietnam 75, Pologne 82, puis Bosnie, Rwanda, Algérie dans les années 90 : ce n'est pas la première fois que la France est confrontée à l'urgence d'accueillir des réfugiés. Elle ne leur a jamais grandes ses portes. Les hésitations du gouvernement vis-à-vis des expulsés du Kosovo rappellent la situation des demandeurs d'asile bosniaques, rwandais ou algériens.

Le refus du Lionel Jospin d'envoyer un accueil massif de réfugiés kosovars, dimanche 4 avril, pour ne pas « accepter le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes » avait suscité le stupéur au sein des institutions françaises chargées de l'asile. Le correctif apporté par le premier ministre, mardi 6 avril, à l'Assemblée nationale, - la France, a-t-il dit, « est naturellement disponible pour accueillir temporairement un certain nombre » de réfugiés kosovars - n'est probablement pas étrangère à l'annonce, par les pays européens, de l'accueil de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés.

La position du Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), favorable à une évacuation des Albanais du Kosovo vers des pays d'accueil sur la base de critères précis - départs uniquement volontaires, respect de l'unité familiale, état de santé compatible avec le voyage - n'avait

inspiré le premier ministre. « Accueillir des réfugiés kosovars, c'est venir à l'encontre de leur départ, c'est empêcher leur retour », soulignent les responsables de la Croix-Rouge, France Terre d'asile, le Service catholique d'asile, le Service évangélique. « Il s'agit de répondre à l'urgence humanitaire et de faire preuve de solidarité vis-à-vis des réfugiés limitrophes ».

Si les réfugiés sont moins de 3 000, ils pourront être hébergés dans des foyers comme ceux de la Sonacotra

qui ont déjà atteint les limites de leur capacité d'accueil. A défaut d'un effort suffisant de la part des pays européens (...), beaucoup de réfugiés pourraient voir refuser accueil et protection.

La nouvelle position gouvernementale a été précisée, mardi 6 avril, par Charles Josselin, ministre de la coopération, qui a évoqué les « milliers de personnes » à accueillir. L'organisation de l'accueil s'effectue cependant, selon les associations, dans une « énorme cacophonie » en raison des divergences entre les trois insti-

tutions concernées : l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), les associations humanitaires, et les services préfectoraux. En 1998, les statistiques de l'Ofpra français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) n'ont enregistré que 1 675 demandes d'asile d'« ex-Yugoslaves ». 23 % d'entre eux ont obtenu le statut de réfugié. La plupart des réfugiés ne désirent pas s'éloigner par crainte de rendre encore plus difficile le retour, mais la situation peut évoluer.

Philippe Lavanchy, directeur de l'Ofpra, a répondu au préjugé qui veut que les étrangers rêvent tous de migrer vers les pays riches. « L'interpellation, ces derniers jours, de réfugiés kosovars à Calais », Briançon (lire ci-dessous) a cependant souligné qu'il fallait répondre d'urgence à deux questions : héberger les déportés ? Quel statut juridique attribuer ? Le premier point est simple : 2 000 personnes figurent sur les listes d'attente des 62 centres d'accueil de France Terre d'asile (CADA), dont les capacités sont limitées à 3 600 lits. Si les réfugiés sont moins de 3 000, nous pourrions les héberger en mobilisant des foyers comme ceux de la Sonacotra.

La seule personne francophone du groupe a expliqué qu'ils avaient rejoint le Kosovo le 25 mars et qu'ils cherchaient à rejoindre des membres de leurs familles en Angleterre, en Belgique et aux Pays-Bas. Passés en Albanie, ils auraient traversé l'Adriatique jusqu'au port italien de Bari, d'où des camions les auraient transportés jusqu'à Briançon. Mercredi, après avoir passé une nuit « disséminés dans les locaux de service », ils ont ob-

tenus de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques. Pourtant, en évoquant les Kosovars, Lionel Jospin s'est référé, mardi 6 avril, non à la Convention de Genève de 1951, mais à la loi Chevènement de 1998, qui est moins protectrice qu'elle ne l'est.

Pour l'heure, les Kosovars qui se présentent en France bénéficient, en principe, d'une autorisation provisoire de séjour de trois mois renouvelable, en vertu d'instructions du ministre de l'Intérieur du 16 octobre 1998 renouvelées par un télégramme aux préfets du 25 mars. Mais le droit au travail ne devrait leur être accordé que lors du pre-

mier renouvellement. Pour demander véritablement sous la protection de la France, ils demanderont sans doute le statut de réfugié à l'Ofpra. Aucune procédure collective du type de celle qui permit l'accueil en France de 70 000 réfugiés du Sud-Est asiatique après la chute de Hanoi n'est prévue. La générosité d'alors avait eu lieu, en 1975, dans un monde bipolaire : les demandeurs d'asile, victimes du communisme, n'étaient nullement soupçonnés de tricherie pour émigrer. Ils obtenaient alors le statut de réfugié politique. Dans 9 % des cas, un peu plus de 15 % au-

jourd'hui.

Philippe Bernard

Pristina-Briançon-Calais, aller simple

IL NE FAIT PAS NÉCESSAIREMENT BON être kosovar en France, même à l'heure d'un débat public sur les réfugiés. Vingt-sept Kosovars, dont onze enfants, ont été interpellés par la police, mardi 6 avril, au guichet de la gare de Briançon (Hautes-Alpes), alors qu'ils s'apprêtaient à acheter des billets de train pour Paris. Démunis de passeport, ils ont été conduits dans les locaux de la Ddci (police de l'immigration), au poste-frontière franco-italien de Montgenèvre, et ils ont été placés en garde à vue.

Le Centre d'oxygénation (CO) de Briançon a expliqué qu'ils avaient rejoint le Kosovo le 25 mars et qu'ils cherchaient à rejoindre des membres de leurs familles en Angleterre, en Belgique et aux Pays-Bas. Passés en Albanie, ils auraient traversé l'Adriatique jusqu'au port italien de Bari, d'où des camions les auraient transportés jusqu'à Briançon. Mercredi, après avoir passé une nuit « disséminés dans les locaux de service », ils ont ob-

tenus de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques. Pourtant, en évoquant les Kosovars, Lionel Jospin s'est référé, mardi 6 avril, non à la Convention de Genève de 1951, mais à la loi Chevènement de 1998, qui est moins protectrice qu'elle ne l'est.

Pour l'heure, les Kosovars qui se présentent en France bénéficient, en principe, d'une autorisation provisoire de séjour de trois mois renouvelable, en vertu d'instructions du ministre de l'Intérieur du 16 octobre 1998 renouvelées par un télégramme aux préfets du 25 mars. Mais le droit au travail ne devrait leur être accordé que lors du pre-

mier renouvellement. Pour demander véritablement sous la protection de la France, ils demanderont sans doute le statut de réfugié à l'Ofpra. Aucune procédure collective du type de celle qui permit l'accueil en France de 70 000 réfugiés du Sud-Est asiatique après la chute de Hanoi n'est prévue. La générosité d'alors avait eu lieu, en 1975, dans un monde bipolaire : les demandeurs d'asile, victimes du communisme, n'étaient nullement soupçonnés de tricherie pour émigrer. Ils obtenaient alors le statut de réfugié politique. Dans 9 % des cas, un peu plus de 15 % au-

Ph. B.

Moins de quatre mille statuts de réfugiés octroyés en 1998

AU MOMENT où se déroule la guerre au Kosovo et en Yougoslavie, les statistiques d'activité de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) pour l'année 1998 sont une bonne nouvelle : 3 941 (4 112 en 1997), soit un taux de rejet supérieur à 80 %.

Au cours de l'année 1998, deux nouveaux dispositifs inclus dans la loi Chevènement se sont ajoutés au texte fondateur qu'est la Convention de Genève de 1951. Ils n'ont apparemment pas entraîné une plus grande ouverture du territoire : l'« asile territorial », qui protège les étrangers dont la « vie et la liberté sont menacées dans leur pays » ou qui sont exposés à « des traitements inhumains ou dégradants », et le statut de réfugié demeure extrêmement difficile : l'année 1998 a enregistré 3 941 (4 112 en 1997), soit un taux de rejet supérieur à 80 %.

Les statistiques confirment, certes, la hausse des demandes déjà enregistrées en 1997 (21 416), un total de 22 632 pour 1998. Mais cette augmentation, qui est loin d'être une envolée, n'est liée à celle des « primo-demandeurs » qui s'adressent à l'Ofpra, au regroupement des familles : au 31 décembre 1998, d'un conjoint ou de l'accession à la majorité des enfants de réfugiés, qui obtiennent de plein droit le statut de leurs parents. Selon Gilles Piquois, avocat et administrateur de l'association France Terre d'asile, 60 % des décisions portent sur ces « plein droit », qui sont en fait les conjoints ou les enfants des « primo-demandeurs ».

Pour Gilles Piquois, « dégringolade » de l'asile en France. Le directeur de l'Ofpra, Jean-François Terral, conteste cette analyse. « Pour moi, affirme-t-il, l'accord unitaire a la même valeur que la demande originale. Les deux membres du couple sont également menacés. Les dossiers sont de plus en plus difficiles. Ainsi, si les ex-Zaïrois totalisent la plus forte hausse en 1998 (1 778 contre 1 187 en 1997), il y a parmi eux des partisans de Mobutu. Ils même, quand se présentent des Rwandais, n'a-t-on pas affaire parfois à des génocidaires ? » Au total, l'Ofpra

au statut de réfugié demeure extrêmement difficile : l'année 1998 a enregistré 3 941 (4 112 en 1997), soit un taux de rejet supérieur à 80 %.

« L'Ofpra ne fonctionne pas. Il est temps que cette administration devienne une véritable juridiction indépendante » Pierre Henry, directeur de France Terre d'asile

Quant à l'« asile constitutionnel », qui doit protéger, en principe, aux étrangers persécutés, leur action en faveur de la liberté », il a été accordé à deux demandeurs pour la période 1998-1999. L'un d'eux est un Algérien débouté par l'Ofpra et rattrapé par la commission des recours

des réfugiés (CRF). Autant dire que l'espace ouvert par l'« asile constitutionnel » reste plus que largement symbolique. Pour rentrer dans le cadre de cette procédure, l'étranger doit prouver qu'il a fait l'objet, non seulement de menaces, mais aussi de persécution effective. Il doit aussi avoir lui-même milité « en faveur de la liberté ».

Enfin, 1600 étrangers ont été régularisés sur la base de la « circulaire Chevènement » de juin 1997, qui prenait déjà en compte les « risques vitaux » encourus par le demandeur. Dix mille autres personnes qui alléguent ces risques ont été régularisées pour d'autres motifs.

« L'Ofpra ne fonctionne pas, en conclut Pierre Henry, directeur de France Terre d'asile. Il est temps que cette administration devienne une véritable juridiction indépendante. Aujourd'hui, la seule obligation pour diriger l'Ofpra, c'est d'avoir le rang d'ambassadeur de France (l'Ofpra se trouve sous la tutelle du ministère des affaires étrangères. Ndlr. Est-ce là une garantie d'indépendance ?) »

Le directeur de l'Ofpra, lui, invoque le manque de personnel compétent pour traiter les dossiers et annonce l'ouverture prochaine d'un concours de recrutement. Malgré le renforcement de l'Ofpra à la fin des années 80, seuls 45 % des demandeurs d'asile peuvent plaider leur cause au cours d'un entretien d'une heure en moyenne, alors que l'immigration est centrale pour emporter la décision. Les autres doivent se contenter d'un dossier écrit.

Peut-être la rareté de l'Ofpra de l'asile est-elle à chercher ailleurs que dans le manque d'argent ou de postes. Pour le démographe Luc Legoux, de l'université Paris 1, le nœud du problème se situe dans un « état d'esprit » : « l'asservissement de la politique d'asile à la maîtrise des flux migratoires ». Un « état d'esprit » qui, affirme-t-il, a fait que le nombre de demandes d'asile a été divisé par trois depuis 1989 et le nombre de réfugiés reconnus est passé de 15 467 en 1991 à 4 112 en 1997.

Nicolas Weil

Après 2 ans de rappels



vous offrent en simultané et en stéréo

LA VRAIE MUSIQUE SUR UN VRAI PLATEAU



A voir et à entendre

VENDREDI 9 AVRIL 1999 à 20H50

هكذا من الأصل

FUNÉBRES - ARRIÈRE - PRÉVOYANCE - OBSEQUES - POMPES FUNÉBRES - MARIÈRE - PRÉVOYANCE - OUSEQUES - PORTES - PRÉVOYANCE - ONSTOIS - POMPTES



هكذا من الأصل

Le droit de Guernesey complique les conflits de pêche entre la France et la Grande-Bretagne

Arraisonné « irrégulièrement », selon les Français, un pêcheur normand vient d'être condamné

Le tribunal de Guernesey a condamné, mercredi 7 avril, Vincent Néel, le patron d'un chalutier français, pour avoir pêché dans les eaux ad-

centes à l'île. Le jugement reconnaît toutefois que le navire a été irrégulièrement arraisonné par les garde-côte de Guernesey, dans les eaux sous ju-

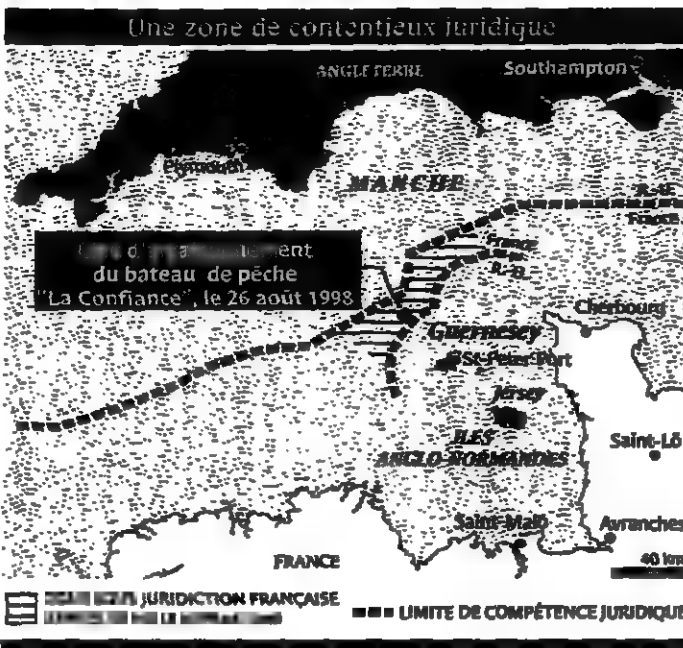
risdiction française. La justice locale, qui échappe au droit de la Communauté européenne, complique le règlement de ce type de conflits.

SAINT-PETER PORT
(Guernesey)
de notre envoyé spécial

Toutefois reconnaissant aux îles Anglo-Normandes d'avoir, après que Jean sans Terre eut perdu la Normandie en 1204, lui rester fidèles. Ainsi, jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, laissait-elle à ses corsaires des s'approprier en toute légalité, selon une pratique baptisée « guerre de roi » qui s'effectuait dans l'île.

Reconnu par cette vieille reconnaissance Le 26 août 1998, un chasseur de îles britannique, sur ordre de son gouvernement, n'hésita pas à prêter main-forte à des gardes-pêche guernesiais qui souhaitaient arraisonner la *Confiance*. Ce chalutier français était sorti des limites de leur compétence et entré dans une zone des îles communautaires que la France considère comme étant de son ressort juridique, sur la foi d'une décision rendue en 1976. Par la voix de Louis Le Pen, ancien ministre de l'Agriculture et de la Pêche, le gouvernement français avait vivement protesté contre cette atteinte au droit international.

Arrestation illégale? Russel Finch, juge au tribunal (*Magistrate's Court*), de Guernesey, n'en disculperait pas l'acte. Un juge normand, il a reconnu, mercredi 7 avril, la fois l'illégalité des conditions de contrôle du bateau français par les gardes locaux et, malgré ce vice de procédure, la culpabilité du patron-pêcheur, Vincent Néel, finalement condamné pour avoir laissé filer son chalut à un demi-mille à l'intérieur de la zone 12 milles adjacente à Guernesey. Verdict: 4 000 livres (40 000 francs) d'amende ou six mois de prison pour avoir retiré de 200 à 300 kilos de pétoncles d'une valeur marchande d'environ 100 000 francs. A Guernesey, fort d'un droit local empruntant beaucoup à la cou-



Normandie, ne se badine pas avec la législation.

Dernier épisode en date de conflits ancestraux, l'affaire de la *Confiance* illustre l'apreté des conflits qui se sont multipliés depuis 1992. A cette date, l'accord de la France, la Grande-Bretagne et la République d'Irlande a délégué son pouvoir de police aux autorités de Guernesey pour les infractions commises dans les eaux adjacentes à l'île, pour éviter le convoi des pêcheurs concernés jusque vers les côtes anglaises.

QUELLES DE COMPÉTENCES

Les patrons-pêcheurs français ne sont pas des étrangers. Ils ont obtenu la licence de pêche française de Guernesey, exemptes de garanties du droit communautaire. Au sein des pêcheurs de l'agriculture de la pêche, on estime que les négociateurs français de 1992 n'avaient pas conscience des conséquences juridiques. Ils ont intervenu, les gardes-pêche guernesiais intensifièrent

leurs contrôles. La justice locale infligea de lourdes amendes (jusqu'à 500 000 francs), sans commune mesure avec les rares jugements français de même nature. Pire d'origine des litiges, l'affaire de la *Confiance* s'est donc également doublée, à l'audience des 6 et 7 avril, d'une étonnante querelle de compétence juridictionnelle, sous les yeux du tribunal général de France à Londres, présent sur les bancs du public au cours d'une quinzaine de patrons-pêcheurs français venus assister leur collègue, le procureur (*Queen's Prosecutor*) a soutenu que la marine britannique avait été en droit de contrôler le bateau français. Ses témoins - gardes-pêche guernesiais, officiers britanniques - ont également insisté sur la France un quelconque droit de regard sur la zone située au nord de Guernesey. M. Robey s'est appuyé sur un corpus de lois internes qui curieusement, selon lui, « prenaient le pas

sur les jugements arbitraux internationaux ». Cité par la défense, le lieutenant de vaisseau et administrateur des affaires maritimes Aymeric de La Constance a exposé la position française officielle, celle laquelle la *Confiance* avait été irrégulièrement contrôlée. « Êtes-vous conscient que le gouvernement du Royaume-Uni n'accepte pas la position ? », a observé le procureur. En poste au Centre régional opérationnel de sauvetage et de surveillance (CROSS-Jobourg), M. de Marcelus a tenté, en vain, de dialoguer avec les officiers britanniques. Après sept heures de palabres stériles, le chalutier avait dû rejoindre Guernesey sous bonne escorte.

Produisant d'autres cartes, M. Jason Morgan, guernesiais, a alors poursuivi les poursuites s'élevaient à la saisie du navire français. « En accord », l'argumentation développée par M. Morgan concernant les répartitions de compétences juridiques, le juge Finch a donc cependant tranché en faveur de la condamnation, au motif que les preuves recueillies en dehors de la période d'arraisonnement - témoignages des gardes-pêche, déposition du patron-pêcheur à Guernesey - avaient été « équitables », à ses yeux. « Équitables », l'avocate française de Vincent Néel, M. Monique Fauchon, a insisté sur le fait que le recours à la Cour pénale des droits de l'homme n'aurait pas été engagé contre cette condamnation.

Avant la lecture du jugement, pour prévenir toute agitation, le juge Finch avait pris soin de rappeler aux fauteurs de trouble, lors de précédentes audiences, avaient passé une semaine en prison.

Jean-Michel Dumay

Monique Vuallat et Daniel Le Bret élus à la tête de la FSU

La secrétaire générale du SNES et l'ancien responsable du Snuipp confirment l'appel à une manifestation nationale le 9 mai

HAUTE d'avoir pu désigner un successeur unique à Michel Deschamps, le secrétaire général qui a démissionné le 12 mars pour se présenter aux élections européennes (Le Monde du 13 mars), les syndicats de la Fédération syndicale unitaire (FSU) ont adopté la solution du compromis. Réunis jeudi 7 avril, ils se sont ralliés à la formule d'un tandem de deux secrétaires généraux : Monique Vuallat, 57 ans, actuelle secrétaire générale du SNES et Daniel Le Bret, 43 ans, ex-secrétaire général du Snuipp.

Cette alliance inédite « à égalité et à parité, avec les mêmes responsabilités sans répartition des rôles » entre les représentants des deux principales fédérations des enseignants du primaire et du premier degré est présentée comme une « étape » en vue d'améliorer le fonctionnement collectif de la principale fédération de la fonction publique. Cette décision est aussi une solution d'attente avant le prochain congrès de la FSU prévu en l'an 2000. Cette alliance également coïncidera avec le départ à la retraite de Monique Vuallat, qui devrait commencer à préparer sa succession à la tête du SNES lors du renouvellement du bureau national prévu en juin.

« La FSU innove », a indiqué M. Vuallat à l'issue du conseil fédéral. A diverses reprises, elle a déploré les « écueils » de la personnalisation à outrance attachés à la fonction d'un secrétaire général unique. Avec deux porte-parole emblématiques, ce danger est-il évité? C'est au moins la formule retenue par la FSU pour contenir la « crise de croissance due à son développement extrêmement rapide », comme le reconnaît le communiqué publié après le conseil fédéral.

Au cours des derniers mois, des divergences notables sont apparues entre les deux syndicats majoritaires dans leur profession, le SNES et le Snuipp, tant sur l'évolution du métier que face au ministre de l'Éducation Claude Allègre. Avec deux leaders issus d'une équipe permanente de l'une dizaine de membres, la FSU devrait modifier

son fonctionnement pour se rapprocher des syndicats nationaux. Elle devra surtout s'atteler à la recherche permanente de « synergies » avant toute expression collective.

Le premier signe de cette cohésion a été apporté avec la confirmation d'une manifestation nationale, prévue le dimanche 9 mai, qui devrait être organisée dans trois régions. Sur ce point, la solution du compromis l'a emporté : alors que le SNES avait affirmé sa préférence pour un rassemblement unique à Paris, le Snuipp estimait plus mobilisateur un éclatement en plusieurs pôles.

De même, l'appel à cette journée d'action, dont l'initiative émane du SNES, ne reprend pas les critiques formulées au cours de son congrès de Lille à l'encontre de la politique du gouvernement et du ministre de l'Éducation Claude Allègre. Souhaitant associer les deux syndicats, les lycéens et d'autres organisations dans la construction d'un « mouvement social » l'avènement de la « jeunesse », la FSU a décidé de rattacher large en revendiquant à la fois « les moyens pour la formation et un service public amélioré et renouvelé », le développement de l'emploi « pour mettre un terme au chômage et à la précarité », ainsi que l'évolution des retraites et la réduction du temps de travail, plus spécifiques aux fonctionnaires.

Michel Delberghe

Un bailliage hors du droit communautaire

Le bailliage de Guernesey - 60 000 habitants sur une superficie proche de celle de l'intra-muros - échappe au droit communautaire. Paradis où se nichent les paradis fiscaux, Guernesey, s'il reconnaît la royauté depuis 1204, ne dépend du gouvernement du Royaume-Uni que pour les affaires étrangères et la défense. L'île édicte ses propres lois et n'entretient avec le Royaume-Uni que si le Parlement le décide.

Nommé par le Reine, le bailli de Guernesey, par tradition ancien avocat, cumule les fonctions de chef de la législature, de l'exécutif et du judiciaire. Le vice-bailli, ancien procureur, préside le Royal Court (cour d'appel). Concrètement, le mélange des pouvoirs est parfois tel que le procureur général de Guernesey, qui poursuit les infractions françaises en infraction dans les eaux adjacentes de l'île, s'est

retrouvé par le passé, à la table des négociations de pêche entre la France et le Royaume-Uni. Cette absence de séparation des pouvoirs a suscité des recours auprès des juridictions européennes. L'action récente d'un jugeur guernesiais, à propos d'un litige sur une construction, pendant lequel la Cour européenne des droits de l'homme.

DEUX PLAINTES

Point central du contentieux de pêche guernesiais-normand, la délégation du pouvoir accordée en 1992 à l'île par la Grande-Bretagne pour juger des infractions commises dans les eaux qui lui sont adjacentes a abouti à ce que des ressortissants français ne puissent être jugés selon les garanties du droit communautaire. Le tribunal de Guernesey a, par exemple, toujours empêché que M. Monique Fauchon, ancien des mairies françaises impliqués dans ces litiges, puisse plaider

leur cause, l'obligeant à se retrancher derrière les services d'un avocat local. La justice guernesiale ne lui a finalement cédé que le droit de s'asseoir à ses côtés.

En 1997, M. Fauchon et le bureau de Paris ont déposé deux plaintes auprès de la Commission européenne pour qu'elle « les mette en mesure de faire cesser une mauvaise application par le Royaume-Uni des dispositions de la directive communautaire qui organise la libre prestation de services des avocats ». La Commission n'a pas donné suite.

Cette inéquité en droit, renforcée par la lourdeur des amendes encourues sans équivalent côté français, a vivement agacé et l'arbitrage des pêcheurs normands, qui observent que leurs collègues guernesiais bénéficient de la libre circulation communautaire de leurs produits.

J.-M. Dy.

L'ordre des avocats demande des poursuites disciplinaires contre le juge Eva Joly

LE CONSEIL DE L'ORDRE des avocats de Paris a demandé au garde des sceaux, mercredi 7 avril, de saisir le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) afin de « apprécier la responsabilité » du juge d'instruction Eva Joly, après la déclaration de celle-ci sur les « faits » de l'affaire Elf. Invitée d'un déjeuner-débat orga-

nisé par l'association de la presse anglo-américaine de Paris, le juge Joly a notamment déclaré, le 7 avril, qu'« il n'y aurait pas de blanchiment des avocats » et qu'« 15 % du chiffre d'affaires de la criminalité allait aux avocats » (Le Monde du 7 avril). Les juges, tenus au silence par les représentants du barreau s'interrogeaient sur les actions à entreprendre pour une enquête effective par les juges de l'affaire Elf et un de leurs confrères, M. Eric Turcon, avaient suscité de vives protestations.

ABSENCE D'IMPARTIALITÉ

Dans un communiqué diffusé mercredi, le conseil a déclaré que les déclarations de M. Joly « révèlent son absence d'impartialité », nature incompatible avec l'exercice de fonctions judiciaires. Outre d'éventuelles poursuites disciplinaires, qui pourraient être engagées à l'encontre

Guigou décidait de saisir le CSM, les avocats n'excluaient pas d'autres actions « y compris judiciaires ». Le conseil de l'ordre a déjà fait part de sa volonté d'assigner l'État en réparation du « dommage causé par le fonctionnement défectueux du service de la justice » lors de la perquisition conduite chez M. Turcon, le 26 janvier. La Conférence des bâtonniers, qui regroupe les représentants de tous les barreaux français, pourrait s'associer à cette action. Invité de la chaîne câblée LCI, M. Turcon a affirmé mercredi avoir été « agressé » par les juges. Son défenseur, M. Jean-Pierre Gastard, a déposé, mardi 6 avril au barreau des huissiers judiciaires, un tribunal de Paris, une citation directe visant les juges Joly et Vichnevsky. La dénonciation de cette citation - qui vise les « atteintes à la violation de domicile », « atteinte au secret de la correspondance » et « entrave à l'exécution de la loi » - est désormais suspendue à la fin

tion, par le parquet, d'une mise en audience. Un procès pourrait alors opposer les juges à l'avocat.

Les deux magistrats de l'affaire Elf sont poursuivis par le procureur M. Roland Dumas ayant demandé leur « récusation » en contestant la mise à l'arrêt du dossier d'une lettre écrite en prison par Christine Deviers-Joucaur à son avocat en 1997 (Le Monde du 28 mars). Saisie chez un psychanalyste, ami et voisin de l'ex-compagne de M. Dumas, la lettre mentionnait l'ancien ministre et comportait plusieurs injures à l'égard des juges. M. Deviers-Joucaur a été interrogé, mercredi, sur le contenu de cette lettre, qu'elle a dit avoir écrite sous l'empire du « désespoir ». Le premier président de la cour d'appel de Paris, Guy Canivet, devait se prononcer, vendredi 8 avril, sur la requête de M. Dumas.

H. G.

Jean-Guy Cupillard condamné en appel à un an ferme pour corruption

JEAN-GUY CUPILLARD, MAIRE (RPR) DE L'ALPE-D'HUEZ, ancien vice-président du conseil général de l'Isère, a été condamné, mercredi 7 avril, par la cour d'appel de Grenoble, à deux ans de prison dont un avec sursis, 15 millions de francs d'amende et cinq ans d'interdiction de droits civiques pour « recel et complicité d'abus de biens sociaux et d'abus de confiance, corruption passive, participation à une entente frauduleuse et concurrence ».

Pour la cour, les dons, patrinages et avantages en nature, d'une valeur totale de 5,3 millions de francs, versés par les chefs d'entreprises à M. Cupillard contre l'octroi de marchés départementaux, lui ont permis de réaliser « ses ambitions personnelles » et d'avoir « un train de vie extrêmement dispendieux » visant à satisfaire « aux impératifs multiples et dévorants d'un cumul manifestement excessif d'activités publiques ». Le jugement de première instance du 13 novembre 1997, qui l'avait condamné à trois ans de prison, dont deux ans ferme, a été annulé en raison de l'irrégularité de la composition du tribunal.

Deux nationalistes corses condamnés pour des violences contre des gendarmes

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BASTIA, présidé par Pierre Guizemmes, a condamné, mercredi 7 avril, René Camuti, militant nationaliste corse âgé de cinquante-six ans, à dix-huit mois de détention et 150 000 francs d'amende pour agression d'un capitaine de gendarmerie à Ghisonaccia, au soir du second tour des élections territoriales, le 14 mars. Jean-Michel Colombari, un autre militant interpellé au lendemain de la fête, a été condamné à six mois de prison, dont quatre avec sursis, pour avoir tiré des coups de fusil sur le bâtiment de la même gendarmerie. Partie civile, le capitaine Roux n'a pas souhaité demander de dommages et intérêts, « pour ménager une voie d'apaisement ». L'officier a reçu, à l'audience, le soutien du général de gendarmerie Guy Parais, commandant de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse.

DÉPÊCHES

ÉTUDIANTS-TUNÉSIENS, principal syndicat chez les étudiants, « se mesure » des mesures du plan social étudiant annoncées mercredi 7 avril. Considérant qu'il s'agit « d'une avancée très attendue », il se réjouit, dans un communiqué, que « le système d'aide sociale intègre une première reconnaissance de l'autonomie des étudiants », qui figurent parmi ses principales revendications. Ce plan social prévoit une diversification des aides afin que 30 % des étudiants puissent en bénéficier d'ici à 2001. Le gouvernement a prévu d'y affecter 2,7 milliards de francs (416 millions d'euros), dont 800 millions (122 millions d'euros) cette année, et non un milliard comme indiqué par erreur dans notre précédente édition.

L.C.S. ARTISTE
Recherche : Meubles anciens
Argentierie - Bronzes
Objets 1900 - GALLÉ
ACHAT TABLEAUX
IMPRESSIONISTES
Renoir, Bonnard, etc...
ESTIMATIONS GRATUITES
11, rue de Valenciennes
21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS
01.53.69.06.06
Déplacements Paris - Province

150 من الأصل

HORIZONS

ENQUÊTE

« Nous avons décidé de... », « nous pensons que... »

Jacques Chirac et Lionel Jospin affichent leur parfaite entente dans la conduite de l'action militaire et diplomatique de la France. L'heure n'est pas aux rivalités, mais à un respect scrupuleux des responsabilités pour faire face à la crise

P OUR la première fois, une scène de télévision filme la face, autour d'une table ovale, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont pris place. Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, et Charles Josselin, ministre délégué à la coopération, encadrent le chef de l'Etat. Alain Richard, ministre de la défense, et Pierre Moscovici, ministre aux affaires européennes, entourent le premier ministre. Ce mercredi 7 avril, à l'Elysée, un conseil restreint est réuni pour faire le point sur la situation dans les Balkans. Exceptionnelle, l'image a un but : montrer au pays que, en ces heures difficiles, les deux plus hautes autorités de l'Etat coopèrent pleinement pour gérer la crise.

Depuis le 24 mars, dans des premières frappes aériennes de l'OTAN sur la Yougoslavie, un permanent d'unité guide les interventions et les attitudes des deux têtes de la diplomatie. « Avec le gouvernement, nous avons décidé de... », indique M. Chirac dans chacune de ses allocutions : « En accord avec le président de la République, nous pensons que... », souligne M. Jospin. Ce message est relayé par les médias : lorsque le chef de l'Etat, de Berlin, ou les deux « têtes » de l'exécutif participent à un sommet européen, annoncent aux Français le rythme de l'opération, ou font savoir que le chef du gouvernement a « bien sûr » le premier lecteur de la presse ; ou quand, toujours à Berlin, dans la nuit du 25 au 26 mars, M. Jospin et M. Chirac

« Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, vision où domine surtout le souci de créer un contrepoids à la puissance américaine »

**Alain Richard,
ministre
de la défense**

main au discours qu'il prononcera quelques heures plus tard à la tribune de l'Assemblée nationale, on indique qu'il « conçoit » « évidemment » la version finale à M. Chirac, avant de prendre l'avion.

En deux semaines de conflit, les deux hommes ont témoigné d'une parfaite harmonie. Les vues, qu'il s'agisse des choix militaires, de l'attitude à adopter face à Slobodan Milosevic ou de la question des réfugiés. Les décisions prises durant la crise ne résultent pas d'un compromis entre eux, analyse Alain Richard, ministre de la défense. Elles traduisent, au contraire, une approche commune du problème. Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, où domine surtout le souci de créer un contrepoids à la puissance américaine.

Pour la crise, chacun des deux pôles de l'exécutif s'est organisé. L'agenda du chef de l'Etat a été allégé. Les réunions de l'Elysée ont été priées de trier dans les dossiers. Les voyages en province ont été momentanément suspendus ; les interventions devant un tel public de socioprofessionnels ont été aussi reportées. Aujourd'hui, le président de la cohabitation offensif doit se consacrer à la gestion de la crise. Du coup, les occasions, pour M. Chirac, de critiquer l'action gouvernementale ou d'esquisser la définition d'une future campagne présidentielle disparaissent. L'image le mettant en scène doit être « kosovocompatible ». Lorsque le président de la République s'absente de Paris, pendant le week-end pascal, on lui a vu rendre hommage aux victimes de la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc, à Chamoni, le vendredi ; mais, contrairement à ce qui s'est passé la même époque en 1998, on ne

voit pas d'image de ses deux journaux de famille à Megeve.

Le conflit est venu bousculer le rythme de l'Elysée. C'est là que se décide, aujourd'hui, les Français de l'engagement de la France dans la guerre ; et là que partent les ordres à destination des militaires ; là, aussi, que s'élabore la diplomatie de la crise. Devant les portes du 52, rue Faubourg-Saint-Honoré, les gardes républicains portent des casques pare-balles et pistolets-mitrailleurs. Devant ses visiteurs, M. Chirac apparaît à son aise. L'expression est rapide, les gestes appuient la parole lorsqu'il explique, « avec un vrai souci de pédagogie », « avec un vrai souci de pédagogie », « avec un vrai souci de pédagogie », les raisons du conflit ou la personnalité du président américain. « Il veut démentir qu'il a une vraie connaissance de la situation », dit-il, « avec un vrai souci de pédagogie ».

Avec ses collaborateurs, par petits groupes de deux ou trois selon les sujets, M. Chirac multiplie les audiences. Le rituel de fonctionnement du cabinet doit être « souple et rapide », selon le porte-parole de l'Elysée, Catherine Lissac. De l'agenda des jours ordinaires, le chef de l'Etat a fait un agenda de crise. Les rencontres régulières avec les dirigeants politiques de son camp. Comme il en a l'habitude depuis plusieurs semaines, M. Chirac est ainsi venu s'entretenir un long moment avec le groupe de parlementaires de l'opposition qui se trouvait à l'Elysée, fin mars, à l'Elysée.

A Matignon aussi, on s'adapte. « Nous sommes aujourd'hui, 50 % du temps à la maison », dit Schrameck, directeur de cabinet de M. Jospin. Le premier ministre se nourrit des réunions de synthèse que, depuis le 24 mars, les conseillers pour la défense de la diplomatie déposent sur son bureau, ainsi que les opérations militaires en cours en Yougoslavie. L'ancien diplomate qu'il est

moigne, aussi, d'un goût particulier pour la lecture des dépêches d'information ou de provenance des pays balkaniques. « C'est la lecture la plus bruta, la plus vivante », observe le directeur de son cabinet. A Matignon, on voit également de près l'évolution de l'opinion à travers les sondages. « Le premier ministre se tient au courant de tout. Il considère à la fois que c'est le gouvernement qui détermine et conduit la politique de la nation », dit Daniel Vaillant, directeur des relations avec le Parlement. Avant l'image du conseil restreint de mercredi, les Français ont pu voir, le 4 avril, celle du comité interministériel réuni autour de M. Jospin pour traiter de la question des réfugiés.

Le 4 avril, le gouvernement se réunit de cette manière. Pour la semaine du 5 au 9 avril, l'agenda public du premier ministre était vierge de toute obligation, ce qui n'était jamais arrivé depuis son installation à Matignon, en juin 1997. La semaine de l'emploi du temps de M. Jospin a été déplacée, début avril, aux Antilles, et une visite en Corse, à la fin du mois. Le débat sur les retraites, qui aurait dû être lancé à l'occasion

de la remise du rapport du Plan, Jean-Michel Charpin, prévue à la mi-avril, risque lui-même de prendre du retard. Seule la préparation du budget exige le respect du calendrier. Mardi 6 avril, le petit déjeuner hebdomadaire qui réunit les responsables de Matignon lui a été entièrement consacré.

La situation de guerre a surtout une conséquence directe, la cohabitation : elle entraîne un contact permanent entre les deux pôles de l'exécutif, à chacun de ses niveaux. Elysée, Matignon, Quai d'Orsay, ministère de la défense : dans ce carré stratégique, l'information arrive, repart, circule, s'échange, se partage. Outre leur échange du mercredi matin et les appels téléphoniques entre le président de la République et le premier ministre, les deux dirigeants se rencontrent régulièrement. Chacun informe précisément l'autre du contenu de ses conversations avec les dirigeants étrangers. Les consultations quotidiennes du ministre des Affaires étrangères avec ses homologues européens et américains font l'objet d'un compte-rendu, verbal ou écrit, à l'Elysée et à Matignon. Les conseillers des deux maisons échangent eux aussi, systématiquement, leurs informations.

Chaque jour, à 11 heures, au ministère de la Défense, l'amiral Jean-Luc Delaunay, chef d'état-major particulier du président de la République - nommé chef d'état-major de la marine, mercredi, par le conseil des ministres, mais qui ne prendra ces nouvelles fonctions que le 1^{er} mai - joint les

conseillers défense et diplomatie du premier ministre. Ensemble, ils prennent connaissance du rapport que leur présente le général Jean-Pierre Kelche, chef d'état-major des armées, sur le bilan des frappes de la nuit, dont ils vont ensuite rendre compte à leurs maisons respectives. En fin de journée, les mêmes se retrouvent, un de Varenne, au siège du gouvernement, pour faire le point des opérations de la journée.

Outre l'ordinaire de la bataille politique entre le chef de l'Etat et le premier ministre, la communication devient ici l'expression de leurs convergences. Au premier, la pédagogie de l'opinion, à travers des allocutions radio-télévisées, après celles du 29 mars et du 5 avril, s'annoncent régulières. Au second, l'explication devant la représentation nationale, à l'occasion des séances de questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale. Une séance de questions exceptionnelle est prévue, le 13 avril, au Palais national, alors que le Parlement aura interrompu ses travaux jusqu'au 21 avril pour la période des vacances de printemps. De même, le 15 avril, M. Jospin répondra aux questions des sénateurs. C'est le premier ministre, aussi, qui tient informés les présidents des groupes et des commissions parlementaires des deux Assemblées, qu'il a reçus, mercredi, pour la première fois.

La distribution des tâches, qui correspond au statut institutionnel de chacun, se fait correctement jusqu'à présent. M. Jospin n'entend

toutefois pas se cantonner à l'horizon de l'Assemblée nationale : pour la première fois depuis le début de la crise, il devait intervenir à la télévision, jeudi 8 avril, dans le journal du soir de France 2. A Matignon, on n'a guère apprécié, en effet, que l'intervention de M. Jospin devant les députés, le 5 avril, ait été balayée de l'actualité par celle de M. Chirac, à la télévision et à la radio, le même soir, à 20 heures.

Les agacements de ce genre, touchant à la répartition des rôles entre le chef de l'Etat et le premier ministre, trouvent vite leurs limites. M. Jospin revendique pleinement la « codécision » de la conduite de la guerre avec M. Chirac. M. Jospin sait que l'opinion ne pardonnerait aucun dérapage. La contrainte pèse également sur M. Chirac. Lorsque devant lui, au cours du conseil des ministres du 31 mars, Jean-Pierre Chevènement, Dominique Voynet et Jean-Claude Gaxot expriment des réserves sur l'intervention française au Kosovo, le chef de l'Etat s'abstient de tout commentaire. Ce silence limite, du même coup, l'exploitation que l'opposition est tentée de faire de ces dissensions gouvernementales. La première conséquence de la guerre est, au sommet de l'Etat, une trêve qui n'est pas seulement marquée par un pacte tacite ou par la prudence. Chacun a conscience, d'abord, de façon perceptible, de la responsabilité qui lui incombe dans les décisions de crise d'une dimension exceptionnelle. Il y a une opinion incertaine et dans un paysage politique où, à gauche plus gravement - parce que la gauche est au pouvoir - mais aussi à droite, les tensions peuvent s'échapper.

« I do the job », a coutume de dire le président de la République à ses interlocuteurs, lorsque ceux-ci s'inquiètent des conséquences, sur la vie politique intérieure, de la crise. M. Chirac, au contraire d'une opposition à l'égard de la guerre, marque des points contre le gouvernement et la majorité, cette marque inattendue permet de dessiner l'image du président de la République. Pour M. Jospin, l'enjeu est tout autre : la guerre, partagée de la guerre, est l'opinion de la guerre, aujourd'hui, sur un terrain présidentiel qu'il convoitait sans doute demain. « I do the job » : la phrase vaut pour l'un comme pour l'autre.

Jean-Michel Aphatie
et Fabrice Robert-Diard
Dessin : Pancho



Ce mois-

UNION EUROPEE
couple nippo-américain
occidentale (Philippe
titre de propriété
(Youssef Courboulay
Moratino) ■ AFRICA
Les renseignements
(Nicolas Truong)

APRIL 1999

LE

Soc
confor

P

Egalement au

Géopolitique :
inachevée en Irlande de
Molledo ■ Caraïbes :
Quand les pauvres urdu
(J.-L. M.) - Les pays du Sud
des journalistes priés de
Thébaud Mandy ■ Civil

TARIFS

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

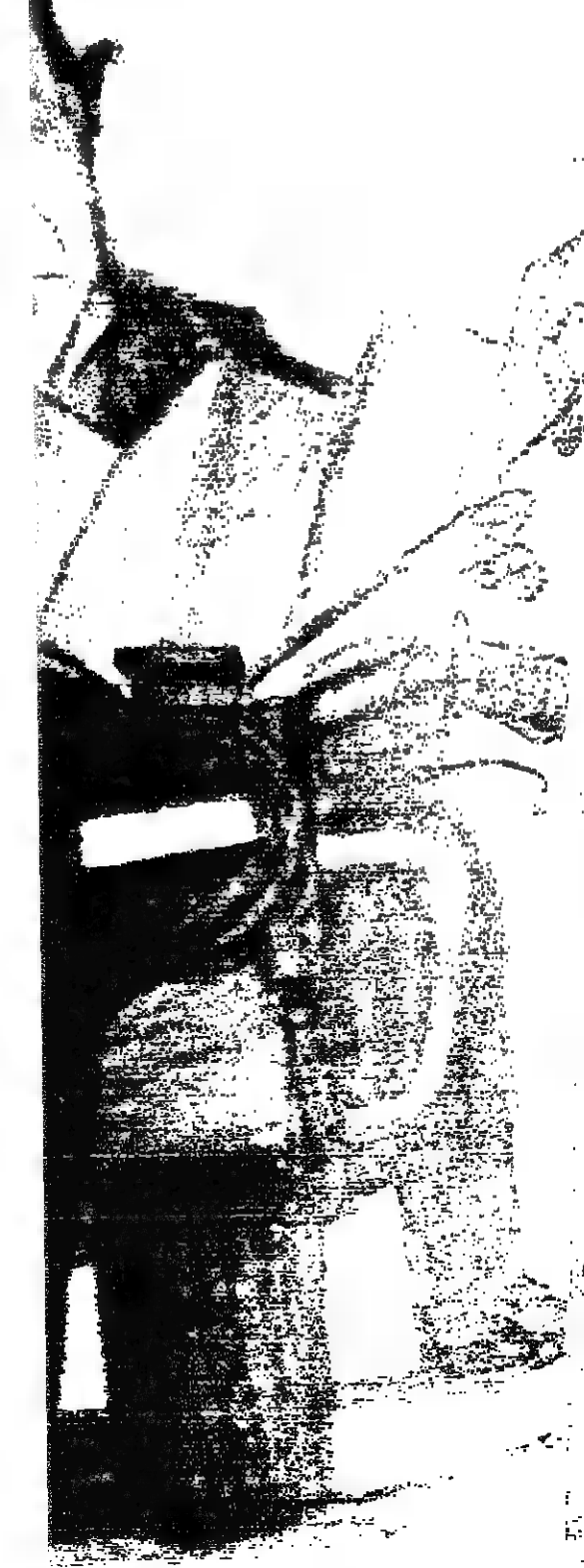
France

France

France

de... »
»

O



Ce mois-ci dans « Le Monde diplomatique » :

UNION EUROPÉENNE : A Bruxelles, une Commission chasse l'autre (Bernard Cassen) ■ **JAPON** : Le couple nippon-américain dans l'impasse (Bruce Cumings) - Remise en question du « modèle » occidental (Philip S. Golub) ■ **ÉTAT PALESTINIEN** : l'inventaire des accords d'Oslo (Abbas Gresh) - Un titre de propriété inaliénable sur la terre (Monique Chemillier-Gendreau) - Enjeux démographiques (Rouef Courbage) - Un engagement plus prononcé de l'Union européenne (Miguel Angel Moratinos) ■ **AFRIQUE** : Ces guerres qui usent le continent (Philippe Leymarie) ■ **« INSECURITE »** : Les renseignements généraux découvrent les quartiers (Vincent Laurent) - Trappes, la ville qui tient (Nicolas Truong) - Le « moyennement répressif » des Pays-Bas (Josine Jungblut-Tan).

AVRIL 1999

GUERRE EN SERBIE, NOUVEAU RÔLE DE L'OTAN — Pages 4 à 7

LE MONDE diplomatique

France 36 pages - 24 F
France métropolitaine : 3,66 €
Abonnements : voir tarif page 15

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Le devoir
de paresse

Par THIERRY PAQUOT

(Page 36)

Social-conformisme

Par IGNACIO RAMONET

Pour la première fois depuis sa création en 1949, l'Organisation des Nations unies (ONU) a traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'engage dans une guerre contre un pays, la République fédérale de Yougoslavie, n'ayant commis aucune agression hors de ses frontières. C'est aussi la première fois, depuis 1945, que des forces européennes bombardent un autre Etat européen souverain. Annoncée le 23 mars 1999, cette décision a été qualifiée de « devoir moral » par M. Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN.

Comment les dirigeants sociaux-démocrates, héritiers de Jean Jaurès et d'une longue tradition de légalisme international, ont-ils pu se pointiller dans une aventure guerrière qui n'a pas la moindre légitimité internationale ? Aucune résolution des Nations unies concernant cette région d'autorité ne leur a permis de recourir à la force. Et le Conseil de sécurité, organe suprême de la planète en matière de conflit, n'avait pas été saisi avant le déclenchement des premières frappes, et n'avait accordé aucun aval à l'emploi des armes contre

depuis un signe supplémentaire de l'effondrement idéologique de la social-démocratie ? Celle-ci est sans doute, naviguant à vue, obsédée par l'urgence et la proximité, et totalement dépourvue d'analyse théorique (à moins d'appeler théorie ces catalogues de renoncements et de retards qui sont la Troisième Voie, d'Anthony Giddens, La Troisième Voie, de Blair, et Le Bon Choix, conseiller de M. Blair, et Le Bon Choix, de Bodo Hombach, inspirateur de M. Schröder).

L'IDÉOLOGIE DE L'INSECURITE Ce vent punitif qui vient d'Amérique

Ne s'agit-il que d'une coïncidence ? Au moment où, dans l'indifférence apparente des gouvernements, l'annonce d'énormes regroupements industriels ou bancaires généralise dans les Etats-Unis et en Europe, les responsables politiques oublient de généraliser la lutte contre la délinquance. Les grands médias, oubliant de généraliser les « violences urbaines », ont aussi leur source dans la généralisation de l'insécurité sociale, concourant à cette façon biaisée de définir les menaces qui pèsent sur les sociétés. Certains des événements proposés couramment (« tolérance zéro », couvre-feux, suppression des allocations familiales versées aux parents des délinquants, durcissement de la répression des mineurs), s'inspirent d'ailleurs de l'exemple américain. Et risquent, comme aux Etats-Unis, de conduire à une généralisation du contrôle social dans un bloc d'un emboîtement d'incarcération.

Par LOIC WACQUANT

DEPUIS quelques années monte à travers l'Europe une de ces paniques morales capables, par son ampleur et sa violence, d'effrayer les politiques et de redessiner la physiologie des sociétés qu'elle atteint. Son objet apparent, trop souvent justifié, puisqu'il tend à envahir le débat public, la délinquance des « jeunes », les « violences urbaines », les désordres dans les quartiers sensibles, seraient les créations d'un emboîtement d'incarcération.

Ces notions s'inscrivent dans une constellation de termes et de thèmes venus des Etats-Unis, sur le crime, la violence, la justice, l'inégalité et la responsabilité, qui se sont installés dans le débat européen jusqu'à lui servir de cadre et qui doivent l'essentiel de leur pouvoir de conviction à leur omniprésence et au prestige retrouvé de leurs propagandistes (1). La banalisation de ces analyses détermine un enjeu qui n'a que peu à voir avec les problèmes auxquels les politiques sensibles se livrent.

Egalement au sommaire

Géopolitique : Les entités chaotiques ingouvernables (Oswaldo de Rivero) ■ **Europe** : Décolonisation inachevée en Irlande du Nord (Robbie Mc Veigh) - En Italie, la transition politique s'accélère (Guido Molledo) ■ **Caribbees** : Consensus introuvable à Porto Rico (James Cohen) ■ **Développement** : Quand les pauvres séduisent les banques (Jean-Loup Motchane) - Le regard intéressé de Wall Street (J.-L. M.) - Les pays du Sud rongés par les pesticides (Mohamed Larbi Bouguerra) ■ **Médias** : Misère des journalistes précaires (Gilles Balbastre) ■ **Santé** : Vers la sélection génétique des travailleurs (Annie Thébaud Mondy) ■ **Civilisation** : La leçon des peuples premiers (Jean Malaurie).

TARIFS

France
(y compris DOM-TOM et pays à « poste »)
Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, retraités sur présentation d'un justificatif, France métropolitaine uniquement)
Etranger
Tarif normal
(y compris « européenne par avion »)
Voie aérienne
Tunisie
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse)
Algérie, Maroc
DOM, Afrique francophone
Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient
Amérique centrale, Amérique du Sud, Mexique
Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie
TOM
Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande
* Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

1 AN 2 ANS

ET F. DUR NE MANQUER AUCUN NUMERO. ABONNEZ-VOUS AVANT AUGMENTATION DE TARIFS !

Bulletin à renvoyer à : Le Monde diplomatique, service abonnements, 21, avenue du Général-Leclerc, 92046 Châtillon Cedex, France

☐ OUI, je souhaite m'abonner au Monde diplomatique pour :
☐ 1 an (12 numéros) ☐ 2 ans (24 numéros)

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse postale : _____ Ville : _____ Pays : _____

Je joins mon règlement libellé en francs français de FF par :

☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque ☐ Mandat international

☐ Carte bancaire internationale n° : _____

☐ Carte American Express n° : _____

Expire fin : _____

Signature obligatoire : _____

9010000

مكتبة من الأصل

*Vendredi 9 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR*

**44 000 bouquets Mélodie
et pas un de plus.**



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

3 coloris :
blanc, jaune et orange.
17 tiges.

**Avec Carrefour
je positive!** 

A DEMAIN...

Nombre d'habitants
en Finlande : 16,7*

9 TELECOM enfin le même tarif

Téléphonez dans 16 pays d'Europe au même tarif.

Pour plus d'informations : www.9telecom.fr

مَكُونَا مِنَ الْأَمَلِ

VOUS DEVRIEZ EN DEMANDER

ltar
: 16,7*

Nombre d'abonnés
en Hollande : 458,8*



Fin
ne tarif pour l'Europe**

DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



هكذا من الأصل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Le Kremlingate et le Kosovo

ENGAGÉS au Kosovo dans la première guerre d'après-guerre froide, les Occidentaux pourraient avoir besoin, dans les semaines à venir, d'une Russie forte. Or le grand voisin est, par sa faute et sa faute seule, plongé dans une énième crise de pouvoir, où se mêlent politique, argent et mafia. Affaibli, il joue l'indifférence, les Occidentaux les humiliés dans le conflit des Balkans, alors qu'il tiendrait qu'à lui d'y occuper une position centrale, constructive. Trop de dirigeants préfèrent se réfugier dans une sorte de vague nationalisme slave avec le régime de Slobodan Milosevic, le dernier des pouvoirs communistes à n'avoir pas fait son aggrégation. En témoigne le général d'armée moscovite qui, à de rares exceptions près, ne voit dans le drame des réfugiés kosovars que de la propagande occidentale.

Plus que par la défaite dans les Balkans, le Kremlin paraît en fait, aujourd'hui, mobilisé d'abord par l'affaire Skourov, du nom du procureur général, qui, pour être le plus de trop près l'empire financier de la famille Eltsine, a été destitué. Il enquêtait, notamment, sur la Mabex, une société à capitaux russes et américains, au cœur des complications entre certains des plus hauts responsables russes et le crime organisé. En filigrane, on devine le nouveau jeu des conflits de pouvoir. Boris Beresovskii, un des deux grands barons des affaires, vient ainsi de faire l'objet d'un mandat d'arrêt. M. Beresovskii a

doute accumulé des dossiers sur celui qu'il rend responsable de la mise à l'écart, le nouveau premier ministre, Vladimir Primakov. Or ce dernier, ancien ministre de la Défense, est soupçonné d'avoir, au moins, laissé faire le procureur dans son enquête contre les finances de Boris Eltsine, et d'avoir des affinités d'affaires, pas seulement historiques, avec certains communistes.

On se réjouirait volontiers de voir l'élite politico-financière occupée à déraciner la corruption. Mais l'on soupçonne que les péripéties juridico-politiques ne masquent que guerre et lutte de pouvoir. Ces circonstances devraient rendre prudents ceux qui Occidentaux qui mettent dans M. Primakov tous leurs espoirs de solution négociée avec Slobodan Milosevic. Ceux qui veulent « aider » le premier ministre russe actuel, de crainte que la Russie ne soit malade par ses « rouges-bruns », ne doivent pas perdre de vue les risques de son soutien occidental trop affirmé.

A l'aune de ses rivaux, M. Primakov est sans doute le plus instruit et le plus honnête des dirigeants aujourd'hui possibles pour le pays. Mais c'est bien, il faut le souligner, l'absence de véritable alternative. Jusqu'à preuve du contraire, M. Primakov n'a encore rien fait ni dit qui vienne rompre avec une rhétorique russe anti-occidentale, quasi mécanique, qui, dans l'affaire du Kosovo, n'a abouti pour l'instant qu'à un résultat négatif : l'absence des Russes du théâtre de la guerre froide.

Chine - Etats-Unis : une relation de plus en plus conflictuelle

FLAMBÉE de suspicions antichinoises à Washington, regain d'antiaméricanisme à Pékin : la cause du Kosovo ? Serait-ce ? S'agit-il d'un coup de froid sur une relation naturellement cyclique - ce qui serait plutôt rassurant ? Ou d'un glissement de terrain aspirant les deux géants du Pacifique vers une trajectoire de collision - ce qui serait franchement inquiétant ?

Alors que le premier ministre chinois Zhu Rongji en visite aux Etats-Unis, la Chine a subi une attaque subite de la part de certains milieux politiques américains, où l'on redécouvre la théorie de la « menace chinoise », que Bill Clinton se trouve désormais la Chine pour justifier sa politique d'engagement constructif à l'égard de l'empire du Milieu.

DOUBLE FRACTURE
Les dégâts pourraient être contenus si on se limitait à une poussée de fièvre de quelques cercles conservateurs du Capitole. Après tout, le *China bashing* (dire du mal de la Chine), après le *Japan bashing*, est devenu une figure imposée de la politique intérieure américaine dont il n'y a pas forcément à se plaindre outre-me-

sure. Les républicains y prennent leur part. Mais ils pourraient, s'ils retournent au pouvoir, revenir à de meilleures dispositions à l'égard du régime chinois. Ce scénario vertueux du « rétablissement » risque pourtant, cette fois, d'être perturbé par un élément nouveau survenu à Pékin : la reformulation des stratégies pesant sur l'empire. Du point de vue chinois, la perception du danger a profondément changé depuis six mois. Elle se focalise sur un mode plus paranormatique que jamais sur le péril américain.

La suspicion anti-Washington n'est certes pas nouvelle : elle fait partie de l'univers mental de la direction chinoise. Les documents officiels classent rituellement « l'hégémonie » (entendrez les Etats-Unis) et des « facteurs d'instabilité ». L'éclatement de la crise financière régionale n'avait fait que conforter de telles prévisions : les stratégies chinoises suggèrent que les Etats-Unis ont délibérément laissé l'Asie s'enfoncer dans la crise pour empêcher l'essor de certains pays pouvant leur contester leur suprématie. Mais cette défiance, pour traditionnelle qu'elle soit, restait péjorative par rapport au cœur de la relation sino-américaine, dont Pékin avait tout lieu de se réjouir tant qu'elle nourrissait son décollage économique. Or, les choses viennent de changer à l'occasion d'une double fracture.

La première intervention en septembre, au lendemain du tir d'un missile par la Corée du Nord - un « satellite », au dire de Pyongyang - qui avait survolé le Japon. Afin de se prémunir contre les provocations du régime stalinien de la planète, Washington a proposé à ses alliés japonais et sud-coréens de réfléchir à la mise au point d'un système de « défense antimissile de théâtre » (TMD). Or la Chine y est farouchement hostile, surtout si le dispositif devait inclure Taiwan, comme le souhaitent certaines personnalités du Congrès américain.

A Pékin, l'émotion est incandescente autour de cette affaire. On redoute l'adoption d'un système de missiles antimissile qui pourrait être utilisé contre la Chine, et donc de miner le crédit de la menace nucléaire du continent sud-asiatique. Pour les dirigeants chinois, la menace nord-coréenne à l'origine de l'idée du TMD n'est qu'un prétexte. Selon eux, le but insavoyé de Washington comme de Tokyo serait en fait de prévenir la récupération de Taiwan par Pékin, ce que le régime continental perçoit comme une atteinte à sa souveraineté.

Aussi faut-il prendre très au sé-

rieux les avertissements lancés dans la capitale chinoise selon lesquels le TMD risque de déclencher une « nouvelle course aux armements ». L'APL n'a du reste pas attendu longtemps. Selon le Pentagone, elle serait en train de passer à un rythme accéléré des missiles à long de la côte du Fujian face de Taiwan. Après une accalmie de trois ans, la question de l'armose pourrait prochainement révéler explosive.

La crise au Kosovo ne pouvait que élargir le débat. Elle a eu pour effet d'exacerber les suspicions anti-américaines de Pékin. C'est la deuxième fracture. Voilà des quelques temps que la Chine considère la politique américaine à l'extérieur de sa chasse gardée d'Asie orientale, une audace nouvelle qui illustre bien son ambition de jouer dans la cour des grands. Au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, elle s'est opposée aux dernières frappes en Iraq, alors qu'elle s'était alignée lors de la guerre du Golfe. Elle a aussi attaché son hostilité à l'élargissement à l'est de l'OTAN par solidarité avec Moscou, l'ennemi d'hier dont on se rapproche aujourd'hui par antiaméricanisme partagé.

ACTES HEGEMONIQUES
Si le Moyen-Orient peut embler loin de ses préoccupations - encore que la question de ses approvisionnements en pétrole à devenir cruciale -, le débat sur l'Alliance atlantique la concerne plus directement. Pékin considère l'OTAN comme une branche occidentale d'un système « hégémonique » dont l'axe Washington-Tokyo-Taipei est la branche orientale. Si les Américains se sentent autorisés à intervenir aujourd'hui au Kosovo, pourquoi ne le feraient-ils pas demain au Taiwan ou au Tibet ?

Telle est l'hypothèse qui enflamme depuis quelques jours la paranoïa tantôt américaine du régime pékinois. Selon le quotidien hongkongais *South China Morning Post*, le Parti communiste chinois vient de diffuser auprès de tous ses membres une brochure intitulée « Les avions américains et les missiles américains des Etats-Unis sont la menace la plus sérieuse pour la Chine ». Elle est loin de l'être, mais elle est la plus sérieuse pour la Chine. Elle est la plus sérieuse pour la Chine. Elle est la plus sérieuse pour la Chine.

La justice écossaise qu'après avoir obtenu l'accord des deux libyens auxquelles les aspects apparemment.

Tripoli n'est pas une ville innocente. Elle a plusieurs reprises, depuis 1991, les pistes syriennes puis libyennes ont été évoquées - mais Damas et Tripoli n'en sont pas. Dans un documentaire de la BBC, diffusé en octobre 1997, un pénaliste britannique, Michael Mansfield, a notamment fait valoir que les preuves rassemblées par les Etats-Unis à la Grande-Bretagne seraient déclarées « irrecevables » par un tribunal. Mais Londres et Washington ont refusé de leur faire. Ils affirment que les preuves sont incontestables et qu'elles sont incontestables.

La justice dira et qu'il en est. Le risque existe néanmoins, au vu de leur culpabilité avérée, que les deux libyens nomment les commanditaires de l'attentat au sein de l'appareil d'Etat de Tripoli. Le colonel Kadhafi, par ailleurs, refuse de craindre que le procès de Lockerbie ne tourne au réquisitoire politique contre son régime et sa personne. A-t-il tort ? On ne sait pas. Sur ce dernier point, les mois de février, en tout cas, ont commencé à s'écouler. L'affaire, la *Washington Post* a gardé pour un éventuel marché avec la Libye, qui ferait des deux suspects des bous émissaires d'une affaire dont les responsables seraient d'importants dirigeants libyens, le colonel Kadhafi lui-même.

Mourad Naim

Les gens par Kerleroux



La Libye récolte les bénéfices d'une habile diplomatie

PLACE à la justice. Elle va pouvoir dire enfin si deux ressortissants libyens, supposés être membres des services de renseignement du Tripoli, sont, comme l'affirme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, les vrais coupables de l'attentat sur un avion de la PanAm qui, en décembre 1988, a fait deux cent cinquante morts à Lockerbie, en Ecosse. Les deux suspects, Ali Amine Khalifa Fhimah et Abdelbasset El Meghali, sont, depuis le lundi 5 avril, au Pays-Bas, où ils doivent comparaître devant un tribunal écossais, pour être jugés selon la loi écossaise et, en cas de condamnation, purger leur peine en Ecosse, mais sous la surveillance des Nations unies. Le procès risque d'être long et émaillé de contestations, mais la lumière sur le pouvoir libyen fait sur une affaire qui n'a cessé de tourmenter la justice des victimes et qui a valu à la Libye sa mise en quarantaine par les Nations unies.

Cette première juridique mondiale, pour laquelle il a fallu faire preuve d'inventivité, n'a fruit d'un compromis entre Washington et Londres d'une part, Tripoli d'autre, au terme d'une bataille de procédure qui aura duré dix ans et dont la Libye s'est plutôt bien sortie juridiquement et diplomatiquement.

En attendant d'extraire ses ressortissants pour qu'ils soient jugés aux Etats-Unis ou à la Grande-Bretagne - comme l'exigeaient Washington et Londres -, puis en saisissant la Cour internationale de justice de La Haye, Tripoli s'est placée du droit international. Ce qui lui a valu la solidarité

de la Ligue arabe et, plus encore, de l'Organisation de l'unité africaine, et a fini par obliger les Américains et les Britanniques à accepter que le procès se tienne à La Haye (le 28 août 1998).

DE BONNE FOI
En impliquant le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan (le Monde du 8 décembre 1998), et des États arabes prestigieux que l'Arabie saoudite et le président sud-africain Nelson Mandela, la jamaïcaine s'est tournée de la justice internationale vers les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, deux pays avec lesquels la Libye a des relations tendues - et c'est peu dire. En acceptant, enfin, de collaborer avec la justice française, l'Arabie saoudite, qui, en septembre 1989, a refusé la vie à son soixante-dixième anniversaire d'un voyage de la compagnie UTA, le colonel Mouammar Kadhafi a donné des gages de bonne foi.

Ce n'est pas tout. Dans l'immédiat, le dirigeant libyen a gagné d'autres bénéfices. Les suspects étant désormais à La Haye, le Conseil de sécurité a suspendu l'embargo sur les armes imposé à la Libye en 1992, l'année suivante aux équipements pétroliers et a doublé d'un gel des avoirs financiers. Tripoli aurait ainsi obtenu, grâce à l'intercession de M. Annan, que les sanctions soient définitivement levées dans un délai de quatre-vingt-dix jours après la levée des suspects, à la lumière d'un rapport que le secrétaire général de l'ONU établirait sur le degré de coopération libyenne.

La levée des sanctions est une nouvelle pour l'économie libyenne, qui, en sept ans, a subi des pertes de plus de 24 milliards de dollars, d'après les chiffres officiels. L'embargo aérien a, en outre, coupé Tripoli du monde, l'empêchant ainsi de quarantaine un pays qui n'était pas un carrefour d'échanges de biens et de services. Les mardi, en guise d'encouragement à Tripoli, le chef de la diplomatie britannique s'est rendu par avion à Tripoli, sonnant ainsi symboliquement le glas de l'embargo aérien.

Selon des informations non confirmées, l'Arabie saoudite se serait engagée auprès de Tripoli à organiser des rencontres à haut niveau avec des responsables américains pour apaiser les tensions entre les deux pays. En revanche, Tripoli n'a obtenu aucun engagement sur la levée de la loi dite D'Amato, adoptée en juillet 1997 et qui impose des sanctions à toute société internationale pour plus de 40 millions de dollars dans le secteur des hydrocarbures en Libye - et en Iran.

CULPABILITÉ CONTESTÉE
En l'absence des deux suspects à la justice écossaise, Tripoli entend prouver leur innocence. Fhimah et El Meghali ont encore affirmé, lundi, qu'ils n'avaient rien à voir avec l'attentat à Lockerbie. Ils ont précisé qu'ils ne livraient à la justice de leur propre chef, ce qui est une manière pour eux de rester dignes à l'égard de leurs propres citoyens - le colonel Kadhafi n'a pu les remettre à

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'équipement hydroélectrique

L'ANNONCE d'une réduction momentanée de 5 % du programme d'équipement hydroélectrique (en milliards sur un total de 117) a une résonance que certains amplifient dans des proportions qui trahissent leurs desseins. Tous les Français qui ont vécu sincèrement le relèvement du niveau des pays en retard d'une prospérité favorable à la paix sociale déplorent le moindre retard de l'équipement énergétique. La grandiloquence et les mots tragiques sont superflus pour nous convaincre que l'abondance de l'énergie est indispensable à la modernité, à la vie, à la prospérité, à la production industrielle.

Il serait indiscutablement préférable que nous eussions les moyens de financer en même temps la construction de nouveaux

barrages et de centrales thermiques pour les époques de sécheresse, l'achat du pétrole pour la circulation de deux millions et demi de véhicules automobiles, et l'importation du charbon qui nous manque. Et la réalisation d'une puissante usine marémotrice pourrait compléter le programme.

Mais il faut bien se rendre à l'évidence : l'énergie électrique la notion de l'énergie financière d'un pays. Parce qu'ils ne plongent pas dans l'océan d'une seconde à l'autre comme les coupures de courant, les Français ne sont pas moins nés, nous le savons. Il semble en tout cas que les plus actifs aux dépenses de la ménagère soient les moins actifs à s'élever vers la réduction des dépenses votée par le conseil d'électricité de France.

(9 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Circulation : 3617 code LMDOC
ou 36-74-3617

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-70-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

مكتبة من الأصول

(Publicité)

A high-contrast, black and white photograph showing a close-up of a person's face, heavily shadowed and obscured by dark, textured elements, possibly foliage or a mask. The image is grainy and appears to be a photocopy or a low-quality scan.

VIVENDI

N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

هكذا من الأصل

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

AUTOMOBILE Les dirigeants de Nissan ont annoncé, mercredi 7 avril, un ambitieux programme de réduction des pertes, qui devront passer de près de 20 milliards d'euros à 5,35 milliards en 2001.

■ **DÉCOUVERTE** de pertes dans les comptes de ses caisses de retraite fait craindre aux analystes financiers d'autres mauvaises surprises. ■ **RENAULT**, qui avait été informé de ce problème, a limité à 36,8 % sa prise de participation dans le numéro deux japonais de l'automobile. ■ **À L'ORIGINE**, la française avait plutôt songé à s'acquiescer que 20 % du capital afin de limiter le risque financier. Mais l'exemple de Mazda, dont l'actionnaire principal est l'allemand Ford, l'a encouragé à plus d'audace. ■ **NISSAN** devrait bénéficier de la créativité de Renault pour rendre plus attractive une gamme de véhicules aujourd'hui trop et trop conformiste.

La communauté financière s'interroge sur les risques cachés de Nissan

Le constructeur japonais, dont Renault a acquis 36,8 %, veut diviser sa dette par trois d'ici à 2001
L'annonce d'un important déficit de ses caisses de retraite fait craindre la découverte de nouveaux foyers de pertes

TOKYO
de notre correspondant
Au cours d'une conférence de presse, mercredi 7 avril, le vice-président de Nissan Motor, Masahiro Kusumi, a annoncé que le deuxième constructeur japonais entendait procéder à l'apurement de ses dettes, afin d'en ramener le montant à 700 milliards de yens (5,35 milliards d'euros) en 2001, contre 2 500 milliards en 1998 (19,12 milliards d'euros) à fin 1998. L'entrée de Renault au capital du groupe japonais, qui se traduit par l'injection de 640 milliards de yens (4,89 milliards d'euros), doit faciliter la réduction de l'endettement de l'entreprise, a précisé M. Kusumi. Renault a pris une part de 36,8 % pour ne pas perdre le contrôle de l'entreprise, mais le montant de sa participation a progressé au cours de l'exercice écoulé, pour atteindre 138 milliards de yens à fin 1998 (1,06 milliard d'euros).

Les analystes financiers sont sceptiques sur les chances de Nissan de réduire son endettement. Le plan annoncé ne tient en effet pas compte de la réforme de la comptabilité des entreprises japonaises en vue de les harmoniser avec les normes internationales. Ces nouvelles méthodes de comptabilité révéleront-elles des « trous noirs » encore insuffisamment explorés ?

C'est ainsi par exemple qu'il a été annoncé une perte de 580 milliards de yens (pratiquement l'équivalent de Renault) dans la caisse de retraite de Nissan. Aux côtés des nouvelles dispositions de comptabilité des entreprises, une perte devra figurer dans le passé. Au cours des négociations avec le constructeur automobile japonais, Renault a été informé du montant, bien supérieur à celui attendu, du déficit de la caisse de retraite, ce qui a, semble-t-il, conduit que des pertes pouvaient être compensées par ses avoirs immobiliers, qu'il évalue à 400 milliards de yens (3,06 milliards d'euros).



■ **RENAULT**, qui avait été informé de ce problème, a limité à 36,8 % sa prise de participation dans le numéro deux japonais de l'automobile. ■ **À L'ORIGINE**, la française avait plutôt songé à s'acquiescer que 20 % du capital afin de limiter le risque financier. Mais l'exemple de Mazda, dont l'actionnaire principal est l'allemand Ford, l'a encouragé à plus d'audace. ■ **NISSAN** devrait bénéficier de la créativité de Renault pour rendre plus attractive une gamme de véhicules aujourd'hui trop et trop conformiste.

■ **RENAULT**, qui avait été informé de ce problème, a limité à 36,8 % sa prise de participation dans le numéro deux japonais de l'automobile. ■ **À L'ORIGINE**, la française avait plutôt songé à s'acquiescer que 20 % du capital afin de limiter le risque financier. Mais l'exemple de Mazda, dont l'actionnaire principal est l'allemand Ford, l'a encouragé à plus d'audace. ■ **NISSAN** devrait bénéficier de la créativité de Renault pour rendre plus attractive une gamme de véhicules aujourd'hui trop et trop conformiste.

Des voitures fiables mais qui manquent d'originalité

MARQUE JAPONAISE la plus vendue en France, Nissan est en fait assez mal connue. Le nouveau partenaire de Renault ne dispose ni de la force de frappe de Toyota - qui devrait devenir le numéro un nippon en France dès 1999 grâce au lancement de la petite Yaris (Le Monde daté 21-22 mars) - ni de l'image de marque, à la fois sportive et technologique, de Honda. Un déficit de notoriété sans doute lié à un soudain trop affirmé de se fonder dans le paysage automobile européen.

Attention. Alors que la marque cherche avant tout à apparaître comme une sorte de bon élève, discret mais efficace, son succès commercial le plus récent, la Micra, présentée en 1992, a été décrié. Cette « Twingo japonaise » est dite - fait sans précédent pour un modèle made in Japan - « voiture de l'année » en 1993.

Malgré la bonne tenue de ce modèle (disponible depuis 1998, avec un petit moteur Diesel 1000 cc), Peugeot, Nissan n'est plus en position défensive. Verdict des experts : manque de personnalité et renouvellement trop lent de la gamme. Réputées pour leur fiabilité et leur qualité de fabrication, les Nissan offrent des motorisations de bon niveau mais on ne les remarque plus. La Primera, qui sera renouvelée avec un nouveau modèle attendu cet automne au Salon de Francfort, a pris des rides. Sa présentation est devenue banale et sa suspension est beaucoup trop ferme. D'ailleurs très proche, avec leur calendrier symbolisant des ailes déployées, les Primera, Almera et Maxima (un haut de gamme à diffusion confidentielle sur le marché français) inspirent confiance.

Mais, sur un marché aussi ouvert, s'en tenir à une réputation - justifiée - de fiabilité (« mode in quality » est le slogan publicitaire de la firme) ne suffit plus. La gamme, privée du petit coupé 100 NX, s'est affaïssie et l'absence de notoriété de la marque réduit les efforts d'investissement qui pourraient engendrer les modèles les plus en vue (notamment le très réputé 4 x 4 Patrol).

Neuf mois de négociations discrètes, de doutes... et de certitudes

« PACIFIQUE ». C'est sous ce nom de code que le secret du rapprochement entre Renault et Nissan était bien gardé. Discretion méritoire lorsqu'on sait que deux cents personnes ont travaillé sur le projet (une centaine chez chaque constructeur) pendant près de neuf mois.

■ **LA SEULE crainte de l'opération était de rééditer un second Volvo** ■

Les premiers contacts remontent à juin 1998. C'est le départ, pour un projet qui a été l'objet d'une recherche d'un partenaire. Les discussions ont été menées sur des bases modestes, comme la location d'un espace ou la mutualisation de véhicules. Mais le constructeur japonais fait comprendre qu'il est prêt à passer d'une alliance plus globale. M. Schwitzer a donc rencontré son homologue japonais. La rencontre a lieu le 22 juillet, au siège de Nissan, à Ginza, le quartier financier de Tokyo. Les deux hommes semblent sur la même longueur d'onde et ont résolu à voir ce qui pourrait être fait ensemble.

■ **ON ÉTAIT parti sur une base de 20 %, mais, très vite, on s'est fixé sur une participation autour de 35 %** ■

Le précédent Ford-Mazda, seul exemple d'une participation financière significative d'un groupe occidental dans une entreprise japonaise, a été étudié à la loupe. « Cela nous a servi de repère culturel et financier, mais on n'a pas copié le modèle en tant que tel », relate un proche du dossier. Les comptes de l'entreprise ont été étudiés. « La vraie question était de savoir si, en soulevant un tapis, on n'allait pas découvrir quelque chose de désagréable », raconte un financier. Mais, à partir de décembre, Renault n'est plus seul sur le marché. DaimlerChrysler, qui possède la majorité de Nissan, se maintient intéressé également par la voiture : Jürgen Schrempp, le PDG de DaimlerChrysler, en a même envie, malgré les réticences de son management. Renault, dans la notoriété, est quasiment inconnu en Asie, part avec un handicap sérieux face à Mercedes, synonyme de puissance et de fiabilité, et dont la force de frappe financière est supérieure. Le constructeur allemand demande à Renault de prendre en compte dans son offre sa filiale camions, Nissan Diesel.

■ **LE TEMPS DES CHASSÉS-CROISÉS** ■

Le 1^{er} mars, Louis Schwitzer, qui rend compte à l'avancée des négociations à son conseil d'administration, évoque « à peine une chance sur deux ». Pessimisme excessif ou jolies ? Quelques semaines plus tard, M. Schwitzer lâchera : « La seule crainte de l'opération était de rééditer un second Volvo (allusion à l'échec du rapprochement entre le constructeur allemand et le constructeur japonais en février 1994). »

■ **LES SUZUKI** ■

C'est là que Louis Schwitzer remet une offre informelle de prise de participation. Le 10 mars, le projet est présenté au conseil d'administration de Renault. Le sujet ne figure pas officiellement à l'ordre du jour, dont l'essentiel est constitué par l'approbation des résultats 1998. M. Schwitzer a informé en 1998 à son tour les administrateurs.

■ **RISQUES ET SACRIFICE** ■

Le jour du conseil d'administration, Carlos Ghosn, directeur général adjoint de Renault et futur numéro deux de Nissan (lire ci-dessus), explique la pertinence de l'opération, et transparents à l'appui. « Vous avez bien mesuré les risques que nous prenons et le sacrifice que cela représente pour les parts que nous envoyons la-bas ? », lance un administrateur.

Après trois heures de réunion, le projet est approuvé. Un conseil central d'entreprise a lieu dans la foulée. Dans un communiqué, Renault se dit prêt à prendre « 35 % environ » du japonais. Le conseil d'administration de Nissan donne son aval le samedi 27 mars, et de la signature finale, à Tokyo. L'opération « Pacifique » prend fin un jour-là comme elle a commencé : dans la discrétion la plus totale, loin des caméras, les présidents signent peu avant son annonce officielle l'accord historique.

مكتبة من الأصل

La filiale de Bill Gates, Corbis, chercherait à acquérir deux agences de presse photographiques françaises, Gamma et Sygma. De nombreuses discussions sont aussi en cours avec d'autres groupes anglo-saxons, dont Getty et Visual

des ~~années~~ ~~1990~~ de 1991 à 1997, mais se refuse à dévoiler sa situation actuelle, tout en ajoutant qu'elle est « en bonne voie de redressement ».

Les négociations traduisent aussi un bouleversement du marché de la photographie imprimée, qui glisse de la production d'images d'actualité vers la diffusion d'images d'illustration (archives, photos mises en scène avec des mannequins, photos standardisées). C'est la raison pour laquelle nombre de photographes se disent inquiets de l'arrivée potentielle de groupes comme Corbis dans les impératifs financiers d'urgence et des préoccupations d'un autre ordre de presse, persuadés qu'ils pourront plus « couvrir » l'actualité que la culture d'aujourd'hui.

Enfin, l'entrée de groupes anglo-saxons dans le capital de Sygma viendrait tourmenter la presse, déjà écornée, d'une domination française sur le photojournalisme mondial depuis le début des années 1950.

Alfred Guerrin
 et **Yves Vulser**

Fondée en 1989, Corbis, la banque d'images de Bill Gates, est rapidement devenue l'un des pionniers de la photographie numérique, accessible sur Internet. Scindée en deux divisions, Corbis Images et Corbis Production, le groupe américain, co-dirigé par Steve Davis et Anthony Rojas, regroupe une **base de données** de 25 millions d'images, dont 1,4 million sont commercialisées sur la Toile.

Le fonds recouvre une palette très vaste, depuis la photo historique jusqu'aux **images** de célébrités, l'illustration, le photo-journalisme ou la photographie artistique. Les images proviennent de plus d'un millier de sources différentes : de photographes professionnels, mais aussi de collections de musées, d'institutions culturelles, **de collections** privées ou publiques. On y trouve ainsi les photographies d'Ansel Adams ou **de reproductions** d'œuvres de la National Gallery à Londres, du Musée de Philadelphie ou du Musée de l'Héritage à Saint-Petersbourg, **des États-Unis**, ce qui a signé un accord **de partenariat** de fourniture d'images avec Hachette Fibonachi New Media et le magazine *Première* (groupe Lagardère).

DE L'INIMID à Belgrade, la chaîne CNN veut garder une influence prépondérante sur « couvrir » les conflits mondiaux. Son rôle pendant la guerre du Golfe, en 1991, avait propulsé la chaîne de Ted Turner au premier rang de l'information planétaire. Le engagement avait été spectaculaire : trois quarts du temps d'antenne était consacré à l'évolution du conflit. L'événement avait permis au réseau par cent cinquante journalistes et techniciens producteurs. Les Russes, qui avaient eu pour leur part des adresses à toutes les agences occidentales, s'autorisait qu'un seul journaliste, Peter Arnett, de CNN, à rester à Bagdad. Pour un investissement de 20 millions de dollars (18,7 millions d'euros), CNN avait ainsi gagné dans le monde.

L'hégémonie de CNN n'est pas telle que nombreuses critiques s'étaient faites jour sur les limites de son rôle médiatique d'un conflit. L'équilibre autorisation/désinformation et le respect du droit. Regarder la guerre du Golfe avec un œil critique, c'était se livrer à une étrange gymnastique. D'un côté, il fallait prendre connaissance du matériel informatif disponible. De l'autre, il fallait lui une vigilance inquiète, une méfiance de principe, un regard « bial ». C'est difficile, c'est même si impossible », dit Serge Daney dans les Cahiers du cinéma en avril 1991.

aux Belgrade, a lui aussi voulu la diffusion des images. Les pages diffusées depuis le Kosovo, où se massent les réfugiés Macédoine, au Monténégro, et la nouvelle ligne déployée d'importants moyens une équipe la pour ou se, comme le journaliste Brent Belgrade. CNN International de d'antenne au pour, la chaîne retransmet les points d'armement et la Dans la même journée peuvent avec un ex-conseiller de Mil-Crobnjia, la princesse de Metekha Karmadordjevic, ou l'ancien ministre, Mikhal Gorbatchev. CNN a organisé un entretien avec Arkan, pendant la guerre (Le Monde du 7 avril). L'aveu aujourd'hui devient, pour prise par Internet. Le Web a l'information. CNN, qui propose très complet sur la situation Informations, cartes géographiques, en présence, forums de discussion, prévu un tel succès. Lors de la conflit, les sites CNN ont été visités, par plus 154 millions d'internautes. Rien qu'en Yougoslavie, le trafic sur le site, plaçant le pays en premier en Europe et États-Unis.

N. V.

01 53 53 75 18

De son côté, ■■■■■ Bijou
compte ses appuis et a retrouvé la
confiance. Il a adressé un courrier
aux actionnaires pour leur offrir
l'offre de Manuel Diaz et critiquer
« le ■■■■ éphémère de l'admini-
stration ». « Cette offre, poursuit
l'ancien PDG, et l'action que j'ai en-
treprise conduiront très vite à la no-
mination par vous-mêmes, lors
d'une prochaine assemblée générale
des actionnaires, d'un nouveau
conseil d'administration qui rassem-
blera les hommes éminents de l'acti-
vité économique régionale, ■■■■
aura les moyens financiers et la volon-
té de porter l'indépendance de
■■■■■ libre ».

José ■■■■ à aussitôt
répondu en rétorquant qu'une telle
« incongrue ■■■■ irréaliste » ne
recevrait jamais l'agrément du
■■■■■ d'administration. Ces der-
niers temps, l'actuel président de
■■■■■ libre multiplie les apparitions,
compris dans son propre journal,
comme pour adresser un signe de
stabilité à ses actionnaires. Il éva-
lue sa majorité « entre 60 et 80 % ».

« J'ai fait le tour de tous les ac-
tionnaires, explique José Frèches.
■■■■ vient bien que le journal sort à
l'heure, que son ton a changé. Le
■■■■■ et les recettes publicitaires
■■■■■ en ■■■■ fait le total
■■■■■ Pierre Fabre. Son avocat ■■■■ plaidé
■■■■■ le mien. Les trois grands ac-
tionnaires, Fabre, Hachette et Ma-
■■■■■ soukient. Ce n'est pas
offensive de M. Diaz qui me fait
peur, le ne vois pas qui aurait intérêt
à redonner le pouvoir à la famille
■■■■■ et à prendre le risque d'un
nouveau conflit social ».

Jacques Mowin
(à Montpellier)
et Alain Salles

RCS NIORT : B 775 709 363

Les **MEMBRES** de la société GROUPE CAMIF sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, au siège social, le 3 mai 1999 à 15 heures, à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- **Approbation du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire 1998**
- **Rapport de gestion du Conseil d'Administration**
- **Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1998**
- **Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 19 juillet 1998**
- **Approbation des comptes et conventions,**
- **Ordonnance aux distributeurs et aux clients pour les Comptes,**
- **Affectation du résultat,**
- **Fourniture des jalons de présence relatifs au Conseil d'Administration,**
- **Notification du la nomination d'un distributeur,**
- **Questions**

Les _____ peuvent _____ à l'assemblée, _____ simple justification _____ leur identité, _____ que _____ libérés (ou _____) _____ exécutables _____ inscrits _____ compte _____ jour _____ la date de la réunion.

Les procurations sont à la disposition des intéressés à la délégation CAMIF-MAIF, soit au siège de la coopérative.

Des ~~formalités de cette~~ correspondance ~~est~~ est par courrier individuel à tous ~~les~~ sociétaires,
notamment à la parution ~~des~~ présentes.

Toutefois, en cas de perte du document, les membres qui désireraient par correspondance pourvoir à la délégation CAMIF-MAIF, soit au siège social, le formulaire et ses annexes. La demande en lettre recommandée avec accusé de réception. Elle doit parvenir à la CAMIF au moins trois jours avant la date prévue de l'assemblée. Les lettres par correspondance ne sont prises en compte que si les formulaires, dûment remplis, parviennent à la CAMIF trois jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

هكذا من الأهل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

■ **SEAGRAM** : le groupe canadien a annoncé mercredi 7 avril qu'il allait racheter certains actifs de Polygram Films Entertainment (PFE) et sa participation dans October Films - qui a notamment produit *Breaking waves* - au groupe audiovisuel **WVA Networks**. Les actifs de PFE concernés sont ceux aux États-Unis, PolyGram Video, PFE Canada, Gramercy Pictures et la branche nord-américaine de PolyGram Films.

■ **ELF** : les syndicats du groupe pétrolier sont « insatisfaits » des résultats de la rencontre entre les élus régionaux et le président d'Elf, Philippe Jaffré. Ils ont annoncé, mercredi 7 avril, de nouvelles actions contre un plan de suppression de 2 000 emplois, dont un millier dans le Béarn. Une grève à Pau est prévue vendredi 11 avril, lors de la tenue à Paris du conseil central d'entreprise.

■ **AMD** : le fabricant américain de microprocesseurs, numéro deux derrière Intel, a annoncé, mercredi 7 avril, que son chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 1999 a dépassé ses prévisions, compte tenu de livraisons rapides et importantes que prévu. Les ventes de AMD-K6-2 ont été « forte » sur les prix pour les microprocesseurs de moins de 400 mégahertz.

SERVICES

■ **RATP** : la direction de l'entreprise publique vient d'adresser aux syndicats un nouveau projet d'accord-cadre sur les 35 heures, qui outre les 500 emplois sur deux ans déjà prévus, chiffre à 350 le nombre d'emplois liés à une offre de transport supplémentaire.

■ **IBERIA** : le transporteur aérien espagnol a décidé de déposer une plainte en justice contre la section syndicale des pilotes (SEPLA, majoritaire) afin d'obtenir des dommages et intérêts pour 4 milliards de pesetas (24 millions d'euros) à la suite de la récente grève.

■ **AIR AFRIQUE** : le comité ministériel onze États-membres de la compagnie multinationale a élu un nouveau directeur général vendredi 23 avril. Le problème de la dette et la privatisation de la

compagnie devraient également figurer à l'ordre du jour de la rencontre.

■ **PHILIPPINE AIRLINES** : le groupe japonais de négoce Marubeni Corp., l'un des créanciers de Philippine Airlines (PAL), a approuvé le plan de relance de la compagnie aérienne philippine criblée de dettes. Parmi les conditions, figurent l'injection d'un apport frais de 200 millions de dollars et un soutien gouvernemental destiné à aider la compagnie à rembourser ses dettes.

■ **PRESSE** : le *Wall Street Journal* et le *Wall Street Journal* vont s'associer avec le groupe russe Independent Media pour lancer un quotidien économique en russe, ont annoncé mercredi 7 avril les deux partenaires. Ce journal, qui paraîtra à partir d'août, sera édité à Moscou et sera concentré sur la capitale russe et Saint-Petersbourg. - (AFR)

■ **AUDIOVISUEL** : le groupe TF1 proposera un programme de rachat d'actions pouvant porter jusqu'à 10 % de son capital, lors de son assemblée générale du 7 mai, a indiqué mercredi 7 avril la Commission des opérations de Bourse. Ce programme vise la remise d'actions aux salariés, la régularisation du bilan et l'échange de titres en cas d'opérations de croissance.

FINANCE

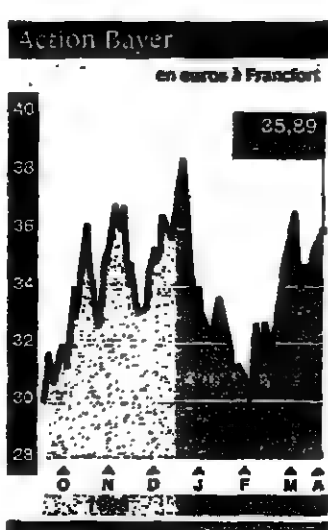
■ **CCF** : le banquier KBC (11,9 % des droits de vote) de la banque, le *Life* 12,4 % (17,6 % de droits de vote). KBC et ING se sont engagés, devant le Comité des établissements de crédit, à ne pas intervenir dans les affaires de la banque. Le résultat de son assemblée générale.

■ **BOURSE** : les investisseurs américains et britanniques considèrent il y a six mois les grandes valeurs françaises du CAC 40 comme les plus attractives en Europe, a une enquête du cabinet britannique Dorn Rogerson. La France était talonnée dans cette enquête par la Grande-Bretagne (pour les Américains), par l'Italie et l'Espagne (pour les Britanniques et les Américains).

VALEUR DU JOUR

Bayer augmente ses investissements en France

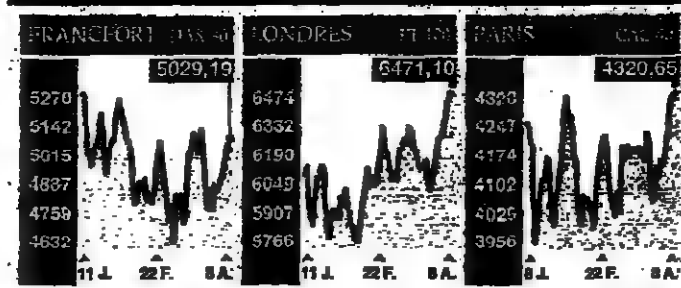
LES RÉSULTATS 1998 du allemand Bayer, premier chimiste et quatorzième laboratoire pharmaceutique mondial, présentés il y a trois semaines, ont été bien accueillis par la Bourse : mercredi 7 avril, le titre a clôturé à 35,89 euros à Paris. Le jour, Miguel Sieler, nouveau président de la filiale française, a présenté la stratégie pour l'Hexagone. Bayer France, quatrième filiale du groupe par sa taille, envisage une croissance de 10 % en 1999. Cet objectif, qualifié d'« ambitieux », par M. Sieler, sera atteint principalement grâce à la santé, sous-représentée jusqu'à présent. Cette activité doit progresser de 10 %, portée par l'innovation et les activités de Chiron. Bayer Diagnostics est par le développement de médicaments comme l'Actoneffix (contre la grippe) et le Stalcor (contre le cholestérol). La firme table aussi sur un décollage du marché français des génériques. Simultanément, les investissements vont augmenter de 15 % pour atteindre 500 millions de francs (76,2 millions d'euros). L'essentiel est consacré à l'augmentation des capacités de production de caoutchouc synthétique sur le site de Port-Jérôme (Seine-Maritime). Avec l'unité de Wanzleben, près de Strasbourg (Bas-Rhin), la firme assurera le quart de la production mondiale du groupe.



Bayer est préoccupé par la décision prise en février par le ministère de l'Agriculture de retirer progressivement l'interdiction de mise sur le marché du Gauchio. Ce insecticide, le plus vendu au monde, est mis en cause par les apiculteurs. Après avoir rappelé que la France était le seul pays à avoir interdit une telle mesure, M. Sieler affirme : « être déterminé à trouver l'origine du mal : l'eau, l'air, ou le Gauchio à lui seul est insuffisant ». Un budget initial de 3 millions de francs a été alloué à cette recherche. L'interdiction, qui porte sur le traitement des rivières, va entraver la production de miel, provoquera un manque à gagner de 10 millions de francs, sur un chiffre d'affaires de 300 millions.

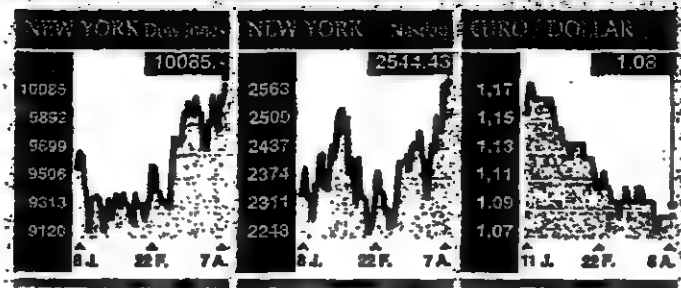
Dominique Galland

EUROPE



Indice	Paris	Londres	Francfort	New York
EURO STOXX 30	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10
EURO STOXX 50	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10
EURO STOXX 100	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10
EURO STOXX 200	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10
EURO STOXX 300	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10
EURO STOXX 400	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10
EURO STOXX 500	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10
EURO STOXX 600	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10
EURO STOXX 700	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10
EURO STOXX 800	4320,65	6474,10	5029,19	10085,10

AMÉRIQUES



Indice	New York	Francfort	Londres
DOW JONES	10085,10	5029,19	6474,10
EURO STOXX 30	4320,65	5029,19	6474,10
EURO STOXX 50	4320,65	5029,19	6474,10
EURO STOXX 100	4320,65	5029,19	6474,10
EURO STOXX 200	4320,65	5029,19	6474,10
EURO STOXX 300	4320,65	5029,19	6474,10
EURO STOXX 400	4320,65	5029,19	6474,10
EURO STOXX 500	4320,65	5029,19	6474,10
EURO STOXX 600	4320,65	5029,19	6474,10
EURO STOXX 700	4320,65	5029,19	6474,10

ASIE - PACIFIQUE



Indice	Tokyo	Hong Kong	Singapour
NIKKEI 225	11727,84	11727,84	11727,84
HONG KONG 100	11727,84	11727,84	11727,84
SINGAPORE 100	11727,84	11727,84	11727,84
ASIA 50	11727,84	11727,84	11727,84
ASIA 100	11727,84	11727,84	11727,84
ASIA 200	11727,84	11727,84	11727,84
ASIA 300	11727,84	11727,84	11727,84
ASIA 400	11727,84	11727,84	11727,84
ASIA 500	11727,84	11727,84	11727,84
ASIA 600	11727,84	11727,84	11727,84

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 est repassé dans le rouge, perdant 0,12 %, à 4 312,99 points jeudi 7 avril. Malgré les espoirs d'une baisse des taxes en Europe, les investisseurs par les records de Wall Street, le CAC 40 avait terminé la veille sur son plus haut niveau de l'année 1999, à 4 318,04 points.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort perdait 0,30 % en milieu de journée jeudi 8 avril, à 5 161,01 points, après avoir en hausse de 0,49 %, la progression de Wall Street, ajoutée aux anticipations de baisse des taxes en Europe, avait permis à DAX de gagner 0,10 %.

LONDRES

MERCREDI 7 AVRIL, l'indice FTSE-100 de la Bourse de Londres a terminé sa séance sur une note positive, à 6 474,10 points, la deuxième journée consécutive, finissant en hausse de 0,90 %, à 6 473,2 points. Les investisseurs britanniques ont été dopés par la bonne performance des valeurs asiatiques et le Wall Street.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a progressé jeudi 8 avril de 1,8 %, pour finir à 11 727,84 points. Le marché des actions japonaises a atteint son meilleur niveau depuis le 26 mars 1998, à laquelle il s'était inscrit à 11 802,62 points.

NEW YORK

La Bourse de New York a enregistré une pluie de records mercredi 7 avril. L'indice Dow Jones a atteint un nouveau sommet historique à 10 085,10 points, en hausse de 1,22 % à la clôture, tout comme l'indice Standard and Poor's 500 qui progressait de 0,68 %, à 1 326,89 points. En revanche, l'indice du marché Nasdaq a perdu 0,73 %, à 2 544,37 points. Le marché a été tiré par la progression d'Alcoa, une des valeurs vedettes. Le premier fabricant mondial d'aluminium a enregistré un record par action meilleur que prévu. La place a également bénéficié du bond de Kevlon et de Seagram.

TAUX

Les marchés obligataires européens étaient bien orientés, jeudi 8 avril au début des transactions. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor français émise à dix ans s'inscrivait à 4,003 % tandis que le Bund allemand émis sur la même échéance s'établissait à 3,89 %. Outre-Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor à trente ans avait clôturé à 5,509 % contre 5,511 % mardi.

MONNAIE

L'euro perdait du terrain jeudi 8 avril face au dollar, dans les premières transactions, à 1,0793 dollar contre 1,0823 dollar mercredi soir. Face au yen, la devise européenne glissait à 130,38 yens contre 131,31 yens. Le dollar avait reculé à 117,16 yens contre 121,33 yens mercredi soir.

ÉCONOMIE

La Banque mondiale pessimiste sur la croissance

L'IMPACT de la crise des pays émergents et de la chute des prix des matières premières s'avère plus profond que prévu sur les pays en développement, qui vont connaître globalement leur pire performance depuis dix-sept ans, selon la Banque mondiale dans un rapport publié mercredi 7 avril. La croissance mondiale va ralentir en 1999 pour n'atteindre que 1,8 %, après un modeste 1,9 % en 1998. Pays en développement et en transition vont voir leur produit intérieur brut progresser à 1,5 % contre 1,9 % en 1998, soit la plus basse croissance depuis 1982. Les pays du G7, surtout grâce aux États-Unis, restent à 1,7 % contre 1,8 % en 1998.

■ **THAILANDE** : le pays va recevoir un prêt de 500 millions de dollars (463 millions d'euros) dont 135 millions de dollars (125 millions d'euros) versés par le FMI, dans le cadre du soutien financier international de 17,2 milliards de dollars (15,9 milliards d'euros) débloqué à fin 1997 lors de la crise asiatique, a indiqué mercredi le FMI. Avec cette nouvelle tranche, la Thaïlande aura reçu depuis août 1997 un total de 13,3 milliards de dollars (12,3 milliards d'euros).

■ **CHILI** : le président américain Bill Clinton a vigoureusement plaidé mercredi pour une accession à l'Organisation mondiale du commerce. « Si la Chine accepte les responsabilités qui viennent avec l'accession à l'OMC, cela sera une bonne chose pour le Chili », a déclaré jeudi 8 avril Clinton avant de recevoir à la Maison Blanche le premier ministre chilien, Zhu Rongji.

■ **JAPON** : les prix de gros ont progressé de 0,1 % en mars, par rapport à leur niveau du mois précédent, ce qui a permis de ramener leur contraction en glissement annuel à 3,4 %, selon la Banque du Japon. Ce redressement du prix de gros s'explique par la hausse du dollar, qui a grimpé à 119,80 yens en moyenne le mois écoulé, contre 116,69 yens en février. Ce facteur a entraîné une hausse de 0,8 % des prix à l'importation.

■ **ROYAUME-UNI** : la production industrielle a augmenté de 0,1 % en février, principalement en raison de la hausse de la production de l'énergie, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office des statistiques nationales. La composante manufacturière a en revanche accusé une baisse de 0,1 % en données corrigées des variations saisonnières, après un bref sursaut le mois précédent. Par rapport à janvier, la production industrielle est en baisse de 0,1 % et la production manufacturière en recul de 1,4 %.

■ **LA CONFÉRENCE** des patrons britanniques du secteur des services s'est terminée mercredi à la chambre d'enquête de l'Association des directeurs de l'Institut Chartered Institute of Purchasing and Supply, publiée mercredi. L'indice d'activité a atteint son plus haut niveau depuis juin 1998 à 51 points contre 49,5 en février, repassant ainsi la barre des 50 points qui détermine si un secteur est en expansion ou en récession.

■ **SUISSE** : la phase de consolidation de l'industrie va prendre plus de temps que prévu, prévoit la dernière enquête conjoncturelle de l'UBS, publiée mercredi. La croissance suisse s'élève à 0,8 % au premier trimestre 1999, à 0,7 % au deuxième.

■ **IRLANDE** : le taux de chômage est descendu à 6,7 % la population active en mars contre 6,8 % en février, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office central des statistiques. Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 6 377 à 201 234. Le taux de chômage était de 8 % en mars 1998.

■ **POLOGNE** : le déficit de la balance des paiements courants a atteint 46 % en février par rapport à janvier à 460 millions de dollars (426 millions d'euros) contre 855 millions de dollars (792 millions d'euros), a annoncé mercredi la banque centrale de Pologne. Ces résultats font apparaître un redressement des exportations, mais laissent augurer un déficit élevé pour l'ensemble de l'année.

Taux de change (euros par unité)

Devise	Taux	Devise	Taux
EURO CONTRE		EURO CONTRE	
FRANCFORT	1,3603	FRANCFORT	1,3603
LONDRES	1,3603	LONDRES	1,3603
NEW YORK	1,0793	NEW YORK	1,0793
TOKYO	130,38	TOKYO	130,38
HONG KONG	7,75	HONG KONG	7,75
SINGAPOUR	7,75	SINGAPOUR	7,75
TAÏWAN	20,38	TAÏWAN	20,38
CHINE	8,27	CHINE	8,27
INDONÉSIE	1 330,00	INDONÉSIE	1 330,00
THAÏLANDE	25,56	THAÏLANDE	25,56
VIÊT NAM	20,38	VIÊT NAM	20,38
PHILIPPINES	49,66	PHILIPPINES	49,66
BRÉSIL	200,48	BRÉSIL	200,48
ARGENTINE	166,67	ARGENTINE	166,67
RUSSIE	48,36	RUSSIE	48,36
UKRAÏNE	16,88	UKRAÏNE	16,88
ARMÉNIE	166,67	ARMÉNIE	166,67
GEORGIE	20,38	GEORGIE	20,38
ARMÉNIE	166,67	ARMÉNIE	166,67
GEORGIE	20,38	GEORGIE	20,38

Cours de change (euros par unité)

Devise	Cours	Devise	Cours
EURO CONTRE		EURO CONTRE	
FRANCFORT	1,3603	FRANCFORT	1,3603
LONDRES	1,3603	LONDRES	1,3603
NEW YORK	1,0793	NEW YORK	1,0793
TOKYO	130,38	TOKYO	130,38
HONG KONG	7,75	HONG KONG	7,75
SINGAPOUR	7,75	SINGAPOUR	7,75
TAÏWAN	20,38	TAÏWAN	20,38
CHINE	8,27	CHINE	8,27
INDONÉSIE	1 330,00	INDONÉSIE	1 330,00
THAÏLANDE	25,56	THAÏLANDE	25,56
VIÊT NAM	20,38	VIÊT NAM	20,38
PHILIPPINES	49,66	PHILIPPINES	49,66
BRÉSIL	200,48	BRÉSIL	200,48
ARGENTINE	166,67	ARGENTINE	166,67
RUSSIE	48,36	RUSSIE	48,36
UKRAÏNE	16,88	UKRAÏNE	16,88
ARMÉNIE	166,67	ARMÉNIE	166,67
GEORGIE	20,38	GEORGIE	20,38
ARMÉNIE	166,67	ARMÉNIE	166,67
GEORGIE	20,38	GEORGIE	20,38

Taux d'intérêt (%)

Devise	Taux	Devise	Taux
EURO CONTRE		EURO CONTRE	
FRANCFORT	1,3603	FRANCFORT	1,3603
LONDRES	1,3603	LONDRES	1,3603
NEW YORK	1,0793	NEW YORK	1,0793
TOKYO	130,38	TOKYO	130,38
HONG KONG	7,75	HONG KONG	7,75
SINGAPOUR	7,75	SINGAPOUR	7,75
TAÏWAN	20,38	TAÏWAN	20,38
CHINE	8,27	CHINE	8,27
INDONÉSIE	1 330,00	INDONÉSIE	1 330,00
THAÏLANDE	25,56	THAÏLANDE	25,56
VIÊT NAM	20,38	VIÊT NAM	20,38
PHILIPPINES	49,66	PHILIPPINES	49,66
BRÉSIL	200,48	BRÉSIL	200,48
ARGENTINE	166,67	ARGENTINE	166,67
RUSSIE	48,36	RUSSIE	48,36
UKRAÏNE	16,88	UKRAÏNE	16,88
ARMÉNIE	166,67	ARMÉNIE	166,67
GEORGIE	20,38	GEORGIE	20,38
ARMÉNIE	166,67	ARMÉNIE	166,67
GEORGIE	20,38	GEORGIE	20,38

Matières premières (euros par unité)

Devise	Cours	Devise	Cours
EURO CONTRE		EURO CONTRE	
FRANCFORT	1,3603	FRANCFORT	1,3603
LONDRES	1,3603	LONDRES	1,3603
NEW YORK	1,0793	NEW YORK	1,0793
TOKYO	130,38	TOKYO	130,38
HONG KONG	7,75	HONG KONG	7,75
SINGAPOUR	7,75	SINGAPOUR	7,75
TAÏWAN	20,38	TAÏWAN	20,38
CHINE	8,27	CHINE	8,27
INDONÉSIE	1 330,00	INDONÉSIE	1 330,00
THAÏLANDE	25,56	THAÏLANDE	25,56
VIÊT NAM	20,38	VIÊT NAM	20,38
PHILIPPINES	49,66	PHILIPPINES	49,66
BRÉSIL	200,48	BRÉSIL	200,48
ARGENTINE	166,67	ARGENTINE	166,67
RUSSIE	48,36	RUSSIE	48,36
UKRAÏNE	16,88	UKRAÏNE	16,88
ARMÉNIE	166,67	ARMÉNIE	166,67
GEORGIE	20,38	GEORGIE	20,38
ARMÉNIE	166,67	ARMÉNIE	166,67
GEORGIE	20,38	GEORGIE	20,38

Cotations graphiques et indices en temps réel sur le site Web de « Le Monde » : www.lemonde.fr/bourse

50 من الأصول

La Banque mondiale pessimiste sur la croissance

La Banque mondiale a publié mardi 7 avril, ses estimations de croissance pour 1999. Elle prévoit une croissance mondiale de 3,2 %, contre 3,5 % en 1998. Cette baisse est due à une diminution de la croissance dans les pays émergents, notamment en Asie, où elle passe de 6,5 % à 5,5 %. En Europe, la croissance est estimée à 1,5 %, contre 1,8 % en 1998. Les États-Unis devraient connaître une croissance de 3,5 %, contre 3,8 % en 1998. La Banque mondiale souligne que la croissance mondiale sera plus faible que celle des années 1990, en raison d'une augmentation des dépenses militaires et d'une diminution des dépenses d'investissement.

La Banque mondiale a également publié ses estimations de croissance pour 2000. Elle prévoit une croissance mondiale de 3,5 %, contre 3,2 % en 1999. Cette hausse est due à une augmentation de la croissance dans les pays émergents, notamment en Asie, où elle passe de 5,5 % à 6,5 %. En Europe, la croissance est estimée à 1,8 %, contre 1,5 % en 1999. Les États-Unis devraient connaître une croissance de 3,8 %, contre 3,5 % en 1999. La Banque mondiale souligne que la croissance mondiale sera plus forte que celle des années 1990, en raison d'une diminution des dépenses militaires et d'une augmentation des dépenses d'investissement.

La Banque mondiale a également publié ses estimations de croissance pour 2001. Elle prévoit une croissance mondiale de 3,8 %, contre 3,5 % en 2000. Cette hausse est due à une augmentation de la croissance dans les pays émergents, notamment en Asie, où elle passe de 6,5 % à 7,5 %. En Europe, la croissance est estimée à 2,0 %, contre 1,8 % en 2000. Les États-Unis devraient connaître une croissance de 4,0 %, contre 3,8 % en 2000. La Banque mondiale souligne que la croissance mondiale sera plus forte que celle des années 1990, en raison d'une diminution des dépenses militaires et d'une augmentation des dépenses d'investissement.

La Banque mondiale a également publié ses estimations de croissance pour 2002. Elle prévoit une croissance mondiale de 4,0 %, contre 3,8 % en 2001. Cette hausse est due à une augmentation de la croissance dans les pays émergents, notamment en Asie, où elle passe de 7,5 % à 8,5 %. En Europe, la croissance est estimée à 2,2 %, contre 2,0 % en 2001. Les États-Unis devraient connaître une croissance de 4,2 %, contre 4,0 % en 2001. La Banque mondiale souligne que la croissance mondiale sera plus forte que celle des années 1990, en raison d'une diminution des dépenses militaires et d'une augmentation des dépenses d'investissement.

La Banque mondiale a également publié ses estimations de croissance pour 2003. Elle prévoit une croissance mondiale de 4,2 %, contre 4,0 % en 2002. Cette hausse est due à une augmentation de la croissance dans les pays émergents, notamment en Asie, où elle passe de 8,5 % à 9,5 %. En Europe, la croissance est estimée à 2,4 %, contre 2,2 % en 2002. Les États-Unis devraient connaître une croissance de 4,4 %, contre 4,2 % en 2002. La Banque mondiale souligne que la croissance mondiale sera plus forte que celle des années 1990, en raison d'une diminution des dépenses militaires et d'une augmentation des dépenses d'investissement.

La Banque mondiale a également publié ses estimations de croissance pour 2004. Elle prévoit une croissance mondiale de 4,4 %, contre 4,2 % en 2003. Cette hausse est due à une augmentation de la croissance dans les pays émergents, notamment en Asie, où elle passe de 9,5 % à 10,5 %. En Europe, la croissance est estimée à 2,6 %, contre 2,4 % en 2003. Les États-Unis devraient connaître une croissance de 4,6 %, contre 4,4 % en 2003. La Banque mondiale souligne que la croissance mondiale sera plus forte que celle des années 1990, en raison d'une diminution des dépenses militaires et d'une augmentation des dépenses d'investissement.

La Banque mondiale a également publié ses estimations de croissance pour 2005. Elle prévoit une croissance mondiale de 4,6 %, contre 4,4 % en 2004. Cette hausse est due à une augmentation de la croissance dans les pays émergents, notamment en Asie, où elle passe de 10,5 % à 11,5 %. En Europe, la croissance est estimée à 2,8 %, contre 2,6 % en 2004. Les États-Unis devraient connaître une croissance de 4,8 %, contre 4,6 % en 2004. La Banque mondiale souligne que la croissance mondiale sera plus forte que celle des années 1990, en raison d'une diminution des dépenses militaires et d'une augmentation des dépenses d'investissement.

VALEURS EUROPEENNES

La plupart des valeurs européennes ont progressé, mercredi 7 avril, bénéficiant de la baisse des taux d'intérêt avant la réunion de jeudi de la Banque centrale européenne. L'action Unilever a progressé de 1,3 %, à 5,14 euros, tandis que le titre Commerzbank a progressé de 2,2 %, à 29,50 euros. L'action Superduplo a progressé de 2,8 %, à 23,80 euros, les investisseurs spéculant sur une entrée probable du titre dans l'indice de la Bourse de Madrid, l'IBEX 35. Les autorités de marché ont révisé le plan pour l'achat du remplaçant de l'action Ban-

co Central Hispano, qui a été remplacé par le titre de la banque Santander. Le titre d'Alcatel a progressé de 1,3 %, à 2,9 euros, après que les actionnaires du groupe italien de télécommunications aient donné leur accord à une augmentation de capital afin de financer son OPA sur Telecom Italia. L'action Deutsche Bank a progressé de 1,3 %, à 48,52 euros. La banque allemande, qui a prévu de réaliser à partir de vendredi une augmentation de capital pour financer l'acquisition de la banque espagnole de supermarchés dans l'Espagne de la Bourse de Madrid, l'IBEX 35. Les autorités de marché ont révisé le plan pour l'achat du remplaçant de l'action Ban-

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

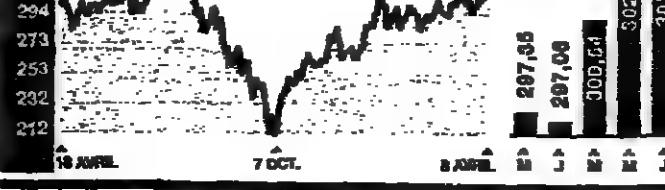
Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

FINANCES ET MARCHÉS



Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

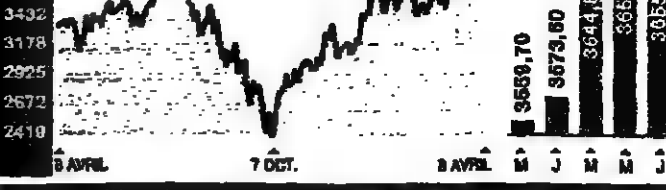
Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

Code	Cours	Var.
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10
ALFA ROMEO	11,80	+0,10

LE MONDE (VENDREDI) 16 AVRIL 1999 / 29



AUJOURD'HUI

MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

SCIENCES Les apparences sont trompeuses. L'eau, substance banale s'il en est, présente à tout moment de notre vie quotidienne, stupéfie les scientifiques. ● LES

PHYSICIENS qui étudient ses propriétés vont de surprise en surprise et la considèrent désormais comme l'un des liquides les plus inexplicables, les plus complexes et les

plus bizarres qui soient. ● **LES DÉCOUVERTES** les plus récentes montrent que tout se passe comme si l'eau adoptait le comportement de deux liquides et de douze

solides différents, en fonction de la température et de la pression auxquelles elle est soumise. ● **LES ASTRONOMES** ont pu, grâce notamment au satellite européen ISO,

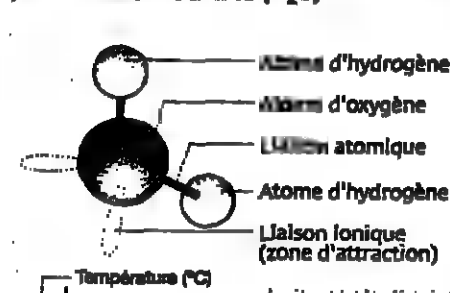
détecter sa présence un peu partout dans l'Univers. Mais la Terre est la seule planète du système solaire à disposer d'eau liquide à sa surface.

L'apparente banalité de l'eau cache de stupéfiantes propriétés

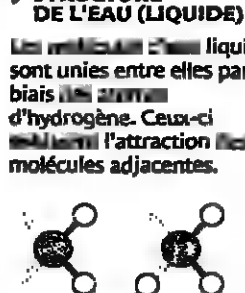
Les chercheurs qui étudient en détail la molécule d' H_2O vont de surprise en surprise. Selon la température et la pression auxquelles elle est soumise, cette substance familière adopte un comportement déroutant que les physiciens ont les plus grandes difficultés à expliquer

QUELLE CLAPOTE sur la grève, gargarise dans les canalisations ou tombe à verse du ciel, l'eau fait à ce point partie de notre vie que nous n'y prêtons plus attention. Elle pourrait imaginer que, si la science connaît une substance à fond, c'est bien elle. Pourtant, les derniers travaux de recherche montrent qu'au fur et à mesure qu'on affine l'étude, le mystère s'aggrave. L'eau est aujourd'hui l'un des sujets les plus fascinants, avec un sentiment qui confine à la terreur, comme l'un des liquides les plus inexplicables. Certains physiciens estiment, an-

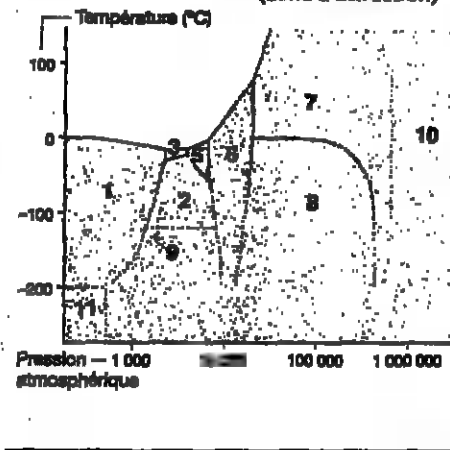
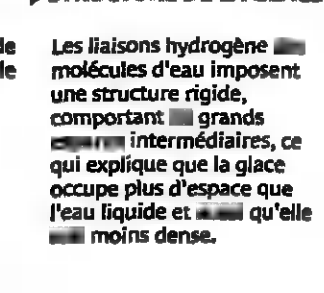
forme en glace. En fait, les cristaux de glace se forment en général à partir de grains de poussière qui agissent comme noyaux. Maintenez scrupuleusement à l'abri de la poussière, elle peut, en principe, être refroidie jusqu'à moins 38 degrés centigrades sans geler. En refroidissant, l'eau devient de plus en plus étrange. Les expériences réalisées par Angell laissent supposer que, si l'on parvenait à la maintenir sous forme liquide à -38°C, elle montrerait toutes sortes de propriétés invraisemblables. Dans cet état, l'eau devien-

LA MOLECULE D'EAU (H_2O)

STRUCTURE DE L'EAU (LIQUIDE)



STRUCTURE DE LA GLACE



LES DOUZE ETATS DE LA GLACE

Chaque état correspond à une température/pression bien déterminée. L'état n° 12, récemment découvert, n'est pas représenté.

rapprochent les uns des autres - et une autre comportant plus d'espace libre - où les liens entre les molécules sont moins intenses, maintenant une certaine distance entre elles. A basse température (au-dessous de 4°C), la forme la moins dense pourrait dominer, tandis qu'à des températures supérieures, la plus dense l'emporterait. Mais l'aptitude des molécules d'eau à s'organiser en des schémas denses et nombreux est surtout évidente dans le gel. La glace apparaît à l'instar d'une famille de cristaux dans laquelle les molécules d'eau sont liées les unes aux autres par des liaisons hydrogène qui diffèrent entre elles. Si vous comprimez la glace normale, elle transforme sa structure. La structure de la glace n° 12, la douzième de la famille, a été découverte en 1998 par des chercheurs de l'University College de Londres et de l'université de Karlsruhe en Allemagne. L'existence de ces glaces intermédiaires n'est au-delà de 0°C, à condition d'être maintenues sous pression. L'une d'elles, la glace sept, se trouve au-dessus de 100°C, mais il faut la comprimer à l'équivalent d'une pression atmosphérique.

Les océans souterrains d'Europe

La Lune, avec ses six milliards de tonnes de glace réparties sur ses deux pôles, n'est pas le seul satellite riche en eau dans le système solaire. Les astrophysiciens s'intéressent à Europe, une des seize lunes de Jupiter, soupçonnée de posséder un océan d'eau liquide sous une épaisse couche de glace. Sa surface montre une mosaïque de plaques blanches qui semblent flotter, séparées par des fractures. L'océan pourrait être maintenu à l'état liquide grâce à l'énergie déversée par les marées intenses que l'énorme masse de Jupiter lui fait subir. Estimant que ce monde « marin » est susceptible de réunir les conditions nécessaires à l'apparition de la vie, la NASA envisage d'y envoyer deux sondes d'ici 2010. La première repèrerait les poches d'eau liquide les plus proches de la surface ; la seconde se poserait sur l'une de ces zones, ferait fondre la banquise sous elle et traiterait l'océan supposé.

aujourd'hui, que les propriétés de l'eau ne se comprennent que si l'on suppose l'existence de deux liquides distinctes du liquide. Dans certaines circonstances, indiquent ces spécialistes, l'eau qui sort du robinet peut se séparer, comme une vinaigrette, en deux éléments. Ce point de vue est des plus controversés, mais il montre la difficulté qu'il y a à expliquer la nature étrange de l'humide H_2O . L'idée est née des observations faites dans les années 80 par Austen Angell (aujourd'hui à l'université d'État d'Arizona) et son équipe qui ont travaillé sur une eau « sous-refroidie », amenée à une température inférieure à zéro sans qu'elle se trans-

forme en glace. En fait, les cristaux de glace se forment en général à partir de grains de poussière qui agissent comme noyaux. Maintenez scrupuleusement à l'abri de la poussière, elle peut, en principe, être refroidie jusqu'à moins 38 degrés centigrades sans geler. En refroidissant, l'eau devient de plus en plus étrange. Les expériences réalisées par Angell laissent supposer que, si l'on parvenait à la maintenir sous forme liquide à -38°C, elle montrerait toutes sortes de propriétés invraisemblables. Dans cet état, l'eau devien-

drat un dissipateur thermique formidable : il serait impossible d'élever sa température en la chauffant. Elle serait également compressible à l'infini, de sorte que la pression la plus infime la réduirait à rien. « DEUX EAUX » En 1994, Eugene Stanley et son équipe de l'université de Boston aux États-Unis ont proposé une explication à ces observations troublantes. Ces propriétés insolites pourraient être, selon eux, le reflet d'un comportement plus étrange encore qui se produit lorsque le liquide est soumis à des pressions élevées. Les modèles informatiques suggèrent, en effet, qu'à -78°C et à mille fois la pression atmosphérique, l'eau se divise en deux liquides de densité différente. Bien que cette division ne soit attendue qu'à des températures très basses et des pressions très élevées, elle pourrait avoir des répercussions dans d'autres conditions. Cela serait susceptible d'expliquer les caractéristiques étranges que les travaux d'Angell prévoyaient. Aujourd'hui, l'eau qu'il existe « deux » est purement théorique. Il n'est pas possible, en effet,

établir la preuve par les biais d'expériences directes, car l'eau véritablement sous-refroidie à -78°C sans se transformer en glace. Pour étudier ces deux hypothétiques liquides, les physiciens empruntent donc des chemins détournés. Stanley et Osmu Mishima, de l'Institut national de la recherche sur les matériaux non

organiques de Tsukuba au Japon, ont décrit, l'an dernier, des expériences au cours desquelles ils ont comprimé de minuscules gouttelettes de glace et mesuré le changement de température que cela produisait. En « pressant ici et là » dans la glace, ils la bonne température et à la bonne pression, ces scientifiques espèrent déceler un signe de cette division supposée.

Les molécules d'eau apparemment allées dans ce sens, mais pas de façon concluante. L'existence de deux formes d'eau liquide pourrait, pourtant, fournir un indice de la raison pour laquelle l'eau atteint sa densité la plus haute à 4°C et non pas au-dessus de zéro. Il pourrait s'agir d'un vestige de la compétition entre une forme dense de l'eau - dans laquelle les molécules se

La Berceuse au chat, évoque une « glace neuve », qui laisse glisser la température d'une journée d'hiver. Un chat perché dans la mer méditerranéenne la nuit, sous tous les aspects pour l'éternité. La glace ne se jette pas ce genre de menace : elle fond dès que la pression atmosphérique l'atteint.

Philip Ball

Des molécules qui dansent le quadrille

L'EAU semble échapper aux lois qui gouvernent les autres liquides. À l'inverse de ces derniers, elle devient plus mobile quand on la comprime et elle perd de sa densité en gelant. L'une de ses particularités les plus étranges est d'atteindre sa densité maximale à 4°C au-dessus de zéro, alors que les autres substances liquides se densifient au fur et à mesure qu'elles gèlent. Ce phénomène pourrait être lié à la façon dont les molécules d'eau sont assemblées entre elles. À l'échelle moléculaire, la plupart des liquides présentent l'aspect d'une foule désordonnée. Les molécules s'y bousculent dans une pagaille totale, répondant à une sorte d'attraction mutuelle généralisée. L'eau a un comportement plus digne. Les molécules s'y organisent comme si elles se tenaient par la main. Elles sont, en

occurrence, liées par une structure qu'on appelle le lien d'hydrogène. Chaque molécule d' H_2O offre deux de ces liens et peut en accueillir deux autres, se liant ainsi à quatre de ses semblables. L'eau possède ainsi, à l'état liquide, un degré d'organisation peu commun, tenant davantage du quadrille - certes, un peu désordonné - que du colosse indiscipliné des autres liquides. L'une des conséquences de cette structure est le maintien « à bout de bras » des molécules : trop proches, elles ne pourraient pas établir de liens. Ainsi le liquide laisse-t-il beaucoup d'espace interstitiel. Dans la glace, les liens ordonnés du quadrille sont plus rigides. Les espaces vides sont plus grands encore qu'à l'état de fluide, où les molécules se permettent de dériver

l'une vers l'autre. Voilà pourquoi l'eau liquide est plus dense que la glace. Depuis le siècle dernier, les chercheurs ont cherché de la meilleure façon de définir la structure remarquable de l'eau. En 1892, déjà, Wilhelm Ostwald - le découvreur des rayons X - suggéra de considérer l'eau comme un mélange de régions ordonnées cristallines à la glace et de régions désordonnées plus caractéristiques des fluides. Cette définition est un mélange d'arrangements moléculaires ordonnés à encore ses partisans aujourd'hui. Elle trouve un écho dans l'hypothèse de l'Américain Austen Angell selon laquelle il existerait deux formes d'eau à l'état liquide.

P. B.

La Terre, une exception dans le système solaire

SI L'UNIVERS ne pesait que 100 kilos, l'hydrogène, combinaison d'un proton et d'un électron, accaparerait près des trois quarts de cette masse, l'hélium quasiment le dernier quart et l'oxygène seulement 1 kilo. Les mille grammes restants se répartiraient entre tous les autres éléments présents dans la nature. Associant dans l'univers, naturellement dans l'univers, explique Thérèse Encrenaz, directrice du département de recherche spatiale (Despa, CNRS-Observatoire de Paris). Le monde européen (ESA) a montré qu'elle est partout, tant dans notre système solaire qu'ailleurs, notamment dans les nuages de gaz interstellaires. L'abondance est cependant très variable : dans l'hypothèse de notre univers-quinquante, H_2O ne pèse que... 0,1 gramme. Bien que la molécule simple soit présente, les lieux entre ses composants ne peuvent résister à des températures excédant quelques milliers de degrés, pas plus qu'ils ne résistent aux ultraviolets. Par chance, les grosses bulles de poussières et de gaz dans lesquelles naissent les étoiles - et, accessoirement, les planètes qui les accompagnent parfois - ont un filtre protecteur permettant la « survie » de la molécule. Revenons un peu plus de

4,5 milliards d'années en arrière, dans un de ces nuages gigantesques qui se tordent, s'écroulent en un disque et se condensent pour donner naissance à une étoile. Le Soleil, à l'heure actuelle, est une étoile de ce type. Les quatre géantes gazeuses contiennent beaucoup de gaz dans leur noyau et de l'eau - gazeuse et liquide - dans leur atmosphère. En revanche, les quatre planètes les plus proches du Soleil sont, à l'origine, quasiment dépourvues d'eau. Mais elles ne l'ont pas perdue : elles l'ont rapidement son apparence.

Le premier demi-milliard d'années des planètes telluriques (Mercure, Vénus, Terre et Mars) est le plus tumultueux. Une boule de feu incandescente, une soupe de marmite sphérique, au cœur desquelles se succèdent les éléments les plus lourds comme le fer et le nickel, connaissent un dégazage monstrueux. Les réactions chimiques impliquant l'hydrogène et composés de l'oxygène, sous forme de vapeur, H_2O apparaît. Par ailleurs, les météorites et autres boules de glace

appelées comètes qui, l'époque, ne cessent de bombarder les jeunes planètes, apportent avec elles de l'eau. C'est à partir de ce moment que le système solaire s'arrête à ce que chaque planète écrit sa propre chronique. Tout d'abord, Mercure, la plus proche du Soleil, avec une température dépassant les 400°C, la vapeur d'eau s'échappe dans l'espace. Les hautes couches de l'atmosphère où les UV ionisent le milieu interplanétaire. Quelques molécules nichées dans les cratères non exposés au Soleil, près des pôles, peuvent qu'il y eut, un jour, de l'eau sur la petite planète.

Auquel 108 millions de kilomètres du Soleil - soit 150 millions de kilomètres pour la Terre - évolue Vénus, une planète à peine plus petite que la nôtre. Pourtant, elle est quasiment inférieure à une véritable enfer aride. Aujourd'hui, la température y atteint les 460°C alors qu'il y a une époque, elle avoisinait 30°C. C'est-à-dire qu'elle a donc passé par ce que Vénus et la Terre, deux corps quasiment semblables, évoluent de manière si différente ? Quand notre planète, après sa phase de dégazage, a commencé à se refroidir, la vapeur d'eau contenue dans l'atmo-

sphère s'est accumulée au fond des océans en formation. L'atmosphère a été ainsi purifiée de son CO_2 . En raison de sa plus grande proximité du Soleil, Vénus n'a pas eu cette chance. La température y étant légèrement supérieure à celle de la Terre, la vapeur d'eau n'a pu avoir lieu. Au contraire. Le CO_2 , à partir de la bataille, a eu un puissant effet de serre. La température a commencé à grimper, provoquant le dégazage des substances volatiles contenues dans les roches de surface et, du coup, augmentant l'opacité de la

Des trombes d'eau sulfureuse se sont déversées sur la Terre

planète. En outre, la vapeur d'eau s'est nourrie de lui-même et la température n'a cessé d'augmenter. Comme l'a montré le sondage Viking dans les années 70 et comme le confirment aujourd'hui les images de Mars Global Surveyor, elle garde à sa surface de minuscules traces d'un passé humide : lits de rivières séchés, méandres, vallées, et en forme de larme façonnées par l'eau qui, un temps, a coulé sur la planète rouge.

Mars, en revanche, a été envahie par les trombes. Comme l'a montré le sondage Viking dans les années 70 et comme le confirment aujourd'hui les images de Mars Global Surveyor, elle garde à sa surface de minuscules traces d'un passé humide : lits de rivières séchés, méandres, vallées, et en forme de larme façonnées par l'eau qui, un temps, a coulé sur la planète rouge.

« Il y a 3,8 milliards d'années, Mars était hospitalière et présentait des conditions analogues à celles de la Terre à l'époque », résume François Forget, chargé de recherches au Laboratoire de météorologie dynamique (LMD). Mais, pour une raison que l'on ignore actuellement, la planète rouge a rapidement perdu son atmosphère, s'est refroidie et, avec une pression atmosphérique de 1 millibar, n'a pu garder l'eau sous forme

liquide. Certains chercheurs imaginent qu'en l'absence de la couche d'ozone, la Terre n'aurait pas une gravité suffisante pour retenir sa couverture atmosphérique. D'autres estiment que l'atmosphère a peut-être réagi avec le sol. Mais l'énigme reste l'un des enjeux des futures missions spatiales. En attendant, « un énorme glacier d'eau de la taille de la France occupe le pôle Nord de Mars sur plusieurs kilomètres d'épaisseur », explique François Forget. Le pôle Nord présente une calotte de 300 kilomètres de diamètre constituée de glace de CO_2 , mais on pense que sous elle se trouve de la glace d'eau. Par ailleurs, les scientifiques supposent qu'une partie de l'eau martienne s'est infiltrée dans le sol où elle est stockée, à l'abri du froid, sous forme de glace. Partie le 3 janvier, la sonde américaine Mars Polar Lander va tenter de découvrir le pergélisol. Réponse à la fin de l'année.

Pierre Barthélémy

* Page 30 par les rédactions du Monde, 31 par et la revue scientifique internationale Nature. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.

هكذا من الأصل

هكذا من الأهل

Assez bien ensoleillé

VENDREDI, la dépression en Méditerranée se comble progressivement mais le temps instable sur l'extrême Sud-Est. Un anticyclone centré sur le proche Atlantique. Dans le champ de pression élevé, une perturbation peu active circule. Le ciel sera chargé sur les régions du Nord-Ouest et les nuages seront accompagnés de quelques brumes épaisses.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera très nuageux et quelques pluies épaisses tomberont le matin. Sur la Loire, la journée sera bien ensoleillée après dissipation des brouillards. Il fera de 14 à 17 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Sur le Nord et la Haute-Normandie, les nuages bien présents. Sur les régions, la journée sera bien ensoleillée après dissipation des brouillards. Il fera de 14 à 17 degrés.

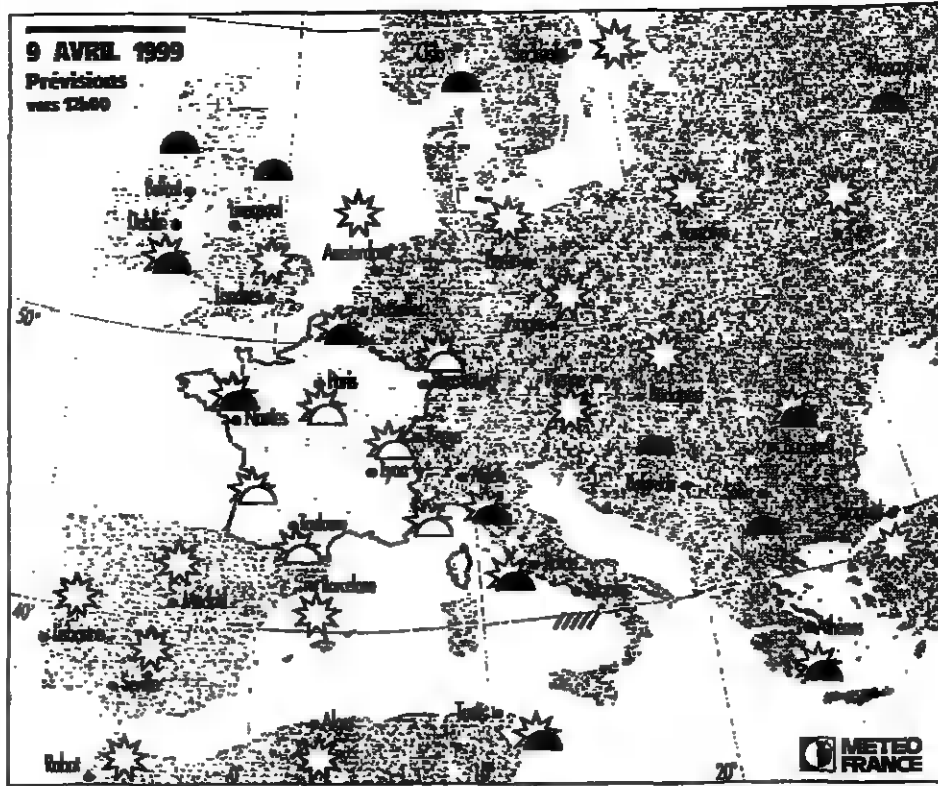
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Au

lever du jour, le ciel chargé avant des éclaircies qui conduiront à une après-midi bien ensoleillée. Il fera de 14 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur les Pyrénées, les nuages seront présents le matin, belles éclaircies l'après-midi. Sur les autres régions, brumes et brouillards laisseront rapidement place à un beau soleil. Il fera 16 ou 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Alpes. Sur le Limousin, les brouillards laisseront place à un franc soleil. Sur les autres régions, les nuages seront très nombreux le matin. L'après-midi, le ciel s'imposera. Il fera 14 et 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. En Corse, le temps sera très nuageux et orages. Sur les Alpes du Sud et la Côte d'Azur, le ciel sera passagèrement nuageux. Sur les autres régions, le ciel sera bien dégagé et tramontane soufflera jusqu'à 100 km/h le matin, 80 km/h l'après-midi. Il fera de 14 à 16 degrés.



9 AVRIL 1999
Prévisions
vers 12h00

LE CARNET DU VOYAGEUR

AFRIQUE. A partir du 31 mai, les vols Air Afrique (27 au départ de Paris) sont transférés à l'aéroport Charles-de-Gaulle 1 à l'aéroport Charles-de-Gaulle 2, terminal A.

ITALIE. Le Hilton Airport, directement relié au terminal de Fiumicino, à Rome, ouvrira le 1^{er} novembre. Il comportera 519 chambres disposées sur huit étages au milieu de jardins paysagers et un centre remis en forme piscine intérieure.

JORDANIE. Le nouveau hôtelier vient de prendre la gestion de deux joyaux de l'hôtellerie jordanienne : le luxe, le Taybet Zaman Village Hotel et Resort, un authentique village composé de maisons traditionnelles, à 12 km de Petra, et le Beit Zaman, village jumeau du précédent, qui ouvrira fin mai dans un paysage d'oliviers, à Petra même.

PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	PARIS	STRASBOURG
ALGER	11/18	11/18	11/18
BARCELONE	11/18	11/18	11/18
BELGRADE	11/18	11/18	11/18
BERLIN	11/18	11/18	11/18
BRESCIA	11/18	11/18	11/18
CADIX	11/18	11/18	11/18
CHERBOURG	11/18	11/18	11/18
COLOGNE	11/18	11/18	11/18
DUBLIN	11/18	11/18	11/18
GENÈVE	11/18	11/18	11/18
LILLE	11/18	11/18	11/18
LONDRES	11/18	11/18	11/18
LYON	11/18	11/18	11/18
MARSEILLE	11/18	11/18	11/18

FRANCE outre-mer	PARIS	STRASBOURG
ALGER	11/18	11/18
BARCELONE	11/18	11/18
BELGRADE	11/18	11/18
BERLIN	11/18	11/18
BRESCIA	11/18	11/18
CADIX	11/18	11/18
CHERBOURG	11/18	11/18
COLOGNE	11/18	11/18
DUBLIN	11/18	11/18
GENÈVE	11/18	11/18
LILLE	11/18	11/18
LONDRES	11/18	11/18
LYON	11/18	11/18
MARSEILLE	11/18	11/18

FRANCE métropolitaine	NANCY	PARIS	STRASBOURG
ALGER	11/18	11/18	11/18
BARCELONE	11/18	11/18	11/18
BELGRADE	11/18	11/18	11/18
BERLIN	11/18	11/18	11/18
BRESCIA	11/18	11/18	11/18
CADIX	11/18	11/18	11/18
CHERBOURG	11/18	11/18	11/18
COLOGNE	11/18	11/18	11/18
DUBLIN	11/18	11/18	11/18
GENÈVE	11/18	11/18	11/18
LILLE	11/18	11/18	11/18
LONDRES	11/18	11/18	11/18
LYON	11/18	11/18	11/18
MARSEILLE	11/18	11/18	11/18

FRANCE outre-mer	PARIS	STRASBOURG
ALGER	11/18	11/18
BARCELONE	11/18	11/18
BELGRADE	11/18	11/18
BERLIN	11/18	11/18
BRESCIA	11/18	11/18
CADIX	11/18	11/18
CHERBOURG	11/18	11/18
COLOGNE	11/18	11/18
DUBLIN	11/18	11/18
GENÈVE	11/18	11/18
LILLE	11/18	11/18
LONDRES	11/18	11/18
LYON	11/18	11/18
MARSEILLE	11/18	11/18

FRANCE métropolitaine	NANCY	PARIS	STRASBOURG
ALGER	11/18	11/18	11/18
BARCELONE	11/18	11/18	11/18
BELGRADE	11/18	11/18	11/18
BERLIN	11/18	11/18	11/18
BRESCIA	11/18	11/18	11/18
CADIX	11/18	11/18	11/18
CHERBOURG	11/18	11/18	11/18
COLOGNE	11/18	11/18	11/18
DUBLIN	11/18	11/18	11/18
GENÈVE	11/18	11/18	11/18
LILLE	11/18	11/18	11/18
LONDRES	11/18	11/18	11/18
LYON	11/18	11/18	11/18
MARSEILLE	11/18	11/18	11/18

FRANCE outre-mer	PARIS	STRASBOURG
ALGER	11/18	11/18
BARCELONE	11/18	11/18
BELGRADE	11/18	11/18
BERLIN	11/18	11/18
BRESCIA	11/18	11/18
CADIX	11/18	11/18
CHERBOURG	11/18	11/18
COLOGNE	11/18	11/18
DUBLIN	11/18	11/18
GENÈVE	11/18	11/18
LILLE	11/18	11/18
LONDRES	11/18	11/18
LYON	11/18	11/18
MARSEILLE	11/18	11/18

VENTES

Le vingt-cinquième Salon des antiquaires d'Antibes

LA VALEUR. Les objets d'antiquaires, on les mesure à leur âge : ceux qui perdurent depuis dix, vingt ou même trente ans figurent souvent parmi les meilleurs. C'est le cas de celui d'Antibes, qui a pris de plus en plus d'importance au fil de ses vingt-sept éditions d'existence. Il compte maintenant cent trente ex-

posants, dont une centaine d'antiquaires, et les objets sont présentés séparément. Son succès est justifié : les objets de valeur sont nombreux et de qualité.

Le salon « prestige » accueille des visiteurs, avec quelques bons stands disposés autour du hall d'entrée, où l'on retrouve des habitués de la biennale. Le salon

gasque Sapio se situe à différents endroits : les objets d'art et de mobilier, des objets d'art et des objets de vitrine XVIII^e, des objets anciens et modernes. A Antibes, sa pièce la plus spectaculaire est un miroir en porcelaine de Sèvres, daté 1827, avec un décor de bouquets polychromes entouré de motifs dorés, qui totalise 98 pièces. Rait

rare, il est présenté dans sa caisse en bois d'origine, avec ses factures manuscrites soigneusement calligraphiées (80 000 francs, 12 214 euros).

TABLE A MANIÈRE. La maison Gismondi reçoit le public dans un somptueux salon XVIII^e, dont la pièce la plus origi-

nale est une table à jeux de la fin de l'époque Louis XVI. Sa structure permet de combiner tous les jeux à la mode de l'époque grâce à plusieurs plateaux amovibles : damiers, échecs, lansquenet, tric-trac, toupies, et une sorte de billard à trois mains, où l'on joue avec des billes et des queues de billard.

Autre meuble précieux et rare, une commode Louis XIV, en « marbre », provient des collections royales des Gobelins, qui rivalisent avec ceux du Louvre. Elle surmonte ses pieds en marqueterie de fleurs de lys et de motifs foliaires, elle est annoncée à 1,5 million de francs (229 008 euros) par l'antiquaire parisien Pariente-Depieds, un prix raisonnable pour ce meuble de grand prestige. Spécialité des tableaux anciens, le Cannois Dominique Hurtebise a sélectionné un large choix de pièces principalement flamandes et hollandaises pour 80 000 francs et 1 million de francs (12 213/172 672 euros) : un paysage dans le goût italien, attribué au peintre flamand Paul Brill (XVI^e siècle) et en vente à 19 000 francs (14 504 euros), 19,5 millions de francs.

Du côté de l'art déco, Alain

Braustein a composé un décor avec des œuvres de Printz ou Lelieu, plusieurs centaines de milliers de francs et des pièces anonymes beaucoup moins chères : une coiffeuse en laque noire surmontée d'un miroir à triple glace (25 000 francs, 3 817 euros), un service à thé en porcelaine d'antique à pans coupés (6 millions de francs, 714 euros).

L'antiquaire Chantal de Beaulieu expose des objets de chambre à petits prix, notamment un ensemble de linge de lit en toile peinte XVIII^e (2 500/3 000 francs, 320/380 euros), lampes bouillottes XIX^e en toile peinte (4 000 francs, 511 euros).

On peut aussi trouver des meubles d'époque à prix très raisonnables : commode Louis XVI en noyer massif (18 500 francs, 2 824 euros), suite de six chaises Louis-Philippe (7 000 francs, 1 069 euros), bergère de style Louis XV (4 000 francs, 511 euros).

Catherine Bedel

Le Salon d'antiquaires et brocantes d'Antibes, port Vauban, jusqu'au mardi 20 avril, de 10 h 30 à 19 h 30, entrée 40 F (6,10 euros).

Antiquités : le calendrier des manifestations

BROCANTES
■ Paris, Pavillon des antiquaires, espace Eiffel Branly, du 18 au 19 avril, de 12 à 21 heures la semaine, de 10 à 19 heures le samedi et dimanche, 66 exposants. Entrée 50 F, 7,63 €.
■ Paris, brocante, du 10 au 19 heures, 121 exposants. Entrée libre.
■ Bourges (Cher), Salon des antiquaires, salle polyvalente, du 10 au 11 avril, de 7 à 19 heures, 11 exposants. Entrée libre.
■ Saint-Philbert-de-Grand-Lieu (Loire-Atlantique), antiquités-brocante, salle du Marais, du 10 au 11 avril, de 10 à 19 h, 25 ex-

posants. Entrée 20 F, 3,05 €.
■ Paris, brocante, cours de Vincennes, du 10 au 11 avril, de 7 à 19 heures, 11 exposants. Entrée libre.
■ Paris, brocante, boulevard Voltaire, du 10 au 11 avril, de 19 h 30 à 70 exposants. Entrée libre.
■ Orléans (Loiret), antiquités-brocante, gymnase Herzog, rue Jacquard, du 10 au 11 avril, de 9 à 19 heures, 11 exposants. Entrée 15 F, 2,29 €.
■ Les Houches (Haute-Savoie), antiquités-brocante, Olca, du 10 au 11 avril, de 10 à 19 heures, 40 exposants. Entrée 10 F, 1,52 €.

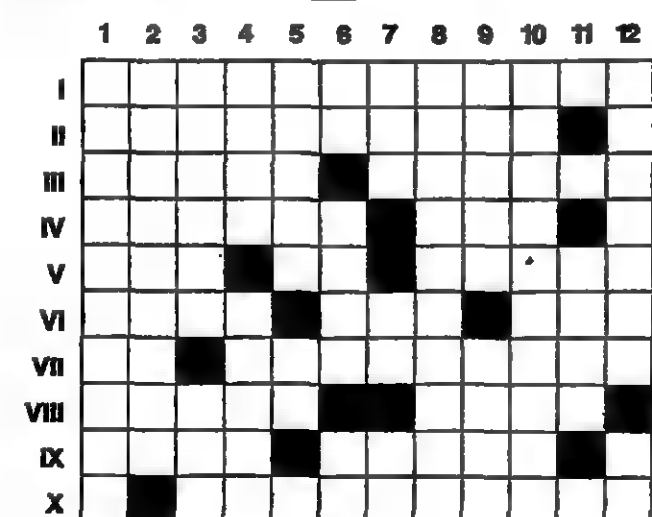
COLLECTIONS
■ Paris, Salon du dessin, salon Hoche, du 8 au 12 avril, de 10 à 20 h 30, maximum les 8 et 12 jusqu'à 23 heures, 25 exposants. Entrée 10 F, 7,63 €.
■ Bogy-sur-Meuse (Ardennes), minéraux et fossiles, Cosc, rue de la Vallée, du 10 au 11 avril, de 9 à 18 heures, 11 exposants. Entrée 15 F, 2,29 €.
■ Toulouse (Haute-Garonne), Salon du livre ancien, salle Bazac, du 10 au 11 avril, de 9 à 19 heures, 11 exposants.
■ Murs Etréne (Maine-et-Loire), Salon du livre ancien et des vieux papiers, centre culturel Jean-Cormet, du 10 au 11 avril, le samedi de 10 à 19 heures, 30 exposants. Entrée 10 F, 1,52 €.

11 avril, le samedi de 10 à 20 heures, le dimanche de 10 à 19 heures, 30 exposants. Entrée 10 F, 1,52 €.
■ Thiers (Puy-de-Dôme), Festival du couteau d'art, salle polyvalente, du 10 au 11 avril, de 9 à 18 heures, 70 exposants. Entrée 50 F, 7,63 €.
■ Paris, Toymania, Aquaboulevard, 4 rue Louis-Armand, 75015, du 10 au 11 avril, de 10 à 19 heures, 250 exposants. Entrée 55 F, 7,63 €.
■ Maisons-Laffitte (Yvelines), Salon de la bande dessinée, centre culturel Longueuil, du 10 au 11 avril, de 10 à 19 heures. Entrée 10 F, 1,52 €.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99084

3615 LEMONDE, tapez JMM (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Comme un accord qui viendrait avant les Européennes.
2. Qui ne fera jamais.
3. Maintient l'ouverture et fait la fermeture. Devraient rendre service.
4. Prendent l'importance de la belote. Gourmandise en fin de repas.
5. Grogne l'ancienne. Voyelles. Bien fini.
6. Structure d'entreprise. Temps mort. Mort.
7. Note de renvoi dans le. Assurent les remplacements.
8. Fournit de l'huile. Ses racines.

graines deviennent médicaments.
9. Afrique. Dix Neige éternelle. Distribution. Table. Temps d'attente.

VERTICALEMENT

1. Regardez sur le futur.
2. Qui pourrait donc ressusciter.
3. Mettre le plat. Choix difficile.
4. Clissement du bâtiment. Il y a des machines pour cela.
5. Peut finir à l'américaine. Vient d'Amérique.
6. Un peu d'égotisme. Histoire scandinave devenue histoire de famille. Belle chevronnée.

7. Donne son à l'appellation. Article retourné. Pense de charpente.
8. Aime nature les points sur les i.
9. Protège l'Alsace et l'Alsaciens. Tout le monde.
10. Derniers coups sur les épreuves.
11. Succès impopulaire.
12. Muri fatiguée. Préposition.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99083

HORIZONTALEMENT

1. Trois-étoiles. 2. Rondebosse. 3. On. Aunis. 4. Identité. 5. Secouer. CB. 6. Eche. 7. Tort. Lei. 8. Ostensoirs. 9. Ise. Oc. Nus. 10. Leur. Rt. BA. 11. Ragondin. 12. Suspectent.

VERTICALEMENT

1. Traquenard. 2. Robuste. OE. 3. On. Aunis. 4. Identité. 5. Secouer. CB. 6. Eche. 7. Tort. Lei. 8. Ostensoirs. 9. Ise. Oc. Nus. 10. Leur. Rt. BA. 11. Ragondin. 12. Suspectent.

LE MONDE ECONOMIQUE avec Le Monde

L'ART EN QUESTION

En collaboration avec

Réunion des Musées Nationaux

« Liberté, j'écris ton nom »

GEORGES POMPIDOU publie en 1961 une Anthologie de la poésie française, qui révèle sa passion de la poésie.

C'est à la succession du général de Gaulle à la présidence de la République en 1969, il propose, le 28 avril de la même année, une manifestation à la Comédie-Française au cours de laquelle il fait une lecture de la poésie.

Il fait un parallèle entre la poésie et l'action : « Si nous nous reportons aux grecs, je veux dire au grec, et nous cherchions la traduction du verbe "faire", nous trouverions deux possibilités : poiein, qui a donné poésis, donc poète, et pratein, qui a donné praxis, c'est-à-dire action. Autrement dit, poète et action sont (...) deux formes de l'activité créatrice. »

Paul Eluard, une « âme noble et fière », cité dans l'Anthologie de la poésie française.

En 1953, Georges Pompidou a écrit un poème-objet, « Liber-



Fernand Léger (1881-1955) « Liberté » 1953 Dessin : encre noire, gouache, traits au crayon graphite sur papier, 33,5 x 16 cm Collection Centre Georges-Pompidou, MNAM, CCI, actuellement à la Galerie du Jeu de paume, à Paris, pour l'exposition « Georges Pompidou et la modernité », jusqu'au 18 avril.

té, j'écris ton nom », sur l'œuvre d'Eluard. Quel est le titre de ce poème publié en 1942 ?

● Jour de colère
● L'honneur des poètes
● Poésie et vérité

Solution dans Le Monde du 14 avril

Solution du jeu n° 111 paru dans Le Monde du 2 avril. De 1774 à 1796, le garde-meuble de la Couronne exposé dans l'actuel ministère de la marine.

سكوا من الأمل

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL

ART Afin d'« inciter les enfants, les adolescents à la créativité », l'artiste suisse Gottfried Honegger a ouvert au sein du musée d'art contemporain Espace de l'art concret, à

Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), un atelier qui leur est réservé, l'Espace art-recherche-imagination. Des méthodes pédagogiques particulières ont été inventées. ■ LES RE-

LATIONS entre l'élève et musée restent difficiles, mais sont de plus en plus fréquentes. Françoise Buffet, universitaire, a mené une recherche auprès d'enseignants de la

région Rhône-Alpes. ■ DEPUIS le protocole d'accord signé en 1983 entre les ministères de l'éducation nationale et de la culture, écoles et musées ont trouvé de nombreuses

façons de travailler ensemble. ■ À NANCY, le service éducatif du Musée des beaux-arts propose une gamme élargie d'activités aux élèves et aux enseignants.

Gottfried Honegger apprend à écouter, voir et concevoir les œuvres d'art

Sur la Côte d'Azur, il existe un lieu privilégié où tout a été organisé par cet artiste suisse pour permettre aux enfants de faire un apprentissage décomplexé des arts, entre visite des collections et atelier de peinture, avec des méthodes pédagogiques inédites

MOUANS-SARTOUX

(Alpes-Maritimes)

de notre envoyé spécial

Un château de courtes fées, avec trois tours rondes surmontées de petits toits pointus, accueille tous les jours, du matin au soir, des ribambelles d'enfants. Ce bâtiment du XVI^e siècle abrite les 300 mètres carrés de l'Espace de l'art concret, musée fondé sur la collection de Sybil Albers, qui réunit des œuvres d'artistes contemporains, de Joseph Beny à Daniel Buren. Depuis un an, un nouveau bâtiment, discrètement enfoncé dans le jardin du château, est réservé aux enfants. Sur 300 mètres carrés lui aussi, l'Espace art-recherche-imagination est le royaume des expériences enfantines, un grand volume assez nu où on peut peindre, tipoter des outils et des écrans.

L'ambition affichée est hémicycle : « Pour préserver nos libertés, pour assurer notre confort, pour sauver notre culture, pour avancer, il faut des citoyens créatifs. L'Espace art-recherche-imagination a pour but d'inciter les enfants, les adolescents à la créativité. Il faut apprendre à regarder, à écouter, pour mieux comprendre. » A plus de quatre-vingts ans, l'artiste suisse Gottfried Honegger, à l'origine du lieu, reste un apôtre de l'invention, un utopiste qui veut que l'art « change le monde » (Le Monde du 8 avril 1996). Il n'a pas une somme de savoirs savants, l'art est un cœur même de l'existence humaine. L'équipe de ce musée atypique a inscrit sur un des murs la protestation d'Henri Michaux : « On ne rêve plus, on nous dirige. On ne rêve plus, on nous rêve. »

Puisque l'art est une expérience essentielle, Gottfried Honegger veut y faire accéder chaque être, dès son plus jeune âge. A voir le bâtiment qu'il a conçu avec l'architecte Marc Baroni et les outils pé-

dagogiques qu'il a inventés, à l'Odéon Blec, la conservatrice du musée choisie par lui, un fait est évident : l'artiste prend l'enfant au sérieux, celle des gamins et, pour reprendre l'expression du philosophe Gilles Deleuze, ces « blocs d'enfance » qui peuvent habiter tout un chacun. « Je fais les expositions pour les enfants. Quel que soit leur âge », dit Gottfried Honegger.

■ Nous voulons apprendre à apprendre, nous sommes persuadés que regarder est un acte créatif ■

Les méthodes de médiation sont issues de l'intuition de l'artiste et des convictions de l'équipe avec l'imaginaire enfantin, puis des apports des chercheurs réunis autour du musée. Mises en pratique dès les débuts des ateliers pédagogiques il y a huit ans, elles ne manquent pas d'être débattues, contestées ou approuvées par les experts. Mais, autant que les méthodes, c'est le climat qui frappe le visiteur : assurément, ici, les petites personnes sont accueillies et respectées, par les grandes.

Chaque jour de l'année, le week-end, l'Espace art-recherche-imagination reçoit des groupes de jeunes. Les classes viennent les lundis, mardis, jeudis et vendredis. L'agenda de ces visites scolaires est complet dès le mois de septembre, et le musée ne peut répondre à toutes les demandes. Le reste du temps est organisé avec les centres de loisirs et les associations qui accueillent les enfants en semaine après 16 h 30, ainsi que le mercredi



L'atelier de peinture de l'Espace art-recherche-imagination : « On ne commente jamais. »

et pendant les vacances scolaires. Le week-end, le musée ne propose pas d'activités spéciales pour les jeunes, mais l'entrée est pour eux gratuite.

A Mouans-Sartoux, commune de 9 000 habitants insérée dans le triangle Cannes-Grasse-Antibes, les trois quarts des classes viennent au musée une à deux fois par trimestre, pour une demi-journée. Cette régularité donne une assise artistique solide aux élèves qui ont effectué toute leur scolarité dans la commune. Quand une classe arrive à l'Espace art-recherche-imagination, elle se divise en deux groupes qui vont pratiquer à tour de rôle les principales activités proposées : la visite des collections et l'atelier de peinture.

« Nous voulons apprendre à apprendre, nous sommes persuadés

que regarder est un acte créatif », dit Gottfried Honegger. Cette éducation du regard passe par des séances d'« échauffement » qui

s'appuient sur des formes simples, des couleurs, des formes et des couleurs, toutes fondamentales.

A lire

■ Sur papier : « Les Publics, sensibilisation et formation », Le Bulletin de l'art contemporain, édition de l'Association des directeurs de Centres d'art (11, rue du Docteur-Doland, BP 3077, 69605 Villeurbanne Cedex), n° 3, novembre 1998 : pratiques et points de vue de 25 centres d'art, 19 sites en zone urbaine et 6 en zone rurale. ■ A l'approche du musée, la médiation culturelle, par Elisabeth Caillat, Presses universitaires de Lyon, coll. « Muséologies », 2000.

d'éducation prioritaire-musées, du partenariat à la formation, coordonné par Alain Bourgaud, Centre régional de documentation pédagogique d'Ile-de-France.

■ Sur Internet : L'Espace de l'art concret de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) communique informations et réflexions sur ses activités et sur son Espace art-recherche-imagination, dédié aux enfants : <http://perso.wanadoo.fr/espaces-art-concret> - Le site du ministère de la culture donne des informations sur les actions d'éducation artistique : <http://www.culture.gouv.fr>

Catherine Bédarida

Les « Petits parcours » des Beaux-Arts de Nancy

Depuis le 1^{er} mars, le service éducatif des beaux-arts de Nancy propose une gamme d'activités pour les enfants et les enseignants. Profitant de sa rénovation (Le Monde du 5 février), l'établissement organise une trentaine de visites thématiques, pour les écoles, les lycées, les collèges, la représentation de l'enfance, la vie quotidienne autour du bastion fortifié et pour les collégiens et lycéens. Ces écrivains et la peinture, les grands courants du XX^e siècle, la fouille archéologique.

Outre le programme académique de stages organisé dans les musées par l'éducation nationale, Nancy offre aux enseignants un « mercredi de la formation » par mois. Autour des livres du musée, ces « Petits parcours », sur le thème de l'enfance ou de la chevronnée artistique, tentent d'unir des jeux et des exercices pour les gamins, et, de l'autre, des informations pour aider les adultes à avoir l'air savant devant la petite classe.

Le difficile partenariat entre école et musée

« LES RELATIONS entre l'école et le musée, même si elles évoluent, restent problématiques », observe Françoise Buffet, maître de conférences et membre de l'équipe du Centre d'études et de recherches sur les expositions et les musées (Ceren) de l'université de Saint-Étienne. Dans son livre *Entre école et musée, le partenariat culturel d'éducation* (à paraître fin avril aux Presses universitaires de Lyon), elle fait état d'une recherche menée auprès d'enseignants de la région Rhône-Alpes.

Une grande majorité d'instituteurs conduisent leurs élèves dans les musées, parfois plusieurs fois par an. Les deux tiers demandent systématiquement un intervenant. Plus de la moitié ne précèdent pas les raisons de cette demande, et les autres la justifient soit par la connaissance que l'animateur culturel a des lieux et des collections, soit parce que « cela favorise une situation d'apprentissage ». Presque la moitié des enseignants interrogés ont un contact préliminaire avec les animateurs culturels, mais une minorité seulement procède de la « construction possible d'un projet ».

LES DOGMES D'UN GRAND MUSÉE PARISIEN « Ces observations démontrent assez bien l'ouverture traditionnelle du système scolaire qui cherche un effet de réel, hors l'école, pour illustrer les savoirs transmis », note Françoise Buffet. Avec d'autres moyens et un autre point de vue, le musée s'inscrit dans un projet éducatif équivalent à celui de l'école : faire connaître et privilégier l'émotion et le sensuel, favoriser la détection. Dans la pratique, les dogmes du musée et ceux du système scolaire s'affrontent souvent pour créer des situations parfois extrêmes, comme cet échec classique relaté par la chercheuse : « Après avoir travaillé sur un

exemple de patrimoine local, en histoire, on décide de se rendre dans un grand musée parisien afin de voir les quelques pièces en provenance de la région et de comprendre comment un objet, modeste, est un point d'ancrage pour la construction d'un savoir. A partir de là, le scénario est un résumé des difficultés du partenariat de réalisation : enseignant et animateur-conférencier du musée. Le formateur responsable est déplacé à Paris pour négocier la visite. Dans la cohue des groupes du primaire et des collèges, que l'on fait asseoir par terre afin qu'ils ne gênent pas le passage, le nez au ras des vitrines qui sont à un mètre du sol, on aura droit, en quarante-cinq minutes, à la traversée complète du musée. »

Cependant, bon nombre de musées ont mis en place des formations pour les enseignants, pour présenter les collections, les réserves ou une nouvelle exposition, voire pour les guider à travers d'autres institutions artistiques de la région. Lorsqu'ils disposent d'un personnel plus nombreux et, par exemple, d'enseignants mis à la disposition de leur service éducatif, ils peuvent aussi créer des outils pédagogiques - carnets de visite, maquettes, documents, Internet à consulter depuis l'école.

Is parvenant même à monter des projets originaux précis, tel un trajet spécifique à travers une collection de peinture, une utilisation singulière du lieu ou une réflexion conjointe sur l'architecture et la sculpture. Pour Françoise Buffet, le partenariat entre école et musée reste « une expérience » qui suppose que les professionnels des deux systèmes « travaillent sur eux-mêmes avant de travailler avec les élèves ».

C. Ba

Mille et une alliances

SUR LES TRACES des pionniers - le CAPC de Bordeaux, le Magasin de Grenoble, l'Atelier des enfants de Béziers -, l'action éducative des centres d'art contemporain s'est diversifiée. A Thiers, Le Creux de l'enfer, un centre d'art installé dans une ancienne usine de munitions, privilégie les contacts avec les artistes. Par exemple, pendant un an, la plasticienne Lucy Orta a travaillé avec les lycéennes de la section matériaux textiles du lycée professionnel Sola-Delaunay. Elles ont créé « des espaces habitables, personnels et éducatifs », et elles ont travaillé autour de thèmes comme l'architecture, associant couleurs, matières et odeurs », explique la directrice, Laurence Gauthier. Elles ont ensuite emmené leur abri collectif à New York où elles l'ont installé avec un groupe d'adolescents.

JUMELAGES Les lycées agricoles et techniques sont souvent plus intéressés par des jumelages avec les centres d'art que les établissements classiques. Une convention fonctionne ainsi entre le lycée agricole et l'ensemble Passages, à Troyes. Le Centre d'art contemporain de Vaux-le-Pénil en Limousin propose toute une pano-

plie d'activités artistiques aux jeunes, allant jusqu'à héberger des classes en séjour artistique pendant une semaine.

Depuis le protocole d'accord signé en 1983 entre les ministères de l'éducation nationale et de la culture, écoles et musées ont trouvé de nombreuses façons de travailler ensemble. ■ À NANCY, le service éducatif du Musée des beaux-arts propose une gamme élargie d'activités aux élèves et aux enseignants.

Dans le même temps, les musées ont connu une mutation importante. Entre la fin des années 70 et le milieu des années 90, quelque 300 musées ont été créés ou rénovés en France. A présent, les 33 musées nationaux et les 1 100 établissements classés et contrôlés par le ministère de la culture disposent de 900 services culturels et pédagogiques.

C. Ba

Le Monde
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

Le Monde des Livres : recherches et commandes parmi 400 000 ouvrages, enrichies par 12 ans de critiques littéraires du Monde.

مكتبة من الأصل

Pinchas Zukerman, le devoir de transmettre

Le chef d'orchestre-violoniste virtuose donne trois concerts à Paris

PINCHAS ZUKERMAN est un homme d'un certain flegme. Lors même qu'il déchaine des séismes orchestraux en cette fin de première Symphonie de Beethoven, réclameant des « pizzicati » du violon. Le mouvement, une véritable marche, aura en intérêt un mélange de fierté et de retenue. Il demande une cordes un archet circonscrit à la pointe, « une sensation plus qu'une vibration ». Difficile à obtenir. Qu'à cela tienne, Pinchas Zukerman prend un instrument des mains d'un violoniste et montre. Sympathie immédiate des musiciens. L'atmosphère est détendue et courtoise, le chef s'adresse pour illustrer ses propos, peaufine ça et là un rythme pointé, une inflexion, donne le « voir » des sonorités, des intensités. Lui dit-on : « ça ne va pas, ça fait pum-pum-pum ? » Il répond non et précise « pom-pom-pom » : un comprend qu'il faut plus de chair ! Le travail se fait en finesse, l'orchestre se dessine, la musique est sur tous les visages. La Deuxième Romance pour violon, Pinchas Zukerman pousse de la baguette à l'archet avec un naturel déconcertant, offrant à l'orchestre sa propre expressivité rayonnante.

S'il est un être qui cultive la dis-

crétion, voire l'esquive, c'est bien Pinchas Zukerman. Un tel aversion à se livrer un tant soit peu pourrait passer pour de la pudeur si l'homme n'était aussi affable et souriant. Hauteur, mépris ? Il n'y aurait pas dans l'œil cet éclair de gentillesse amicale. S'enquiert-on d'une carrière exceptionnelle tant par son accomplissement que par la pluralité de ses aspects ? Le violoniste railleur : « Moi, un musicien complet ? C'est ce que vous me demandez, n'est-ce pas ? Vous atteignez cinquante ans ! »

« REMONTE CE QU'ON A REÇU »

Il refuse de considérer qu'être le violoniste virtuose, altiste hors pair, chef d'orchestre respecté et chambriste patenté, pédagogie passionnée, toutes choses qu'il conjugue au plus-que-parfait, lui confère un statut à part. Cumuler différentes directions musicales (National Arts Centre Orchestra du Canada et Festival d'été de l'Orchestre symphonique de Baltimore), diriger les principales formations internationales, tout en occupant des fonctions d'enseignant à la Manhattan School of Music de New York et, en Israël, à l'Ulana Feher Music Center de Holon, rien qu'il vaille que l'on s'en tienne !

Même si l'enseignement est le seul sujet où Pinchas Zukerman se débouque, allant jusqu'à la vé-

lité : « Avec les jeunes générations, il faut prendre les choses au sérieux car nous avons une énorme responsabilité. Pour moi, nous avons le devoir d'enseigner, mais de transmettre l'important est de rendre ce que l'on a reçu. » Pinchas Zukerman n'hésite d'ailleurs pas à employer pour ce faire des moyens technologiques de pointe, dispensant à ses élèves encouragements et conseils, à l'appui, une maintenance vidéo !

Cette volonté de transmission n'exclut pas la conscience aiguë d'un art qui s'inscrit dans le temps, mais aussi dans son temps. L'évolution de la disparition du violon. Menuhin, il est tout soudain tranchant : « Pour moi, dans ce siècle, il y a deux personnes qui ont donné un tournant à l'interprétation de la noblesse : c'est Ysaye et Heifetz. Nous autres, nous sommes les élèves de ces deux hommes, nous sommes les élèves de ces deux hommes. »

Pinchas Zukerman aurait-il lui aussi le soud d'un héritage ? C'est ce que semblerait indiquer un cursus discographique impressionnant (plus de cent titres et vingt et une nominations aux prestigieuses Grammy). Toutefois, le gigantesque projet initié par RCA d'une intégrale de sa musique écrite pour violon et piano (avec



Pinchas Zukerman.

Mark Neikrug comme complice de toujours) vient d'être suspendu pour raisons financières : seuls Brahms, Beethoven, Mozart et Schumann auront été servis - ce qui paradoxalement ne paraît guère affecter l'intérêt, manifestement déclinant à tout dégoût.

Tempérament en acier trempé et charmes charmeuses, Pinchas Zukerman semble traverser la vie avec l'autorité naturelle de qui n'a nul besoin de se donner l'air et les sanglots. Cette dernière apparence de force à la sienne, il y a la brusque de l'ironie à fleur de peau, quand elle ne tourne pas à l'auto-dérision. Mais il y a aussi, bien loin des images de play-boy mûrissant

à l'affublement certains trépanes anglo-saxons, la pudeur d'une personnalité qui se défend par le silence. Pinchas Zukerman répugne même à parler de musique, raison de plus pour l'écouter la jouer.

Marie-Aude ROMAN

★ Concerts autour de Beethoven, avec Mark Neikrug (piano), Pinchas Zukerman (violon et direction), l'Orchestre national de France, Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e, le 9 et 10 avril, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 190 F (de 7,5 à 28,5 €).

Naissance officielle d'Universal Music France, un nouveau géant du disque

POLYGRAM est mort, Universal Group est né. Dans cette première semaine d'avril, toutes les initiatives du nouvel empire du disque né du mariage, en 1998, du groupe néerlandais PolyGram et le géant canadien Seagram, la propriété d'Universal-MCA, officialisent leur nouvelle identité.

C'est, pour la France, une campagne de publicité dans la presse et sur la radio. Une liste d'artistes invités, toutes les initiatives du nouvel empire du disque né du mariage, en 1998, du groupe néerlandais PolyGram et le géant canadien Seagram, la propriété d'Universal-MCA, officialisent leur nouvelle identité.

cents noms d'artistes nationaux et internationaux rejoignent à Universal Music Group. « Une liste d'artistes », dit-on, « ce n'est pas tous les jours qu'une telle liste de noms de disques est publiée. » La société Universal Music France, qui englobe

également Universal Film, pôle cinématographique de la multinationale.

Universal Music France se targue de posséder « 150 000 chansons françaises en catalogue », et de distribuer « 80 000 000 d'albums ». La société Universal Music France, qui englobe également Universal Film, pôle cinématographique de la multinationale. Universal Music France se targue de posséder « 150 000 chansons françaises en catalogue », et de distribuer « 80 000 000 d'albums ». La société Universal Music France, qui englobe également Universal Film, pôle cinématographique de la multinationale.

STRATÉGIE INCHANGÉE

Du point de vue de la politique commerciale (prix, ventes en kiosque, en hypermarchés, publicité à la télévision, etc.), aucun changement de stratégie n'est annoncé. La distribution de la musique sur Internet reste un sujet de réflexion prioritaire. « Nous ne va arriver le DVD audio, un format protégé que l'on peut utiliser de musique, de qualité, des images, des clips, des animations d'archives. » La PDG d'Universal Music France a l'occasion d'une lecture complète du média de catalogue, ce qui à ses yeux constitue la plus belle richesse de la société. « Nous allons créer le catalogue, augmenter les actifs. La force d'Universal est d'avoir une liste de noms de disques, de noms d'artistes, de noms de groupes d'origine japonaise. Rien de tel chez Universal Music France, assure Pascal Nègre. « Nous gardons la musique de nos artistes, mais, comme la danse, des niches de nos artistes d'indépendants dynamiques qui connaissent bien le marché. »

Véronique Mortaigne

Le Palais de Tokyo va devenir un centre d'art

LE PALAIS de Tokyo a enfin trouvé une vocation. La ministre de la culture, Catherine Trautmann, a annoncé le 7 avril que l'édifice de l'avenue du Président-Wilson (Paris 16^e), en déshérence depuis plus de dix ans, allait devenir un centre d'art. Il s'agit d'un bâtiment de 30 millions de francs (4,57 millions d'euros) pour permettre l'ouverture, à la fin de l'année 2000, d'un ensemble de salles d'exposition qui accueillera la « jeune création ». Le rez-de-chaussée, le plain-pied avec l'avenue du Président-Wilson (3 000 m²), et le premier étage (1 000 m² de bureaux) seront affectés à une activité. Les espaces qui s'ouvrent sur la rue de la Manutention, en revanche, de l'avenue, sont que les espaces réservés à l'art.

Cette destination du Palais de Tokyo n'est pas définitive - à moins que le succès ne vienne conforter l'opération. En attendant que l'édifice soit géré, et, surtout, qu'un financement puisse permettre un réaménagement lourd, une partie seulement du site de 18 000 m² aura donc été mise en fonction. Conçu dès 1925, le Palais de To-

kyo, construit en deux ans sur les plans d'un jeune architecte (Aubert, Dastugue, Chastel et Viard) fut inauguré en 1937 pour les besoins de l'Exposition universelle. Destiné à être une musée d'art moderne, une de ses ailes fut très vite attribuée à la Ville de Paris, qui y installa ses collections. En 1943, un musée national d'art moderne est discrètement glissé dans l'autre aile et inauguré avec beaucoup plus d'éclat, en 1945, sous la houlette de Jean Cassou. Vidé de ses collections qui émigraient au Centre Pompidou, en 1976, l'édifice a connu des fortunes diverses.

CONSACRÉ AUX JEUNES ARTISTES

Souhaitant y installer un Palais de l'Image devant être la Cinéma-thèque et une école de cinéma (la Fémis), le ministère de la culture a obligé, en 1993, le Centre national de la photographie et la Cinéma-thèque à quitter le Palais de Tokyo, où ces deux institutions ont organisé de nombreuses expositions. L'architecte Frank Hammoutène était chargé de la refonte du bâtiment. 80 millions de francs (12,2 millions d'euros) furent dépensés pour reprendre les structures du gros œuvre. Les changements ministériels entraînèrent un changement de programmation et le Palais de Tokyo resta une coquille vide. Catherine Trautmann tenta de convaincre le président de la République d'y loger son Musée des arts et des civilisations. L'espace était trop petit, selon Jacques Chirac, qui lui a préféré le quai Branly.

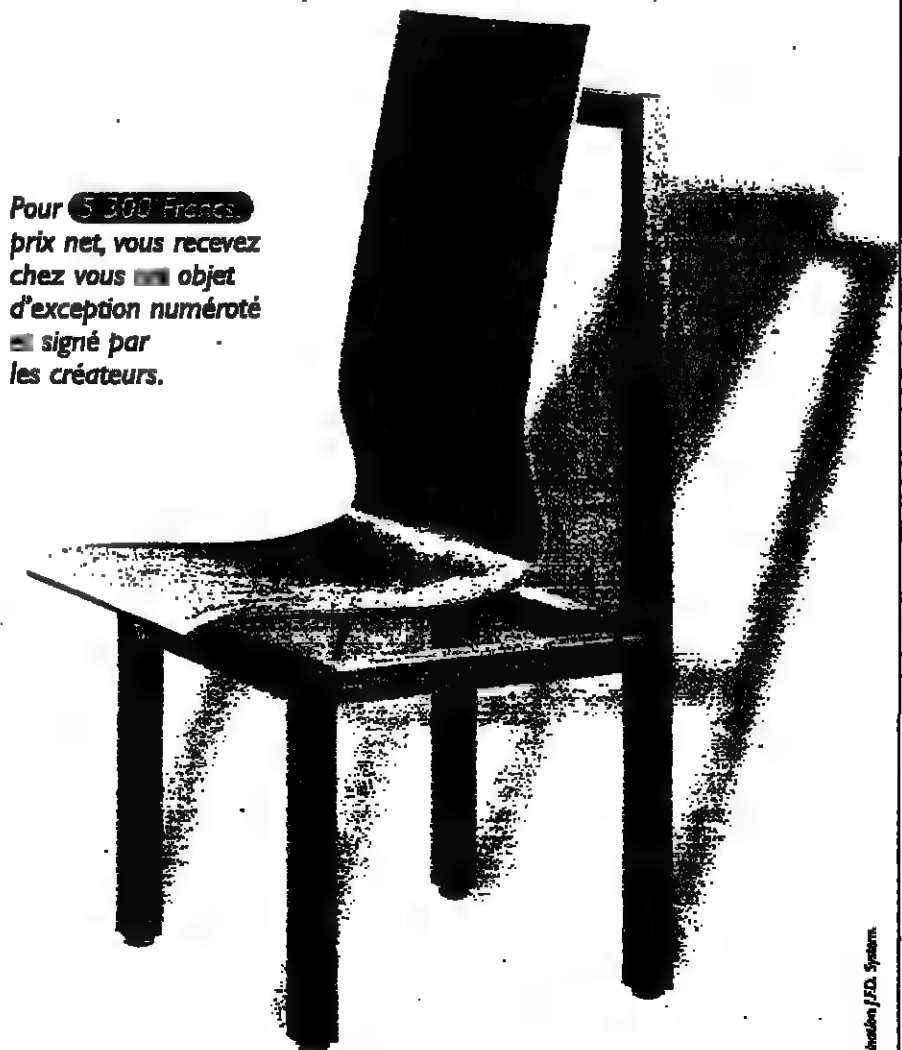
Ce futur centre d'art sera piloté par une équipe légère recrutée hors du milieu pour une durée de trois ans non renouvelable - certains trouvent déjà ce bail trop long. Elle devra bénéficier d'un budget annuel de 7 millions (1,07 million d'euros) et présenter des jeunes artistes inconnus ou non connus. Le nom du premier « manager » devrait être connu dans quelques semaines. Le Palais de Tokyo complètera la panoplie de lieux publics parisiens voués à l'art contemporain - après le Centre Pompidou et le Jeu de paume. Sans oublier son voisin d'en face, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, mené avec maestria par Suzanne Pagé, à qui Catherine Trautmann a rendu hommage. La ministre a dit, « une interaction fructueuse se développe entre ces deux partenaires naturels » dans les deux ailes du même Palais.

Emmanuel de Roux

Le Monde réserve à ses lecteurs... la chaise de la Bibliothèque nationale de France,

créée par Dominique Perrault et Gaëlle Lauriot-Prévost, fabriquée par Martin Stoll.

Pour 3 300 Francs, prix net, vous recevez chez vous cet objet d'exception numéroté et signé par les créateurs.



Reservez-le dès maintenant en appelant : Béatrice MARCHAL
MARTIN STOLL France
Tél. 01 46 94 90 50 - Fax 01 46 94 90 51
e-mail : martinstoll-fr@clat.net

Serrallongue
recherche
de l'art dans l'actuel

Une mobilisation en 1976

JEAN-CLAUDE
nouveau réalisme

EN VUE

■ Le 6 avril, Leeds en Angleterre, un match de bienvenue des habitants des Albanais du réfugiés dans un hôtel de la ville, s'est achevé en bagarre générale sur un complot contesté.

■ « Allez vous faire... », insultent les printemps parterres de longuilles fraîchement écloses que douze malfrats, condamnés à des travaux d'intérêt général, avaient artistiquement plantées, l'an dernier, pour égayer les Rotherham le Yorkshire.

■ Gerhard Schröder, chancelier d'Allemagne, a renoncé à cause des opérations de l'OTAN, à son anniversaire de famille à Hanovre, où il était, Doris, quatrième épouse. Le dimanche à Pâques, Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères, avait repoussé son quatrième mariage pour les mêmes raisons.

■ Les chanteurs de Shari sont mises en enclaves à Vienne, aux côtés d'un portrait de Katharina Schraitz, maîtresse de l'Empereur, que l'impératrice d'Autriche elle-même offrit à son mari.

■ Dror Orpaz et Carmit Tzuber ont été transportés à l'hôpital Hylow de Tel-Aviv, dans un état « d'épuisement général », après s'être appliqués pendant 30 heures et 30 minutes à le recoder du monde du plus long baiser.

■ Les Chypriotes-grecs s'insurgent contre les Chypriotes-turcs qui ont l'intention d'installer sous leur ville fantôme de Varosha, la ville fantôme de Varosha, en 1974, Washington indigne les Cubains en voulant en héberger des milliers sur sa base de Guantanamo, dans le sud-est de l'île.

■ Le conseil municipal de Faro, fin du Grand Nord canadien, envisage de loger 5 Kosovars dans les maisons depuis la fermeture de la mine de plomb.

■ Un gène de l'algue vohov, qui saute lorsque la plante est soumise au froid, découvert par les professeurs David Kirk et Stephen Miller, de l'université Washington à Saint Louis (Missouri), portera le nom du basketteur Michael Jordan.

■ A l'initiative de Fatmir Mediu, président du Parti publicain, quatre cent mille Albanais signaient naguère une pétition en faveur de la peine de mort.

■ Benjamin Papa, Goutaud-de-Nogaret, près de Marnand, a la naissance dans son poulailler d'un poussin à quatre pattes se déplaçant sur deux pattes, les deux autres, qui pendent dans le vide, lui servant de support pour s'asseoir.

Christian Colombani

Les médias russes discrets sur le drame du Kosovo

Sauf très rares exceptions, la presse de Moscou demeure sourde et aveugle à l'exil des dizaines de milliers de Kosovars chassés de chez eux par les forces serbes ; elle tait l'exode et parle de propagande occidentale

MOSCOU de notre correspondant. Les médias russes demeurent sourds et aveugles au drame des 460 000 réfugiés ayant fui le Kosovo et les opérations de nettoyage ethnique menées par l'armée serbe. Après deux semaines de conflit, la plupart des journaux continuent à n'y voir qu'un face-à-face entre l'OTAN, confondue avec les Etats-Unis et considérée comme « agresseur », et le régime de Milosevic, « président de la Yougoslavie ».

Ainsi, un seul journal n'a jusqu'à présent consacré un titre à l'exode des centaines de

milliers d'Albanais du Kosovo. Les bilans communiqués par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) sont considérés avec circonspection et cités au détour d'articles plus généraux. Les descriptions horribles des faits des Albanais du Kosovo faites en Occident sont erronées ou exagérées, notait, le 2 avril, le quotidien Vremia.

« Il n'y a aucune preuve », expliquait le même jour Les Nouvelles Investias, qui dénonçaient le « mensonge et la propagande occidentale ». Au moment où le président des Etats-Unis joue au golf, des dizaines de milliers d'innocents fuient l'enfer déclenché par l'aviation de l'OTAN », ajoutait le quotidien. Car



exode, quand il est évoqué, est directement attribué à des « bombardements barbares » de l'OTAN, selon la Nezavissimaja Gazeta. L'OTAN qui, « sous le fallacieux prétexte d'une catastrophe humanitaire », « quotidiennement gouverne la catastrophe humanitaire », dans son édition du 7 avril, multiplie

« les provocations » et « prépare l'intervention ».

Depuis lundi, la presse à gros tirage d'ailleurs moins en place à ce conflit ignore le Kosovo pour ne parler que des bombardements sur Belgrade et des initiatives diplomatiques de la Russie. « La presse contre les femmes et les enfants », titre en « une », le 6 avril, le journal Troud, au-dessus d'une photo d'un bébé de l'OTAN. Pour sa part, le journal Komsomolskiy, consacré, ce jour-là, dix lignes seulement à la situation au Kosovo.

Sevostia préfère parler « du manque d'informations créées par les pays participant au conflit. La propagande et les mythes l'em-

portent ». S'ils ont parfois un correspondant à Belgrade, aucun de ces journaux n'a envoyé de journalistes aux frontières du Kosovo, là où affluent les réfugiés.

QUELQUES VOIX DISCORDANTES

Quelques voix se distinguent pourtant, dont NTV, chaîne de télévision privée. Dimanche 4 avril, dans une émission phare Itogi, a été diffusé un long reportage sur les réfugiés albanais, détaillant les exactions commises par les serbes. Son présentateur vedette, Evgeni Kiselev, a ensuite expliqué comment un autre sujet avait été censuré par Belgrade. Censure qu'avait, quelques jours auparavant, dénoncée un journaliste de Novelle Investias.

La radio d'informations Echo de Moscou a elle aussi consacré plusieurs émissions au traitement de l'information, critiquant le soutien accordé au régime de Milosevic et le silence des médias sur les faits. Enfin, l'hebdomadaire de presse d'opinion Itogi s'en est vivement pris à « l'explosion d'hystérie » de l'OTAN. « La xénophobie » des médias jusqu'au point de politiciens marginaux, mais un journal. Aujourd'hui leur point de vue dit la ligne générale de la politique extérieure de la Russie. « Pour les citoyens russes, ajoute l'hebdomadaire, la crise au Kosovo n'est qu'un prétexte qui permet de manifester leur anti-américanisme, produit d'un sentiment d'humiliation nationale ».

François Bonnet

DANS LA PRESSE

LOS ANGELES TIMES

William Pfaff

La seule solution acceptable au problème des réfugiés est de les ramener dans leur pays d'origine. (...) et d'assurer la sécurité qui leur permettra de refaire leur vie. Cela veut dire que la seule solution est une victoire de l'OTAN. L'OTAN ne l'emporte pas sur la Serbie, il n'y aura plus d'OTAN. Il n'est pas la victoire militaire envisageable sans une campagne terroriste. (...) L'OTAN n'est plus celui de la fin des temps ; c'est un débat sur la question de savoir si l'on abandonne ou non l'OTAN et le leadership américain sur la scène internationale. Il n'y a pas d'Etats-Unis

s'opposent à une campagne de... qui a le soutien d'une majorité de l'opinion publique en Grande-Bretagne et en France - alors les Etats-Unis peuvent tirer un trait sur l'OTAN.

THE WALL STREET JOURNAL

La gauche européenne a pendant des décennies prêché le pacifisme. Cela était une partie de la politique de la gauche occidentale. Les démocrates occidentaux ont une superpuissance marxiste. Actuellement, nombre de socialistes, de communistes et de Verts à l'extrême gauche, comptent les trotskistes et les groupes marginaux, ont trouvé un nouveau point de ralliement : l'opposition à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie. Ils ne font, en pratique,

que compliquer la tâche des dirigeants de leurs propres partis. Ce la risque en effet de donner l'impression que les derniers sont incapables de mener une politique sérieuse. (...) Les gauchistes à travers l'Europe ont cependant un problème. Leur héros n'est plus le romantisme révolutionnaire de Guevara dont la photo ornait jadis les chambres des étudiants de la Sorbonne. (...) Slobodan Milosevic a exactement l'allure du voyou qu'il est. (...) Si les gauchistes européens incorporent Slobodan Milosevic à leur panthéon de héros, ils doivent être encore plus fous que nous ne l'avons jamais imaginé.

THE WASHINGTON POST

Quiconque regarde la télévision

www.ccc.de/camp

Le Chaos Computer Club lance un appel à projets pour son rendez-vous international à Berlin

EN ALLEMAGNE, les « hackers », à la fois pirates informatiques et militants libertaires, ont pignon sur rue. Le Chaos Computer Club (CCC) de Hambourg est sans doute le groupe de hackers le plus puissant d'Europe, et en tout cas le plus organisé : plus de 1 500 membres, des filiales à Berlin, Cologne, Ulm, Bielefeld, et dans les groupes de hackers dans vingt-huit villes d'Allemagne, la Suisse et d'Autriche. La devise du CCC est un peu élitiste : Kabela ist Gesund (le câble est sain) - la pagaille des câbles - est bonne pour la santé. En revanche, son engagement est très clair : « Nous exigeons la liberté absolue du flux d'informations, hors de tout contrôle ».

Le CCC, qui sait se remarquer grâce à ses actions spectaculaires, a cette année d'organiser un événement de portée internationale, le Chaos Communication Camp. Ce grand rendez-vous de hackers de tous pays, inspiré de celui d'Amsterdam en 1997, aura lieu en plein air, dans un bois



proche de Berlin. Le CCC fournira les liaisons Internet, les groupes électrogènes, les kilomètres de câbles. Les participants apporteront leurs ordinateurs, qu'ils installeront où bon leur semble, sous des tentes, dans des camions, ou à même le sol.

Les préinscriptions se font sur le site du CCC. Le droit d'entrée est de 77 euros pour les particuliers et de 777 euros pour les institutions. Les activités (discussions, ateliers, conférences, etc.) sont réparties en cinq disciplines : cryptologie, détournement de données, logiciels libres, musique sur

ordinateur, plus un art étranger à Internet, et un atelier symbolique pour les hackers : le crochetage de serrures.

Dans chaque catégorie, le CCC a lancé sur le Net un appel à projets. Les plus originaux bénéficieront d'un soutien logistique pour le du Chaos Camp. En outre, si l'on se réfère à ce qui s'est passé à Amsterdam en 1997, de nombreux participants seront accueillis par des activités non officielles. On peut s'attendre au lancement d'attaques dévastatrices vers le reste du monde, et surtout à la prolifération des fêtes locales. Le Camp risque de devenir un champ clos où des guerres sans merci se déclareront entre tribus ou entre guerriers virtuels. Le jeu consiste à se choisir un ennemi et à attaquer ses ordinateurs par surprise, tout en se défendant des attaques venues de toutes parts. Les participants seront les bienvenus, car les hackers aiment partager leur savoir avec des disciples méritants.

Ives Eudes

SUR LA TOILE

ANGLETERRE

Pour compléter le site officiel de la famille royale d'Angleterre, un magazine électronique mensuel, Royal Insight, vient d'être lancé. Il sera consacré à la vie quotidienne des membres de la famille royale, et illustré de nombreuses photos. (AR)

VIETNAM

La police de Chi Minh-Ville a demandé au gouvernement vietnamien que toutes les activités liées à Internet soient placées sous le contrôle du comité populaire local, composé de policiers et de fonctionnaires des ministères de la culture et des sciences et technologies. Le porte-parole de la police a déclaré que des forces hostiles au Vietnam, basées à l'étranger, profitent de l'internet pour importer des documents, des logiciels, des données et des informations, exportent des secrets d'Etat et diffusent des échos de dissidents. (AR)

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Le prestataire de services en ligne AOL France (filiale de America Online, Vivendi et Canal Plus) a ouvert une « galerie marchande virtuelle », qui héberge déjà 27 boutiques et devrait en compter une cinquantaine à la fin de l'année. (APR)

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Président Kennedy - 92044 Châtillon Cedex.

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (25,37€) par mois par prélèvement automatique.

□ M. □ Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Autorisations de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je _____ libre _____ suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à l'autorisation. Il y en a un à votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage du journal, le prélèvement automatique, le droit d'abonnement, le téléphonez au 01.42.17.32.90 du 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 800 022 021 (0,99€/min)

Le Monde (USPS-009729) is published daily for \$ 992 per year. "Le Monde" 21, bis, 75242 Paris Cedex 03, France. Periodicals postage paid at Chatham, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 21, bis, 75242 Paris Cedex 03, France. 15-18, Chatham, N.Y. 10011-1818. Pour les abonnements effectués par VISA, INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3300 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach, VA 23464-1992 USA. Tél. 800-426-30-00

D'un Milosevic à l'autre par Alain Rollat

LE CAS MILOSEVIC relève-t-il de la caméscope ? L'envoyé spécial de l'ONU à Moscou, Vincent Hervouet, a carrément demandé à Borislav, qui représente l'ex-Yougoslavie en Russie, si son frère Slobodan n'était pas habitué, à son tour, par les pulsions qui poussent naguère au suicide leur père puis leur mère. Borislav, qui a plus d'humour que Slobodan, lui a fait une réponse sensée : « Je ne crois pas qu'il ait l'intention d'être un héros suicidaire, mais, si vous ne me trouvez pas normal, il faut demander aux médecins... » Selon lui, Slobodan est la même chose : « C'est un président qui se bat pour la paix, pour l'intérêt de son peuple et de son Etat. » La crème la plus douce : « Il a l'air d'un homme parce que l'Occident avait l'air d'un bouc émissaire. » La plus méconnue : « Au Kosovo, il a bat contre les terroristes de l'UCK. C'est légitime. » La plus

geuse : « Il est pour protéger l'indépendance. » La plus innocente : « Le nettoyage ethnique, les exactions, les massacres de civils dont vous parlez, ça n'existe pas. Il peut y avoir des provocations, mais les gens s'enfuient du Kosovo à cause des bombardements. Il y a aussi des Serbes parmi les réfugiés... » Borislav aime beaucoup son petit frère Slobodan, qui le lui rend bien.

Les deux frères sont-ils cuites ? Vincent Hervouet le croit : « Ils sont tenus. Ça va se tenir. Nous ne pouvons pas empêcher la guerre mais l'OTAN peut la perdre politiquement. » Vincent Hervouet, au titre de son expertise, le croit aussi : « Borislav est aussi courtisé et admiré que son frère Slobodan est maussade, mais, pour le reste, c'est le même grain, la même rhétorique, la même dialectique, celle du vieux parti communiste blanchi sous le harnais. Il s'adapte à ce qu'il croit son

bon droit, la souveraineté nationale, et il nie tout ce qui le gêne... » Borislav aime d'autant plus son petit frère qu'il sort du même moule à fabriquer des appareillages. Les styles sont différents mais ils mènent aux mêmes fins.

Le cas Milosevic est-il donc doublement désespéré ? Cela n'est pas certain. Car l'émissaire de l'ONU a découvert, à travers qu'un hitman en costume, un jour autre. Borislav n'est pas un fils qui lui sert de chef de cabinet. On ne sait rien de cet adolescent. Or, si l'on en juge par ce qu'en disait, mercredi soir, Vincent Hervouet, on apprend diplomatiquement le seul de la famille à avoir conscience que la fin de cette histoire s'annonce tragique. Et à le dire, en privé. Celui-là, mon général, il faudrait l'épargner.

كندا من الأصل

RADIO-TELEVISION

JEUDI 8 AVRIL

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999 / 39

GUIDE TELEVISION

DEBATS

21.30 La Conquête spatiale, pour quoi faire ? Forum Planète

21.35 et 23.05 Débat. L'alcool, cette drogue ? Avec Claude Gai, Kate Barry, Erich Dederichs, Volker Kuesten.

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Jacques Dailly, Brigitte Fontaine, Katherine Pancel, John Turturro.

19.15 Le Rendez-vous. Invité : Gad Elmaleh. Paris Première

20.00 20 h Paris Première. Invité : Gad Elmaleh. Paris Première

20.05 Envoyé spécial. La guerre au Kosovo, les réfugiés, les fous du village.

22.40 Facultaire. David Hecquy. TF1

22.50 Courts particuliers. Mathieu Amalric. Paris Première

France Europe Express. Les retraites, un casse-tête européen ? Commission européenne, parlement européen : vers une redistribution des cartes ? Invité : Alain Madelin.

23.50 Le Club. Sidney Lumet. Ciné Classics

0.55 Des racines et des ailes. Récit d'un homme, sa vie, son destin. Vaincre l'angoisse. Nouveaux grands-parents.

DOCUMENTAIRE

19.00 Voyages, voyages. La Havane.

19.05 Gouverner, c'est choisir ? (1/2). Le 7-34.

19.15 Etat des lieux : le Yémen.

20.00 Klemperec.

20.15 360°, le reportage GEO. D'après [49].

20.30 Aller-retour. L'espace.

20.40 Chroniques couleur du ghetto de Lodz.

20.40 Thema. L'alcool, cette drogue ?

21.30 La Chine, dragon millénaire. Shanghai la métropole.

21.50 Voyage au pays des dieux. (1/3). Jérusalem.

23.40 Des animaux et des hommes. Et si les cochons volaient ?

23.50 Le Club. (1/4). Une vie tous les jours.

SPORTS EN DIRECT

Football. Championnat du monde des moins de 20 ans.

Honduras - Mexique.

18.00 Football. Coupe des coupes (demi-finale aller) : Lokomotiv Moscou - Lazio Rome.

1.35 Hockey sur glace NHL. Philadelphie - Pittsburgh.

MUSIQUE

20.59 Soirée des plus grands noms de la chanson arabe.

21.35 Nuit italienne. Avec Boy Terrell, baryton ; Sergei Laro, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado.

23.20 Jazz à Vienne 1998. Fédor Joukovski de Vienne.

23.40 Mahler, Symphonie n° 8. Par l'Orchestre philharmonique de Londres et les Chœurs du London Symphony et l'Eton Boy's Choir.

TELEFILMS

L'Éternel Mari. Denis Gassier-Delorme.

Drole de héros. Mel Damski.

Pouvoir absolu. David L. Corley.

22.00 Une femme explosive. Jacques Deray.

20.50 Le juge est une femme. Exécuteur de la loi.

22.35 Profitez. Épisode pilote : Visions. L'annonce de feu.

0.15 L'Éternel Mari. Denis Gassier-Delorme.

1.15 L'Éternel Mari. Denis Gassier-Delorme.

FILMS

Napoleone. Abel Gance (1927). Histoire.

14.10 L.A. Confidential. Curtis Hanson (1997). Crime.

18.15 L'Éternel Mari. Denis Gassier-Delorme.

19.00 Out of the Fog. Anatole Litvak (1947). Cinéma Classics

19.30 La Marquise d'O. Eric Rohmer (France - Allemagne, 1974, 120 min).

20.30 Un homme parmi les loups. Carol Balazs (1962). Cinéma Classics

20.45 Napoleone. Abel Gance (1927). Histoire.

20.55 Trois femmes. R. Altman (1977, 120 min).

21.00 Quel des Ordères. Pierre-Georges Clément (France, 1947, 110 min).

22.15 Interviewa. Federico Fellini (France - Italie, 1966, 100 min).

22.45 Arthur Rubinstein. L'annonce de la mort.

23.25 Anastasia. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.50 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

23.55 Les Ombres. A. Lukash (EU, 1996, 105 min).

PROGRAMMES

TELEVISION

TF1

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 1

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 2

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 3

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 4

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 5

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 6

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 7

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

ARTE

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 8

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 9

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 10

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 11

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 12

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50 Courts particuliers.

France Europe Express.

23.50 Le Club.

0.55 Des racines et des ailes.

FRANCE 13

18.30 Nulle part ailleurs.

19.15 Le Rendez-vous.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 Envoyé spécial.

22.40 Facultaire.

22.50

par Pierre Georges

Et, d'ailleurs, **peut-on** les Français du PACS ? Même un sondeur, **le** plus extrême **de**

Parler un peu d'autre chose.
Où, mais de quoi ? Eh bien, par
exemple, de cinéma français en
général, et d'un cinéaste en par-
ticulier, très intrigant, qui s'appelle
ceci dire, tout comme ça, c'est
un, c'est un magnifique travail
d'inconscient magnétique. De
quel les cinéastes français ont-ils
la manie en ce moment ? Les
points ? Les films, cinq points ?
Trois points sur la rivière, les ponts
entre deux rives. Le fil le sur
le pont ? Les trois films sur
les trois films du moment. Le se-
rait donné le mot, ou quel ?
Les frustrations bêtises ?
Le pont est-il le dernier salon où
l'on va ? Tout pour dire, et
nous y revolv, qui nous n'aurait
probablement pas remarqué
cette épidémie passion
des nous d'art, si l'actualité
nous joute, enfin, et
un piqué, le pont de la rivière
Milosovic.

Une heure de visite guidée chez les aviateurs, pendant une « fenêtre médiatique »

Comme sur les autres sites, les visites de journalistes sont restreintes et poiment surveillées. « Ce n'est pas un spectacle, il faut rester concentré », précise le lieutenant Frédéric Devanlay, chargé d'accueillir la presse. Les « fenêtres médiatiques », comme l'on dit dans le jargon militaire, sont donc limitées à deux par semaine au maximum, sur décision de l'état-major français.

■ cet officier, ■ patrouilles
françaises ont « tenu leur place » et
même « surpris » les Américains avec
leurs Jaguar de « 25 ans d'âge ». « A
chaque fois qu'une ■ a ■
confiée à l'un de nos avions, se réjouit
M. Charlot, il ■ mené ■ bien. »
Quant à savoir si la ■ ces
missions ■ évolué en deux semaines,
c'est un « NATO secret ». Kien pour
les clichés vieilles du pourcentage ■

regroupe ■■■■ bien le poste de commandement que les salles de repos. Les pilotes ne sont pas logés sur place. Ils ont établi leurs quartiers de printemps dans des hôtels de Trévise ■■■ ne rejoignent l'aéroport ■■ quatre à cinq heures avant le début de leur mission. « Ensuite, explique le lieutenant-colonel Charlot, ■■ se met en place. Il nous faut une heure et demi pour arriver sur zone depuis

istrana. Chacun doit faire attention de n'arriver ni en avance ni en retard sur l'objectif. A chaque fois, cela se joue sur ■ minute près, ■ faut que ce soit pile poil. ■ Le reste est affaire d'électronique, d'images, de cache-cache avec les radars adverses ; bref, de « guerre moderne » contre des « objectifs choisis ».

■ Une fois sur place, poursuit l'officier, nous avons juste le temps de reconnaître l'objectif sur notre écran, de le désigner et de le tracer avec précision météorologique. C'est tout. Ensuite, nous attendons que le bombardement soit déclenché, est filiné par une centrale commandant les vagues de certains appareils. Les casses ont un ■■■■■■ fait l'objet d'un « debriefing » entre les pilotes avant d'aller ■■■■■■ aux actions compétitives. ■■ Ce sont les images de ■■■■ télespectateurs peuvent voir ensuite sur leurs écrans. Les pilotes eux, ne sont pas des télespectateurs acharnés. ■ Au début d'une fois par jour, estime le lieutenant-colonel, ce n'est pas bon pour le

Philippine Brasseur

LE SYNDICAT du Livre-CGT poursuit son mouvement contre la loi dite par le groupe parlementaire **France-Soir** du député Ghoen. Le quotidien hiérophante *Paris-Tout'n* n'a pas pu, jeudi 8 avril, à Paris, d'autres grèves pourraient affecter les titres de la Socpresse en province dans les prochains jours. Le Syndicat du Livre a lancé « l'implication du groupe Hersant dans la nouvelle structure ».

■ France-Soir et « la transparence du tour de table financier du repreneur » Pour le syndicat, cette décision « s'inscrit dans la restructuration de la Socpresse », qui affecte notamment Nord-Eclair et trois journaux de l'Ouest : Presse-Océan, Le Maine Libre, Le Courrier de l'Ouest.

Dans la nuit de mardi à mercredi, un arrêt prévu au Figaro, ne se fera pressé sur le groupe Hersant, à savoir une décision de restructuration qui a bloqué l'impression d'une bonne partie de la presse padennaise. Le Figaro et France-Soir n'ont pas paru, tandis que Libération, Les Echos, Le Tribune et L'Humanité ne paraissent qu'en province. Les journaux de l'Ouest, comme Le Parisien, L'Express ou le CGT ne sont pas en situation de monopole - ont paru.

Le conflit sur France-Soir est une nouvelle étape de la guerre que mènent les rotativistes et les correcteurs d'une part, les autres catégories

ries et la Fédération du Livre (Fupac). D'autre part, Les premiers ont ainsi signé des accords avec Georges Gbomo et les « Les Chaleureux », PDC de la Société. Le comité international du Livre parisien a dénoncé l'embarquement du conflit par les royalistes : « Cette décision irresponsable constitue un appel complot » M. de Chateaufort et vise à placer les éditeurs en position d'otages ».

Le Syndicat de la presse professionnelle (SPP) a constaté, mercredi soir, que «...non-participation...son origine dans un affrontement interne au Syndicat du Livre, en l'occurrence, à l'occasion du projet de cession du capital de l'entreprise éditrice de France-Solr ». « Les éditeurs, poursuit le communiqué, considèrent qu'il est leur responsabilité de chef d'entreprise de gérer, développer, voire, le cas échéant, de céder leurs entreprises, dans le respect du droit du travail et des règles sociales conventionnelles ».

Un conseil d'administration, plusieurs fois repoussé, devrait entériner la cession ■ *France-Soir* ■ M. Ghosn, lundi 12 avril. Devant les représentants syndicaux, ■ ■ ■ Chaisemartin ■ ■ ■ réitéré, mardi 6 avril, sa menace d'un dépôt de bilan du journal si la cession était bloquée.

Alain Solles

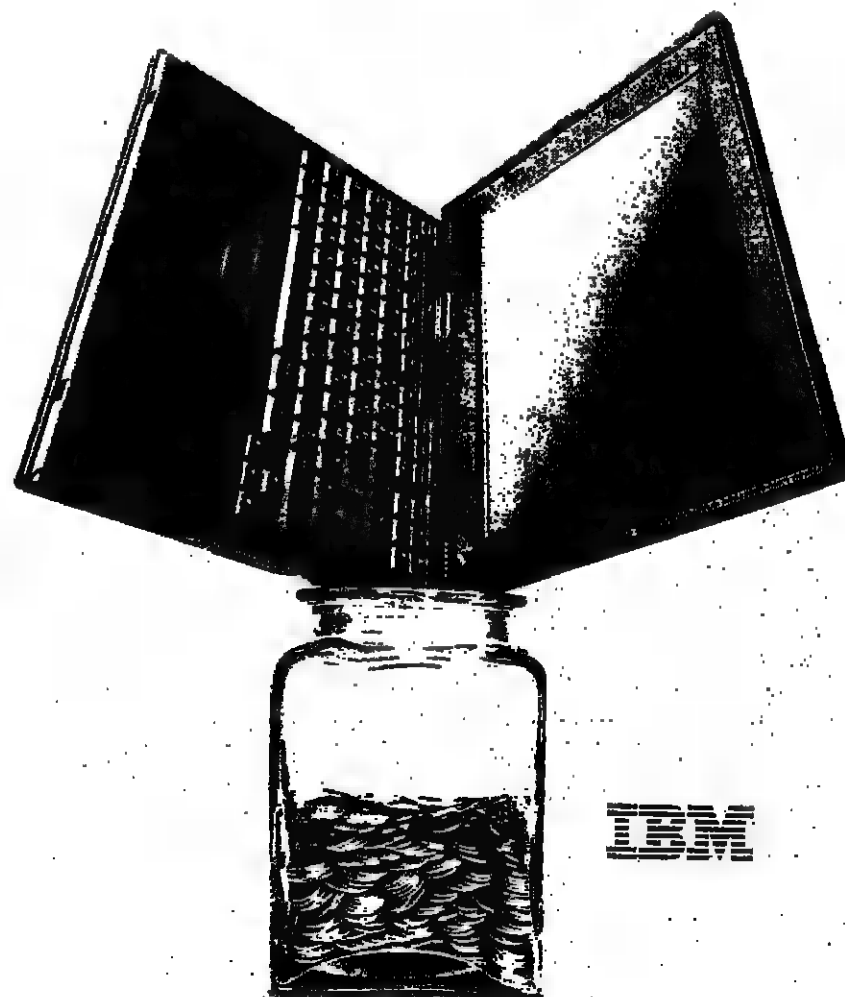
A NOS LECTEURS : la parution du *Monde* daté jeudi 8 avril a été fortement perturbée à la suite de l'arrêt de travail des journalistes de la presse parisienne (*lire ci-dessus*). C'est avec plus de deux heures de retard que *Le Monde* a été imprimé, et la distribution du quotidien à Paris, en banlieue et dans les grandes villes de province, ainsi que le traitement des commandes n'ont pu être assurés.

■ **JUSTICE** : la cour d'appel de Versailles **se** prononcer, jeudi 8 avril, sur la remise en liberté du commandant Bernard Hervé, incarcéré depuis le 25 mars après avoir été condamné à quatre ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Versailles pour « **violences et** » **agressions** » **trafiquants** de drogue pendant une garde à vue. Lors de l'audience, mercredi 7 avril, le parquet général ne s'est pas opposé à la remise en liberté du policier.

■ **AUDIOVISUEL** : plus de 50 % ■ **journalistes d'Euronews sont** ■ grève depuis mercredi 7 avril pour ■ contre le gel ■ laires et ■ départ, sans indemnités, ■ **journalistes permanents** ■ **pigistes** ■ au service arabe de la chaîne d'information multilingue installée à Lyon. L'opérateur d'Euronews, le britannique ITN, a ■ de suspendre la diffusion de ■ service en langue ■.

Tirage du Monde daté jeudi 8 avril 1999 : 517 502 exemplaires.1-3

thinkpad.jusqu'à 1 000 FHT de réduction



新

[illegible]

هكذا من العمل

Le Monde DES LIVRES

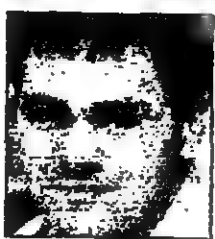
LITERATURE

ESSAIS

VENDREDI 9 AVRIL 1999



LE ■ SIRINELLI-COUTY ■
Le Feuilleton
de Pierre Lepape
page 11



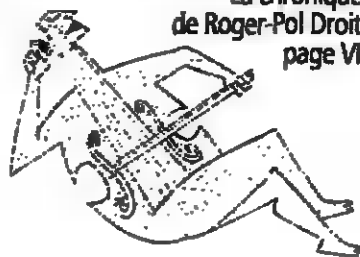
ÉRIC CHEVILLARD
page III



EMMANUEL ADELY
page IV



RODNEY HALL
page V



WITTGENSTEIN
La chronique
de Roger-Pol Droit
page VI

QUESTIONS GAY

**De Proust à Foucault,
Didier Eribon fait
le point sur l'homosexualité,
en conjuguant les méthodes
■ Sartre ■ de Bourdieu
page VI**

Gustaw Herling au-dessous du volcan

C'est à l'écart de lui-même que l'écrivain s'est placé pour rédiger le deuxième volume de son « journal écrit la nuit ».

Là où il scrute
ses tremblements
intérieurs. L'écart,
c'est aussi celui
de la fiction,
de ses nouvelles,
ses « variations sur
les ténèbres »,
le Mal, l'inhumanité

Le premier volume — *Journal écrit la nuit* (1), il y a décidé — l'ouvrit sur la destruction de la philosophie d'Albert Camus. Benedetto Croce, lors d'un tremblement de terre à Naples, « C'était pour signifier au lecteur que si la nuit que l'air choisit pour vivre, c'est Naples. Naples et ses tremblements. Et pour lui dire que si mon journal écrit l'avoue, n'est — toujours écrit la nuit, l'est — pas — que «au-dessous du volcan ». » Ainsi parle Gustav Herling sur les hauteurs de la ville où il s'est exilé depuis 1935, « le « palazzo » qu'occupa jadis le père de sa — Benedetto Croce, justement. Et sur ce, il est rare que l'écrivain polonais — « pas les sols d'illustrer — un même — pays natal et l'ennemi ennemi enlevée du roman de Malcolm Lowry («au-dessous du volcan ») un verre — vodka avalée cul. » Sa silhouette colossale, dans ces moments-là, s'anime d'un rire énorme.

Depuis la parution en 1951, le récit essentiel et splendide, *Un monde* (2) part(2), premier témoignage jamais publié sur l'univers concentrationnaire soviétique, on — que ce rescapé du Goulag (qui — participé en 1944, l'année

polonaise du général Anders, à la bataille de Monte-Cassino) n'a cessé de se mettre, d'une autre façon, à part ». Non pas en se retirant du monde, son monde des camps, son enracinement italien n'ont rien changé, son exceptionnalité n'est au contraire à la littérature qui sait l'intercepter. Régulièrement, d'ailleurs, le signe dans des revues ou des journaux sur l'art, la philosophie ou la politique, a consacré un *travaille* (non traduit) à Simone Weil, à la longtemps contribué à *Kultura*, la revue de la *revue* polonaise en exil. Mais les quatre autres livres qu'il a publiés depuis *Un monde à part*, parmi lesquels trois *travaux* de nouvelles, Herling, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans, n'ont pas placé légitimement à l'écart lui-même, d'une telle *travaille* d'espèce du monde, d'où il pourrait mieux observer la vérité des choses.

L'écart, ou le décalage, c'est ce dont témoigne le *Journal écrit la nuit* qui vient de paraître en français. De 1986 à 1992, les années *Journal* en tête de chapitre mais à l'intérieur, Herling résiste à temps qui passe. On trouvera une *Journal* directe, immédiate. Les phénomènes fugitifs ne font figure d'événement par leur capacité à durer dans les propres *Journal*. Ce qui *Journal* Herling dans son *Journal écrit la nuit*.

c'est moins le jour que les pensées qui le **_____** ou le prolongent, la nuit. Ce sont, là encore, les **_____** = tremblements » intérieurs. Ce sont, **_____** dernières années, **_____** les perles de Vermeer », **_____** l'Indique le titre **_____** volume.

Dans plusieurs passages admirables, Herling revient en vrac, **■ ■ ■** choses, sur Tchekhov **■ ■ ■** œuvre faite de riens », sur Pirandello **■ ■ ■** sa « nostalgie profondément enfouie **■ ■ ■** choses perdues à jamais ».

Marion Van Renterghem

époque Dostoïevski, Heidegger ou
Vladimir - dont il parle dans *Vue
de Delft*, contre Proust et son pan de
mur jaune, « le miracle d'un tout »,
fustige le film *Shoah* de Claude Lanz-
mann (pour sa manière « esthétis-
ante », de réduire à l'indifférence
polonaise « l'indifférence du
monde »), et encore le communisme,
à la « banalité du mal » selon
Hannah Arendt.

■ La question du ■ Mal ■ de l'humanité, Gustav Herling a désormais fait le centre de ses réflexions. Venu tardivement à la fiction, ■ les nouvelles, celle-ci lui permet d'éclairer moins immédiatement ■, avec ■ même recul ■ celui de la nuit, ce dont il ■ lui-même l'expérience radicale dans les camps soviétiques. C'est ■ ce titre qu'il avait reçu chez lui, à Naples, l'écrivain américain Russell Banks, dont les ro-

portant – si difficile ■ pénétrer –, c'est, ■ ça a toujours été, la ■ limite, la "ligne d'ombre" de Conrad, la survie immobile au milieu d'éléments ■ aguts. ■

Les deux premières nouvelles évoquent, cette fois, un mode ésotérique : « fantastico-gothique » la **1** du « mauvais œil », l'exorcisme, le pouvoir illimité des rêves, l'interrogation sur le Mal. C'est dans « Beata, Santa » que l'écrivain est, pour ainsi dire, au complet ». A l'ori-

rgnem

gine du récit, il y a
l'indignation face à

l'appel de ■■■■■. Il ■■■■ femmes
bosniaques violées de porter à terme
■■■ enfants conçus. Mals l'écrivain,
embarqué par son personnage, a fait
d'une protestation militante,
■■■■■ devenue lieu commun, une
fiction captivante. C'est la première
fois ■■■■ Gustav Hering entremêlé,
avec cette ampleur élégante qui ■■■■
raccourci ses écrits, la littérature et
■■■ sujet journalistique qui lui sem-
blait à lui-même, comme il dit, « dé-
pourvu de noblesse ».

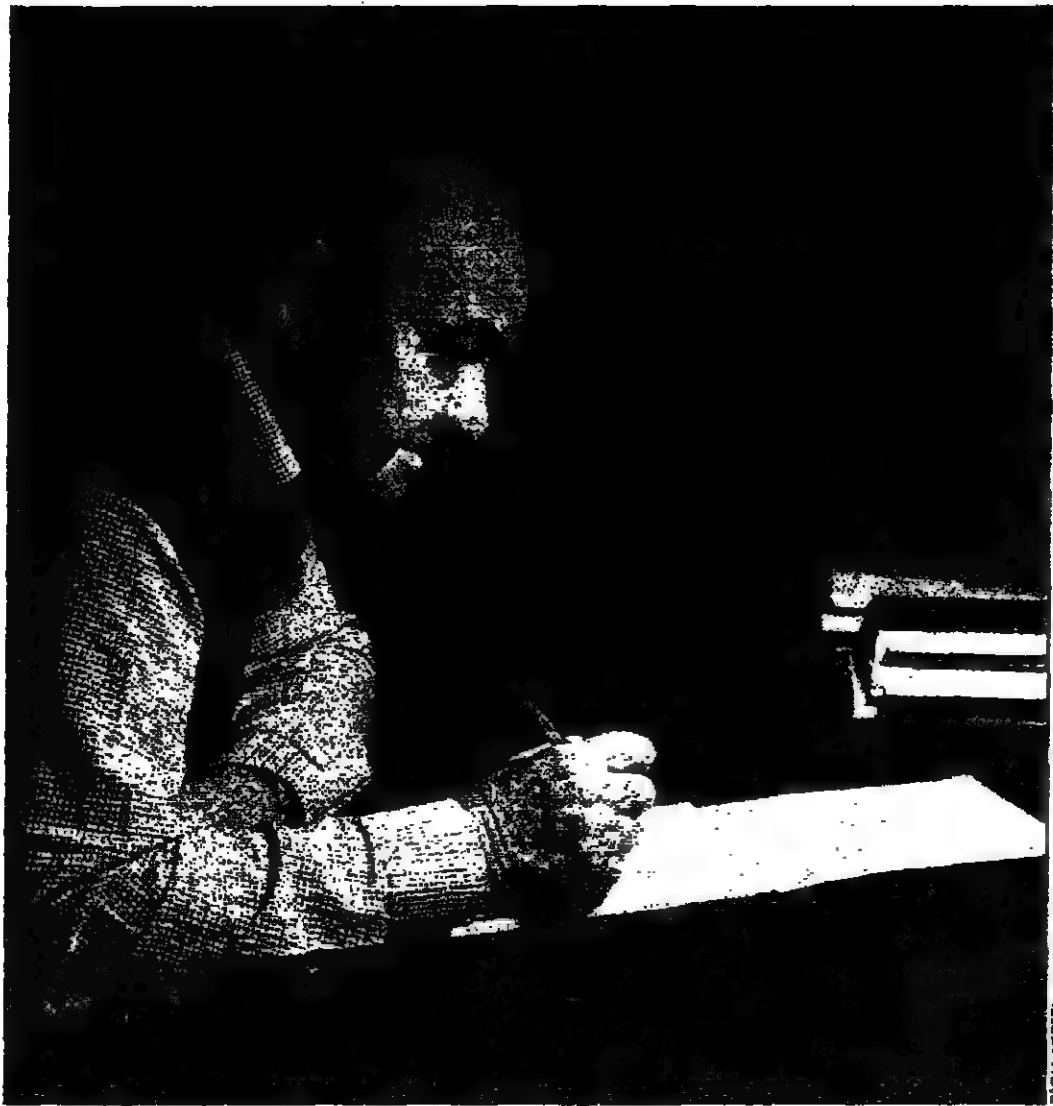
A la fin de l'entretien avec son amie, l'écrivain Edith Hérionnière, publié en guise de postface *Variations sur les ténébreux*, Gustav Herling évoque Primo Levi, à qui il se compare, et Chalamov, qui vingt ans dans l'enfer de la Kolyma. Chalamov, écrit Herling (en précisant modestement qu'il

n'en eut, lui, — que — pour deux ans),
avait compris que le — mal terrible
s'était soulevé — de ce Mal terrible
c'était la solitude — Mal, j'ai
fait de même, — Herling — j'ai
recherché la solitude chaque fois que
j'ai pu (...). Par exemple, lorsque
allaient dormir, je ne m'endormais
pas. Je restais seul et éveillé. J'ai intitulé
un chapitre d'Un monde "part
La tombée de la nuit". Les prisonniers, en
dormant, étaient — très agités par
leurs rêves. Je — écoutais et — pouvais
m'endormir. J'étais alors heureux
d'être seul durant quelques heures.
— Déjà, Gustav Herling se mettait
l'écart. — le volcan, j'écoute
ses tremblements. Déjà, comme
dans le journal qu'il — entamer, il
attendait la nuit.

(1) Gaillmard, = L'Arpenteur *, 1989
(2) Denoël, 1985

LES PERLES DE VERMEER
(Journal écrit la nuit 1986-1992)
de Gustaw Herling.
Traduit du polonais
par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 240 p.,
120 F (18,29 €).

LES TÉNÉBRES
de Gustaw Herling.
Traduit par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 174 p.,
14,94 €.



PADLA AGOSTI

parutions **en** tenorents.
Un **art** **de** **la** **plus** **paradoxe**,
c'est **qu'il** **est** **un** **plus** **que** **son**
journal **est** **l'écritain** **put** **est**
une **implication** **spontanée** **dans**
l'actualité. **Il** **est** **la** **dernière** **des**
trouvailles **du** **recueil**, « Beata, San-
ta », le **narrateur** **est** **un** **écritain** **de**
l'Est **européen** **qui** **la** **redaction** **d'un**
journal **italien** **confie** **la** **mission** **de**
un **jeune** **Polonaise**,
Marianna K. Celle-ci, **invitée** **à**
Gorzade **chez** **sa** **sœur** **mariée** **à**
un **médecin** **bosniaque**, **s'était** **trouvée**
avec **un** **embarqué** **par** **les** **soldats**
serbes. **Euphorisme**, **violence**. **Quand**
le **journal** **est** **un** **plus** **que** **son** **au**
cident, **Marianna**, **une** **sorte** **de**
piété **qui** **échappe** **au** **narrateur**,
décide **de** **un** **monde** **l'enfant** **du**
vile **contre** **son** **gré**, **on** **l'appelle** **à**
Beata, **Santa**.

Parce qu'« il existe une limite infranchissable à ce qu'on a le droit de dire » hommes sur l'homme », le narrateur « vite à mission initiale auprès du journal pour simplement accompagner la jeune femme dans la langue natale qu'elle n'entendait plus, vivre avec elle quelques souvenirs de Pologne. S'interrogeant sur le « soi », le narrateur – et, derrière lui, l'écrivain – cherchent leur appui tous côtés, chez « Weill, Hannah ou Joseph Conrad. » Le plus souvent, en littérature, « passe comme si une ligne de démarcation séparait le vie de la mort, le Mal. Alors que pour moi l'im-

**FRANÇOIS
BOTT**

LES ÉTÉS DE LA VIE

CINQUANTE-SIX ESQUISSES
POUR LE ROMAN D'UNE SAISON



GATTIMARD

هكذا من الأصل

Chevillard et ses doubles

A travers Thomas Pilaster et son exégète, le romancier propose d'observer les « mécanismes » de l'œuvre dans son écriture. Rencontre

L'ŒUVRE POSTHUME
DE THOMAS PILASTER
d'Eric Chevillard.
Minuit, 190 p., 11,95 €.

Thomas Pilaster, souvenez-vous ? Quel trajet, de *Mots confits* à son dernier roman, *La Pointe des corbeaux* ! D'autres titres, *Fabrique d'extraits* élaborés dans la vapeur dans le vide, ou *Étude* habouche pour la mort de Sardana-pale, rappellent le moraliste et le critique d'art. Thomas Pilaster n'existe plus que son sosie teigneux, Marc-Antoine Marson, commentateur de son posthume - même si, dans ce double exercice d'autodérision, au étourdissant et à l'humour ravageur, Chevillard glisse quelques traits personnels, par « goût du jeu, l'énigme ».

Ecrivain discret, Eric Chevillard pense sans doute, Pilaster, qu'un romancier n'est pas plus intéressant hors de ses livres « qu'un confiseur hors de sa confiserie ». Seul repère biographique : il est né à La Roche-sur-Yon, à l'hôpital où, la même année, il mourut le peintre Gaston Chassaig, en exergue de *Préhistoire*. « S'est croisé, dit-il, ça m'a touché », une coïncidence. Chassaig, un épistolier incroyable. Il chroniquait village, le plus grand sérieux, pour Paulhan, Queneau, Dubuffet. C'est hilarant et très naturel, cela que j'ai commencé à écrire des poèmes, d'après des poèmes, des proses poétiques. Je me souviens avoir écrit des poèmes qui paraissent ressembler fort à ceux de Jacob. Ensuite j'ai lu Beckett et Michaux et, tout perçant, j'ai senti un appel d'air : c'était par là qu'il fallait aller. Depuis, Chevillard continue d'écrire la nuit. « J'ai alors le

ser à l'excès, jusqu'à l'absurde, toutes les logiques en œuvre dans cette culture qui nous a formés presque malgré nous. On peut retrouver une forme de naïveté, de fraîcheur en exagérant cela. » Ainsi des romans jubilatoires entraînent la suite héritière qui veut l'ordre des choses. Crab, qui, dans *Un fantôme*, « songe à des réformes radicales ». Furne, qui, dans *Le Caoutchouc décidément*, « hostile » principe des giboules de mars », le narrateur qui finit par entraîner un groupe d'amis au plafond, dans un continent vierge et limites. « L'humour est une des formes de la poésie », produit les mêmes effets : dérider, désarçoner le lecteur, qui est corps à âme avec la lecture. Les grands écrivains - Sterne, Swift - sont aussi des humanistes. « J'ai trouvé ma manière très brusquement, se souvient-il, c'est bizarre, lorsque j'ai commencé à écrire la nuit. J'étais étudiant à Nantes. Je me suis rendu compte que ce temps suspendu était le moment pour moi. Est-ce lié à l'expérience à une certaine maturité ? J'ai écrit alors un texte, très imparfait mais original, que j'ai envoyé à Editions de Minuit : on m'a, chaleureusement, conseillé de le remanier. C'était un texte presque illisible, d'une densité oppressante, qui abondait en aphorismes. J'ai eu l'idée de cet agoni de Mourir m'enthousiasme. C'est cela que j'ai commencé à écrire des poèmes, d'après des poèmes, des proses poétiques. Je me souviens avoir écrit des poèmes qui paraissent ressembler fort à ceux de Jacob. Ensuite j'ai lu Beckett et Michaux et, tout perçant, j'ai senti un appel d'air : c'était par là qu'il fallait aller. Depuis, Chevillard continue d'écrire la nuit. « J'ai alors le

sentiment d'être à l'abri. L'angoisse, comme je suis en train d'écrire, je la laisse au travail au lieu de la subir. » Parce que son premier livre, publié à la fin de ses études de lettres, a donné une modeste « autonomie financière ». Chevillard a choisi de se consacrer à l'écriture. « J'aurais pu, envisage-t-il, être journaliste ou professeur. Mais je redoutais, dans ces métiers trop proches, la recherche d'efficacité immédiate. Je me suis protégé, croyant être en possession d'un instrument de musique très fragile. »

SOUS LE SIGNE DE BORGES...

Dans la journée, Chevillard garde à lui un carnet qu'il sort « plus discrètement que Pilaster. J'aime beaucoup les écrivains qui notent : Perros, Scutenaire. Je tiens pas de journal proprement dit. La note prise dans la journée me ramène le soir dans le livre que je suis en train d'écrire. La plupart des écrivains préfèrent raboter les digressions, moi je prends le risque de détourner l'attention. C'est vrai qu'il est plus facile de sortir de propos que d'y revenir : on peut le quitter dans une d'emballage, on n'y revient jamais que de façon très consciente, très maîtrisée. »

A l'inverse de Pilaster, Chevillard ne garde pas de tiroirs d'écrivain ni archives, ni brouillons, ni « scories », ni « rebuts ». « Sur le plan pratique, j'écris extrêmement lentement : trois ou quatre phrases par nuit. A l'intérieur d'une phrase, il peut y avoir des accélérations délinquantes : je me moime en danger, comme si je sabotais ma phrase », que j'essayais ensuite de désamorcer ce qui me ne la lâche que lorsque j'en suis satisfait : je ne ratasse pas, j'efface. Le manuscrit final livre est le livre : tous les états antérieurs ont été supprimés. L'œuvre posthume de Thomas Pilaster est une construction sidérante : textes



Plutôt qu'un « comment j'ai écrit mes livres », Eric Chevillard suggère un « comment j'aimerais que mes livres »

« miroirs, sous le signe de Borges et de Nabokov, nés en 1899. Nabokov : voilà, dit-il, un romancier extrêmement puissant qui a la subtilité et la délicatesse des poètes. C'est un des écrivains qui me confirment que l'émotion est aussi un fruit de l'intelligence. Comme Feu pâle, Pilaster met en relation l'appareil critique et des textes appartenant à genres les plus divers : journal, roman policier, monologue théâtral apocalyptique, tercets - même si Chevillard préfère la poésie « hors du poème, rendue à la phrase ». A travers ses doubles improbables, l'écrivain et son exégète,

Chevillard propose d'observer les « mécanismes » de l'œuvre dans son écriture : pour lui, comme pour Ramón Gómez de la Serna ou Malcolm de Chazal, « l'important, c'est l'analogie ». Elle est le cœur de son travail. Mais plutôt qu'un « comment j'ai écrit certains de mes livres », à la manière de Rous-sel - voire de Ponge -, il suggère un « comment j'aimerais que soient lus mes livres ». Il faudrait toujours cette tension d'esprit dont parle Lautréamont au début des Chants de Maldoror. Qu'opposer au réel, sinon une série infinie de questions ? Autant d'hippocampes ! « J'ai toujours été interlo-

qué par l'hippocampe, c'est comme si une forme même, celle d'un grand point d'interrogation, incarnait la stupefaction. C'est cette incertitude que renvoient Pilaster et Marson, deux noms pour dramatiser le combat intérieur, implicite dans les autres livres. « Quand j'écris, je m'expose à mon insatisfaction chronique. Cette voix perdue et sarcastique qui s'élève tout de suite pour se moquer, c'est un peu le corbeau d'Edgar Poe qu'on a tous sur l'épaule et qui dit : « A quoi bon, à quoi bon ? Il faut lui tordre le cou, à ce corbeau, si on veut écrire. »

Monique Petitloup

Condamnés à l'errance

Un très beau récit autobiographique où Adélaïde Blasquez relate la tragédie des « personnes déplacées »

LE BEL EXIL
d'Adélaïde Blasquez.
Grasset, 340 p., 125 F (19,05 €).

Trois générations. Au centre, la narratrice prise entre le passé - sa mère - et l'avenir - sa fille. Séparations. Les malheurs répétés, les espoirs toujours reportés. L'importance de la mémoire pour la compréhension des vies exposées aux « his-toires ». Avec le récit d'un déplacement d'une famille, une fresque du siècle qui s'achève. Avènement du communisme, guerre d'Espagne, montée puis triomphe du nazisme, l'Europe le joug, le retour à la liberté assez relative quand il s'agit d'obtenir une dé-séjour.

La mère, la narratrice, Emma Fischer, est née en 1904 d'une famille allemande qui lui a donné son nom et d'un père juif hongrois. Il mourra en lui montrant deux photos, Hitler et le Christ : « Celui-ci et moi, pareils vaincront celui-là. » D'Emma, sa fille dira un jour qu'elle a traversé quatre guerres, souffert nombre d'amants, possédé quelques maris, vécu plusieurs morts. Emma, venue à Oviédo comme préceptrice des enfants d'un diplomate espagnol, connaît la connaissance d'un lieutenant lors de la chute de la ville de garnison. Enceinte, elle est rejetée par la famille du lieutenant. A l'exception de la mère - « Aujourd'hui, mal fait, il faut réparer. »

Et Emma Fischer épouse Pepe Martin Blasquez. Il obtient un poste au ministère des Finances, un général « rongé par l'ennui » qu'il retrouve plus tard, quand, s'étant rangé « dans le maigre troupeau », il rejoint les combattants républicains que le leitmotiv « il ne faut pas qu'ils devienne » : « Il ne faut pas qu'ils

attrapent vivants ». Aura-t-il des remords « d'avoir abandonné Madrid flammes » ? A l'heure où il s'agit de fuir les franquistes, Pepe ne pense qu'à « une Autre Femme ». Non, une personne de chair et de sang. Pour cet Espagnol arrivé à l'âge des bilans, cette « autre femme », c'est la France, laquelle, « terre d'asile mais d'excès, s'empresse de moucher de la façon ce vaincu importance collective ». Ce n'est pas la seule des d'Emma, de Pepe, de leur fils Alejo, de leur fille qui en le récit - et n'est pas sans parenté avec le roman, elle aussi née d'une mère bavaroise et d'un père castillan.

Elle aussi fera partie de ceux qu'on appelle pudiquement les « personnes déplacées », les victimes des « crimes de l'Histoire », qui se retrouveront à Paris « dans une maison occupée par majoritairement par des émigrés en de choc, accourus des divers foyers d'apocalypse de l'Europe ».

PÉRIPE DU MALHEUR

Malheur avec les malheurs à Munich au chevet de son père mourant, Emma comprend que, à demi-juive, elle s'est jetée dans le gueule du loup. L'idée lui vient de l'écriture. Hitler lui-même. Un magnétique. Par un biais romanesque, Blasquez, façon simple, brève et dense, dit, plus qu'avec de longs commentaires, les déchirements de chaque individu qui pouvait « exciper de la pureté des danses germaniques », les angoisses d'une mère « ballottée » par un fétu de paille par les soubresauts de l'Histoire et qui n'a d'autre but que de protéger ses enfants. Elle ne s'en était pas rendue compte.

Au long de ce périple du malheur, l'exil n'est pas seulement un corps, mais aussi celui des esprits. Pour tenter de conjurer

les conséquences de bouleversements, la narratrice n'a que l'écriture, laquelle ne va sans douleur. Les reminiscences ravivent des situations qu'elle ne peut « veut oublier, situations qui s'enchaînaient inexorablement, condamnaient l'impuissance. Des personnages naissent de ces souvenirs, tant de portraits, de caractères qu'Adélaïde Blasquez décrit en donnant le meilleur de son talent, pour faire des scènes mais, en fixant divers moments du siècle, pour nous sensibiliser à son propos, une insistance ni emphase.

Ainsi du vieux Fritz, le récit du baptême du feu en 1917, de la Légion étrangère en 1938, et sa famille disparue à Auschwitz. Ainsi de Lestorade : une ne peut être la « collabo » de son siècle - « je vomis l'ordre marchand » - et, « compact disk », préfère son vieux pick-up du temps des surprises-parties de l'après-guerre « dont elle s'était trouvée exclue par force ». Elle finit par se suicider sur le grésille-ment du Stabat Mater de Pergolèse. En donnant un part à un humour discret, toujours caustique, alternant les acerbies et délicatesses de la tendresse, le récit de multiples biographies - à partir de l'autobiographie de la narratrice qui cherche et cherche à comprendre - use d'un lyrisme passionné et du mot de la confiance. Et ce, un souci du mot juste.

Un inquiétant d'avoir des résonances qu'un font surgir que le passé, que c'est un grand livre. C'est dire. Ce « bel » et tragique exil plusieurs itinéraires est, sa construction, par son style, l'une de ces œuvres qui marquent une époque et qui serait dommage de méconnaître.

Philippe Lemeroy

En hommage à Truffaut

LE PETIT VOISIN
de Jérôme Tonnerre.
Calmann-Lévy, 222 p., 98 F (14,94 €).

Il avait « visage triste à la Buster Keaton », dit Jean-Denis Bredin prononçant l'éloge funèbre d'un confère, mort brutalement en 1966 d'une crise cardiaque dans son cabinet d'avocat. Trente-trois ans plus tard, le fils orphelin de cet homme austère comment il s'est trouvé un autre père, en la personne de François Truffaut. Il « hôte l'enfance », avoue-t-il, entre la reconnaissance, l'émotion et la nostalgie. Une enfance sage, gâchée par un pensionnat digne des *Disparus* de Saint-Agil, mais illuminée par la passion du cinéma. Touché par la grâce cinématographique, l'adolescent alla à la porte des Films du Carrosse, dont l'adresse était près de chez lui. Une correspondance s'ensuivit, des conseils et des encouragements. « L'idolâtrie naît d'une détresse », aujourd'hui « petit voisin », qui est devenu scénariste. Cet hommage qu'il rend à celui qui l'a « tout est affectif », cet autobiographique de formation, tissé d'une toile de coïncidences. Dont celle-ci : Truffaut mort même âge que le père de narrateur, et chercha lui aussi toute sa vie un géniteur dérobé. Il était autre, juif, ne s'appelait pas Truffaut. D'ascendance arménienne, celui qui dit s'appeler Jérôme Tonnerre s'offre ici un livre de famille stimulant, et affirme être né en 1974, le jour où il alla sonner chez l'auteur de *La Chambre verte*. Reflet d'un culte cédipien, le livre d'or aussi le classicisme bienveillant d'un Jean Renoir : il confesse l'acte de choisir le bon masque en connaissant la règle du jeu.

Jean-Luc Douin

Nathalie Sarraute
Lecture

à voix haute
Une collection d'œuvres orales inédites

déjà parus :

- Nathalie Sarraute
- Jean Bottéro
- René Depestre
- Jean-François Deniau
- Jacques le Goff
- Saint François d'Assise
- Philippe Sollers
- La Parole de Rimbaud
- Jean Bernard
- Jean-Marie Drot

Des îles comme des hommes

CALENDRIER

هكذا من الأصل

Séismes secrets

Un couple se déchire dans le huis clos d'un exil mystérieux. Avec une grande maîtrise, Emmanuel Adely décrit une unique expérience qui se dilate, se diffuse dans la légende des morts

Fouad Laroui y répond avec truculence et ironie

obession : être un individu, aujourd'hui, au Maroc, contre vents et marées, ne **peut** **pas** démoder. Il **trouve** que l'ingénieur Machin a fait ses études en Europe. Il **est** cultivé, parle en dialecte Nabokov, Flaubert et Youcenar mais ne rencontre pas d'échos ni la moindre complicité psychologique ou intellectuelle avec son entourage. **Les** gens qui **sont** là, comme **des** fatalités, immuables. Ils aiment les atteroupements, les bouculades, les étreintes. Bouazza occupe le terrain, c'est-à-dire l'appartenance de Machin. Il fait la cuisine, fait tout pour l'empêcher d'avoir une vie privée. Il **est** têtù. Rien ne le gêne. Il ne **peut** **pas** même pas le mot « individu », « vocable **de** l'altier ». Bouazza **est** une brute parce qu'il **est** trop et **se** **sent** **pas** compte. Machin préfère son ordinateur à l'humainité, le silence à la réplique, la colère rentrée à la violence des conflits. C'est un intellectuel avec des illusions, avec un amour du pays qui le fait supporter tout **ce** **qu'il** **lui** **en** **marie** **au** **Nour**. Il prédise : « Et avec sa mode. Venue pour la cérémonie, elle ne ressortira plus de chez moi. » Désespéré, il pense au suicide, mais selon la souvaine de la souzate 6, verset 162 du Coran, où il **est** rappelé que « la vie et la mort n'appartiennent qu'à Dieu ». Alors, il se réfugie dans le sommeil, dans la rêverie et apprend qu'il **lui** **en** **marie** **au** **Nour** : aimer **les** autres, il commencer par Bouazza, l'homme qui **est** à lui seul une occupation militaire, psychique et sociale.

Quarante-quatre ans après l'indépendance du Maroc, la littérature d'expression française, dont certains prévoyaient la fin imminente, se maintient et se porte plutôt bien. On se souvient du remarquable *Les Dents du topographe* paru en 1974. Un roman truculent sur le Maroc des années 70, un livre écrit dans une langue inventée, mêlant culture occidentale bien assimilée, avec laquelle l'auteur jongle comme un conteur sur une place publique.

On retrouve ces qualités dans ce roman au titre un peu rebutant mais qui donne son sens à l'histoire, car il s'agit d'un parascéniste qui lui tombe sur la tête en plein centre-ville, ce qui va entraîner un certain nombre de péripéties romanesques, des prouesses d'aujourd'hui, des bouges maïs derrière lui tellement de pierres pleines d'habitudes, des faux clauds empêchant la marche d'avancer et surtout de fabriquer d'un certain fatalisme qui intègre tout naturellement la corruption, le népotisme, le laisser-aller généralisé. Laroui est un excellent observateur. Il connaît bien son pays même si peut-être parce qu'il vit à l'étranger. Le fait qu'il utilise l'humour « l'Ironie donne une couleur légère au sujet » grave qu'il traite. Mine de rien, l'écrivain est beaucoup choses : le pays, les personnages arrivent dans récit sans hasard, un accident, ils passent un repassé. Certains s'installent, s'instruisent et prennent l'espace, c'est l'orgène. C'est de Bouazza, le moussachi à la Staline qui est tombé du ciel sur la tête de Machin, le pauvre ingénieur qui croit à l'individu et qui rentre travailler au

Tout le monde autour d'une

La lutte pour la reconnaissance de l'individu est difficile. Machin n'a que l'imaginaire pour le mener. Quant aux autres, ils n'éprouvent pas le besoin de se poser ce genre de question. Ils vivent à la marocaine, c'est-à-dire les uns sur les autres, ils sont de bonne humeur, s'aiment et se moquent de l'Inépuisable qui pointe dans l'esprit d'un ingénieur qui voudrait être un individu, un être libre.

Le regard que pose Fouad Laroui sur le Maroc est juste, plein de sévérité et d'amour.

NEAR-4242
d'Emmanuel Adely.
Stock, 128 p., 1 F (12,95 €).

Les *Chnières*, le premier roman d'Emmanuel Adeley, avait suscité de nombreuses floges. Agar-ag confirme le talent de ce jeune écrivain qui a choisi de raconter une histoire banale. Un couple ne parvient pas à se « décoller », d'où ce mot étrange (d'origine... malaise) : Agar-ag est une glu produite par certaines algues au contact de l'eau. Ce premier niveau de lecture est insuffisant. Le récit d'Emmanuel Adeley est loin du règlement de comptes conjugal et son personnage masculin côtoie trop d'abîmes pour ne pas être uniquement suspecté de misogynie. Le titre suggèrerait plutôt l'alcémie qui se trace au fond des mers et dont le secret est épuisé des milliers d'années plus tard comme le temps finit par neutraliser les douleurs de notre histoire individuelle.

Un couple jeune et leur enfant, exilés dans une ville étrangère, vivent recueillis dans un appartement où le réfugié grec trouve la première place. Le mari travaille, la femme s'occupe des tâches du ménage : les mirages s'éteignent et apparaît le vide quotidien. La seule personne à qui elle pourrait se confier est celui-là même qu'elle croit-elle - responsable du Péché. Elle l'accuse même pour ne pas lui pardonner la vie.

Lui, et... Pendant tout pas de
nom. La ville... et insa-
lubre où ils... obligés... vivre
n'est... struée sur... Nous
ignorons les circonstances...
qui... conduits dans cet ailleurs
Ingrat où s'étole leur amour. Et
peut-on parler d'amour à propos du
jeune père si tendre, indifférent
de... épouse ? Leur
passé n'est... vraiment évoqué.
certitude : la ville subit de
quents séismes. Le roman se



concentre sur le huis-clos obsessionnel où se consomment les phrases cruelles de l'abandon. Tragédie classique, réduite à l'épure d'un dialogue truqué par les clameurs sourdes de l'humanité.

ÉVALUATION Adelyn n'a **rien** de garde-fous et de la poudre aux yeux. Intrigues alléchantes. Qu'importe ? Lui la **trav**... squelettique du sujet et la périlleuse convention de personnages privés d'identité précède mais violemment présents dans notre imaginaire. Il sait (comme Christine Angot) que la fiction répète ses leitmotivs mais qu'à chaque fois elle fait surgir les monstres personnels qui se terrent au **derrière** chaque enfance. On écoute les premières lignes de *Agaragar*. On est happé par les courants intimes où se déclinent à l'infini les affres du « je t'aime encore, tu ne m'aimes plus » avant d'accepter le redoutable : « C'est encore vivre que te haïr. »

man classique et, au moment où il se
casse le cou plus la mort se rapproche,
succombe à une véritable obsession.
Il dépasse le réel et, au lieu d'être
craive de parvenir à l'immortalité
philosophique, il s'agit comme un
autobiographe ? - une expérience
qui se dilate, se diffuse et se
puise sa source dans la légende
du héros mortel.

Il fait tout un monologue mais
rien captons de ce qu'il nous dit. Les
trois voix d'un huis-clos que les évé-
nements extérieurs atteignent
comme des îles perdues. La radio, les
journaux signalent le monde exté-
rieur mais ne parviennent pas à nous
(nous) parvenir intérieurement, in-
congrus, si superficiels malgré leur
gravité, mais qu'un désastre privé
de la vieillesse et de la mort.

L'homme parle mais, paradoxalement, il ne parle la porte-
parole de la femme qui le poursuit in-
cessamment. C'est une voix douce, ma-
ternelle, la désespérance d'
la femme. Il ne réplique pas car il
n'a rien à répondre. Ce qu'elle exige

« la vie, qu'elle croit du bonheur, par jalousie, elle pourrait les faire siennes — a-t-elle crié. — Ses reproches à quelqu'un, jadis aimé, un homme peut-être ? Il répécut le fiot discontinu des crises de sa colère. — Elle se gesticule sur les questions de leur fils. Certainement, elle averti, depuis longtemps blessé, et cette femme qu'il n'aime plus ou qu'il n'a jamais aimée sont — par un lien plus fort — la compassion. Ils traversent le monde et les souvenirs qui lui sont parent sont abandonnés sur le sable. Les choses s'effacent, les bêtes égarées, ils souffrent de la même solitude. Elle croit qu'il peut la sauver. Elle croit que l'issue est inévitable. Ils sont tous les deux la proie d'une immense main qui jouerait sur hommes minuscules sans qu'on s'y attende, et tirerait d'un coup sec, très rapide, l'écorce à la terre... » Mals, d'une rupture — comme d'un tremblement de terre — on peut mourir.

Hugo Marsan

■ IMMORALITÉS, suivi ■ Dictionnaire de l'Amour, de Dominique Noguez

■ **GABRIEL**, ■ Valérie Tong Cuong
Cadre supérieur proche de la retraite, brave époux et père honorable, Gabriel part en promenade et ne rentre pas. Fugue fort musicale puisqu'il gagnera sa vie en chantant l'*Ave Maria* de Schubert, travesti en opulente cantatrice équivoque dans ■■■ bolte non moins équivoque. Rattrapé par la famille et la normalité, il est enfermé dans un asile, fou ■■■■■■■■■■ de Mad, ■■■■ tendre personne. La rupture, ce désir qui nous hante de lâcher les amarrs, de ■■■■ créer une deuxième vie qui annule la première, mort au passé, ■■■■ au présent, est au ■■■■■■ de ce rêve d'évasion. Le roman lui-même ■■■■ une belle évasion, invraisemblable mais captivante (éd. Nil, 191 p., 110 F (16,76 €)). ■■■■ H. Ma.

[illegible]

MISE À NU. du *Martine* ~~Martine~~
Il y a une dizaine d'années, *Martine* ~~Martine~~ écrivait un
premier roman surprenant sur le thème de la lycéenne
amoureuse de sa prof. En y revenant, la romancière risquait
la redite d'elle-même. Passion, jalousie, abandon... thèmes
connus. Elle les amplifie en posant la question des leures
qui peuvent être la séduction, l'absolu qui n'est que posses-
sivité, la difficulté, dans une aventure amoureuse, non à ten-
tir de dévoiler son âme à l'autre mais, plus périlleux, à se
montrer. Pour Mlle, qui a vécu sept ans avec la narratrice, la
passion ne saurait ~~être~~ à la plénitude. Il sa vie. Elle trouve
une autre la possibilité de l'atteindre, et l'abandonnée
s'avoue « jalouse, insupportable, démente, je vivrai chaque
instant jusqu'à la mort. Ou comme une jouissance ». La souf-
rance lui est-elle qu'un prétexte pour donner un sens à
sa vie ? Elle aussi a eu son être ~~à~~ cet amour. Mourir
se revivre. Difficile. Dans les deux ~~se~~, se sauver par le tri-
chement de l'écriture (éd. Phébus, 140 p., 85 F [12,95 €]).

R.-R. L.

O. D. C., de *Clélie* ~~par~~
Voici un roman branché qui se ~~trouve~~ le ~~long~~ des clins d'œil.
Relisons donc ■ titre : O. D. C. = Odyssée. Fâmons-nous sur
la précocité d'une romancière ~~de~~ vingt-cinq ans. Lisons
néanmoins le premier roman de Clélie Aster, qui ~~va~~ ~~être~~
une ténacité épouvante tout ■ que le langage « jeune » ~~est~~
censé apporter ■ ~~notre~~ langue. C'est donc une histoire de
■ temps ~~des~~ des personnages de notre temps : drague,
baise, sida, fringues, etc. On voudrait ■ ~~par~~ mais on
retenu par ce quelque chose qui nous embroche ■ ne nous
laisse plus. L'aisance du style, sous la ~~mutilation~~ d'un ré-
giste lexical terroriste ? Un vrai ~~travail~~ derrière la complai-
sance ? Peut-être la parodie ~~de~~ d'autreurs qui, eux,
se prennent ■ sérieux ? Clélie (référence à *Clélie, histoire ro-
maine*, de Madeleine ~~de~~ Scudéry) Aster (étoile ou astéroïde
d'une nouvelle littérature) peut réserver des surprises. Et
pourquoi pas, très simplement, un ~~roman~~ roman ~~de~~
des effets de mode (La Table ronde, 111 p., 17 F16,76 €).

Etrange sabbat

**Elie Wiesel propose une allégorie
sur la métamorphose du mal absolu**

LES JUGES
d'Alfred Wiesel.
Seuil, 200 p., 120 F (18,29 €).

Une tempête de neige, un long-courrier obligé d'atterrir sur une piste de fortune, des passagers hagards, un procès qui fait écho à celui de Monsieur R. Si c'était un film, il rappellerait *Une Nuit, un traître*. Une pièce de théâtre ? *Wuthersloef*, évidemment. Mais le dernier roman d'Elie Wiesel, le train de Delvaux deviendra le vol New York-Tel-Aviv. Les trois personnages de *Le train* sont sept : les péchés capitaux, comme les jours de la semaine dont le dernier est consacré au repos. Sans en oublier un nom, l'auteur du *Mendiant de Jérusalem* nous convie à un bien étrange sabbat.

L'avion part de l'aéroport Keenady
se pose aussitôt près d'un village
coupé [] Connec-
[] par ses habitants,
voyageurs doivent donc
à l'intempérie. Cinq parmi eux
chez un inquietant
personnage secondé par son adjoint,
le premier se proclame
juge, le second son esclave. L'un soumet
ses invités à une interroga-
toire serrée, l'autre tente de les rassu-
rer. Le troisième s'entrevient la
seigneurie : l'un des cinq, peut-être, se
tour par ses compagnons (son nom de
quelle [] ?), paiera [] sa vie
la culpabilité présumée du
groupe tout entier. Le fantastique,
scandale qui bouscule la réalité, rap-
procherait [] le roman des Actions
de Borges, de Kafka.

Mais Wiesel n'a pas résisté à l'appel de l'homme à l'homme enseignant de l'autrefois si présent dans son œuvre. Chaque accusé se trouve détenteur d'une vérité douloureuse, de l'espoir têtue le rattachant à la vie, aussi. En présence du Bossu, l'énigmatique serviteur, chacun se sent piégé par le juge, l'homme malade, l'homme à la justice au nom d'une loi qui dépasse l'entende-

ment de ses prisonniers : George l'archiviste allemand découvreur du passé nazi d'un homme politique important, Claudia Patanchée de presse volage et Bruce le play-boy américain ■■■■ par l'amour, Yoav Poffi ■■■■ contraint de tuer et ■■■■ menace une tumeur incurable, enfin Razziel, ■ julf rescapé d'une géole roumaine parti à la recherche de sa mémoire confisquée, détournée, tous en route vers Jérusalem où leurs destins devraient s'accomplir.

Le existe-t-il ? L'a-t-il
rencontré ? Ce diable serait-il
la diversité de masques, éternel
 le mal ? Au-delà des murs de
ce ahurissant,
d'une mort (cette mort
d'autrui la laquelle « seuls fan-
tiques religion et politique
 »), l'un des per-
sonnages, ce sera au tour du juge de
compréhender. La mort viendra quand
même sanctionner le verdict. La
quête des commencements, de l'in-
nocence et de la culpabilité que Wis-
sel ne cesse d'interroger, tout en res-
tant attentif aux remous de
l'actualité, lui aura inspiré ce roman
étonnant qui célèbre le triomphe de
la vie.

★ Signalons, également d'Elle Wiesel, la **marionnette** du **roman** conte illustré par Marc **Reichmann** (Le Rocher-Biblioplane).

JACQUES-MICHEL SERVIZY

YERONS-NOUS L'AN 200?

— GENÈVE ET PARIS —

écrit et dessiné par

MICHEL CHARRASSE

auteur-illustrateur

— GENÈVE —

*La terre est en danger
l'humanité se trouve menacée
Des solutions existent, dont
parle ce livre
atmosphère peut-être
aujourd'hui, mais
indispensable demain.*

Avant propos de Michel Charrasse.
Édition : Sery/Stein, Bruxelles.

DISTRIBUTION : — France : FNAC
— Suisse : Librairie Payot

- Belgique : Européenne, Tropisme.

roman
traduit du néerlandais par Isabelle Rosselin
avec participation de Philippe Noble



DI MOUNDE FATHER

GALLIMARD

Phenylhydrazide

Published in English by Springer, 1992. Pp. 112. \$14.95.

هكذا من العمل

CARNETS DE CAMBRIDGE ET DE SKJOLDEN
de Ludwig Wittgenstein.
Traduits de l'allemand
et présentés
par Jean-Pierre Cometti.
PUF, « Perspectives critiques »,
208 p., 170 F (25,92 €).

SUPÉRIORITÉ DE L'ÉTHIQUE
de Schopenhauer
à Wittgenstein
de Paul Audi.
PUF, « Perspectives critiques »,
248 p., 149 F (22,71 €).

Wittgenstein a beaucoup changé. Au cours de ses trajectoires, il a modifié ses pensées. Et les parcours de cet homme solitaire furent pour le moins insolites. D'une guerre mondiale à l'autre, il fut tour à tour ou simultanément ingénieur, soldat, logicien, jardinier, batelier, instituteur, architecte, professeur, ermite, espion peut-être. Ce philosophe a aussi changé dans nos représentations. Il y a trente ans, en France, on le découvrait à peine. Jacques Bouveresse consacrait de forts volumes à son style d'interrogation, encore fort déroutant. Presque aucun texte n'était traduit. Peu de détails étaient connus de son existence, de ses multiples inséparables. Aujourd'hui, une bonne bibliothèque est nécessaire pour contenir les cahiers, notes de cours et carnets de Wittgenstein. Sans compter les commentaires, les biographies, les travaux de recherche ou de vulgarisation. Au fil des ans, un changement qualitatif s'est également produit. À côté du logicien systématique de la première période, celle du *Tractatus logico-philosophicus*, publié en 1921, on a de mieux en mieux découvert le « second Wittgenstein », celui des jeux de langage et des univers fictifs. Après un temps de silence, il a en effet accueilli, dans les années 30, à Cambridge, un travail d'assouplissement des « crampes mentales », de dissolution des questions illusives. « Ce que nous faisons », dit-il en entamant son premier cours, « consiste à nettoyer nos notions, à clarifier ce qui peut être dit du monde. »

A Cambridge, puis dans une cabane de Norvège, Wittgenstein décrit au jour le jour, pendant les années 30, ses combats spirituels. Un livre de Paul Audi en tire magnifiquement la leçon. Pour en finir avec la morale ? L'éthique !

Sans doute est-ce un troisième visage que l'on commence à voir de près. Derrière l'épure mathématique et les argumentations contraignantes des premières années, après la grande lessive des outils conceptuels de la deuxième période, s'éclaire aujourd'hui nettement un Wittgenstein « mystique » — silencieux, fugace, engagé dans une quête spirituelle continue dont seules des bribes, par instants, nous parviennent. Le texte des *Carnets* que Wittgenstein tint à Cambridge en 1930-1932, puis à Skjolden, en Norvège, dans une hutte où il passa seul l'hiver 1936-1937, constitue un élément important de cette découverte. Ces pages étaient tenues pour perdues. Elles furent retrouvées en 1993 et publiées peu après. Les lire est une expérience rare. Elles donnent le sentiment de se trouver d'emblée, comme par surprise ou par effraction, en présence de ce que la vieille langue appelait une âme. « Une âme qui, plus nue qu'une autre, va du néant à l'enfer en traversant le monde, fait une plus grande impression sur le monde que les âmes bourgeoises habillées », note Wittgenstein en une sorte d'autoportrait implicite.

Il faut suivre la trace, quand on y parvient, cet esprit qui se dit d'emblée « très souvent ou presque toujours empli d'angoisse », qui rêve de parvenir à composer une mélodie, aime au cinéma les comédies américaines comme un

enfant les contes de fées, s'inquiète du travail insouvenable de son cerveau, n'exclut pas d'être happé par la folie, cherche Dieu, ne trouve personne, s'en réjouit, attend que le soleil passe enfin au-dessus de la montagne, se trouve lâche, se passionne pour la philosophie et son pouvoir d'apaiser l'esprit sur les questions insignifiantes », s'en dégoûte dès qu'il y a plus important à vivre (« comme si j'allais au cinéma, au lieu de soigner une maladie ») et note : « La connaissance de soi est quelque chose de terrible, car on y connaît également l'exigence de la vie. »

Le beau livre de Paul Audi pourrait être comme une explication jubilante de cette dernière phrase. Mais il va bien au-delà. Paul Audi s'inspire, certes, de

Wittgenstein. Il s'appuie sur ses carnets, s'attache au travail sur lui-même accompli par le penseur écrivant en 1931 : « *Le travail en philosophie* (...) est avant tout un travail sur soi-même. » Toutefois, Paul Audi ne se contente pas d'offrir un essai de lecture — brillant, original — sur l'un des esprits les plus déroutants du siècle. Ce qu'il propose est autrement radical et autrement important : une mise au net de la nature de l'éthique. Rien de moins. L'analyse élaborée par ce philosophe atypique — qui signe ici son sixième ouvrage, et son premier grand texte — est forte et audacieuse. Sans doute pourra-t-on en discuter tel ou tel aspect ou telle conséquence, en contester éventuellement telle formulation. Mais on ne pourra désormais ignorer ce plaidoyer

pour la « supériorité de l'éthique ». Ce titre demande explication, car il est ici paradoxal. L'idée d'une supériorité de l'éthique évoque en effet, banalement, l'image d'un monde de règles et de normes morales qui se trouverait « au-dessus » du monde vivant et permettrait de le juger du dehors, d'approuver ou de condamner telle ou telle action comme morale ou immorale, conforme ou non au bien. Paul Audi s'oppose à chacun de ces termes, s'emploie à en montrer l'ineptie. À ses yeux, en effet, l'éthique n'est pas la morale. Elle n'est pas « au-dessus » ni « au-dessous » du corps vivant. Sa supériorité n'est pas un surplomb, ni même le résultat d'une existence séparée. Quoi qu'en disent nos préjugés, et

nombre de nos penseurs, l'éthique n'est pas liée à l'univers du jugement, aux procédures de la rationalité, au sens des valeurs, au respect des règles.

Qu'est-elle donc ? Rien d'extérieur à la vie, selon Paul Audi. Quelque chose sans phrase, sans raison, sans idée, lié à ce sentiment par lequel celui qui vit s'éprouve lui-même et reçoit le monde. Autre chose pourtant que l'instinct, la brutalité, la pulsion sans frein. Un art de l'usage de soi en vie, une tournure à donner à l'existence pour qu'elle soit « juste » — comme on le dit d'une voix, d'un instrument de musique, d'un geste. Cette justesse diffère évidemment de toute mise en conformité avec l'idée de justice. Elle se confond avec un « devenir soi-même » qui dissipe les désaccords et finalement les « questions morales » et leurs dilemmes. « La solution du problème que tu vois dans la vie, c'est une manière de vivre qui fasse disparaître le problème », écrit Wittgenstein dans les *Remarques préliminaires*. L'éthique suppose une conversion, mais qui dispose à devenir plus et mieux ce qu'on est. C'est un « ressaisissement », mais destiné à retrouver une forme de vie plus intense. Aucun de ces termes ne doit fournir l'occasion d'introduire un écart, un arrière-monde, un espace de jugement. « Bien faire » ne signifie pas avoir discerné le Bien et le prendre pour but de ses actes : « Le bien n'est pas hors de l'agir éthique », souligne Paul Audi.

Dans le sillage de Schopenhauer, de Nietzsche, de Michel Henry et aussi de Deleuze, ce livre dessine en quelque sorte une éthique négative, comme on parle de théologie négative. L'éthique est du côté de ce qui ne peut se dire, et doit se montrer. Voilà pourquoi, chez Wittgenstein, tout s'organise autour de « pour » et « par » l'éthique, tandis que rien ou presque ne se dirait « sur » l'éthique. Lui-même l'a souligné : « Si je ne pouvais expliquer à autrui l'essence de ce qui est éthique que par le biais d'une théorie, ce qui est éthique n'aurait pas de valeur du tout. »

Jean-Yves Haberer solde les comptes du Lyonnais

Dans un livre-plaidoyer, le président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993 explique les causes du naufrage financier de la banque publique et tente, sans convaincre tout à fait, de se dédouaner

CINQ ANS DE CRÉDIT LYONNAIS
de Jean-Yves Haberer.
Ed. Ramsay, 416 p., 139 F (21,2 €).

Admiré puis haï, considéré tour à tour comme un stratège hors pair ou un dangereux mégalomane, Jean-Yves Haberer reste, à soixante-six ans, une énigme et une personnalité sans équivalent dans le monde étroitement imbriqué, en France, de la haute administration et des affaires. Président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, il est devenu, malgré lui, le personnage central du naufrage de la banque publique. Considéré comme le responsable principal d'un désastre de plus de 100 milliards de francs, Jean-Yves Haberer, resté longtemps silencieux, se défend bec et ongles dans un livre-plaidoyer, *Cinq ans de Crédit lyonnais*.

« Plutôt que de gémir de la cruauté aveugle dont on a fait preuve, d'évoquer l'affliction de mes amis, le souci de ma famille, le traumatisme de mes enfants, ou de supputer les chances de mon endurance face au risque psychosomatique, je préfère illustrer ce qu'on m'a fait par une contribution réfléchie tenant d'analyser le mécanisme collectif et aveugle qui s'est acharné sur moi. » Cette phrase d'un des derniers chapitres, « Une diabolisation du bouc émissaire », illustre la volonté de l'auteur de faire un retour méthodique sur cinq années traumatisantes et de dominer les événements, froidement.

Jean-Yves Haberer a toujours cultivé le désir de grands desseins. S'il a emprunté avec un succès jamais démenti, jusqu'en 1993, les chemins obligés de la noblesse d'Etat, il n'est pas l'archétype du haut fonctionnaire. Si l'exercice et le jeu du pouvoir ont été les grandes affaires de sa vie, il a toujours eu cette pointe d'anticonfor-

misme et de morgue qui lui vaut de nombreuses inimitiés. Selon la légende complaisamment répandue par l'intéressé, la belle mécanique intellectuelle du jeune inspecteur des finances qu'il était aurait séduit de Gaulle au début des années 60. Mais la droite ne lui pardonnera jamais d'avoir assumé sans états d'âme, voire avec une certaine allégresse, la continuité à la tête du Trésor après mai 1968.

S'il avait réussi dans la fonction publique, il échouera en tant que banquier, un métier qu'il découvrit sur le tard. La gauche, qui l'avait récompensé une première fois, en dépit des réticences au sein du Parti socialiste, en lui confiant, en 1982, Paribas traumatisé par sa nationalisation, lui donne en septembre 1988 — pour réparer le préjudice subi lors de son limogeage de 1986 — la présidence du Crédit lyonnais, qu'il quittera en novembre 1993 dans une atmosphère de scandale.

VICTIME IMPUISANTE

Désigné depuis la vindicte, car « cela n'offense aucun parti politique, aucun courant idéologique, aucune affinité philosophique et religieuse, aucun clan », il cherche, au long de son récit, à démontrer, dans un souci presque thérapeutique, qu'il est lui aussi une victime — de la faiblesse de ses collaborateurs et des employés du Lyonnais, de l'archaïsme de la banque, de la servilité dont il est entouré, d'une crise économique et immobilière imprévisible et, plus encore, de la férocité et de l'irresponsabilité de la presse, de ses concurrents, de son successeur Jean Peyrelevade et des ministres de l'économie qui auront géré souvent de façon calamiteuse ce dossier brûlant.

Quitte à réécrire un peu l'histoire, Jean-Yves Haberer se montre plutôt convaincant dans la description de son impuissance : le Crédit lyonnais, « un grand corps trop mou », semble figé dans sa

splendeur passée de première banque du monde au début du siècle, engoncé dans des règles administratives incroyablement complexes et immuables et insensible à l'évolution du monde extérieur. Le président du puissant qu'il est se trouve isolé, à la merci de ce qu'on veut bien laisser filtrer jusqu'à lui : « Les bonnes nouvelles gorgent vers moi par plusieurs canaux simultanément. Les mauvaises nouvelles n'arrivent pas, ou arrivent tardivement, et souvent par un canal autre que le responsable du secteur. (...) La culture du Crédit lyonnais est de s'autosatisfaire sans jamais admirer les autres. »

Jean-Yves Haberer se reconnaît tout de même une erreur : « Faute d'être secondé et de n'avoir pu trouver comment l'être, je n'ai pu faire évoluer le poids excessif des services centraux. » Enfin, il découvre sur le tard « les mauvaises mœurs verbales du milieu socio-professionnel financier et bancaire. C'est le royaume des ragots, insinuations, calomnies... », et s'en prend tout particulièrement au déchaînement médiatique : « Tous nos patients efforts d'explication (...) échouent, parce qu'il nous est arrivé le plus grand malheur qui puisse arriver à une entreprise. Le Crédit lyonnais ne relève plus de l'information mais du spectacle. »

Ce plaidoyer, s'il sonne parfois juste, laisse un sentiment de malaise. Bien sûr, il est commode de faire du président de la banque le seul responsable du désastre. Cela exonère bien d'autres. Mais Jean-Yves Haberer, homme de pouvoir, brillant directeur du Trésor, président de Paribas, a-t-il été cinq années durant une potiche à la tête du Lyonnais, sans prise sur la réalité ? Son ambition qui n'était pas mince, son souci de la grandeur de la banque, ont amplifié les travers d'un établissement incapable de mesurer les risques pris. La rencontre de deux désirs de revanche — le sien et celui du personnel du

Crédit lyonnais nostalgique de la grandeur passée — a été détonante. L'ancien directeur du Trésor a été pris de vertige, mais aucun garde-fou, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, ne lui a été opposé. Il a bénéficié de l'appui inconditionnel d'un pouvoir dont il était l'interlocuteur idéal — il suffit de lire l'hommage particulièrement appuyé à Pierre Bérégovoy. Jean-Yves Haberer revient ainsi sur ces épisodes incroyables où le ministre demande aux présidents des banques concurrentes de faire cesser leurs critiques contre le président du Lyonnais.

Dans cette « affaire », les malversations occupent, c'est tout naturel, le devant de la scène. Mais si elles sont nombreuses, elles expliquent une part finalement faible des pertes colossales. L'incompétence et la légèreté des dirigeants du Lyonnais, y compris de Jean-Yves Haberer, le refus d'assumer les responsabilités, les tentatives pour gagner du temps et dissimuler l'ampleur des pertes, la complexité et la passivité de l'administration, des autorités de tutelle et des gouvernements auront finalement joué un rôle bien plus important dans l'ampleur de la facture. Jean-Yves Haberer a été, qu'il le veuille ou non, un rouage essentiel de la faillite de ce système.

Eric Lecer

Titanic bancaire

Retour sur la plus grande faillite de l'histoire française : celle de la banque Pallas Stern

UNE FAILLITE SI CONVENABLE
Histoire de la banque Pallas Stern d'Irène Inchauspé.
Calmann-Lévy, 202 p., 110 F (16,8 €).

La banque française ne sera plus ce qu'elle a pu être dans les années 80 et 90. Il faut l'espérer pour les épargnants et les actionnaires. Telle est la conclusion du livre d'Irène Inchauspé, *Une faillite si convenable*, qui retrace la faillite de la banque Pallas Stern, le désastre de ses 1500 clients et l'impuissance des milliers d'épargnants qui, conseillés par les plus grandes banques, ont investi dans les obligations Pallas Stern. L'histoire est consternante. La journaliste démontre avec l'impitoyable l'effondrement de la banque — son dépôt de bilan date de l'été 1995 — était inscrit dans ses comptes dès 1991.

Ses dirigeants, grassement rémunérés, ont joué de leur passé et de leur réputation pour maintenir l'illusion du sérieux. Le premier d'entre eux, Gérard Eskénazi, ancien patron de Paribas, est présenté comme le financier le plus doué de sa génération. Se succéderont dans les fonctions dirigeantes Jacques-Henri David, aujourd'hui PDG de la

Banque de développement des PME, Laurent Perpen, qui a depuis rejoint Canal Plus et pris la tête du club de foot Paris-Saint-Germain, ou encore Patrice Vial, qui dirige désormais la banque américaine Morgan Stanley. Leur portrait est cruel, les montrant aveugles, dépourvus de curiosité, plus intéressés par les mondanités et le golf que par l'avenir de la banque. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, n'est pas épargné. Toutefois, c'est moins la manière de les dépeindre qui les accable que la démonstration de leur absence d'esprit de décision face à la situation dramatique de la banque. Vient ensuite les actionnaires et les administrateurs de la banque — qui comptait à son tour de table la Société de banque suisse, Elf, le groupe Schneider, Pinault-Printemps-Redoute, les AGF, le GAN, le Crédit lyonnais.

L'affaire s'est jouée en trois temps. Dans le premier (1991), les actionnaires de la Banque Pallas prennent conscience que ce petit établissement créé par Pierre Moussa — un autre ancien de Paribas, sans doute le plus fautif dans cette triste histoire — est au bord de la faillite à cause de ses engagements dans l'immobilier. Ils cherchent une solution, avec la Banque de France, qui passe par une fusion à trois, avec la banque Stern et Comipar, la holding de Gérard Eskénazi. La crise de l'immobilier s'aggrave et la banque s'effondre. Ses actionnaires traînent les pieds pour la renflouer, et cherchent à refaire le coup de l'adossement. Mais cette fois personne ne se laisse piéger. Seule la pression de la justice amènera, au troisième acte, les actionnaires à contribuer à l'indemnisation des créanciers.

La plus grosse faillite bancaire de l'histoire française — qui coûtera plus de 5 milliards de francs — n'aura eu en définitive qu'une vertu : amener le gouvernement à concevoir un projet de loi pour renforcer la sécurité de l'épargne financière.

Sophie Fay

Sur le thème "Le délire d'interprétation"
la librairie
Compagnie
vous invite à participer au débat avec
PIERRE BAYARD, Qui a tué Roger Ackroyd ?
et **TANGUY VIEL, Cinéma**
le mercredi 14 avril à 18h
58, rue des Écoles, Paris 5^e Tél. : 01 43 26 45 36

هكذا من الأعمال

Le silence et la clameur

Dans un essai percutant, Didier Eribon fait le point sur l'homosexualité, de Proust à Michel Foucault, en conjuguant les méthodes de Sartre et de Bourdieu

RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION GAY de Didier Eribon. Fayard, « Histoire de la pensée », 530 p., 145 F (22,10 €).

Entre une belle citation de Toni Morrison qui ouvre le livre et un chapitre dédié à Hannah Arendt qui le conclut, Didier Eribon développe une longue et riche réflexion sur la discrimination des gays, en la plaçant d'emblée dans la lignée des grands essais sur le racisme. Publier maintenant un tel ouvrage, cela impliquait non seulement de réexaminer les nombreuses tentatives théoriques qui se sont succédées à un rythme soutenu depuis plus d'un siècle, mais aussi de prendre en compte une réalité politique et sociale où se mêlent de façon souvent confuse la tolérance libérale, les attaques frontales et les ambiguïtés plus retorses. Nous nous trouvons, en France et aux États-Unis (auxquels l'auteur, inévitablement, ne cesse de se référer) dans une sorte de modernité où, manifestement, tout n'est pas résolu de la question du choix ou de l'identité sexuelle.

Peut-on et doit-on prendre, dans le domaine de la sexualité, le modèle des arguments suscités par la question noire et par la question juive ? Il est évident que le travail des militants noirs aux États-Unis a été essentiel pour la prise de conscience de la minorité homosexuelle américaine, à partir du moment où, du moins, les gays se sont pensés eux-mêmes comme minorité et ont constaté l'oppression dont ils étaient l'objet, dans leur vie publique et privée. Mais il n'est pas dit qu'il faille penser que des choix sexuels privés suffisent à définir un groupe dont les droits doivent être revendiqués collectivement. Cela n'est pas écarté non plus : car c'est en s'apercevant que l'on est dépourvu de certains droits, que l'on découvre, précisément, son appar-

tenance à un groupe dont, jusque-là, on pouvait ne soupçonner ni l'existence ni la nécessité. C'est souvent l'insulte, c'est-à-dire le regard et le jugement d'autrui sur soi, qui révèle une identité sociale à laquelle on ne pensait pas adhérer. On apprend alors son exclusion.

Didier Eribon commence donc son essai précisément par ce phénomène social de l'insulte sexuelle, qui agit comme un révélateur. Cette désignation qui met toute la personnalité de l'individu dans le faisceau sexuel, a-t-elle la même fonction que l'injure raciste contre les Noirs ou contre les Juifs ? En calquant le titre d'un célèbre essai de Sartre, abondamment cité, Eribon le suit jusqu'à un certain point. De même qu'il rejoint Hannah Arendt, appliquant ses conclusions théoriques et pratiques sur l'antisémitisme à la discrimination anti-homosexuelle. Il lui donne même raison sur la nécessité de « l'existence de groupes affirmant leurs différences » comme « garant du pluralisme culturel et donc de la vie même de la société ».

RÉFÉRENCES

Proust, Sartre, Bourdieu et Foucault sont donc les références essentielles de cet essai qui consacre, par ailleurs, de nombreuses pages à Gide, Wilde, John Addington Symonds et Walter Pater. Théoricien équivoque de l'homosexualité masculine et féminine, l'auteur de la Recherche, en créant le personnage du baron de Charlus, mais en travestissant sa propre sexualité, est passé de la thèse, courante à son époque, d'un « troisième sexe », hermaphrodisme visible des seuls initiés (dans *Sodom et Gomorrah*), à celle d'une homosexualité généralisée, mais secrète (dans *Le Temps retrouvé*), miroir universel du mensonge social. Il considéra tout à tour le désir d'un homme pour un homme comme l'indice d'une féminité psychique (pathologique) et comme la forme la plus répandue de la sexualité masculine. C'est ce qui



J. A. ARNAUD

rend sa lecture complexe, peut-être plus que ne le suggère Eribon. Sartre puis Pierre Bourdieu fournissent, eux, des instruments conceptuels pour penser la domination sexuelle dans le filtre social. Et tout ce qui concerne l'injure sexuelle constitue probablement la meilleure partie de l'essai de Didier Eribon. Il analyse fort bien comment des individus, dont la conscience est, pour reprendre la formule de Sartre, « investie par autrui » sont amenés à adopter des comportements de fuite ou au contraire de revendication et à construire un mode de vie, fait de reconnaissance ou de clandestinité. « La participation à une même sexualité stigmatisée ainsi que la marginalisation et l'exclusion qu'elle implique sont du fondement de la constitution d'un monde spécifique, inscrit autant dans la topographie des villes que dans la personnalité des individus qui viennent s'y agréger en

le faisant exister et en le perpétuant au fil des générations. »

C'est ce qui, comme le souligne Eribon, permet de convertir une « haine de soi » à laquelle pousse l'homophobie intériorisée, à l'« acceptation de soi » que favorise la constitution d'une communauté, même si, peut-on ajouter, cette communauté incite à des amalgames et à des solidarités assez illusoires. Mais on ne peut que donner raison à l'essayiste quand il écrit : « La visibilité gay, aujourd'hui, ne signifie donc pas qu'un certain nombre de personnes auraient décidé au cours des dernières années de se définir par leur sexualité, mais qu'un nombre de plus en plus important d'individus gays ont cessé de dissimuler la partie « nocturne » de leur vie. » Ou encore, plus loin : « L'autonomie individuelle, la liberté individuelle se construisent et se conquièrent par des batailles qui ne peuvent être que collectives et toujours à recommencer. »

On le suivra moins dans son survol psychologique de la personnalité du gay, quand bien même certains témoignages oraux et écrits paraissent converger vers une typologie du malaise, de la dissimulation, de la libération ou de la revendication. L'extrême difficulté que chacun éprouve à exprimer, par des moyens journalistiques, psychiatriques ou littéraires, l'histoire de ses désirs et de ses rencontres, de ses pulsions et de ses frustrations, bref de son intimité, exige la plus grande prudence dans l'interprétation des aveux qui en sont faits.

Que de mensonges contiennent les réponses aux questionnaires des enquêtes et quelle naïveté que de croire pouvoir en tirer des statistiques ! Ces statistiques concernent la visibilité publique du sexe et non sa réalité privée. Statistiques du discours et non des gestes et encore moins des identités.

Opposé à Foucault, au « premier » Foucault du moins, si l'on accepte le résumé qu'il donne de ses mutations théoriques, Eribon est convaincu qu'existe bel et bien une identité sexuelle, une personne homosexuelle. Que cette identité et cette personne soient le résultat d'un choix, d'une construction ou d'une nature, il n'est pas dans son intention d'en débattre. Foucault, lui, a souvent répété que l'homosexuel était une invention juridico-psychiatrique de la fin du XIX^e siècle, mais Eribon, s'appuyant sur certains entretiens et (ce qui est méthodologiquement contestable) sur la vie personnelle du philosophe, relève des contradictions qui laissent entrevoir un autre type d'approche.

QUELQUES LACUNES

L'ouvrage aurait, sans doute, gagné en rigueur avec une recension plus systématique de la littérature gay. Trop d'absents parmi les romanciers français et américains : en premier lieu, Baldwin. De même, le cinéma, excellent « thermomètre » des tabous, est ignoré. Il aurait enfin été bon de rappeler, avec quelques détails, la mutation idéologique qu'a entraînée la pandémie du sida. Ces lacunes culturelles gênent : les artistes, les écrivains participent aussi à l'histoire des mentalités. L'absence d'analyses sur la législation des actes sexuels en France et aux États-Unis rend parfois vagues certains passages et, par contraste, arbitraires, malgré leur subtilité et leur évident intérêt, les longues digressions sur des références éloignées, trop connues (le procès de Wilde et le *Coydon* de Gide) ou au contraire trop pointues (Pater et Symonds). Ces réserves étant émises, cet essai fera probablement date.

René de Ceccatty
★ Signalons également le numéro spécial « Le Troisième Sexe » de la revue *La Marmite* (12, boulevard Pereire, 75017 Paris, mars, 100 F [15,24 €]).

La drague reine

Dix ans après sa mort, sont publiées les nouvelles de Guy Hocquenghem : des textes dérangeants

OISEAU DE LA NUIT de Guy Hocquenghem. Albin Michel, 232 p., 98 F (14,94 €).

Un écrivain unique est mort du sida à quarante et un ans. Il avait fait ses preuves. Philosophe, journaliste, romancier, il avait tous les talents et notamment celui, très rare, d'être fidèle à lui-même et de ne jamais figer sa réflexion. Les nouvelles rassemblées sous le titre de la plus longue - *Oiseau de la nuit* - sont un miroir « divergent » de notre temps. Leur lecture est passionnante et instructive, utile et révélatrice.

Hocquenghem raconte les gays, les exclus, les marginaux du sexe, les paumés, les individus hybrides, tous ceux, dangereux, qui n'aiment que les lieux équivoques. Il traque leur solitude mais, fasciné, il détecte leur liberté, cette liberté toute-puissante que les nécessités du désir obligent à inventer. Il décrit les réseaux qui permettent de le satisfaire. Le thème dominant de l'écrivain est donc très loin de toute commisération. Comme Genet, Copi et quelques peu nombreux récalcitrants du consensus, Hocquenghem souligne la noire splendeur de l'homosexualité, sa force créative, son rôle subversif qui aide aux progrès d'une société hétérosexuelle qui, faut-il le souligner après l'énorme et misérable « Monicagate », s'enliserait dans les pièges destructeurs d'une sexualité fade et codifiée.

En dix nouvelles mélancoliques, féroces mais subtiles, Hocquenghem élabore sa conception du désir amoureux, dévoile les remous secrets des êtres. Il est le témoin chaleureux du dragueur, audacieux mais apeuré, qui appartient « à la vieille école lubrique », hostile à la « nouvelle règle du jeu ». Il est à l'intérieur du chaos psychologique de « l'assassin de vieilles » qui a défrayé la chronique il y a une douzaine d'années. Il donne la

parole à tous les personnages nocturnes et ténébreux qui transforment en paillettes d'or une réalité de compromission, de clandestinité et de brutale concession.

Mais les nouvelles de Hocquenghem ne seraient que regard mélancolique sur les années défaites si le romancier ne se trouvait en écho avec notre époque. Hocquenghem raconte fort bien mais sans juger, il provoque aussi notre remise en question. Serais-il le seul à avoir ainsi assumé sa propre loi du plaisir en observant attentivement le milieu gay, en maintenant son rôle de militant sur l'arête vive de la lucidité ? A des années-lumière des jeunes auteurs d'aujourd'hui qui refusent d'être « différents » ou qui, agressivement (mais c'est la même chose), veulent imposer comme modèle leur ostentatoire façon de jouer, Hocquenghem n'a jamais voulu prôner le plaisir comme passion. Il dévotait ce que cela créait de rétrécissement et de conformisme. Il préférait dire le dédale de la difficile mais orgueilleuse course au fantasme qui éclaire la position titubante de l'être humain entre désir et mort, société et individualisme.

Oiseau de la nuit est au cœur de la fiction et de sa plénitude, mais les « histoires » racontées affrontent les eaux profondes des faits divers (le mot drague est utilisé pour la quête sensuelle des corps comme pour la recherche des noyés) et par là même révèlent nos angoisses. Aujourd'hui où les homosexuels demandent à la loi de les rendre égaux aux hétérosexuels, profitant de la compassion provoquée par les ravages du sida, lire l'auteur prémoniteur d'Eve est une excellente thérapeutique pour prendre la mesure du cadeau piégé qui, banalisant l'homosexualité, calme en premier une hétérosexualité masculine, inquiète de mal cerner un tenace et nostalgique désir de fusion virile.

H. Ma.

Ghetto ou visibilité ?

Entre le désir de répondre à une demande bien réelle et celui de ne pas enfermer la littérature homosexuelle dans un genre à part entière, éditeurs, auteurs et libraires cherchent à se situer

Faut-il mettre à part la littérature homosexuelle, créer des collections comme le « Rayon gay » dirigé par Guillaume Dustan (Balland) ou des maisons d'édition spécialisées et « outter » les écrivains dans les librairies ? A priori, tout le monde est contre. Pas de ghettos. La littérature est la littérature, elle est bonne ou mauvaise. Puis quelques voix s'élèvent, tranquilles, sans agressivité, loin du tumulte suscité par les pro- et les anti-Dustan. Ainsi, la librairie du Futur du Nord, à Lille, prépare une exposition intitulée « Bibliothèque gay ». « Nous sommes contre un rayon gay. En revanche, il nous paraît intéressant de procéder à des opérations thématiques, surtout en province où il n'existe pas de librairie spécialisée comme *Les Mots à la bouche*, à Paris, explique Laurent Bonelli, il y a un public gay et lesbien ici comme ailleurs. On a envie de leur faire connaître des livres qu'on a aimés comme ceux de René de Ceccatty, de Joséphine François, de Jeanette Winterson ou de Gore Vidal. Et il n'y a pas que le public gay qui s'y intéresse. Ce sont les femmes qui ont fait le succès d'Hervé Guibert. » Même chose à la Fnac : « Nous n'avons pas de rayon de littérature gay et lesbienne, mais il y a une rubrique « homosexualité » en sciences humaines, déclare Pascale Français, responsable pour la littérature. Il nous arrive d'organiser ponctuellement, dans certaines Fnac, des regroupements sur tables d'ouvrages de fiction en fonction d'une actualité, comme la *Gay Pride*, par exemple. »

UNE DEMANDE

Emmanuel Ménard, à toujours refusé d'être catalogué comme « écrivain gay » : « Je suis gay et je suis un auteur (2). C'est quoi la littérature gay ? Une ambiance gay ? Un personnage gay ? Cela revient à un problème d'auteurs, de ton et de thématique. En outre, à part les Chroniques de San Francisco d'Armistead Maupin qui font vivre son éditeur, *Le Passage du marais*, c'est commercialement très risqué d'avoir une maison d'édition spécialisée, mais une collection, pour quoi ? Même si c'est une collection repoussoir comme celle de Dustan. Toutefois, si un public jeune ne trouve que « Le Rayon Gay », il va avoir une curieuse idée de la culture gay ! Ce qu'il faut voir, c'est qu'il y a dans la communauté homosexuelle toutes sortes de gens qui ont un fond culturel commun. Si je vais voir Priscilla, folle du désert avec mes parents, moi je vais exploser de rire et eux diront que « oui, c'est amusant », parce que certaines références leur auront échappé. Et si je vais voir La Vérité si je mens avec des amis juifs, je vais en voir à un

moment six morts de rire, sans comprendre pourquoi... »

Pour Isabelle Le Coz, qui a lancé sa maison d'édition, KTM, uniquement consacrée à la littérature lesbienne (3), « il ne faut pas penser ghetto : il y a une demande mais il n'y a rien. L'offre

est uniquement américaine, et ce n'est pas notre expérience. Nous ne publions donc que des Françaises, car ce que cherchent les lectrices, au-delà de l'histoire, c'est un quotidien, un vécu, des réflexions où se retrouver ».

Martine Silber

Une visiteuse de prison qui rencontre l'amour

ALPHONSE BOUDARD



Chère Visiteuse roman

EDITIONS DU ROCHER

- (1) In l'Officiel de la couture et de la mode, avril 1999.
- (2) *Cannibales* (Zulma), *La Dernière victime* (Librairie des Champs-Élysées), *La Jambée cassée* (DLM).
- (3) 20, rue Saint-Nicolas, 75012 Paris. Deux titres publiés : *Once Upon a Poulette*, de Cy Young, et *Malice*, de Cécile Dailly. Le deuxième roman de Cy Young est prévu pour la mi-mai.

سكوا من الأصل

L'ÉDITION FRANÇAISE

● L'Olivier s'attaque au Pommier. Les éditions de L'Olivier - département du Seuil depuis 1996 - ont assigné, le 22 mars, devant le tribunal de grande instance de Paris, la librairie Arthème Fayard qui abrite Le Pommier. L'arbre stylisé sur la couverture, l'homophonie constituée par la syllabe finale «...ier» seraient une imitation frauduleuse des marques «éditions de L'Olivier».

De plus, la collection «Romans & plus» aux éditions du Pommier est considérée comme un démarquage manifeste de «Fiction & Cie», collection lancée par Le Seuil en 1974. Les éditions du Pommier, créant une «volonté de confusion et de parasitisme» («actes révélateurs de concurrence déloyale») profiteraient ainsi de la notoriété des éditions de L'Olivier. Outre l'interdiction de l'utilisation des termes «Romans & plus», Mr Dominique de Lauss, pour Le Seuil, réclame la condamnation des éditions Fayard à verser 300 000 F (45 734 €) à titre de dommages-intérêts ainsi que la publication du jugement à intervenir dans cinq journaux ou revues au choix de la demanderesse, sans que le coût soit inférieur à 25 000 F (3 811 €).

● Extrapolé négocie pour racheter Le Furet du Nord. Extrapolé, un réseau de cinq librairies racheté en 1998 par Hachette Distribution Service, a indiqué, le mardi 6 avril, qu'il devrait finaliser prochainement la prise de contrôle des douze librairies Le Furet du Nord (actuellement entre les mains de son président Christian Le Blau et de Christian Toulouse). La société anonyme lilloise, qui emploie 340 personnes, réalise un chiffre d'affaires de 340 millions de francs (51,8 millions d'euros).

Selon Extrapolé, la Fnac, le groupement Librairie du savoir et l'allemand Bertelsmann étaient sur les rangs pour reprendre les librairies nordistes. Extrapolé, qui prévoit avant la fin de l'année l'ouverture de quatre nouvelles librairies dont deux en Pologne, a réalisé un chiffre d'affaires de 300 millions de francs (45,7 millions d'euros) en 1998. Ce rachat devrait lui permettre de doubler sa taille et d'avoir une plus forte puissance d'achat.

● Le groupe Mango s'élargit. Dirigé par Hugues de Saint-Vincent, le groupe Mango - spécialisé jusqu'alors dans les secteurs jeunesse, sport et pratique - poursuit sa stratégie de développement dans la branche littérature. Après l'acquisition, en 1997, des éditions Blanche (spécialisées en l'érotisme), dirigées par Franck Spengler, et celui des éditions Joëlle Losfeld, c'est au tour de Jean-Loup Chiffet de lancer sa maison d'édition. Nouveau département de Mango Littérature, Mots et Cie publiera sept titres en 1999 consacrés à l'humour.

Ferveur et tabou entourent la célébration en Chine du centenaire du grand maître de la littérature populaire

La mémoire sulfureuse de Lao She

PÉKIN

de notre correspondant

Une tasse de thé, des lunettes cerclées et un buvard. Des clichés, des rayons de livres et des caricatures antijaponaises de la guerre. Et cette phrase, surtout cette phrase, agrandie, rivée au mur : «Je verse mon sang chaud sur le papier». On visite le musée de Lao She comme un lieu sacré. Les œuvres du maître s'alignent derrière des vitres astiquées - manuscrits, traductions -, reliques d'un imaginaire romanesque où le culte de la décision nourrit la peinture d'une Chine démise.

Le public vient flâner dans cette maison traditionnelle à la cour pluvieuse de kakis secs et à la charpente badigeonnée d'un rouge vermillon, sise dans une hutong (ruelle) non loin d'un hideux centre commercial de la rue Wangfujin. «Il ne reconnaît pas son Pékin», murmure un visiteur à la retraite, nostalgique de l'univers de Lao She, celui du petit peuple gaulleur des hutongs que menacent les pelleteuses des promoteurs de Hongkong alliés aux bureaucrates de Pékin. Une date s'étale sur l'agenda conservé de l'écrivain : 24 août 1966. Lao She avait quitté son domicile, ce matin-là, pour «se promener». Il ne revendra pas chez lui. On l'a retrouvé noyé, la tête immergée dans le lac de la Paix.

Trente-trois ans plus tard, la Chine célèbre le souvenir du martyr. A l'occasion du centenaire de sa naissance, un colloque a réuni, en février, à Pékin, deux cents spécialistes venus du monde entier. On a longuement disserté sur l'humour ou sur l'identité mandchoue de l'auteur. Signe des temps, les échanges ont eu lieu dans une ambiance plus décontractée que lors d'un précédent colloque, en 1992, raté en raison de l'absence des experts chinois. L'exégèse se défile. Pour autant, on ne peut pas encore tout dire sur Lao She. Les circonstances de sa mort restent un sujet éminemment épineux, sinon tabou.

LOUÏD SILENCE

La thèse officielle est qu'il s'est suicidé en se jetant dans le lac de la Paix. Il ne souffrait plus, dit-on, les brimades des gardes rouges qui lui imposaient des séances d'auto-critique à répétition. Au temple de Confucius, les nerfs l'avaient cinglé de sautres de bois d'opéra de Pékin pour lui faire avouer ses prétendus «crimes contre-révolutionnaires». Aujourd'hui, la préposée municipale du musée de Lao She n'épargne aucun détail de ces exactions. Elle a potassé son mémo des bords de dévotion de la révolution, ont acculé l'écrivain au suicide. Point final. Mais qui ose contester en Chine cette version érigée en vérité de granit ?

Qui s'aventure à suggérer, à l'instar du spécialiste français Paul Bady, que Lao She pourrait avoir été purement et simplement assassiné ? Car si le désespéré avait plongé dans le lac, pourquoi ses vêtements sont-ils restés secs ? La question est d'importance. Elle touche aux limites de l'exercice d'interrogation que la Chine s'autorise dès que l'on touche à la mémoire de la révolution culturelle. Pour avoir exigé en 1986 que l'on fasse toute la lumière sur la mort de l'écrivain, un ancien dirigeant de l'Association des études sur Lao She s'est vu retirer sa carte du Parti.

D'autres intellectuels interrogent aujourd'hui la vérité officielle mais de manière plus oblique. Sans aller jusqu'à mettre en cause la théorie du suicide, ils avancent une interprétation hétérodoxe des motivations de l'écrivain. Lao She victime d'une poignée d'excités ? Le sens de son acte ne va-t-il pas au-delà ? N'est-il pas plus radical ? «Il s'est suicidé car il avait perdu toute confiance dans le Parti communiste et en Mao Zedong», assure un ancien animateur de l'Association des études sur Lao She qui préfère garder l'anonymat - précaution qui en dit long sur les inhibitions qui continuent d'entourer cette question en Chine. Cette thèse de la foi broyée sent le soufre. Elle est à l'opposé de la vulgate qui conti-

nue de présenter Lao She comme une personnalité officielle, acquise au socialisme et au Parti, au point d'avoir dénoncé - ce qui est tristement vrai - d'autres écrivains lors de la campagne de l'après-Cent Fleurs (1957) contre les «droitiers». Ce Lao She-là avait en fait cessé de créer. Pour avoir mis sa plume au service de «campagnes», il s'était condamné à la stérilité. Son œuvre, la vraie, celle dédiée à la trucidance des petites gens assommées par la fatalité, remontait à l'élan pré-1949 - à l'exception notable de la *Maison de thé*, écrite durant la brève détente des Cent Fleurs. Singulière pour l'époque, la pièce marquait en fait le surgissement d'une inspiration que le lamento idéologique avait déjà anémiée. En marge du centenaire officiel, c'est bien cette veine-là de l'héritage de Lao She, satirique et insolent, qui est aujourd'hui fêlée par le public.

Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre au Théâtre des Ouvriers, bâtisse de béton sans âme située au cœur du quartier populaire Hu Fang Qiao, à deux pas de la rue des antiquaires Liu Lichang. La représentation de la *Maison de thé* débute en fin d'après-midi, à l'heure où les écoliers, le cou ceint d'un foulard rouge, se ruent sur les gâteaux à la crème des pâtisseries. Le metteur en scène Gu Wei, un fidèle de l'œuvre de Lao She, a orchestré le récit selon l'art du qu-

ju, le théâtre populaire chanté propre à la tradition pékinoise. La pièce narre les tribulations de la Chine sur un demi-siècle (1898-1949) à travers le microcosme fébrile d'une maison de thé. Comment mieux saisir l'actualité de Lao She ? Les scènes sont riches de résonances contemporaines qui ravissent le public. Quand un personnage (Chang le quatrième) s'exclame : «Où j'aime mon pays, mais de qui suis-je aimé ?», la salle applaudit à tout rompre. Chacun se reconnaît, encore aujourd'hui, dans cette complainte du patriotisme floué, du sacrifice mal récompensé, de l'infortune inégalement répartie. Lors de la commémoration au Palais du peuple, un officiel ne s'était aventuré à broder sur le sujet. C'est bien un double Lao She dont la Chine célèbre le centenaire.

Frédéric Bobin

* Titres disponibles en France : *La Maison de thé* (Ed. en langues étrangères, 1980), *Le Bateau magique* (Ed. en langues étrangères, 1982), *Gens de Pékin* (Gallimard, 1982), *La Cage aux trebellies* (Gallimard, 1986), *L'Enfant du Nouvel An* (Gallimard, 1986), *Le Tisseur de passe* (Ed. en langues étrangères, 1989), *Un fils tombé du ciel* (Ed. Arléa, 1989), *Le Fousse-Pousse* (Ed. Philippe Picquier, 1990), *Quatre générations sous un même toit* (Mercure de France, tome I : 1996, tome II : 1998).

Passage en revues

● «Lignes»

Francis Marmande, Mathieu Bénézet, Jean-Paul Curnier, Christophe Bident, Daniel Dobbels, Laurence Louppe, Emmanuel Saulnier et Michel Surya sont les maîtres d'œuvre d'un dossier intitulé *Résistance de l'art, des arts résistants*. Francis Marmande y retrace une histoire des écritures de la transgression, et s'insurge contre l'idée que cette notion puisse paraître dépassée en un temps où Salman Rushdie et Taslima Nasreen ont été poursuivis à mort pour fait d'écriture, où des ouvrages, en France, sont condamnés avant d'être écrits, où s'installe «partout un climat de dénonciation aigüe, la surveillance généralisée, le despotisme de l'opinion publique, le contrôle total, la précaution utile, dictée par l'économie, des éditeurs, le tout communication, le règne absolu du faux et la maladie de la transparence». Michel Surya, lui, accuse : ce ne sont pas les médias qui ont domestiqué la pensée, mais les intellectuels, devenus «domestiqués», ou «hétéronomes», intellectuels de pouvoir «comme il y eut, avant eux, des intellectuels de parti» (n° 36, mars 1999, Hazan, 180 p., 100 F [15,24 €]).

● «Terrain»

Le dernier numéro de la revue d'ethnologie du ministère de la culture est consacré au «Beau». On y trouve des textes sur l'art des masques en Papouasie-Nouvelle-Guinée et la pratique du «dédouement» du désir, le langage de la beauté chez les Inuits du Canada, la faculté en milieux ouvriers de fabriquer des

œuvres d'art avec ferrailles et objets de brocantes, le rituel faussement futile qu'est l'élection d'une Miss Monde en Inde, la transformation des corps dans les sociétés indiennes de la Côte nord-ouest (Canada), et la révolutionnaire théorie de l'art proposée par l'anthropologue anglais Alfred Gell. Dans le même numéro, un article sur le football dans la culture populaire à Votrud, un petit village situé entre Laval et Le Mans (n° 32, mars, Éditions du patrimoine, 65, rue de Richelieu, 75002 Paris, tél. : 01-40-15-85-271, 66 p., 90 F [13,72 €]).

● «Vertigo»

La revue d'esthétique et histoire du cinéma dirigée par Christian-Marc Bosseno consacre un numéro au «Loin». Études sur la contagion du plan moyen, l'horizon du récit, le devoir du cinéaste de faire entrer, tel Eisenstein, «la réalité dans la sphère d'action de la fiction». Pour appréhender le lointain comme invention formelle, regarder à la jumelle, tel James Stewart dans *Fenêtre sur cour*, les vies qui défilent de tout le voisinage. Zapper sur l'écran noir des nuits blanches de nos maternelles-voyeurs. Voir Satyajit Ray, Rivette, Angelopoulos, Mizoguchi, Kiarostami, Poller, Keaton, Antonioni, Oliveira, Tati, Godard, Wenders... Ou, comme l'explique François Prodomidis, John Cassavetes, qui possédait l'art, via ses gros plans, de jeter à ses personnages et à ses spectateurs «un espace à la guêpe» (n° 18, éd. Jean-Michel Place, 160 p., 140 F [21,34 €]).

J.-L. D.

A L'ÉTRANGER

Festival de poésie à Manhattan

Du 9 au 11 avril, le People's Poetry Gathering se tiendra dans les cafés, les parcs et les auditoriums de Manhattan. Le festival célébrera toutes les formes de poésie du sonnet au hip-hop, des vers du poète écossais du XVIII^e siècle Robert Burns aux textes publiés sur Internet. On lira *Le Corbeau* d'Edgar Allan Poe dans un cinétière. Il y aura une joute entre rappers dont le vainqueur sera déclaré aux applaudissements ; des poètes country chanteront. Des amateurs tenteront de se faire connaître, des poètes reconnus seront également présents, comme le gagnant du prix Pulitzer Gail Kimmel, qui fera une lecture de Federico García Lorca et participera à un stage avec un poète brésilien, qui accroche ses textes sur des cordes à linge pour qu'ils soient lus par les passants. Robert Bly lira *Ode à mes chaussettes* de Pablo Neruda, assurera un atelier sur «mythologie et poésie», et discutera des traditions orales avec Kewley Kamara, un poète de Sierra Leone qui descend d'historiens de tradition orale. Son œuvre est empreinte de musique et d'improvisation. Il y aura également des compositions de haikus japonais et un concours de decima portoricain : il s'agit de trer une phrase d'un chapeau, destinée à clore un poème de dix lignes. Sherman Alexie, l'auteur du scénario de *Phoenix Arizona* de Chris Eyre (sortie le 21 avril) tiré du recueil de nouvelles éponyme (Albin Michel), participera à un concours de poésie. Ces festivités sont organisées par City Lore, une association qui organise des lectures et dispose d'une bibliothèque entièrement consacrée à la poésie et à la culture populaire.

● COLOMBIE : XII^e Foire du livre

Plus de 400 exposants venus de neuf pays participent à la XII^e Foire internationale du livre de Bogota avec la Grande-Bretagne comme invité d'honneur. Le thème cette année tourne autour des «relations entre les villes et la littérature». 250 écrivains y sont attendus. Des expositions, des présentations de films, des spectacles de théâtre et de musique accompagneront ces treize journées.

● VENEZUELA : le XI^e prix Rómulo-Gallegos

L'une des récompenses les plus prestigieuses de littérature latino-américaine, le prix Rómulo-Gallegos, créé en 1964, sera attribué le 2 juillet. 219 romans d'auteurs de 19 pays ont été sélectionnés. Parmi les premiers auteurs récompensés, on relève les noms du Péruvien Mario Vargas Llosa, du Colombien Gabriel García Márquez et du Mexicain Carlos Fuentes. La Mexicaine Angeles Mastretta, qui a obtenu ce prix en 1997, présidera le jury cette année.

magazine littéraire

N° 375 - Avril 1999

DOSSIER
GOETHE

LES LIVRES DU MOIS

Michel Tournier, Patrick Modiano
Anthony Burgess, Jacques-Pierre Amette, Racine

SUPPLÉMENT

Les écrivains du Maroc

Chez votre marchand de journaux : 32 F

Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> Tolstov | <input type="checkbox"/> Rabalais |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Michel Leiris | <input type="checkbox"/> L'existentialisme |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> Althusser | <input type="checkbox"/> Paul Verhaere |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> André Gide | <input type="checkbox"/> Aragon |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke | <input type="checkbox"/> La Plaine |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> Kant | <input type="checkbox"/> Marx |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant | <input type="checkbox"/> Michel Foucault |
| <input type="checkbox"/> Sade | <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss | <input type="checkbox"/> Ernst Jünger |
| <input type="checkbox"/> Retour aux Latins | <input type="checkbox"/> Jean Genet | <input type="checkbox"/> Schopenhauer |
| <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> Roland Barthes | <input type="checkbox"/> Jean Giono |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Jacques Lucan | <input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch |
| <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Georges Perec | <input type="checkbox"/> Les Exclues |
| <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> Céline, le Voyage | <input type="checkbox"/> Les Exclues |
| <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse | <input type="checkbox"/> Ionesco |

Nom :

Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51 - Fax : 01.45.45.98.36

AGENDA

● LE 11 AVRIL. VIRGILE. A Paris, une lecture de *l'Enéide*, de Virgile, est proposée dans une mise en scène de Brigitte Jaques (de 10 heures à minuit, 36, quai du Louvre, 75001 Paris ; tél. : 01-40-20-84-00).

● LE 11 AVRIL. KENZABURO OÉ. A Paris, la Bibliothèque publique d'information organise une conférence de René de Ceccatty autour de l'œuvre de Kenzaburo Oé (à 17 heures, place Igor-Stravinsky, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-12-33).

● LE 12 AVRIL. POÉSIE. A Paris, la BNF propose une conférence d'Yves Bonnefoy suivie d'une lecture des poèmes de Christian Dotremont par Lambert Wilson (à 18 h 30, Bibliothèque de l'Arse, 1, rue de Solly, 75004 Paris ; réservation : 01-53-79-49-49).

● LE 12 AVRIL. ÉDITION. A Paris, la Bibliothèque publique d'information organisera un débat, animé

par Florence Nolville, autour du thème : «Promotion et publicité du livre» (à 19 h 30 au Tipi, piazza Centre Georges-Pompidou, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-46-41).

● LE 14 AVRIL. DIEU. A Paris, la Bibliothèque nationale de France organise, sur le thème «Quelques effets de Dieu», une conférence de Florence Delay intitulée «L'athéisme spirituel» suivie d'une table

ronde avec Frédéric Boyer, Sylvie Germain et Patrick Kéchichian (à 18 h 30, BNF, quai François-Maurice, 75013 Paris ; tél. : 01-53-79-59-59).

● DU 14 AU 17 AVRIL. FOUCAULT. A Caen et à Paris, à l'occasion du dépôt des archives Foucault à l'Institut des archives de l'édition contemporaine, le Centre Michel-Foucault et l'IMEC organisent colloque, expositions et projection (tél. : 02-31-29-37-37 ou 01-53-34-23-23).

PHILIPPE CAUBÈRE

rencontre aux

CAHIERS DE COLETTE

le samedi 10 avril à partir de 18h.

à l'occasion de la parution

de son roman

Les carnets

d'un jeune homme

(Denoël)

23-25, rue Rambuteau, Paris 4^e

Tél. 01 42 72 95 06

JOHN IRVING

à l'occasion de la parution

de son roman

Une veuve de papier

(Le Seuil)

sera à la librairie

LE DIVAN

le mercredi 14 avril

à partir de 18h.

203, rue de la Convention, Paris 15^e

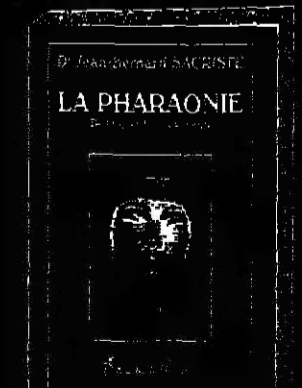
Tél. 01 93 98 90 68

Vient de paraître



Instantanés de vie, d'enfance ou de jeunesse suivis de trois contes. Une lecture intemporelle... Nevoite, fraîcheur d'âme et nostalgies.

70 F



Le lent effritement d'un Empire tri-millénaire, par perte de son identité culturelle, politique, nationale, jusqu'à celle de son écriture et de sa langue.

75 F

Éditions de l'Orme

Distribution Ste Née Distique 28600 Lusignan - Fax : 02 37 30 07 12

سكزا من الأمل